

Les relations entre Occidentaux

Stratégie franco-allemande

La coopération entre la France et la R.F.A., telle qu'elle existe depuis le traité de l'Elysée, dont le vingtième anniversaire donnera en janvier à M. Mitterrand l'occasion de s'adresser au Bundestag, reste un domaine essentiel de la diplomatie des deux pays. Les inquiétudes qu'éprouvent les dirigeants français de leur être leur caractère « privilégié » puis le changement de politique intervenu à Bonn étaient vaines.

C'est du moins ce que l'on a voulu signifier avec éclat à l'occasion du quarantième sommet, réuni le jeudi 21 et le vendredi 22 octobre à Bonn, en attendant cette coopération non pas tant au domaine militaire — où celle-ci y fonctionnait depuis longtemps avec un certain succès — mais surtout à la concertation stratégique. Il est vrai qu'en l'état actuel de l'économie française la bienveillance allemande est littéralement sans prix.

Mais au moment où une partie de l'opinion allemande paraît éprouver à nouveau, dans une situation politique intérieure passablement confuse, des penchants nationalistes, la France pouvait aussi avoir intérêt à associer davantage Bonn à ses réflexions stratégiques. L'autant que le pacifisme est souvent dirigé en priorité, outre-Rhin, contre l'Allemagne. L'organisation militaire de la quelle Paris n'appartient plus. En fait, tout se passe comme si chacun des deux gouvernements tentait de préserver l'autre d'une tentation néfaste : celle du neutralisme pour l'Allemagne, celle d'un protectionnisme pour la France.

Ce renforcement de la coopération militaire et stratégique porte surtout, il est vrai, sur les échanges d'idées. Il n'en est pas plus significatif de voir avec quelles précautions de langage M. Mitterrand s'est efforcé de présenter ce renforcement. Tout en se plaçant sous la grande ombre de De Gaulle — n'était-il pas co-signataire du traité dont il s'agit de mettre en œuvre une disposition négative jusqu'à ? — le président a surtout énuméré les interprétations auxquelles la décision franco-allemande ne devait pas donner lieu.

Sans doute s'agissait-il, pour le chef de l'Etat, de couper court à certaines appréciations selon lesquelles on allait assister à la naissance d'un « axe nucléaire Paris-Bonn », ou voir la R.F.A. préférer le « parapluie nucléaire » français à celui des Etats-Unis. Mais il y avait aussi, à l'évidence, le souci de ne pas rallumer en France même une querelle susceptible de rappeler, fût-ce en réduction, celle qu'avait soulevée le projet de Communauté européenne de défense, en 1954. Sans doute le débat sur le réarmement allemand n'a-t-il plus du tout aujourd'hui la même résonance. Ni d'ailleurs le même cadre juridique, puisque la R.F.A. a renoncé à posséder l'arme atomique en 1955. Mais le chef de l'Etat ne pouvait ignorer que la question demeure « sensible » pour une partie de l'opinion au moins : pour ses alliés communistes, aussi « gênants » à l'égard de la République fédérale que compréhensifs à l'égard de la R.D.A., pour les gaullistes, mais aussi pour une fraction notable des socialistes.

M. Mitterrand devait donc à la fois présenter ce renforcement de la coopération stratégique comme un grand progrès dans les rapports Paris-Bonn et comme une décision n'impliquant aucun changement militaire important pour l'un et l'autre pays. Il paraît y être assez bien parvenu.

(Lire nos informations page 2.)

Washington propose aux Européens de lever l'embargo sur le gazoduc en échange d'une limitation des rapports économiques Est-Ouest

Washington cherche une porte de sortie à l'affaire du gazoduc sibérien qui empoisonne les relations américano-européennes. Ce dossier a fait l'objet vendredi 22 octobre d'une réunion à Washington des ambassadeurs des pays concernés avec M. Eagleburger, sous-secrétaire d'Etat. Les Etats-Unis proposent aux Européens une levée des sanctions à condition que ceux-ci acceptent de restreindre le volume et le taux de leurs crédits aux pays de l'Est et qu'ils s'engagent à ne pas livrer certaines technologies.

La proposition américaine ne paraît pas soulever un grand enthousiasme à Paris, où on se félicite en revanche du climat qui a prévalu à Bonn pour le premier sommet réunissant MM. Kohl et Mitterrand. Le résultat principal de ce sommet a été le renforcement des consultations militaires et stratégiques entre les deux pays. Les conversations économiques n'ont pas permis de parvenir à un rapprochement des points de vue.

De notre correspondant

Washington. — Les Etats-Unis souhaitent arriver rapidement à un accord avec leurs alliés sur les rapports économiques Est-Ouest, accord qui leur permettrait de lever l'embargo sur le gazoduc sibérien, en échange d'une politique globale plus restrictive, décidée en commun. C'est dans ce but que le sous-secrétaire d'Etat, M. Eagleburger, a réuni à Washington, vendredi 22 octobre, les ambassadeurs de France, d'Italie, de Grande-Bretagne, d'Allemagne fédérale, du Canada et du Japon. Ces pays ont traité séparément, mais dans une même séance, les questions de crédits, de technologie, de commerce et de coopération économique.

Un texte de base a été établi, que chaque pays devait amender à sa guise. Il comporte trois chapitres :

1) Les grands principes des rapports économiques avec l'Est. Par exemple : faut-il refuser à ces pays tout traitement privilégié, notamment en matière de crédits ? Faut-il toute relation qui ne serait pas mutuellement avantageuse ?

2) Les principes de base à établir, que chaque pays devait amender à sa guise. Il comporte trois chapitres :

3) Les grands principes des rapports économiques avec l'Est. Par exemple : faut-il refuser à ces pays tout traitement privilégié, notamment en matière de crédits ? Faut-il toute relation qui ne serait pas mutuellement avantageuse ?

ROBERT SOLÉ

(Lire la suite page 2.)

Les élections en Espagne

M. Gonzales cherche à conjurer la peur du putsch

Le chef du parti socialiste espagnol, M. Felipe Gonzales, a repris la campagne, qu'il avait interrompue au Pays basque, pour se rendre dans la région de Valence ravagée par les inondations. M. Gonzales, appelant « au calme et à la tranquillité » face à l'insurrection sur un éventuel putsch, a précisé que cette interruption de sa campagne n'avait pas de rapport avec les nouvelles rumeurs de coup de force militaire qui avaient circulé mardi.

Les derniers sondages confirment que le parti de M. Gonzales devrait obtenir la majorité absolue lors du scrutin du 28 octobre. On s'attend cependant que le P.S.O.E. enregistre un recul au Pays basque, où les formations nationalistes et séparatistes devraient progresser.

De notre envoyé spécial

Vitoria. — « Président, président » : les dix mille personnes entassées dans le palais des sports de Vitoria, capitale administrative du Pays basque, se lèvent en scandant ce cri et en applaudissant à tout rompre. Il est 22 heures : M. Felipe Gonzales, arrivé en trombe d'un autre meeting tenu auparavant à Santander, à 200 kilomètres de là, vient de faire son entrée. L'ovation se poursuit jusqu'à ce que le secrétaire général du P.S.O.E. (parti socialiste ouvrier espagnol), une rose à la main, ait pris place à la tribune.

Passant de salles de spectacles en palais des sports toujours combles, au rythme de deux meetings par jour, « Felipe », comme l'appellent ses partisans, n'est déjà plus pour ces derniers le candidat (1) Les deux derniers meetings, le vendredi 22 octobre, par les journaux El País et Diario 16 accordent chacun aux socialistes une confortable majorité absolue (plus de deux cents sièges et, d'ailleurs, sur un total de trois cent cinquante).

THIERRY MALINIAC

(Lire la suite page 3.)

Les « disparitions » en Argentine

Quatre cents corps auraient été enterrés près de Buenos-Aires

L'affaire des « disparus » rebondit en Argentine. huit organisations de défense des droits de l'homme ont affirmé, vendredi 22 octobre, à Buenos-Aires, que les corps de quatre cents victimes de la répression étaient enterrés dans un cimetière spécial, aux environs de la capitale.

Jeudi, l'une de ces organisations avait affirmé que certains des disparus étaient encore vivants dans les prisons (le Monde du 23 octobre).

Correspondance

Buenos-Aires. — Quatre cents cadavres de « disparus » seraient enterrés dans un cimetière situé près de la capitale, non loin de Campo de Mayo, principal camp militaire de l'Argentine. Ces révélations ont été faites, vendredi 22 octobre, par huit organisations de défense des droits de l'homme, au cours d'une conférence de presse. Les responsables de ces organisations se sont rendus sur les lieux et ont constaté, dans ce cimetière appelé « Grand Bourg », l'existence d'une zone où se trouvaient quatre-vingt-huit fosses communes, qu'ils ont pu photographier.

Les employés du cimetière et des voisins ont affirmé que celles-ci avaient été aménagées en mai 1978 sur le terrain d'une ferme abandonnée. Ils ont précisé qu'entre mai 1978 et décembre 1979 des camions militaires ont amené de nuit plusieurs centaines de cadavres qui ont été enterrés par groupes de cinq.

En novembre 1981, les parents d'un « disparu », qui étaient sans nouvelles de leur enfant depuis mai 1976, ont été informés par la justice que son corps avait été retrouvé quelques mois après sa disparition et qu'il avait été enterré dans ce qui est aujourd'hui le cimetière « Grand Bourg ». L'autopsie avait révélé qu'il avait été torturé et qu'il était mort d'une fracture du crâne. Les parents avaient obtenu, non sans mal, l'exhumation du cadavre et avaient reconnu le corps de leur enfant.

Les associations de défense des droits de l'homme ont demandé à la justice de procéder à une enquête exhaustive en vue d'identifier les quatre cents « inconnus » du cimetière « Grand Bourg ». Elles demandent également que les registres du cimetière soient mis sous séquestre immédiatement et que soient surveillées les fosses communes afin que celles-ci ne souffrent d'aucune altération. Les Mères de la place de Mai, quant à elles, ont décidé de monter la garde auprès des tombes où reposent, peut-être, leurs enfants.

JACQUES DESPRES.

LA NEUVIEME FIAC

Dix jours sur le marché

La Foire internationale d'art contemporain, la FIAC, s'est ouverte vendredi 22 octobre au Grand Palais dans un climat un peu plus serein que l'année dernière, où la mise en place d'une nouvelle loi inégalement appliquée avait suscité de vives polémiques.

M. Jack Lang, ministre de la culture, venu inaugurer la manifestation, a dû cependant dissiper certaines rumeurs selon lesquelles le gouvernement envisagerait de revenir sur la décision prise d'exonérer les œuvres d'art au titre de l'impôt sur la capital, rassurant en soulignant que cette mesure est « définitive et irrévocable », et réaffirmant que « sans un marché de l'art actif et vivant, il n'y a pas de politique culturelle concevable dans un pays comme la France ».

Du côté des galeries on ne manque toujours pas de souligner que, si effectivement les œuvres d'art ont été exonérées de l'impôt sur les ventes (6 % au lieu de 3 % auparavant), et d'autre part que le paiement par chèques des œuvres achetées a été encouragé, les commerçants maintiennent un climat de méfiance peu favorable au développement du marché de l'art en France. Toutefois on reconnaît certains aspects positifs, consécutifs aux travaux effectués en relation avec la commis-

M. MITTERRAND ET L'UNITÉ NATIONALE

Après Jouhaud, Pétain ?

Après Jouhaud, pourquoi pas Pétain ? La question est moins saugrenue qu'il n'y paraît. Elle a été posée au président de la République lors du petit déjeuner qui a réuni autour de lui, chaque jeudi, quelques-uns de ses fidèles.

A elle seule, elle suffit à montrer combien l'idée de réconcilier les carrières des généraux de l'Algérie française a pu heurter le militantisme de certains socialistes (le Monde du 23 octobre). Elle vaut surtout pour la réponse du chef de l'Etat. Celui-ci considère que le « pardon de la nation », qu'il souhaite, devra s'étendre non seulement sur vingt ans, mais un demi-siècle en arrière. Non qu'il envisage le transfert des cendres du maré-

chal Pétain à Douaumont. Mais il n'a pas l'intention de penser que la famille de Philippe Pétain puisse être autorisée à lui donner une autre sépulture que l'île d'Yeu. De même que les mesures d'austérité peuvent être acceptées par les travailleurs lorsqu'elles émanent de leurs représentants, au gouvernement, il y a des gestes que des résistants aussi incontestables que M. Mitterrand peuvent sans doute se permettre.

Le propos du chef de l'Etat va bien au-delà de ces cas d'espèce. Il s'inscrit dans une démarche que deux mots résument, comme il résume désormais chacun des grands discours que M. Mitterrand prononce : rassemblement et ouverture.

De la part d'un président de la République, il n'y a rien de très surprenant. Le début du septennat de Georges Pompidou avait été marqué par l'ouverture au centre. Le septennat de M. Valéry Giscard d'Estaing a été caractérisé par la recherche d'un « consensus ».

Il est naturel pour un président de la République élu au suffrage universel de préserver l'unité nationale et de s'en prévaloir. Aux yeux de M. Giscard d'Estaing, le consensus devait traduire les aspirations de ce fameux « groupe central » de la société décrit dans Démocratie française. La gauche, et surtout le P.C.F., lui avait reproché d'inviter les travailleurs à participer à leur propre exploitation.

La gauche, sous l'influence du marxisme, a une autre vision de la société. Elle parle de « lutte des classes » et constitue des « fronts de classe », tandis que la droite — du R.P.F. au R.P.S. — par exemple — affectionne les « rassemblements ». (1) Il est donc, a priori, plus difficile à la gauche de prétendre rassembler.

M. Mitterrand doit répondre à deux impératifs qui expliquent sa démarche : il doit rechercher la confiance, sinon l'adhésion, des acteurs économiques ; il doit aussi créer les conditions d'un élargissement de la majorité.

Il lui faut être cohérent avec son discours de rassemblement écon-

(1) Il est vrai aussi que M. Maurice Thorez voulait transformer le « Front populaire » en « Front des Français ».

BRUXELLES
FORT-DE-FRANCE
aller-retour
à partir de
2490 F
Valable 1 an dans les 2 sens

Bus Paris-Bruxelles : 60F aller simple

nouvelles frontières
le voyage moins cher, pour tout le monde

66, bd Saint-Michel 75006 Paris 329 12 14
119, rue Solfériano 59000 Lille 54 38 06

M. JACQUES DELORS
invité du « Grand Jury
R.T.L.-le Monde »

M. Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances, sera l'invité de l'émission « Le grand jury R.T.L.-le Monde », dimanche 24 octobre, de 18 h 15 à 19 h 30.

Le ministre répondra aux questions d'ordre économique et d'ordre politique des journalistes de la station et du quotidien.

سكنا من الاحل

Le Monde

étranger

DIPLOMATIE

Washington pose des conditions à la levée de l'embargo sur le gazoduc

(Suite de la première page.)

2) Les thèmes qui devront être approfondis au cours des prochains mois, au fait, tous les aspects des rapports économiques: la politique commerciale, la politique énergétique, les crédits, etc. 3) Les décisions immédiates. Ce troisième chapitre est évidemment le plus difficile. Pour annuler les mesures « anti-gazoduc » du 18 juin dernier, Washington demanderait à ses alliés plusieurs choses. D'abord, restreindre les crédits à l'Est (en diminuant les quantités — ce qui fait fuir les Allemands — ou en baissant les taux). Puis, renforcer les contrôles sur les exportations de technologie.

A ce propos, les Etats-Unis voudraient un embargo partiel sur les équipements énergétiques, décidés tous ensemble. Dernière exigence: que les Européens s'engagent à n'acheter à l'U.R.S.S. que les quantités minimales de gaz prévues dans les contrats. Ce qui rendrait plus cher aux Soviétiques le coût du gazoduc et les amènerait peut-être à constater qu'ils ont fait une mauvaise affaire.

Les Italiens et les Britanniques se seraient montrés assez compréhensifs. Les Allemands, un peu moins, quant aux Français, ils jugeraient irrécevables certaines demandes américaines, sur les crédits notamment. Ils voudraient s'assurer, d'autre part, qu'on n'utiliserait pas les restrictions technologiques pour limiter les relations économiques entre l'Est et l'Ouest.

L'un des enjeux de la discussion est politique. Il s'agit de savoir si on va permettre à M. Reagan de proclamer haut et fort, à la veille des élections du 2 novembre, que les Etats-Unis ont levé les sanctions parce que leurs alliés se sont inclinés sur l'essentiel. A Paris, cela pourrait passer pour une capitulation française et valoir quelque embarras à M. Mitterrand.

Ce n'est donc pas par hasard que l'un des aspects les plus débattus est la manière de présenter un éventuel accord. Publierait-on un document officiel, comme le souhaitent les Américains? Ou dirait-on seulement, sans fournir de texte, que l'embargo est levé et qu'une unité de vues existe sur les rapports économiques Est-Ouest.

M. Reagan a besoin qu'une négociation réussisse, car l'embargo crée du chômage aux Etats-Unis et porte atteinte à la crédibilité commerciale de plusieurs firmes américaines. Un accord sur le gazoduc, après un accord sur l'acier, peut être présenté — en forçant un peu — comme une grande victoire pour l'empire. Mais certains membres de l'administration Reagan craignent un accord trop vague qui permettrait aux Européens de continuer leur « Ocasolitis ». Ou d'un écran de fumée, l'aut qu'à faire, ces « durs » préféreraient qu'il n'y ait pas d'accord du tout. On soupçonne le secrétaire à la Défense, M. Weinberger, d'être parmi eux.

Si la négociation échoue, la France risque d'être montrée du doigt. Certains la présentent déjà à Washington comme le seul

obstacle à un accord entre les alliés.

Le Wall Street Journal l'épingle à sa manière, le 22 octobre, dans son éditorial intitulé « Dernier tango à Paris? ». Dressant un tableau très sombre de la situation économique, l'attribuant aux politiques incohérentes des socialistes, il se demande pourquoi les banques américaines ont participé à l'emprunt international de 4 milliards de dollars lancé par le gouvernement français. N'auraient-elles pas dû se montrer plus prudentes après leur mésaventure mexicaine? Certes, « la France n'est pas le Mexique », souligne le quotidien des milieux d'affaires. « Mais si le gouvernement de M. Mitterrand ne change pas véritablement de mélodie, on peut craindre d'être proche du dernier tango à Paris ».

La question sur les banques trouve en fait sa réponse dans un long article, page 23 du même numéro. Si elles ont participé à l'emprunt, c'est parce qu'elles « craignaient des représailles du gouvernement français ». Le Journal cite « des diplomates américains » selon lesquels « le débat entre les banques et le gouvernement français était si tendu la semaine dernière que l'emprunt était sur le point de choir ».

Il reproduit même partiellement un télégramme de l'ambassadeur des Etats-Unis à Paris, M. Evan Galbraith, qui aurait écrit à son gouvernement: « Le ministre français des finances informa individuellement les banques que la décision de souscrire était une décision politique ». M. Delors aurait été déçu à l'ambassadeur, par plusieurs banquiers, comme « oppressés, non réalistes et inféodés ». Sa position ne se serait améliorée qu'après une intervention de la Société Générale, inquiète de l'effet « déstabilisateur » qu'aurait eu la non-participation de banques européennes et américaines à l'emprunt.

ROBERT SOLI

LA FIN DU SOMMET FRANCO-ALLEMAND DE BONN

MM. Kohl et Mitterrand annoncent un renforcement des consultations militaires et stratégiques entre les deux pays

Bonn. — « Une amitié plus réelle et plus forte que jamais ».

Ainsi M. Mitterrand, à l'issue du quarantième sommet franco-allemand, a-t-il qualifié vendredi 23 octobre dans la capitale fédérale les relations entre Paris et Bonn. De fait, les hommages appuyés rendus au président français par les nouveaux dirigeants de la R.F.A., et la chaleur également exceptionnelle avec laquelle ils devaient en être remerciés par ce dernier, ont illustré et confirmé la continuité de rapports qui paraissent décidément en mesure, désormais, de survivre aux aléas de la politique intérieure de l'un et l'autre pays.

Mais surtout, ce sommet a été l'occasion de lancer une forme de coopération qui, pour n'être pas aussi nouvelle qu'il a été dit avec l'instauration du côté français, devait tout de même étendre le champ des consultations franco-allemandes. Celles-ci seront systématiquement poursuivies, en effet, dans le domaine militaire et stratégique. La réunion des ministères des relations extérieures et de la défense de chacun des deux pays, jeudi matin, a notamment permis de mettre au point un projet de commission franco-allemande spécialisée, qui se réunira probablement tous les trois mois (c'est-à-dire à une fréquence double de celle des commissions de coopération militaire et stratégique). Cette commission comprendra plusieurs groupes d'experts spécialisés dans l'examen des différents dossiers militaires et stratégiques, mais aussi de certaines grandes questions plus conjoncturelles aux confins du diplomatique et du militaire.

Sans doute cette extension n'est-elle pas une révolution, mais elle n'est pas d'une évolution, à l'agréable d'une évolution.

De notre envoyé spécial

laquelle on a voulu, à l'occasion du sommet de Bonn, faire franchir en une seule fois plusieurs degrés. La coopération franco-allemande en matière de défense était en effet prévue dans le traité de l'Elise, en 1953. La France et la R.F.A. étudiaient ensemble des problèmes stratégiques et tactiques, ainsi que des problèmes d'armement non nucléaires. L'entraînement militaire commun était en outre envisagé.

Depuis, cette coopération militaire a fort bien fonctionné en ce qui concerne la fabrication de certains matériels: le Transall et l'Alouette pour l'aéronautique, mais aussi les missiles antichars Milan et Rot, ou le système de défense contre les avions à réaction. Mais si le projet de coopération commune destiné à remplacer les A.M.R. 30 et les Leopard 2 paraît en cours, les autres de la politique intérieure franco-allemande.

Des entretiens économiques

decevant

Bonn ne faisait pas mystère de ses intentions de développer cette coopération d'armement en commun avec la France. Le nouveau ministre fédéral de la Défense, M. Wimmer, s'en était rendu récemment à Paris avec M. Herrmann. L'extension de la coopération à la réflexion stratégique est d'une nature plus directement politique. M. Mitterrand s'est appliqué, au cours de la conférence de presse à souligner que ce genre de coopération n'était pas et ne pouvait pas être « une affaire de République, d'une association de la R.F.A. à la stratégie nucléaire de la France. Pas davantage d'un transfert de technologie nucléaire en direction de l'Allemagne ». Il n'était pas question d'obtenir, par le même moyen, « et pas même d'y songer ». L'Allemagne, en développant la force nucléaire française.

après la conférence de presse de MM. Kohl et Mitterrand: « Cela ne peut changer, et ne changera pas ».

Ces précautions oratoires prises de part et d'autre visent évidemment à éviter des interprétations excessives de ce que M. Mitterrand a considéré comme « l'un des progrès les plus sensibles de ce sommet ». Les réactions de la presse ouest-allemande, ce samedi matin, laissent à penser que ce son de modération est partagé par l'opinion de R.F.A. Tout en se réjouissant de cette extension des rapports entre les deux capitales, plusieurs éditorialistes soulignent qu'il n'y a de la part de la République fédérale aucun « virage » stratégique à y voir. Ne serait-ce qu'en raison du fait que ni les armements nucléaires français en général ni la bombe à neutrons ne pourront figurer parmi les questions débattues par la future commission spécialisée.

L'importance accordée à la coopération militaire et stratégique à quelques pas écartés des autres points de l'ordre du jour, en particulier les problèmes conjoncturels et les relations Est-Ouest. Sur ce point, M. Mitterrand et Kohl ont chacun fait part de leur préoccupation à propos de la situation dramatique qu'a traversée le peuple polonais, selon la formule du président de la République. Mais cette priorité donnée aux questions de défense, a probablement aussi permis de ne pas trop insister sur le caractère pour le moins décevant des entretiens en matière économique.

La y ont surtout regretté les divergences entre les deux pays, pour être restés très cordial, n'en a pas moins ressemblé plus d'une fois à un dialogue de sourds. M. Lambsdorff, ministre des Finances, a redit à ses interlocuteurs français (MM. Chevènement, Jobert et Delors) sa crainte de voir Paris se livrer aux facilités à court terme de l'argent, au lieu de la rigueur de la R.F.A. redonne que, si la France est contrainte de quitter le système monétaire européen, elle ne puisse échapper à une certaine fermeture vis-à-vis du commerce extérieur.

De leur côté, les ministres français ont insisté auprès de leurs collègues sur le danger que représentait le déséquilibre croissant des échanges entre les deux pays. Des échanges dont le déficit de la France a atteint un record en 1982 puisqu'il est de 10,5 milliards de francs, contre 10,2 en 1981, pour les huit premiers mois de l'année, contre 10,1 en 1980. Mais, pour les huit premiers mois de l'année, le déficit de la France a atteint un record en 1982 puisqu'il est de 10,5 milliards de francs, contre 10,2 en 1981, pour les huit premiers mois de l'année, contre 10,1 en 1980.

M. Kohl a assuré, de son côté, qu'il n'était pas question d'instaurer cette force nucléaire française dans les négociations en cours à Genève sur la limitation des armements. D'une manière générale, on insiste ici sur le fait que la réactivation des dispositions militaires du traité de l'Elise — en particulier la disposition prévoyant « le rapprochement des doctrines en matière de défense » — ne signifie pas « des coopérations communes » — ne signifie en aucun cas, comme Bonn a été étonné sur ce point.

En particulier, la République fédérale considère toujours que la garantie de sa sécurité internationale repose sur la puissance nucléaire américaine et sur son engagement au sein de l'OTAN. Le colonel Jürgen Reichardt, porte-parole du ministère de la Défense, l'a répété avec insistance.

BERNARD BRIGOULEUX

AMÉRIQUES

Canada

POUR SORTIR DE LA RÉCESSION

M. Trudeau lance un appel à la « discipline »

De notre correspondant

Montréal. — M. Trudeau a très bien posé le problème: il reste maintenant à trouver la solution. Beaucoup de Canadiens ont dû faire ce commentaire. M. Trudeau a tenu son discours de politique générale devant le parlement fédéral jeudi 22 octobre, la troisième intervention radio-télévisée en trois jours du premier ministre fédéral qui les a invités à faire « nature une solidarité nouvelle et durable » pour sortir d'une récession « aussi rapide que brutale ».

M. Trudeau a longuement évoqué la « pire crise » et le « plus vertigineux déclin économique depuis une génération » que connaît le Canada. Il a rejeté l'idée d'un contrôle des prix et des salaires qu'il avait imposé entre 1975 et 1977. Cette fois-ci, il compte sur la « discipline » des Canadiens qui finiront par prendre conscience de leur « véritable intérêt ». En fait, le gou-

vernement fédéral a décrété, en juin, des mesures de contrôle qui limitent la progression des salaires dans la fonction publique à 5,5 % en 1982 et à 5 % en 1983. M. Trudeau a attribué la baisse de l'inflation au cours des derniers mois (10,4 % en septembre contre 11,8 % en mai) à des mesures qu'il espère voir étendues de manière volontaire à l'ensemble des secteurs économiques.

Les interventions de M. Trudeau sur les ondes de la radio-télévision nationale, en anglais et en français, ont provoqué des remous dans les milieux politiques et syndicaux, ainsi que dans la presse. L'opposition s'est insurgée contre le fait que le premier ministre ait requis le silence pendant quinze minutes. Le président de Radio-Canada, M. Pierre Juneau, un ami personnel et politique de M. Trudeau, a reconnu que cette demande était « inacceptable et sans précédent », mais, a-t-il dit, il n'avait aucune raison de la rejeter. Les partis d'opposition auront évidemment droit à quarante-cinq minutes d'antenne en tout, mais il semble que cela devra se faire en une seule fois.

BERTRAND DE LA GRANGE.

Guatemala

Selon un diplomate néerlandais

CINQ MILLE INDIENS

RISQUENT D'ÊTRE MASSACRÉS

New-York (A.F.P.). — Cinq mille indiens Kaqchiquels, encerclés dans le centre du Guatemala par l'armée, risquent d'être massacrés dans les quarante-huit heures à venir, vendredi 23 octobre, aux Nations unies, le représentant des Pays-Bas, M. Hugo Scheltens. Selon des rapports parvenus à La Haye, les cinq mille indiens se trouvant près du village de San-Martín-Jilotepeque (province centrale de Chimaltenango), ont été menacés d'extermination par des forces gouvernementales. M. Scheltens devant la commission sociale de l'Assemblée générale des Nations unies.

Le représentant du Guatemala, M. Juan Carlos Delpré-Crespo, qualifiant ces informations d'« inexactes », a indiqué que des milliers de paysans indiens étaient bien descendus des montagnes jusqu'à San-Martín-Jilotepeque, selon lui pour fuir la guerre. Mais M. Delpré-Crespo a démenti que les indiens aient menacés.

El Salvador

CINQ DIRIGEANTS

DE L'OPPOSITION DE GAUCHE

SONT ARRÊTÉS

Cinq dirigeants du Front démocratique révolutionnaire (F.D.R.), qui regroupent les partis d'opposition de gauche) ont été arrêtés à San-Salvador ces derniers jours, selon un communiqué du F.D.R. publié vendredi 22 octobre. A Paris, il s'agit de M. Luis Menjívar, Jorge Herrera, David Elias Guadalupe, Mauricio Domenech et Carlos Molina.

M. Menjívar, membre du Mouvement populaire social-chrétien, a été capturé, lundi 18 octobre, par les forces de sécurité gouvernementales, alors qu'il sortait d'une banque de la capitale. MM. Herrera et Guadalupe ont été pris le même jour, alors qu'ils se trouvaient au siège du mouvement national révolutionnaire, une autre composante du F.D.R. MM. Domenech et Molina ont été arrêtés le 19 octobre, le premier, alors qu'il sortait d'un centre d'éducation.

LIBÉRÉ SUR L'INTERVENTION DE M. MITTERRAND

Le poète cubain Armando Valladares

a été hospitalisé au Val-de-Grâce

Le poète cubain Armando Valladares, libéré de prison cubaine grâce à l'intervention du président Mitterrand, a été hospitalisé vendredi 22 octobre au Val-de-Grâce, à Paris, pour un « examen médical approfondi ».

M. Valladares, qui avait perdu l'usage de ses jambes après une très longue grève de la faim, devrait rester hospitalisé quelques jours.

Le dissident cubain, qui est un des plus célèbres opposants au régime de M. Fidel Castro, avait été libéré, le 13 octobre, à l'Orly (nos dernières éditions du 23 octobre). M. Valladares avait été accueilli par sa femme, venue de Miami, et par M. Régis Debray, conseiller à l'Elise.

« Je suis très fatigué, je vais me reposer », a-t-il déclaré aux journalistes, après avoir dit en quelques

mois son « émotion ». « Je suis et étais tout à fait bruyant ». Auparavant, il avait embrassé longuement en pleurant celle qu'il a épousée en prison et qui n'avait pas vu « depuis plusieurs années ».

M. Armando Valladares a quarante-cinq ans. Avec ses cheveux courts, à peine grisonnants, son visage bien découplé mais émacié, il a un certain air de jeunesse. Visiblement ému, exprimant sa gratitude pour M. Mitterrand, qui, selon Régis Debray, a obtenu sa libération, il était beaucoup plus souriant que la veille à son départ de La Havane, où les journalistes l'ont vu, grisé, les yeux fous, dans un sourire.

Emprisonné en 1960, il aura donc passé vingt-deux ans en prison avant que M. Fidel Castro ne réponde enfin favorablement au message personnel que lui avait adressé M. Mitterrand à la fin de l'année dernière. Paris, le 22 octobre, a été le jour d'un triomphe des dignitaires cubains. Il a transité par Madrid, où un avion spécial mis à sa disposition par le gouvernement français l'a emmené pour Paris.

Le poète sera hébergé à Paris par l'écrivain espagnol Fernando Arrabal, qui a déjà accueilli chez lui Mme Maria Valladares, laquelle vit habituellement à Miami.

Outre Arrabal, les écrivains Philippe Sollers et Marek Halpern, qui ont fait campagne pour la libération de M. Valladares, étaient également à l'Orly. La belle-sœur du poète et d'autres Cubains, parents ou amis, ont déclaré aux journalistes qu'ils étaient restés sans nouvelle de lui depuis un an et demi. « C'est pendant ce temps-là que nous avons été libérés », ont-ils dit. M. Valladares avait en effet été prisonnier dans un fanal de l'Orly, après avoir perdu l'usage de ses jambes pour être resté sans nourriture pendant une quarantaine de jours en 1974. L'usage cubain de la « Ladrone » affirme, dans une dépêche diffusée vendredi, que l'écrivain « a subi une paralysie » et qu'il souffrait en réalité d'une « polyarthrite pur purpurique ».

Les polyarthrites sont des atteintes des nerfs périphériques. Elles touchent en général plusieurs nerfs et se traduisent par des troubles moteurs, souvent symétriques. Elles peuvent être d'origine toxique, infectieuse, ou liées à des carences nutritionnelles. Les polyarthrites sont une forme particulière de neuropathie, une affection dont à tort les affectueux nerveux.

Les entretiens sino-soviétiques

reprindront fin novembre à Moscou

De notre correspondant

Pékin. — La première série d'entretiens entre la Chine et l'U.R.S.S. depuis l'interdiction des précédentes conversations diplomatiques entre les deux pays au début de 1980 s'est terminée jeudi 21 octobre, a-t-on appris vendredi de source chinoise.

M. Tsyh-cheng, le négociateur soviétique, restera toutefois encore quelques jours en Chine à des fins touristiques avant de regagner Moscou.

« Les échanges de vues, qui sont destinés à explorer les voies d'une normalisation des relations entre les deux États, avaient commencé le 5 octobre. Le prochain échange d'entretiens se déroulera vers la fin du mois prochain, à Moscou. Une extrême discrétion a entouré cette reprise de contact. Pas plus qu'elle n'avait annoncé le début des conversations, la presse chinoise n'en a indiqué la fin. L'agence Chine nouvelle et le Quotidien du peuple ont mentionné, pour la première fois, la présence à Pékin de M. Tsyh-cheng et l'existence de ces entretiens à la suite d'une déclaration faite le 11 octobre par M. Hu Yaobang, secrétaire général du P.C. chinois, aux journalistes français accompagnant M. Marchais.

Un secret bien gardé

L'ambiguïté qui règne, depuis le début, sur le caractère de ces pourparlers n'a toujours pas disparu. S'agit-il de la continuation des négociations intermédiaires, il y a près de trois ans, ou d'un autre type de négociation? On ne peut que se demander à en apprécier l'issue.

du côté chinois, est-on reparti de zéro et ses échanges ne devraient-ils être considérés que comme des conversations exploratoires? M. Hu Yaobang, le 17 octobre, avait très nettement penché en faveur de cette seconde version, en disant à l'occasion d'une réception officielle, mais, ces jours derniers, le vocabulaire des Chinois serait devenu plus flouant.

Le secret est maintenant autour des conversations, et l'on peut simplement supposer que les deux parties ont exposé leurs points de vue respectifs. Les Chinois insistent sur la nécessité de s'abstenir d'une solution d'ensemble ne laissant pas de côté des problèmes tels que l'Afghanistan ou le Cambodge, qui constituent, à leurs yeux, des obstacles à une véritable normalisation; les Soviétiques mettent l'accent, au contraire, sur le besoin de parvenir à une amélioration dans différents domaines (économique, culturel, sportif) des relations bilatérales. On imagine toutefois, de source soviétique, que les Soviétiques ont refusé de parler de la question de l'Arménie, qui est un sujet très sensible pour la Chine.

Il faut voir, en tout cas, un signe de la volonté de Moscou de développer ses échanges avec Pékin dans l'ouverture récente à Shanghai, dans l'extrême-Orient soviétique, d'un bureau chargé de superviser le commerce frontalier. Ce bureau, dépendant de la compagnie du commerce en Extrême-Orient basée à Nakhodka, fonctionnerait depuis le 15 septembre.

MANUEL LUCBERT.

EUROPE

Union soviétique

S.O.S. pour Anatole Tchicharanski

Arrêté le 15 mars 1977, le mathématicien Anatole Tchicharanski, militant juif pour les droits de l'homme, a été condamné, en juillet 1978, à trois ans de prison suivis de dix ans de détention pour « trahison de la patrie », malgré un dossier vide et ses protestations d'innocence.

Après avoir purgé sa peine de trois ans de prison, il fut transféré en janvier 1981 au camp de Perm, où il a passé cinq semaines, vingt-cinq jours au cachot. En novembre 1981, on le condamne encore à trois ans de prison. Depuis, il est détenu à Tchéstov. Il est privé du droit d'accès à sa famille. Depuis janvier 1982, sa mère et son frère n'ont pu obtenir le droit de le voir.

Désespéré, Tchicharanski a commencé le 27 septembre, jour du Yom Kippour, une grève illimitée de la faim. Jeudi 21 octobre, à Moscou, sa mère a dit qu'elle ne pouvait obtenir des autorités aucune nouvelle de son fils. Sa femme Avital (confinée à quitter l'U.R.S.S. au lendemain de leur mariage en 1974) s'illonne le monde pour tenter de gagner aux chutes d'Etat d'interdire en faveur de son mari.

A Paris, les actions en faveur du détenu se multiplient. Après les journées de jeûne organisées par la commission des juifs

d'U.R.S.S. du CRIF, le Comité féminin pour les juifs d'U.R.S.S., les « solitaires » israéliens de France et de l'Union des étudiants juifs de France, clôturée, dimanche dernier, par une manifestation devant le mémorial du Martyr juif inconnu, un rassemblement est organisé, le dimanche 24 octobre, par le Comité de solidarité avec les juifs d'U.R.S.S. à la maison des jeunes (42, rue des Saules, Paris-18^e), au cours duquel une chanteuse israélienne, Mme Rina Singer, donnera un récital.

Enfin, le Comité de défense de Tchicharanski et les Comités des mathématiciens, des médecins et des physiciens, qui avaient tenu, le 14 octobre, un rassemblement devant l'ambassade d'U.R.S.S., préparent de nouvelles actions. Ils veulent que tout soit mis en œuvre pour que l'appel de Tchicharanski soit entendu et qu'il « retrouve sa plus vraie vie », comme le demandent trois avocats de la cour d'appel de Paris (le bâtonnier Louis Pettit et M^{rs} Daniel Jacoby et Daniel Flappart), choisis par la famille, mais que les autorités soviétiques ont empêché d'assumer sa défense. Ils rappellent à l'U.R.S.S. les règles qu'elle s'est engagées à respecter, en approuvant la convention de l'ONU sur le traitement des détenus.

Bibliographie

L'empire soviétique va-t-il s'effondrer ?

L'empire soviétique va-t-il s'effondrer ? A question brutale, réponse brutale. Pour Donald James, l'auteur de la chute de l'empire soviétique, l'explosion finale n'est qu'une question d'années, tant la construction bâtie sur ce pied-à-terre d'empire, « empire » en soi, est en train de se désintégrer. Et la plupart des données du problème réunies par Donald James sont, en effet, exactes, l'auteur a le tort de raisonner sans tenir suffisamment compte de la loi des séries que notre physique politique ne connaît pas.

Cette introduction polémique ne décourage surtout pas le lecteur potentiel de la chute de l'empire soviétique. Nous avons là un passionnant ouvrage de politique-fiction, bien mené, bien documenté, qui se lit d'un trait. La profane y découvre tout ce qu'elle cherche fondamentalement sur la société soviétique et — qui sait ? — peut-être le goût d'un savoir plus sur la seconde puissance du monde. L'unité, lui, cherchera les « clés » de cet ouvrage soigneusement provocateur, tentera d'identifier les héros et les sources, qu'il a en contesté la conclusion. L'essentiel, après tout, n'est-il pas qu'il y ait enfin débat ?

La trame du livre est fort simple : à la mort du vieux secrétaire général Romanovsk (suivez mon regard), une insupportable lutte de succession s'engage entre Soudan Koubek, grand chef du K.G.B., dont les méthodes font penser à celles de Béria, et Natalia Rogolova, responsable du parti pour la région de Moscou, « rétrograde » par excellence (modèle : « la » Fourtseva, une des rares femmes à avoir fait un long bout de chemin dans le système soviétique). Mais pendant que les apparatchiks agissent leurs coulisses, le peuple ne reste pas inactif : la révolte gronde chez les ouvriers : même chose en Asie centrale et parmi les autres minorités ethniques de l'empire. Les émeutes succèdent aux émeutes, et Koubek, qui a pourtant réussi à éliminer Rogolova, est contraint, pour calmer les colonies de l'empire, de faire ouvrir les camps. Les choses, bien sûr, ne passeront beaucoup moins bien pour le pouvoir soviétique qu'à la mort

de M. Brejnev à déplorer que les pourparlers de Genève sur le désarmement « progressent avec difficulté ». Recevant son Kremlin les ministres des affaires étrangères des pays du pacte de Varsovie, le dirigeant soviétique a ajouté que, en dépit de la pression exercée par les Etats-Unis, les pays européens se montrent, en principe, invariablement intéressés à la détente et ne craignent pas, au bout de la détente, d'être envahis. Il a demandé enfin que la conférence sur la coopération et la sécurité en Europe (qui reprend le 9 novembre à Madrid) « aboutisse à des résultats positifs et qu'une décision de convocation d'une conférence sur les mesures de confiance et de désarmement en Europe soit prise ». (A.F.P.)

Mais trêve de chicane ! Si vous aimez la politique-fiction, si vous voulez connaître le bougon slavophile Koubek (synthèse de Soljenitsyne et de Kopelev), l'admirable et méprisable Soudan, qui fait penser à Tvardovski, l'ancien directeur de Novy Mir, Lelouchov, le tueur du K.G.B. enroulé par son passé et sa conscience, lisez la chute de l'empire soviétique. Mais sachez que l'édit empire ne s'en portera pas plus mal.

JACQUES AMALRIC.
★ La Chute de l'empire soviétique, par Donald James. Editions Syros-Massicot, 27.

Pologne

ANCIEN ANIMATEUR DU KOR

M. Lipski sera jugé à partir du 3 novembre

Le procès de M. Jan Józef Lipski, l'un des animateurs du KOR, accusé d'avoir organisé une grève à l'usine de tracteurs d'Urus au moment de la proclamation de l'état de guerre, reprendra le 3 novembre. Il avait été ajourné en janvier pour permettre à l'accusé de se soigner en Grande-Bretagne. M. Lipski était revenu volontairement en septembre en Pologne après avoir été incriminé de conspiration en vue de s'emparer du pouvoir avec les autres fondateurs du Comité d'auto-défense sociale, MM. Kuron et Michnik notamment. Tous sont à présent détenus à la prison Mokotów de Varsovie.

Vendredi 22 octobre, le général Jaruzelski a déclaré au recevant le maréchal Koulkovski que « la Pologne et ses forces armées constituent un million insurmontable et indéfectible de la coalition défensive des Etats socialistes ». Le commandant en chef des forces armées des pays du pacte de Varsovie se trouvait dans la capitale polonaise pour une réunion de routine ou conseil militaire du pacte.

À même moment à Moscou, une réunion des ministres des affaires étrangères du pacte de Varsovie s'est achevée par condamnation des sanctions occidentales contre la Pologne et « contre toutes les formes d'ingérence dans les affaires intérieures » de ce pays.

Pour amadouer les acteurs

Le ministre polonais de la culture, M. Kazimierz Żygulski, a annoncé, d'autre part, jeudi, la libération prochaine de tous les artistes étrangers internés en vertu de l'état de guerre. Le ministre n'a pas précisé combien de personnes bénéficieraient de cette mesure et n'a cité aucun nom. Des personnes importantes du monde des lettres, MM. Dąbrowski et Woronicki, seraient cependant déjà libérés.

Il semble que ces libérations soient une conséquence directe d'une rencontre qu'on a vu, hier, plusieurs hommes de théâtre avec le vice-premier ministre, M. Rakowski. A l'issue de cette réunion, l'un des metteurs en scène les plus connus en Pologne, M. Dejmk, avait déclaré, selon le quotidien gouvernemental « Rzeczpospolita » : « Un décret de libération des artistes est créé et beaucoup de choses ont dépendent ». Selon le quotidien, M. Dejmk aurait précisé qu'il s'agit d'une question de boycottage de la culture et de la culture, et affirmé : « Cette réunion sera suivie de décisions permettant

A TRAVERS LE MONDE

Angola

LA CROIX-ROUGE INTERNATIONALE a attribué la responsabilité de l'enlèvement dans le sud de l'Angola, l'archevêque de Lubango, Mgr Alexandre Do Nascimento (le Monde du 22 octobre), à l'Union nationale pour l'indépendance totale (Angola UNITA), a-t-on appris le 22 octobre à Luanda. Mgr Nascimento, accompagné de six religieux (trois selon l'agence de presse anglaise, Angop) aurait été enlevé par une centaine d'hommes armés les guerilleros de l'UNITA au nord de la mission de Monga (province du Cuanene) où se trouvaient l'archevêque et les six religieux, enlevés également sept ressortissants anglais qui travaillaient pour la Croix-Rouge.

Dans un communiqué diffusé à Genève, le C.I.C.R. : « considère que ce grave incident représente une nouvelle atteinte à l'action de protection et d'assistance qu'il tente de mener dans la région. A ce stade, le C.I.C.R. n'est pas en mesure de fournir de plus amples informations sur cette affaire, car les données de marche qu'il entend pour obtenir la libération rapide de ses employés nécessitent la discrétion ». (A.F.P.)

Colombie

LE PROJET DE LOI VÉRIFIANT L'AMNISTIE les guerilleros qui déposent les armes a été adopté en première lecture par les deux Chambres du Congrès colombien. Deux des trois plus importantes organisations de lutte armée, le Mouvement du 19 avril (M-19, extrême gauche nationale) et les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC, communistes) ont annoncé qu'elles acceptaient ce projet. En revanche, l'Armée de libération nationale (ALN, communiste) a déclaré qu'elle poursuivait le combat. (A.F.P.)

Comores

DEUX CENTES ENSEIGNANTS AU MOINS se sont réunis le 22 octobre, au jour de la rentrée scolaire, à la capitale, pour protester contre le gouvernement, a rapporté Radio-Comores, vendredi 22 octobre. Les enseignants affirmant ne pas avoir perçu de salaire depuis cinq mois. Le radio a publié une première liste, précisant qu'une liste définitive serait publiée ultérieurement. De source officielle, on estime à 30 % le nombre des instituteurs qui assurent les cours. La grève est surtout sensible dans le nord de la Grande Comore et à Moroni. (Rexter.)

Roumanie

M. CEAUSESCU, chef du parti et de l'Etat roumain, fera du 26 au 27 octobre une visite dans la capitale yougoslave. (A.F.P.)

Zaire

LA BANQUE CENTRALE DU ZAIRE n'a pas pu expliquer son incapacité à honorer ses engagements financiers lors d'une réunion avec une délégation de ses créanciers occidentaux, a-t-on annoncé à Paris, de source bancaire. Le Zaire s'est borné à indiquer que « le renouveau des réserves de devises » de l'Etat était en cours ; une nouvelle réunion est prévue, dans la première quinzaine de novembre, à Paris ou à Londres. Les créanciers du Zaire (dont la dette extérieure est évaluée à 41 milliards de dollars) n'exigent plus de déclarer ce pays en défaut de paiement. Au 1^{er} octobre, le Zaire n'avait remboursé qu'un million de dollars — sur les 31 millions de dollars prévus — à ses vingt-deux créanciers privés.

Suède

« Les sous-marins étrangers surpris dans nos eaux territoriales pourront être coulés »

déclare M. Olof Palme

De notre correspondant

Stockholm. — Le premier ministre suédois M. Olof Palme, a lancé vendredi 22 octobre un avertissement à tous les pays possédant une flotte de sous-marins : « La prochaine fois qu'un sous-marin sera surpris à l'intérieur des eaux territoriales suédoises, le gouvernement pourra donner aux forces armées l'ordre de le couler ». Cette mise en garde s'adresse en fait aussi bien aux pays du pacte de Varsovie qu'à ceux de l'OTAN.

Il est clair à présent que le quatorzième anniversaire des événements de Stockholm à proximité de la base secrète de Minsk ont réussi à s'échapper malgré trois semaines de recherches intensives. M. Palme a assuré que la nationalité du sous-marin n'avait pu être déterminée. Il ne considère pas que cet incident entame la crédibilité de la neutralité de son pays : « Nous ne pouvons pas empêcher toutes les violations de notre territoire à moins de transformer notre pays en une véritable forteresse militaire, ce que nous ne souhaitons pas. La neutralité se défend avec : tout par des moyens politiques ».

Bien qu'il n'ait reproché ni puisse être fait aux militaires, il semble que les responsables de

la défense aient commis une erreur en ouvrant par exemple un centre de presse international près de la base où plus de quatre cents journalistes attendaient d'assister à la capture d'un sous-marin.

M. Palme a pourtant insisté sur le fait que la lutte anti-sous-marin présente des difficultés particulières en mer Baltique en raison de la température de l'eau, de sa lenteur en sel et de la faible profondeur. Le gouvernement n'envisage pas d'accroître de crédits supplémentaires à la défense nationale, car il s'agit essentiellement d'un problème technique : les sous-marins possèdent un avantage sur leurs poursuivants. M. Palme a rappelé que, depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, aucun pays n'était parvenu à forcer un sous-marin à faire surface. Une commission d'enquête parlementaire, présidée par l'ancien ministre des affaires étrangères, M. Sven Andersson, devra tenter d'expliquer avant avril prochain les multiples violations du territoire suédois et d'évaluer la capacité de la marine à détecter, à identifier et à expulser les navires intrus en temps de paix.

ALAIN DEBOVE.

Espagne

M. Gonzales cherche à conjurer la peur du putsch

(Suite de la première page.)

Les élections du 28 octobre seront aussi l'occasion, pour les trois courants du nationalisme basque, de mesurer leur appui. Le parti nationaliste basque (P.N.V.), conservateur, au gouvernement autonome, même campagne contre le P.S.O.E. dont il dénonce le centralisme, et auquel il reproche de vouloir vider de son contenu le statut d'autonomie de la région. Selon le sondage publié par El País le 22 octobre, le P.N.V. devrait renforcer sa position, ainsi d'ailleurs que les deux autres partis nationalistes rivaux : Herri Batasuna (la représentation politique de l'ETA militaire) et Euzkadi Ekzerra (représentation de l'ETA non militaire). L'Union du centre démocratique (U.C.D.) et l'Alliance populaire, ainsi que le parti socialiste, subiraient en revanche un recul.

Pour le P.S.O.E. — M. Gonzales l'a réaffirmé jeudi, — il n'est pas question de négocier avec l'ETA. Les socialistes misent sur le dialogue avec Euzkadi Ekzerra — dialogue qu'il a autorisé l'actuel gouvernement — pour isoler les séparatistes les plus extrémistes qui rejettent la négociation avec tout gouvernement central, quel qu'il soit.

Mais ce soir, dans le palais des sports de Vitoria, l'heure n'est pas à la politique partisane. Il n'y a ni drapeau rouge ni internationalisme, seulement un grand placard derrière la tribune qui représente un poing serrant une rose et portant l'inscription : « Pour le changement ». Un changement que M. Gonzales décrit davantage en termes éthiques que politiques. Dans une Espagne où l'enthousiasme de la démocratie retrouvée a cédé dangereusement la place au désenchantement, les socialistes veulent avant tout apparaître comme les porteurs d'un nouvel espoir collectif. « L'Espagne connaît des difficultés politiques et économiques, mais le plus grave est le crise morale, affirme M. Gonzales. C'est une crise de valeurs qui nous a volé le plus important, l'envie de travailler à la construction du pays ».

Ce langage déconcerte un public venu pour entendre parler du chômage et de la hausse du coût de la vie. L'auditoire attendait des propositions concrètes et voit que « Felipe » lui parle de régénérer la vie publique. « Notre premier objectif sera d'insuffler au gouvernement l'efficacité qui lui fait défaut. Ce sont les gens capables qui doivent être à la tête des entreprises publiques ou privées et non ceux qui ont été désignés parce qu'ils étaient les amis ou les parents d'un autre. Le chef de l'entreprise ne doit plus être héréditaire. Les entreprises publiques doivent cesser d'être le cimetière où aboutissent tous ceux qui ont des relations mais pas les capacités suffisantes pour être employés dans le secteur privé. Un argument qui porte dans un pays

dont l'administration souffre d'un népotisme proverbial.

Si M. Gonzales évite les attaques personnelles, il n'en réagit pas moins à celles qui lui sont portées. « On nous accuse de vouloir mettre fin à la liberté économique et à la liberté d'enseignement. J'en ai assez que ceux qui sortent des livres de la dictature franquiste viennent me donner des leçons de démocratie à moi qui ai combattu durant tant d'années pour la liberté. La corruption pétrole nous accuse d'interventionnisme, mais ses dirigeants ne renoncent pas pour autant aux fonds publics qu'ils reçoivent par millions en or ». « Et ceux qui parlent aujourd'hui de liberté d'enseignement, pourquoi à l'adresse de la confédération des centres d'enseignement catholique qui a lancé une violente campagne contre le P.S.O.E. sont les mêmes qui inculquaient hier aux enfants l'adhésion au franquisme. » Cette fois, c'est un langage que la salle comprend, et l'orateur reçoit une longue ovation. Le « changement », c'est aussi aux yeux de ceux qui s'approprient à voter pour le P.S.O.E. la rupture définitive avec le franquisme, que la droite n'a pas pu consumer.

THIERRY MALINIAK.

ASIE

Cambodge

SOMNOLENCE POLITIQUE...

Le 6 décembre 1981, le Monde annonçait que M. Pen Sovan, alors premier ministre et secrétaire général du parti populaire révolutionnaire khmer (P.P.R.K., pro-vietnamien) avait abandonné ses fonctions « pour des raisons de santé nécessitant un long repos ». Ce qui avait d'autant plus surpris que, quelques jours auparavant, il avait fait une grande tournée dans l'ouest du pays. Depuis lors, on l'avait supposé écarté, pour diverses raisons politiques.

Le ministre des affaires étrangères Phnom-Penh, M. Hun Sen, vient toutefois d'expliquer à des journalistes japonais que M. Pen Sovan a dû être remplacé « à cause de troubles mentaux causés par une dose excessive de somnifères. Incurable, il a été admis dans un hôpital de Phnom-Penh ». Ce savant diagnostic implique donc l'insatiable à exercer des activités politiques. Les choses ont heureusement changé au Cambodge depuis 1979 et la « psychiatrie » est prioritaire à la masse pour « élever » les dirigeants devenus géants.

مكتبة
الأصل

AFRIQUE

Le Kenya après l'alerte

De notre correspondant J.-P. LANGELLIER

Dans un premier article, J.-P. Langellier a évoqué les circonstances et les conséquences d'un « putsch d'amateurs » sur lequel la lumière reste à faire (« le Monde » du 23 octobre).

Natzioli. « Les choses ne seront plus jamais comme avant. On n'a pu quotidiennement kényan au lendemain, du coup d'état manqué. La rébellion de l'armée de l'air laissera une cicatrice permanente dans la vie nationale. »
 « L'espace d'une main, le Kénya est devenu l'« Image » d'un régime qui trompe d'un Kénya idéalique — « Etat modèle, bastion de l'ordre, oasis de stabilité » — est gravement ternie. La violence politique, les règlements de compte et l'insécurité qui en résulte ont fait perdre au Kénya tout son prestige. Le mythe demeure presque intact. Une cohorte de millions de maladroits, vite ébourrés par leur audace, l'ont fait voler en éclats.

dians qui seraient convaincus de trafic de serviles. Le 1^{er} août, la communauté asiatique fut la cible privilégiée — mais pas la seule — des pillards mobilisés contre les riches épais. Les vols de bijoux dans un train de luxe, les cambriolages dans un hôtel, la razzia ont souvent un caractère sélectif, fondé sur un critère racial. Telles boutiques de bijoux d'épave, telles maisons de prostitution appartenant notamment à des Africains. Au total, quelques cinq-cents magnats et trois cents familles ont été visés.

Le dollar s'est officiellement estimé à 40 millions de dollars (1).

Il faut s'attendre, si l'on garde de toute généralisation hâive. Une trentaine de femmes asiatiques auraient été violées au cours des soulèvements, mais les victimes ayant subi de graves blessures, les chiffres sont plus nombreux. On a signalé quelques cas de suicides, difficiles à vérifier, mais aucun meurtre n'a été constaté, pas de rébellion. Dans les quartiers les

plus touchés par les pillages, où se coudoient Noirs et Indiens, ces derniers ont parfois trouvé refuge et protection auprès de leurs voisins africains.

Les communautés asiatiques du Kenya n'ont pas échappé à la panique. Environ quinze mille Indo-Pakistais possèdent une importante part des terres. Au cours de la dernière année, ils ont vu leur propriété toutefois, ce pays est leur seul horizon. Ils y ont trop investi depuis quelques générations pour songer à la fuite. Ils ont cependant gagné progressivement, dans des conditions financières acceptables, exagérant d'ailleurs plusieurs fois le rendement de leurs terres. Parmi les plus jeunes, certains choisissent d'émigrer le moment venu. Une chose est sûre : les villages sudanais ne leur ont rien offert.

On ravit che les Asiatiques, un sentiment d'insécurité demeure latent depuis qu'il y a dix ans, dans l'Ouganda voisin, un certain Dada a chassé tout les noirs de race.

qu'il s'était forgée au début de son règne, tout en montrant aux foules qu'il est le seul chef et n'a besoin pour gouverner des conseils d'aucun commis. Fort du soutien de l'armée et de la confiance populaire, il espère neutraliser ceux qui, dans l'appareil du parti unique, ne souhaitent pas le voir s'émanciper au pouvoir. Ainsi pourrait-il décider d'anticiper les élections générales, normalement prévues pour 1984.

Ses appels au peuple ne portèrent
 fruit, fruit qui eût permis le gouver-
 nement d'attaquer avec une vigi-
 lance accrue les problèmes
 économiques et sociaux. Car,
 comme diraient les étudiants
 marxistes de Nairobi, les classes
 moyennes et supérieures ont
 et les contradictions objectives s'aggravent. La démographie
 galopante au taux annuel de 2,5
 Le paysan a perdu 17 mil-
 lions d'habitants — aura doublé
 en l'an 2000. Les terres arables
 sont insuffisantes et le courage
 des paysans est épuisé. La cor-
 ruption est généralisée. La croissance agricole, en régres-
 sion depuis dix ans, atteint tout
 juste 2 %. Le revenu national
 brut est en chute libre. L'inflation
 dépasse 20 %, et la facture pétro-
 lière absorbe 51 % des recettes
 d'exportation. Les médicaments
 sont rares, le café et d'autres
 produits a subi l'émorragie de
 devises. La récession gonfle le
 chômage. Chaque année, deux
 cent mille Kenyans ne
 trouvent pas d'emploi.

En même temps, les fantaisies innombrables de réveries et de fortune se succèdent à l'écouler. Les actions de pillage qui accompagnèrent la maîtrise du 1^{er} août donnèrent une juste mesure des immenses frustrations d'une population urbaine misérable. Il y eut des actions de violence, mais ce fut le plus souvent un pillage bon enfant, « propres, presque chirurgicaux, une transposition massive et instantanée des richesses du centre vers la périphérie. Naturellement, l'occasion pour les « au-places de posséder », fut-ce pour quelques heures, des marchandises hors d'atteinte. La police récupérait rapidement 50 tonnes de biens volés dans les bidonvilles. Une grande partie de ces biens, ce jour-là, fut épargnée, les théâtres...

FIN

(1) Cette somme correspond au sixième des recettes annuelles de la récolte de café, premier produit d'exportation.

Washington. — Porte-drapeaux, tapis rouges..., le roi du Maroc et les ministres des affaires étrangères d'Algérie, d'Arabie Saoudite, de Jordanie, de Syrie, de Tunisie, ont été accueillis de manière très solennelle, vendredi 22 octobre, à la Maison Blanche. Cette rencontre inédite entre un président des Etats-Unis et une délégation officielle de la Ligue arabe devait être qualifiée par M. Reagan comme « une étape importante sur le chemin de la paix ».

« Nous n'avons pas du tout négocié, c'était une consultation », a affirmé. L'objectif officiel de la rencontre était, en effet, d'échanger des informations : la délégation arabe devait présenter les conclusions du sommet de Fès à M. Reagan, et celui-ci devait lui exposer ses récentes propositions de paix.

« Nous ne nous attendons à aucun développement spectaculaire », avait fait savoir par avance le département d'Etat. Il n'en espérait pas moins que la rencontre permettrait de progresser dans trois domaines : rapprocher la position de la Ligue et celle de M. Raskin, créer les conditions d'une participation de la Jordanie au processus de paix de Camp David et accentuer — ne serait-ce que très légèrement — la reconnaissance implicite d'Israël par les Arabes.

On a donc lu à la fois les
brèves allusions des deux chefs
d'Etat. M. Reagan s'est contenté
d'espérer que les négociations
israélo-arabes " reprendront dans
un très proche avenir ". Quant à
Hassan II, sans citer le nom d'Israël,
il a déclaré : " Je pense personnel-
lement que nous trouverons,
dans le cadre des résolutions 242
et 338 du Conseil de sécurité, dans
votre programme de paix et dans
les décisions de la conférence du
Fès, le moyen de réaliser notre
objectif qui est la paix, la coexis-
tence et la construction pour le
bien-être de la région et de toute
l'humanité ". On a noté le mot
" coexistence " mais aussi l'adverbe
" personnellement "... Deux mots

sur lesquels le souverain marocain allait certainement être interrogé, samedi, au cours de sa conférence de presse.

Un responsable américain avait clairement fait savoir, le 21 octobre, que le roi de Jordanie était prêt à s'associer aux négociations israélo-égyptiennes « à condition d'être soutenu par un nombre substantiel de pays arabes modérés, conduits par l'Arabie Saoudite ». On a demandé, vendredi, à ce même responsable si les entretiens de la Maison Blanche avaient permis de répondre à la condition. Réponse : « Nous vivons au bord du sé-

« Nous n'avons pas senti de nécessité à soutenir le roi Hussein. Mais on nous a expliqué que, pour négocier, celui-ci devait avoir l'accord de l'O. P. »

Que dira l'O.L.P. ? Le responsable américain croit savoir que le conseil palestinien se réunira « dans quatre à six semaines », et que cette réunion pourrait être « très spectaculaire ».

« C'est encourageant, comme l'ont d'ailleurs été toutes ces conversations (à la Maison Blanche). Mais nous souhaitons que soient dites des choses plus explicites ».

La veille — sur un ton assez peu diplomatique, — le département d'Etat déclarait : « Nous croyons que le moment est venu d'arrêter de parler de la nécessité de parler de la paix, et de commencer à s'asseoir à la table, 'négociant' directement entre Israéliens et Arabes... » Visiblement, on n'en est pas encore là.

● Le président Gemayel a regagné Beyrouth, vendredi 22 octobre, après une tournée dans

Tchad

**LE PRÉSIDENT HISSÈNE HABRÉ
A FORMÉ UN GOUVERNEMENT
DE LARGE UNION**

Investi le jendi 21 octobre « président de la République, chef de l'Etat et président du conseil des ministres du Tchad » (le Monde du 22 octobre), M. Hissène Habré a formé, le jour même, son gouvernement qui ne compte qu'une demi-douzaine de membres du conseil de commandement des F.A.N. (Forces armées du Nord, dont il est le président) sur trente et un ministères.

Le ministère de la défense est confié à un officier des F.A.T. (Forces armées togolaises), ancien mouvement du colonel (mougré), le capitaine Routouan Yoma. Epheure premier ministre, du 19 mai au 7 juin (date de la prise de N'Djamena par les F.A.T.), le capitaine Yoma est remplacé par le capitaine Kouti Ouedel, M. Didiérga Dodo Ngardoun est ministre d'Etat, chargé de l'agriculture et du développement rural. M. Idiris Mikine - «numéro deux» des F.A.T. - est ministre des affaires étrangères. Le docteur Abba Siddick, fondateur du Front national, devient ministre de l'éducation nationale. Chef de l'Etat pendant la révolution, le commandant M. Mamadou Choua obtient le portefeuille des transports.

d'ouverture. M. Hissène Habré ayant par ailleurs lancé un nouvel appel aux exilés politiques pour qu'ils regagnent le pays. Toutefois le conseil de commandement des F.A.S. paraît conserver la haute main sur les affaires de l'Etat. C'est lui qui a désigné, « à l'unanimité », le 29 septembre, M. Habré à la présidence et qui a adopté le acte fondamental mettant fin au mandat du commandant d'Etat qui dirigeait le Tchad depuis juin, pour le remplacer par un conseil national consultatif composé de deux représentants de chacune des quatorze préfectures du pays.

Cet *acte fondamental* précise que le mandat du chef de l'Etat expire dès l'adoption d'une constitution et que, en cas de vacance du pouvoir ou de disparition du président, son successeur est nommé, dans un délai de quinze jours, par le conseil de commandement des FAN.

J.-C. P.

Que cet officier appartenant à l'ethnie somale — *a priori* la plus suspecte de déloyauté envers le régime — se soit montré le plus fidèle de tous n'est pas le moindre des paradoxes. La nouvelle aviation sera placée sous la tutelle vigilante de l'armée de terre, dont elle constituera une simple unité. Elle a perdu jusqu'aux symboles de son autonomie. On a rebaptisé les bases aériennes, repeint les véhicules.

manœuvrèrent les uniformes et les salons.

milliers de loyalistes ont suivi le régime. Le cours de gravité du pouvoir a été déplacé vers eux. Phénomène basal en Afrique, mais inédit dans un pays développé, depuis toujours indifférent à la décadence de son régime.

Verdict : l'ancien régime était tenné, par les dirigeants civils, pour quantité négligeable. Le président Dewa-t-il s'acquitter de son rôle d'arbitre de reconnaissance ? Profiteurs de la position de force pour réclamer des avantages matériels ? C'est probable. Il est arrivé, dans un pays, de voir des militaires recevoir des terres en récompense. Mais sera-t-elle d'avoir plus souvent volé au chantage ? Imposera-t-elle la démission d'un régime, un village politique, une organisation, par exemple, contre les inégalités et la corruption ? C'est moins sûr. Les premiers vus, ses chefs actuels, professionnels disciplinés formés par les Britanniques, n'ont rien de redresseurs de tort. Peut-être feront-ils mieux de ne pas oublier les intérêts des classes populaires faillies de leur temps d'une mutinerie.

Pour l'instant, le président peut compter sur les généraux pour redresser la barre. Son premier réflexe fut de continuer à trapper à gauche, là où se situent ses opposants les plus turbulents mais peut-être les moins dangereux. Le durcissement du régime sous le « radicalisme », amorcé avec la reconquête des élections sans jugement et confirmé par l'instauration officielle en juin de monopartisme, s'est poursuivi avec l'arrestation en août — en plus des dirigeants étudiants — de deux députés et de plusieurs professeurs. On a confisqué les passeports de certains parlementaires. Détenues et sanctions relèvent d'un comité national de sécurité, organe restreint mis en place après la rébellion, où siègent le général Mlingwe, chef d'état-major, et quelques hommes de confiance du président.

République Sud-Africaine.

**La première condamnation d'une Blanche
pour haute trahison**

Une mesure d'intimidation ?

De notre correspondant

Johannesburg. — Reconcue coupable de haute trahison et condamnée, jeudi 21 octobre, à la peine de mort, une femme (du *World* du 22 octobre), Mlle Roger, pour un revendiqué acte adhésif au Congrès national africain (A.N.C.), organisation noire, inf

qui lutte contre l'apartheid et pour l'édification d'un régime multiracial.

Vénu aux côtés du noir, vert et jaune de l'A.N.C., la jeune femme, blonde, mais adossée dans le box des accusés, a accueilli le verdict plongé et étonné, avant de disparaître à l'enclos des dernières fois vers un public synthétique, le slogan favori des militants de l'apartheid : « Le pouvoir au peuple ! ».

représentative d'une certaine jeunesse libérale blanche, qui comprend de plus en plus d'Africains, et dont l'aversion pour le système en place n'est pas toujours accompagnée de meurt, parfois, à l'extrême dans la vie active. En militant, dès 1970, dans des organisations anti-apartheid légales, puis en rejoignant le mouvement des jeunes blancs syndicaux, afin d'agir à l'organisation et à l'éducation des travailleurs noirs, la

L'aveu de la défense.
M^{re} Georges Blanc, a fait appel et demandé, en attendant, une libération provisoire, qui a été refusée. Le célèbre avocat avait demandé qu'une peine courte, de « trois ans » maximum, soit appliquée, contre Mlle Hogen qui n'a, « en dehors de son adhésion à l'F.A.N.C., commis aucun acte illégal ».

Pour l'assesseur, cet état, la tâche de l'assesseur de la cour ou son rôle au moment de la libération consistait à rédiger des études sur le mouvement syndical. Les policiers ont pu en intercepter trois qui furent produites à l'audience comme pièces à conviction. Le dernier envoi adressé à la demande de l'F.A.N.C. après que Mlle Hogen eut fait part de ses craintes d'être surveillée, comprenait une liste complète des noms, adresses et qualités des personnes évoluant dans son entourage. Elle obtint ainsi, grâce à ce précieux document qui a été classé « secret », la possibilité de se faire arrêter sans avoir à divulguer les noms des personnes qui lui ont servi de références.

PATRICK CLAUDE

PATRICE CLAUDE

Le conflit du Golfe

**L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE
L'ONU RÉCLAME UN « CESSÉ-
LE-FEU IMMÉDIAT ».**

L'Assemblée générale de l'ONU s'est prononcée vendredi 10 octobre 1980, à la majorité de 121 voix, en faveur d'un cessez-le-feu immédiat dans le conflit irako-iranien et « du retrait des forces jusqu'aux frontières internationalement reconnues ».

L'Assemblée a adopté par 121 voix contre 10 abstentions, une résolution qui précise que de telles mesures représenteraient « une phase préliminaire en vue du règlement qui différend par des moyens pacifiques conformément aux principes de la Charte des Nations et du droit international ».

D'autre part, le comité islamique de paix, dans le conflit entre l'Iran et l'Irak, a eu, vendredi 10 Djeddah, une série de consultations.

mission de bons offices. M. Niasse, ministre des affaires étrangères du Sénégal, a été chargé de diriger la délégation qui se rendra à Bagdad et à Téhéran.


Sur le terrain, les troupes ont pénétré dans les hauteurs du Irak sur une distance de 15 kilomètres le long de la frontière, à la suite des combats du début d'octobre qui leur ont permis de prendre les hauteurs dominant Mandali, a déclaré vendredi l'indigénatiste Ercanmi Karim, député, représentant l'ethnie khomény au conseil supérieur de défense.


Bagdad annonce, pour sa part,

que l'aviation irakienne a bombardé vendredi des « regroupements de troupes transennes dans le secteur de Aïm-Ekosh, à l'est du cours d'eau frontalier de Doneyrich, dans le nord du secteur sud du front ».

Le communiqué quotidien irakien fait état d'accrochages dans le « secteur central du front », où s'est rendu, dans la matinée du même jour, le président Saddam Hussein. — (A.F.P.)

Édité par la S.A.R.L. le Monde
Gérant :
 André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs :
 Hubert Beauv-Méry (1944-1969)
 Jacques Faubert (1969-1982)


 Imprimerie
 du « Monde »
 5, r. des Italiens
 PARIS-IX



Reproduction interdite de tous articles
 sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
 et publications, n° 57 437
 ISSN : 0395 - 2037

Le Monde

politique

LE PROJET DE LOI SUR L'EFFACEMENT DES SÉQUELLES DE LA GUERRE D'ALGÉRIE

Les associations de rapatriés mécontentes et accusatrices

Les associations de rapatriés d'Afrique du Nord sont unanimes à condamner l'attitude du groupe socialiste de l'Assemblée nationale qui, à l'occasion de la séance du 21 octobre, l'exécution des anciens officiers généraux fêlés du bénéfice du projet de loi visant à réparer définitivement, dans le domaine législatif, les conséquences de la guerre d'Algérie.

Au nom de la principale organisation, le mouvement des RECOURS (Assemblée nationale et coordination unifiée des rapatriés et réfugiés), M. Jacques Roussau a exprimé sa « stupeur » et déclaré notamment : « L'espérance des rapatriés a été trahie une nouvelle fois. » Les diri-

geants du RECOURS dénoncent aussi « les manœuvres et manipulations auxquelles s'est livré M. Pierre Joxe, bafouant ainsi, avec l'appui d'une quarantaine de députés socialistes, la volonté du président de la République, trahissant l'esprit des institutions, rappelant les tristes mémoires du régime des partis de la IV^e République ».

Le président du F.N.R. (Front national des rapatriés), M. Jean Trapp, estime que l'exécution des anciens généraux « démontre la volonté de réconciliation nationale voulue par le président de la République. Tel est également le sentiment du général Edmond Jouhaud, qui a déclaré, au micro de France-Inter :

« Je regrette que le vote de l'Assemblée nationale ne corresponde pas à l'esprit général manifesté par le président de la République. »

Dans l'édition de « l'Humanité » du samedi 23 octobre, René Andrieu estime pour sa part : « Tel qu'il a été adopté, le projet de loi a été le pire. Ceux qui ont déclenché et dirigé la rébellion militaire ne recevront pas cette prime qu'ils espéraient et qui aurait pu apparaître, aux yeux de leurs imitateurs éventuels, comme une invitation à recommencer. » Au secrétariat d'Etat aux rapatriés, en revanche, règne une vive amertume : « Voilà dix-neuf mois d'efforts anéantis », affirme-t-on dans l'entourage de M. Courrière.

Une faute politique

En décidant, dans leur majorité, d'exclure les anciens généraux fêlés du bénéfice du projet de loi visant à effacer définitivement les séquelles de la guerre d'Algérie, et en le faisant contre la volonté du président de la République et du gouvernement, les députés socialistes ont agi en leur honneur et conscience. Ils ont eu raison. Mais ils doivent assumer toutes les conséquences de cet acte.

PREMIERE CONSEQUENCE : les instigateurs de cette manifestation d'indépendance, au premier rang desquels le premier secrétaire du P.S., M. Lionel Jospin, et le président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, M. Pierre Joxe, ont pris le risque d'une faute politique. Et même d'une faute d'indépendance. Le groupe F.D.S. des socialistes interviennent pour regretter que les gouvernements de l'époque ne fussent pas plus généraux à l'égard des anciens combattants de l'Algérie française.

Dès 1966, MM. François Mitterrand, Gaston Defferre, René Billères et Guy Mollet déposaient, une proposition de loi allant beaucoup plus loin que le projet de loi actuel, puisqu'elle annulait tous les faits ayant entraîné une condamnation et prévoyait la réintégration, plein droit dans les emplois publics, les anciens militaires, ainsi que la réintégration dans toutes les décorations, de tous les civils et militaires impliqués dans les événements d'Algérie du Nord. « Pour que l'annulation produise tous ses effets psychologiques », il importait qu'elle soit totale et qu'elle concerne, sur le plan juridique comme sur le plan politique et moral, un oubli définitif, indiquant notamment l'absence de motifs de cette proposition de loi.

En 1968, M. Defferre déposait, au nom des socialistes, un amen-

dement rétablissant dans leurs grades et fonctions tous les citoyens concernés par les séquelles de la guerre d'Algérie. Cet amendement était repoussé par la majorité d'alors.

En 1974, le groupe socialiste votait le projet de loi décidant, pour tous les amnésiés, parmi lesquels les officiers généraux, la réintégration dans l'ordre de la Légion d'honneur, dans l'ordre de la Libération, dans l'ordre national du Mérite et (...) dans les grades civils et militaires, sans rétroactivité de carrière. Ce projet, toutefois, n'était jugé ni assez libéral ni assez général par M. Pierre Lagarde, au nom des socialistes.

En 1977, l'annulation pénale étant acquise pour tous les citoyens impliqués, le groupe socialiste et les radicaux de gauche déposaient une proposition de loi présentée par MM. Defferre, Alain Savary, Raoul Bayou, tendant à réparer les préjudices de carrière subis par les rapatriés « du fait de leur activité politique et syndicale ». Objectif repris dans le projet de loi de 1982.

Ensuite, parce que le vote socialiste conduirait, en effet, les promesses faites par M. François Mitterrand pendant sa campagne pour l'élection présidentielle, notamment le 14 avril 1981, en Avignon, devant les représentants des rapatriés, le candidat socialiste présentait quinze propositions. La quatrième indiquait : « Une amnésie totale sera enfin réalisée, effaçant les séquelles de toutes natures des événements d'Algérie. » Ces promesses avaient été déclinées par une commission dont la responsabilité avait été confiée à MM. Michel Chazot et Jacques Riba, aujourd'hui chargés de mission à l'Elysée.

Enfin, parce que le principal parti de la majorité offre à l'opposition l'occasion de relever, une nouvelle fois, une certaine incohérence dans les méthodes gouvernementales de la gauche. Pourquoi infliger délibérément ce camouflet public au chef de l'Etat et au chef du gouvernement, alors que le différend aurait pu être tranché en famille ? Les dirigeants du P.S. ne sauraient, de bonne foi, prétendre que le projet de loi défendu par M. Raymond Courrière a été mal préparé.

ou préparé à la sauvette. Il serait inconvénient d'essayer de faire porter le chapeau au secrétaire d'Etat aux rapatriés — qui a suivi scrupuleusement, jusqu'au dénouement de la discussion en première lecture, les directives de l'Elysée et de l'Hotel Matignon — sous prétexte que l'ancien sénateur de l'Aude a commis des maladresses. Avant d'être adopté par le conseil des ministres du 29 septembre, le projet gouvernemental avait été « ficelé » au cours de quatorze réunions interministérielles associant le cabinet du premier ministre et six ministères (Intérieur, Défense nationale, Justice, Fonction publique, Education nationale, Budget).

Installant, le 4 mai dernier, la commission consultative permanente des rapatriés, M. Pierre Mauroy avait été très explicite : « Notre volonté n'est pas uniquement de réparer les préjudices matériels. Nous voulons effacer les séquelles du passé (...). Les officiers généraux mis à la retraite d'office se trouvent, en outre, déintégré dans le cadre de la deuxième réserve. » Ce point était repris dans la brochure Un an d'action, largement diffusée par le secrétariat d'Etat aux rapatriés, en juin, auprès des parlementaires et des dirigeants du P.S. Le délégué national du parti aux rapatriés, M. Gérard Bact, député de Haute-Garonne, et M. Manuel Escutia, président de l'Inter-groupe parlementaire chargé des rapatriés, furent étonnés de voir les associations aux travaux préparatoires. Aucun dirigeant socialiste ne saurait donc alléguer un manque d'information sur les intentions du gouvernement pour expliquer le désaccord. Ou, alors, il s'agit tout bonnement de négligence.

Un caractère symbolique.

En outre, quelques heures à peine avant l'adoption du projet par le conseil des ministres, M. Mitterrand déclarait, à l'occasion de la 29^e séance du conseil des ministres, le 29 septembre, à ce sujet : « Le gouvernement s'est engagé à prendre des dispositions qui marqueront que nous entendons avancer d'un pas ouvert et libre vers le devenir sans que nous soyons toujours retenus par les oppositions du passé. »

On admettra que le mécontentement des associations de rapatriés soit pour le moins compréhensible. La vive réaction du mouvement du RECOURS, qui était devenu chez les rapatriés le mouvement de l'opposition, a été le résultat d'un projet de loi qui, en adoptant le projet de loi, a exclu de l'Etat d'espérance, l'exécution des anciens généraux, par son caractère symbolique, occulte l'adoption du reste du projet.

DEUXIEME CONSEQUENCE : l'attitude du groupe socialiste, si elle ne varie pas, risque de coûter cher à la gauche aux élections municipales dans les villes du Midi où le vote des rapatriés s'était exprimé en faveur de l'opposition sous le septennat de M. Giscard d'Estaing, notamment aux municipales de 1977, puis en faveur de M. Mitterrand à l'élection présidentielle. L'analyse des résultats enregistrés dans les bureaux de vote des quartiers à forte population « pied-noir », après le resserrement, à l'issue du deuxième tour de scrutin, que les consignes de vote en faveur de l'opposition socialiste avaient été bien suivies à Aix-en-Provence, Nice, Montpellier, Toulouse, Nîmes, Pau et Avignon. Cela explique que le mécontentement des élus socialistes locaux soit, depuis jeudi soir, égal à celui des rapatriés.

CONCLUSION : qu'il soit ou non le résultat de sa décision sur le mécontentement des rapatriés ou simplement — et légitimement — tel prétexte à un impératif de conscience sur toute autre considération, il reste qu'en mettant ainsi le pouvoir exécutif en porte-à-faux et ses militants méditerranéens en difficulté avant le scrutin de mars, l'Assemblée nationale du P.S. encourt aussi le reproche d'avoir commis une faute politique.

ALAIN ROLLAT.

LE DÉBAT SUR LE STATUT DE PARIS, LYON, MARSEILLE A L'ASSEMBLEE NATIONALE

Le rôle du mouvement associatif : « corporatisme » ou « contre-pouvoir » ?

Vendredi 22 octobre, l'Assemblée nationale commence la discussion des articles du projet de loi relatif à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale (voir notamment le Monde des 7 et 8 octobre).

A l'article 2, qui prévoit que les communes de Paris, Marseille et Lyon seront respectivement divisées en vingt, seize et neuf arrondissements, l'Assemblée adopte un amendement du gouvernement précisant que le décret en Conseil d'Etat pourra modifier les limites de ces arrondissements devant être pris après avis « conforme » des conseils municipaux.

A l'article 4 (composition des conseils d'arrondissement), l'Assemblée examine un amendement du groupe R.P.R. prévoyant que le conseil d'arrondissement comprend, pour le tiers de son effectif, un collège composé de représentants des associations élus par le conseil municipal sur une liste de candidats que lui adresse le juge d'instance de l'arrondissement.

● **ONT VOTE POUR :** 282 députés socialistes (sur 385) ; 30 députés R.P.R. (sur 90) : MM. Aubert (Alpes-Maritimes), de Baulieu (Paris), Bergelin (Haute-Saône), Bourg (Bordeaux), Cavallé (Morbihan), Chénier (Nord), Chirac (Corrèze), Chénier (Ille-et-Vilaine), Couste (Rhône), Frédéric-Dupont (Paris), Giscard (Haut-Rhin), Godefray (Mayenne), Mme d'Harcourt (Haute-Saône), MM. Kreig (Paris), Lemaire (Rhône), de Lapkowski (Charente), Larrieu (Marne), Masson (Moselle), Manger (Vendée), Mécène (Alpes-Maritimes), Noir (Rhône), Pélissier (Vendée), Pons (Paris), Raynal (Cantal), de Rocca-Serra (Corse-du-Sud), Santoni (Bordeaux), Tibéri (Paris), Toubon (Paris), Tranchant (Haute-Saône), Wagner (Yvelines).

● **ONT VOTE CONTRE :** 44 députés communistes (sur 44) ; 1 député U.D.F. : M. Bégault (Maine-et-Loire).

● **N'ONT PAS PRIS PART AU VOTE :** 2 députés socialistes : MM. Colombe (Rhône), Lemaire (Paris) ; 1 député U.D.F. : M. Bégault (Maine-et-Loire).

● **ONT VOTE CONTRE :** 44 députés communistes (sur 44) ; 1 député U.D.F. : M. Bégault (Maine-et-Loire).

● **ONT VOTE CONTRE :** 44 députés communistes (sur 44) ; 1 député U.D.F. : M. Bégault (Maine-et-Loire).

● **ONT VOTE CONTRE :** 44 députés communistes (sur 44) ; 1 député U.D.F. : M. Bégault (Maine-et-Loire).

● **ONT VOTE CONTRE :** 44 députés communistes (sur 44) ; 1 député U.D.F. : M. Bégault (Maine-et-Loire).

● **ONT VOTE CONTRE :** 44 députés communistes (sur 44) ; 1 député U.D.F. : M. Bégault (Maine-et-Loire).

● **ONT VOTE CONTRE :** 44 députés communistes (sur 44) ; 1 député U.D.F. : M. Bégault (Maine-et-Loire).

● **ONT VOTE CONTRE :** 44 députés communistes (sur 44) ; 1 député U.D.F. : M. Bégault (Maine-et-Loire).

● **ONT VOTE CONTRE :** 44 députés communistes (sur 44) ; 1 député U.D.F. : M. Bégault (Maine-et-Loire).

● **ONT VOTE CONTRE :** 44 députés communistes (sur 44) ; 1 député U.D.F. : M. Bégault (Maine-et-Loire).

● **ONT VOTE CONTRE :** 44 députés communistes (sur 44) ; 1 député U.D.F. : M. Bégault (Maine-et-Loire).

● **ONT VOTE CONTRE :** 44 députés communistes (sur 44) ; 1 député U.D.F. : M. Bégault (Maine-et-Loire).

● **ONT VOTE CONTRE :** 44 députés communistes (sur 44) ; 1 député U.D.F. : M. Bégault (Maine-et-Loire).

● **ONT VOTE CONTRE :** 44 députés communistes (sur 44) ; 1 député U.D.F. : M. Bégault (Maine-et-Loire).

● **ONT VOTE CONTRE :** 44 députés communistes (sur 44) ; 1 député U.D.F. : M. Bégault (Maine-et-Loire).

● **ONT VOTE CONTRE :** 44 députés communistes (sur 44) ; 1 député U.D.F. : M. Bégault (Maine-et-Loire).

● **ONT VOTE CONTRE :** 44 députés communistes (sur 44) ; 1 député U.D.F. : M. Bégault (Maine-et-Loire).

taient pas. C'est non seulement un retour en arrière, mais un danger pour l'avenir de la démocratie. Je vote contre ce projet de loi.

M. Alain Richard (P.S., Val-d'Oise) indique que les conseils d'arrondissement « sont des organes nouveaux des collectivités qui concourent à leur administration et entrent dans le cadre de l'article 72 de la Constitution ». L'amendement du groupe R.P.R. est ensuite repoussé par 323 voix contre 159.

A l'article 5 (désignation du maire d'arrondissement et de ses adjoints), l'Assemblée adopte un amendement prévoyant : « L'élection du maire d'arrondissement, qui suit le renouvellement général du conseil municipal, a lieu huit jours après celle du maire de la commune. Le conseil d'arrondissement est à cette occasion exceptionnellement convoqué par le maire de la commune. » Les députés adoptent ensuite un amendement de la commission tendant à aligner les règles relatives aux maires d'arrondissement sur les dispositions ordinaires du code électoral (plusieurs amendements semblables seront adoptés au cours de la discussion).

Infériorité numérique de la majorité...

A l'article 7 (pouvoir de proposition du conseil d'arrondissement au conseil municipal), la majorité est contrainte de demander un scrutin public pour faire adopter un amendement, en raison de l'infériorité numérique de ses représentants dans l'assemblée. Pour les mêmes raisons, l'ensemble de l'article 7 est repoussé, la majorité n'ayant pas demandé de scrutin public.

Les députés adoptent ensuite un amendement du groupe R.P.R. tendant à supprimer l'article 11, prévoyant que le conseil municipal peut consulter le conseil d'arrondissement sur tout affaire d'intérêt communal. Dans ce cas, il fixe les modalités de cette consultation.

Répondant notamment à M. Toubon (R.P.R., Paris), qui évoque le risque d'une crise institutionnelle entre le conseil municipal et le conseil d'arrondissement, M. Jospin (P.S., Paris) déclare : « Il ne faut pas oublier le caractère consultatif de ce projet. Sans bouleverser le cadre existant, il résout les problèmes de gestion et de démocratie qui se posent aux très grandes villes. M. Toubon choisit la caricature. Pour lui, il faut que le conseil d'arrondissement soit réduit à l'impuissance ou que ce soit le maire. C'est une très mauvaise philosophie. »

L'article 17 prévoit que le conseil d'arrondissement « est consulté par le conseil municipal sur les conditions d'admission dans les écoles les écoles maternelles, les résidences pour personnes âgées et les foyers-logements ».

L'Assemblée examine ensuite un amendement de M. Quilès (P.S., Paris) ainsi rédigé : « Au cours d'une séance par trimestre au moins, les représentants des associations exerçant leurs activités exclusivement dans l'arrondissement participent à la séance solennelle, aux débats du conseil d'arrondissement avec voix consultative. Ils y exposent toute question intéressant leur domaine d'action dans l'arrondissement et peuvent faire toute proposition à cet égard. Le conseil d'arrondissement en délibère. A cette fin, les associations doivent constituer au moins un conseil d'arrondissement ou le ou les sujets sur lesquels elles souhaitent débattre. Le calendrier des débats avec les différentes associations est défini par le conseil d'arrondissement. »

M. Poperen souligne que cet amendement, à la différence de celui du groupe R.P.R. examiné précédemment, a l'avantage de conserver le principe de l'élection au suffrage universel des conseils d'arrondissement et des conseils municipaux, et qu'il garde la participation des communes représentant les associations. M. Noir (R.P.R., Rhône) estime qu'il s'agit d'une régression. M. Estie (P.S., Paris) accuse les députés R.P.R. de Paris d'avoir sélectionné les associations dans les commissions d'arrondissement. Enfin, M. Defferre rappelle que les associations continueront à travailler chaque semaine avec les commissions extramunicipales. L'amendement de M. Quilès est ensuite adopté.

A l'article 21 (attributions des maires d'arrondissement), l'Assemblée adopte un amendement du gouvernement prévoyant : « Le maire d'arrondissement et ses adjoints sont officiers d'état civil dans l'arrondissement. Toutefois, le maire de la commune et ses adjoints peuvent exercer leurs fonctions d'état civil sur l'ensemble du territoire de la commune. » La séance est levée samedi à 2 h 45. La suite du débat est renvoyée à 11 heures. — L. Z.

Une décision du Conseil constitutionnel

LES GREVISTES DOIVENT REPARER LES DOMMAGES CAUSEES DES CONFLITS DU TRAVAIL

Le Conseil constitutionnel, saisi par soixante députés R.P.R. et U.D.F. d'un recours contre l'article 8 de la loi sur le développement des entreprises, a rendu, le 22 octobre, une décision qui a été saluée par les syndicats de salariés pour la réparation des dommages causés par un conflit collectif du travail, à la seule exception de ceux résultant de faits punis pénalement ou manifestement dépourvus de tout lien avec l'exercice du droit de grève ou du droit syndical.

Il interdisait toute action en justice contre des salariés ou des syndicats de salariés pour la réparation des dommages causés par un conflit collectif du travail, à la seule exception de ceux résultant de faits punis pénalement ou manifestement dépourvus de tout lien avec l'exercice du droit de grève ou du droit syndical.

Les auteurs du recours ont soutenu que le souci du législateur d'assurer l'exercice effectif du droit de grève ne pouvait porter atteinte au principe selon lequel, aucun citoyen n'ayant le droit de nuire à autrui, celui qui cause un dommage est tenu à le réparer.

Le Conseil constitutionnel a considéré qu'en effet, l'article 8 violait le principe d'égalité : le législateur ne peut étendre le droit de grève par une disposition qui prive les personnes lésées de toute réparation.

M. Patrick Gérard, président du Mouvement des jeunes gardiens, a annoncé le lancement d'un mouvement de jeunes pour l'opposition : Point de mire. Dans le premier numéro de cette publication il appelle les jeunes qui « sur les lieux ont été trompés par le pouvoir social-communiste » à contribuer à l'élaboration de « l'après-socialisme ».

● **ONT VOTE CONTRE :** 44 députés communistes (sur 44) ; 1 député U.D.F. : M. Bégault (Maine-et-Loire).

● **ONT VOTE CONTRE :** 44 députés communistes (sur 44) ; 1 député U.D.F. : M. Bégault (Maine-et-Loire).

● **ONT VOTE CONTRE :** 44 députés communistes (sur 44) ; 1 député U.D.F. : M. Bégault (Maine-et-Loire).

Après Jouhaud, Pétain ?

(Suite de la première page.)

Le second impératif auquel doit satisfaire le chef de l'Etat est une donnée permanente de la vie politique : une majorité qui ne s'effrite pas. Une majorité qui ne se délite pas. La difficulté est, pour lui, dans ce domaine, de convaincre les socialistes de ne pas écartier ceux qui veulent le rejoindre en qualité de compagnons de route. Les élections cantonales ont montré que les fédérations socialistes sont réfractaires à ce discours : le chef de l'Etat craint qu'il en soit de même pour les élections municipales, et que l'occasion d'un élargissement en direction de personnalités « non intransigeantes » mais qui peuvent être bienveillantes, soit manquée.

Elargissement ne signifie pas pour autant, selon lui, renoncement. M. Mitterrand rappelle volontiers que des hommes ont suivi son chemin, d'hui, présentés par l'histoire comme de grands rassembleurs du peuple français, tel le général de Gaulle, ont été perçus de leur temps comme des diviseurs. Mais les sont restés fidèles à eux-mêmes, constituant une référence constante à laquelle il est possible de se rallier. M. Mitterrand nourrit pour lui-même une ambition analogue.

Il sait toutefois que l'austérité est, plutôt, la « rigueur » ne pourrait être le pôle de rassemblement. La rigueur doit donc être perçue comme le moyen d'objectivité possible. La rigueur sur pied et l'adaptation de l'appareil d'Etat sont un « mais l'expérience de Georges Pompidou montre qu'un tel projet n'est pas, à lui seul, facteur de mobilisation. Il lui faut donc rechercher des facteurs en termes qualitatifs, compte tenu des

contraintes quantitatives de la crise économique. Dans l'immédiat, lorsqu'il parle de « rassemblement », le chef de l'Etat fait référence à quelques points essentiels de son action autour desquels il considère que l'opposition doit être invitée à faire droit. Il s'agit de tout ce qui touche, selon lui, à l'intérêt supérieur de la France, par exemple la politique extérieure, la défense nationale et la défense de la monnaie. M. Mitterrand ne souhaite pas que ce consensus s'étende aux autres questions qui « par nature » doivent être débattues entre la majorité et l'opposition. A cet égard, il peut se satisfaire de l'attitude de Mmes Veil et Garand, par exemple.

Leurs attitudes sont en effet de nature à rassurer le débat politique. Mais le chemin du rassemblement qu'il appelle de ses vœux est encore long. D'ici là, plus que jamais, il semble plus que jamais possible, aujourd'hui, de rassembler autour d'idéologies que les faits ont remises en cause.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

En avril 1981, pendant la campagne de l'élection présidentielle, M. François Mitterrand avait déclaré « La pénalisation de l'événement transfère des emplois du matériel pétain » est un élément du contentieux qui a opposé les gouvernements de la IV^e République à des organisations d'anciens combattants, du Parlement et du gouvernement, chargés de proposer les solutions qu'appelle ce contentieux. »

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

POLITIQUE

LE PROJET DE BUDGET 1983 EST-IL « FALSIFIÉ » ?

La réponse des deux rapporteurs spéciaux

Le projet de loi de finances pour 1983 présente-t-il une réalité « falsifiée », est-il ou non une « mascarade » comme l'a affirmé le 20 octobre, M. Bernard Foss, secrétaire général du R.P.R., au cours de l'émission de France-Inter « Face au public » ? Les deux rapporteurs généraux du budget, M. Christian Pignatelli (R.F.) pour l'Assemblée nationale et M. Maurice Blin (Union centriste) pour le Sénat, ont eu à répondre à cette question dès le lendemain, 21 octobre, à l'occasion d'une rencontre organisée par l'Association des journalistes parlementaires. Aucun des deux rapporteurs généraux, naturellement, n'a répondu par oui ou par non. La confrontation de ces deux témoins de la réalité budgétaire, si elle a été sans surprise, a néanmoins permis un jugement plus nuancé que celui de M. Foss. Leur dialogue a été le suivant :

M. BLIN. — « Les dépenses de ce budget sont sous-estimées et les recettes, surestimées. Le budget de 1983 est un budget de mensonge, de mensonge pur et dur. Quant à ce que vous attendez (+ 5,3 %), il passe toute proportion. Vous transférez des dépenses budgétaires tantôt au secteur bancaire, tantôt à un « fonds » financé par une taxe spécifique (grands travaux). Le déficit du budget sera plus pris, malgré ces transferts, de 150 milliards que de 125. »

M. PIIGNATELLI. — Les transferts que vous condamnez traduisent une évolution normale de la présentation budgétaire, et qui a toujours existé. En 1973, 1975 et 1979, il y a eu des opérations comparables de crédits dérogatoires. Ce budget 1983 est un budget sincère, courageux et réaliste. Il prévoit 28 milliards d'économies, réduit à 8,8 % la dette publique, assure la stabilité fis-

cale, comporte des mesures en faveur de l'épargne et « actions » de sociétés instaurant des mécanismes destinés à doper l'industrie, l'industrialisation, le développement de la France, est la grande réforme à laquelle nous attachons la priorité des priorités. Le réajustement des dépenses ? Oui, les données de cette prévision sont fragiles. »

M. PIIGNATELLI. — Ce budget n'est pas un budget truqué. C'est un budget de rigueur, de sagesse, d'accompagnement. Mais la rigueur, vous vous y êtes condamnés par vos emprunts, vos largesses, vos erreurs de l'an dernier. Vous ne pouvez pas majorer impunément de 25,7 % les dépenses publiques sans vous contraindre aujourd'hui à appliquer la hausse, comme cela, notamment, a été fait hier par augmentation massive de crédits d'équipement — décret du J.O. du 20 octobre. Certes, vous prenez des mesures courageuses, mais elles frappent des citoyens. »

M. BLIN. — Prises un an plus tôt, quand nous nous mettions en garde contre les conséquences de vos choix, elles auraient été plus douces. Et vos efforts, que l'appareil de la machine ne suffiront pas à endiguer la vague des dépenses induites par vos réformes de structures : le gonflement des entreprises nationalisées (60 milliards), le coût insupportable des dépenses de la décentralisation, l'explosion des frais de santé et de protection sociale. »

M. PIIGNATELLI. — Nous n'avons tout de même pas été élus pour faire votre politique. (Propos recueillis et résumés par ALAIN GUICHARD.)

M. Henu cherchera à limiter les conséquences industrielles des reports de commandes d'armement

Les programmes d'armement, dont l'annulation vient d'être décidée par le ministre du budget (le Monde du 23 octobre), ont été définis en juillet dans un double souci de ne toucher rien aux programmes existants et de limiter les conséquences industrielles des étirements et des reports de commandes. C'est ce qu'a précisé, vendredi 22 octobre, le ministre de la Défense, M. Claude Henu, de retour de Bonn, après l'annonce que les députés, membres du bureau et rapporteurs de la commission de la Défense à l'Assemblée nationale, ont voté mercredi 27 octobre de cette question avec le premier ministre.

« Rien n'est abandonné, a ajouté M. Henu, mais certains reports de commandes sont simplement reportés d'une année sur l'autre. » Entendu le 30 septembre dernier par la commission de la Défense, le ministre avait indiqué qu'il

s'agissait de la suspension de la commande de vingt-cinq avions Mirage-2000, quarante-sept blindés AMX-10 RC de vingt-cinq batteries AUP-1 de 155 millimètres et du retard au début de la fabrication de quarante-deux avions de chasse Mirage-2000. La commande de vingt-cinq avions de patrouille maritime (ANG) de patrouille maritime.

Pour 1983, le ministre a rappelé les déclarations du président de la République, M. François Mitterrand, en relation, bien entendu, avec l'état-major, de faire la régulation de ses crédits à l'industrie des armements, ce qui peut dire que ce sont les professionnels et, en même temps, les responsables de la Défense, qui seront maîtres eux-mêmes de l'industrie des armements. « L'intention du chef de l'Etat, chef des armées, est claire : le budget de 1983 sera exécuté sous la seule autorité du ministre », a conclu M. Henu.

CHEZ LES ÉCOLOGISTES

Les succès des « verts » allemands encouragent les partisans de l'unité

Les trois principales organisations regroupant les militants écologistes sont saluées, depuis quinze jours, d'un « appel pour l'unité du mouvement écologiste », qui vise à surmonter les clivages persistant au sein de ce mouvement. Il s'agit, selon les signataires, de l'appel à constituer « un mouvement crédible, fondé en commun sur des bases claires, qui s'affirme par sa permanence, et dans lequel tous les écologistes intéressés par l'action politique puissent enfin se reconnaître ».

Les premiers signataires de ce texte sont des animateurs de groupes écologistes appartenant soit au Réseau des amis de la Terre (RAT), soit au Mouvement d'écologie politique (MEP), soit à la Confédération écologiste. Quelques-uns d'entre eux ne se rattachant à aucune de ces structures nationales. Ces trois organisations doivent se réunir

en assemblée générale dans la prochaine période, le MEP, du 30 octobre au 1^{er} novembre, la Confédération écologiste, le 27 novembre, et le RAT, le 27 novembre.

Les initiateurs de l'appel des plus de cent « références humoristiques à l'appel des cent », refus de la « double appartenance » (au mouvement et à un autre parti politique) et respect des règles majoritaires, dont le MEP a fait sa loi. Inversement, le MEP accepte que la représentation des structures régionales en tant que telles soit renforcée au sein de son conseil national. Enfin, il serait possible d'envisager le maintien du RAT comme structure de caractère associatif (les groupes Amis de la Terre perçoivent, à ce titre, localement, des subventions) et de l'organisation politique qui pourrait être créée.

La principale difficulté réside dans le fait que le MEP avait annoncé de longue date sa transformation en parti écologiste. Si cette décision devenait effective lors de sa prochaine assemblée générale, il ne resterait aux autres écologistes que le choix d'adhérer ou non à ce parti, ce qu'ils refuseraient. Les partisans de l'unification au sein du MEP ont donc pour première tâche de convaincre la majorité de ses membres de renoncer à prétendre faire de ce seul mouvement le « parti » écologiste de l'avenir. P.J.

● Un hommage solennel sera rendu à la mémoire de Pierre Mendès France, mercredi 27 octobre, dans la cour d'honneur de l'Assemblée nationale, en présence de M. François Mitterrand. Cette cérémonie aura lieu à partir de 12 h 15.

M. Robert Badinter, garde des sceaux, a indiqué vendredi 22 octobre à l'Assemblée nationale, au cours d'un débat sur la justice, que les centres de Pierre Mendès France reposent au Panthéon. « Il a beaucoup fait pour la France, a souligné le ministre de la justice. Par conséquent, sa place est là. » D'autre part, la municipalité de Louviers (Eure) a donné le nom de Pierre Mendès France à l'une des rues de la ville. En présence de trois cents personnes, une plaque a été dévoilée vendredi 22 octobre.

RÉGIONS

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

UN PROJET DE LA COMMISSION EUROPÉENNE

1,2 milliard de francs pour le Sud-Ouest et les zones textiles et sidérurgiques

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). Des crédits communautaires pour faciliter les investissements, en particulier ceux des P.M.E. dans le Sud-Ouest français, sont en cours d'élaboration. Le C.E.S. à l'Espace, ainsi que dans les régions frappées par la crise de la sidérurgie ou du textile : voilà ce que propose la Commission européenne aux gouvernements en demandant de débloquer une deuxième tranche de crédits (710 millions d'ECU, soit environ 4,7 milliards de francs sur cinq ans) au titre de ce qu'on appelle la « section hors quota » du Fonds européen de développement régional (F.E.D.R.).

Le F.E.D.R. fonctionne, pour l'essentiel, comme une simple caisse de péréquation. Les crédits disponibles sont répartis entre les États membres selon une grille de quotas fixée à l'avance. Mais il existe une sorte de « section hors quota », dont l'objet est de financer des programmes en faveur des régions touchées par des politiques communes de la C.E.E., sans que — dans ce cas — soient déterminées à l'avance les pays ou les régions bénéficiaires.

Une première tranche de 200 millions d'ECU (1,5 milliard de francs) avait été approuvée par le Dix en 1980. Les crédits de cette première tranche ont été affectés à cinq chapitres, dont un pour le développement des régions touchées par l'élargissement de la C.E.E. — l'intérêt de la France, en l'occurrence le Sud-Ouest. M. Giolitti, le commissaire chargé de suivre les régions touchées, souhaite développer les programmes et les actions lancés

de la sorte avec les fonds « hors quota ». La deuxième tranche proposée, si elle est acceptée par le Dix, signifie, souligne-t-il, « un pas important dans la mise en œuvre d'une politique régionale véritablement communautaire ».

Sur les 4,7 milliards de francs de la seconde tranche, 1,2 milliard ira à des programmes approuvés par la France. Ainsi, 370 millions de francs seraient destinés au Sud-Ouest (pour mieux préparer la région à l'entrée de l'Espace), 580 millions de francs seraient affectés aux équipements des régions frappées par le déclin de l'industrie textile et 200 millions de francs bénéficieraient aux zones sidérurgiques. Un effort serait accompli, faveur de ces dernières, une fois achevés les programmes de restructuration en cours de discussion entre Bruxelles et les capitales des pays producteurs.

« Il s'agit davantage de mobiliser des énergies que de fournir de l'argent », résume M. Giolitti. La C.E.E., dont bien entendu l'objectif est de concilier l'industrialisation avec celle qui est menée sur place par les autorités nationales, s'efforce d'apporter aux P.M.E. les concours nécessaires, non seulement pour les inciter à investir, mais aussi pour qu'elles puissent le faire sans trop de risques. Elle finance ainsi à 70 % les études de marchés, des primes à l'investissement, la consolidation des sociétés de gestion ou d'organisation. Elle apporte un concours particulier dans le cas où l'investissement projeté fait appel à des techniques nouvelles.

PHILIPPE LEMAITRE

ENVIRONNEMENT

DANS LES PYRÉNÉES

Des incidents opposent chasseurs de palombes et défenseurs de la nature

Des incidents analogues à ceux qui se sont déjà produits risquent d'opposer, au cours du week-end, les écologistes et les chasseurs de palombes au col d'Orgambal, dans les Pyrénées-Atlantiques.

Situé à une vingtaine de kilomètres au sud-est de Saint-Jean-Pied-de-Port, le long de la frontière, les cols de la Borderie sont le lieu de passage favori de tous les chasseurs migrants d'Europe qui, chaque année, de juillet à novembre, volent vers l'Espagne. On y a dénombré plus de cent vingt espèces différentes. Mais celle qui, traditionnellement, intéresse les chasseurs c'est le pigeon ramier, autrement dit la palombe.

En octobre et en novembre, c'est par dizaines, voire par centaines de milliers que les palombes passent ici. Le Syndicat de la vallée de la Borderie, propriétaire des terres, les fait chasser par ses employés. Mais de tir que l'on se dispute à coup de millions lors des mises en adjudication, tous les trois ans (voir le Monde du 13 décembre 1981).

En 1979 les écologistes avaient réussi à louer le col d'Orgambal, l'un des trente-cinq passages de la haute vallée de la Borderie, pour le week-end, à cinq chasseurs et pour y installer un observatoire des migrations. Cette action avait évidemment irrité les chasseurs locaux.

Lors de la remise aux enchères de l'ensemble des crétes, en mai dernier, ni les chasseurs ni les ornithologues n'étaient parvenus à s'accorder. Organisée dans la mise à prix était élevée. Les écologistes avaient alors loué deux autres cols, celui de Méhastan et d'Ochogoragana, situés de part et d'autre d'Orgambal. Ils avaient demandé au ministère de l'Environnement de placer ce dernier en réserve. Sans succès. (Le Monde du 23 octobre).

Vingt tireurs par jour

Or, à l'ouverture de la saison de chasse, on apprend qu'Orgambal avait été finalement loué par la Fédération des chasseurs des Pyrénées-Atlantiques qui le mettrait gratuitement à la disposition de ses adhérents. Ceux-ci y venaient tout de suite à la rescousse de vingt tireurs par jour.

Chasseurs et écologistes se sont donc trouvés à quelques mètres les uns des autres, les uns s'efforçant d'abattre quelques palombes, les autres déplorant leur échec. L'incident était inévitable dès les premiers passages. Il a eu lieu le 20 octobre. Un « commando » d'une quinzaine de chasseurs s'est pris aux ornithologues qui observaient les passages d'oiseaux migrants. M. Joël Tanguy, le Cac, président du collectif d'Orgambal, col libre, a été molesté et blessé au visage.

M. Michel Crépeau, ministre de l'Environnement, a immédiatement demandé à M. Saint-Joseph, président de la Fédération des chasseurs des Pyrénées-Atlantiques, de cesser sans délai tout acte de chasse à cet endroit. La fédération a annoncé par la suite qu'elle renonçait à sa location et qu'elle renvoyait les chasseurs qu'elle envoyait chaque jour à Orgambal au nombre d'une vingtaine. Un pigeon de gendarmerie a été établi sur les lieux et pour faire respecter l'ordre public, mais les protestations de la nature venue de diverses régions de France sont attendues au camp des écologistes au cours du prochain week-end.

LA RELANCE DE L'EST PARISIEN

Une nouvelle Défense à Marne-la-Vallée ?

« Faire de Marne-la-Vallée la Défense de l'est parisien » : le slogan lancé par M. Michel Gérard, président du conseil régional d'Ile-de-France, sénateur R.P.R. du Val-de-Marne (le Monde du 22 octobre), est percutant ; il recouvre une réalité. Le « Manhattan » des rives de la Seine a fait le plein ces dernières années. Sur le million et demi de mètres carrés qu'il était prévu d'y construire, il en reste moins de trois cent mille à mettre en chantier ; et encore, quelques cent mille de ces trois cent mille sont déjà réservés à l'opération « Défense » (installation du centre de la communication plus ministère de l'Urbanisme et ministère de l'Environnement) et près de cent vingt mille mètres sont pratiquement dévolus dans le quartier Michélet.

Même si l'établissement public d'aménagement de la Défense était autorisé à réaliser 100 000 mètres carrés supplémentaires, le fin de l'opération Défense est relativement proche. Si la France veut être en mesure d'offrir des possibilités d'accueil aux sociétés, nationales ou étrangères qui ont besoin de construire d'immenses ensembles de bureaux, il faut, dès maintenant, penser à l'après-Défense. D'où l'idée, dans l'optique de ce fameux « réajustement à l'est » de la région parisienne toujours promise, jamais réalisée, de promouvoir la ville nouvelle de Marne-la-Vallée.

La candidature de celle-ci pour accueillir au moins une partie de l'Exposition universelle de 1989 n'a malheureusement pas été retenue. Elle disposait pourtant d'immenses terrains libres, qui se sont sur le plateau brulé où dans la vallée de la Marne, parfaitement desservis par l'autoroute de l'est, le R.E.R. et à proximité des aéroports d'Orly et de Roissy.

Cela dit, il ne peut être question de retirer sur les bords de la Marne ce qui a été réuni sur les rives de la Seine. Marne-la-Vallée ne dispose pas des atouts qu'a au jour la Défense : prestige de l'Ouest, protection de la voie tripartite des Champs-Élysées, etc., mais elle peut offrir, grâce à sa verdure et à l'espace dont elle dispose, un environnement de qualité, une diversité remarquable et des équipements déjà largement réalisés. Le centre de Noisy-Mont-Est a été prévu pour accueillir 800 000 mètres carrés de bureaux ; il n'en a été construit que 170 000.

Pourtant, 800 millions de francs, valeur 1982, ont déjà été dépensés pour construire les grands équipements : gymnase, piscine, centre technique de l'équipement, dont le démarrage est envisagé. La chambre de commerce et d'industrie de Paris est toute prête à installer dans la ville nouvelle la grande cité de technologie avancée et d'information dont elle rêve.

Mais la réussite d'une nouvelle Défense à Marne-la-Vallée dépend d'une volonté clairement affirmée et soutenue par les pouvoirs publics.

THIERRY BRENIER

● Le Lot-et-Garonne demande l'annulation de l'opération. Le département de Lot-et-Garonne, la chambre de commerce et d'industrie et la ville de Blois viennent d'adresser au ministre des P.T.T., M. Louis Mègret, pour faire une demande d'annulation de l'opération. Ils rappellent que Blois est déjà, avec Lyon et Caen, choisi pour l'expérimentation de la carte à mémoire IPSS, une expérience qui devrait commencer dans les semaines à venir. (Corresp.)

Week-ends Spéciaux

29 oct. au 1^{er} nov.
11 nov. au 14 nov.
25 oct. au 26 oct.
30 oct. au 31 oct.

ROME

Train: 1200 F
Aérien: 2550 F à 2905 F

VENISE

Train: 1720 F à 1920 F
Aérien: 2720 F à 2960 F

États de 200000 par semaine au départ de Paris en chambre double

CLASION

Demandez le programme à votre agence de voyages ou à CIT 3 Bd. des Capucines - 75002 Paris

HOTEL METROPOLE GENEVE

★★★★



An cœur de la cité, sur la rive gauche face au lac et au parc. Cet élégant et moderne hôtel, construit en 1954, est heureux de vous accueillir en réouverture en novembre 1982 après avoir été entièrement rénové.

150 chambres et suites - Restaurant français - Salon de thé et coffee shop - Salles de banquet

Renseignements auprès de
André W. Hani, directeur général
Case postale 500, CH 1211 Genève 3, Suisse
Tél. 022 211346 Tél. 421550-mat

Le Monde

société

Le projet de remboursement de l'avortement provoque de nombreuses réactions

L'annonce par les services du premier ministre de l'étude d'un projet de loi pour le remboursement de l'interruption volontaire de grossesse par la Sécurité sociale et le financement de cette mesure par des versements de l'Etat à la Sécurité sociale a provoqué de nombreuses réactions : satisfaction, mais aussi d'un côté, totale opposition de l'autre. Les mouvements et organisations qui appellent à manifester ce samedi 23 octobre pour demander le remboursement de l'I.V.G. ont maintenant leur rendez-vous.

• Le Mouvement français pour le planning familial et l'U.R.P.-C.F.D.T. « se félicitent des mesures annoncées par le premier ministre », mais, ne voulant pas que « les promesses connaissent le même sort que celles qu'avait faites M. Mauroy, le 8 mars 1982 », décident de manifester tout de même le 23 octobre à Paris. Le M.F.P.F. souligne, par ailleurs, qu'il affecte des fonds d'Etat à ce remboursement ne doit être qu'une mesure provisoire. Ce remboursement doit être intégré au budget de la Sécurité sociale, et l'I.V.G. doit être codifiée comme un acte médical.

• La coordination des groupes femmes et le Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception (MLAC) estiment, que cette décision est « une victoire due à la mobilisation des femmes », mais « comment le mode de financement par la loi de finances radi-cute-t-elle tous les ans et demande-t-elle l'I.V.G. soit totalement prise en charge par la Sécurité sociale ». Ces organisations participent à la manifestation du 23 octobre.

• Les syndicats Force ouvrière, FEN et C.F.D.T. ont, chacun, demandé l'inscription en procédure d'urgence au Parlement du projet de loi relatif au remboursement de l'I.V.G.

• La C.G.T., par la voix de Mme Jacqueline Léonard, secrétaire confédérale, a déclaré qu'elle « prenait acte » de la décision du premier ministre, mais estime que « des décisions manquent sur les raisons qui conduisent le gouvernement à envisager le remboursement par l'Etat

des sommes dépensées à cet effet par la Sécurité sociale ».

• La Ligue communiste révolutionnaire, estime : « Cette décision positive est un premier succès de la mobilisation des femmes et des travailleurs ».

• M. Raymond Barre a déclaré au Courrier de l'Ouest : « Je suis hostile au remboursement de l'interruption volontaire de grossesse. J'ai, comme premier ministre, pré-senté à l'Assemblée nationale le projet de loi portant reconduction des dispositions relatives à l'I.V.G. Je l'ai fait parce qu'il s'agissait, à mon avis, d'un problème d'ordre public. Je ne crois pas que l'on puisse rembourser les frais relatifs à l'I.V.G. Je souhaiterais plutôt, pour moi, que les fonds... puissent être utilisés à apporter une aide aux mères célibataires ».

• Les Associations familiales catholiques « protestent vigoureusement contre le projet de remboursement de l'I.V.G. La médecine est faite pour rétablir la santé et non pour supprimer la vie ».

• La C.F.T.C. « revendique, au moment où des projets gouvernementaux envisagent de faire rembourser les avortements, la clause de conscience pour chaque assuré social ».

• Une Association pour l'objection de conscience à toute participation à l'avortement, nouvellement créée, ainsi que le Cartel des groupements et personnes pour le respect de la vie, demandent à leurs adhérents « de réduire leur quote-part à l'impôt sur le revenu pour ne pas contribuer à ce qu'ils considèrent être le meurtre d'innocents ».

CORRESPONDANCE

Abou Nidal à la solde d'Israël ?

M. André Wurmser, membre du bureau exécutif du CRIF (Conseil représentatif des institutions juives de France), nous a adressé la lettre suivante après la publication dans le Monde des 12, 13 et 14 octobre, d'une enquête de Philippe Boggio sur le terrorisme, qui évoquait, parmi beaucoup d'autres hypothèses, celle selon laquelle Abou Nidal serait un agent à la solde d'Israël.

« A qui profite le crime ? » — A la victime ! — C'est la réponse du moins, qui ressort d'une série d'articles consacrés par le Monde au terrorisme international, sous la plume de M. Philippe Boggio.

Ce « vil usage de droit romain, qui s'appliquait, aux meurtres commis pour des détonnements de testaments et d'héritages, n'a aucun sens si, comme le fait le rédacteur du Monde, on entend par le bénéfice du crime les mouvements d'horreur et de sympathie qu'il suscite dans

l'opinion publique. C'est vers la victime, le camp ou le parti auquel elle appartient, que va cette sympathie ; c'est donc elle la coupable. Cette implacable logique rejette donc sur les Israéliens et les Juifs eux-mêmes la responsabilité des crimes odieux qui ont ensanglanté tout à tour la synagogue de Vienne, celle de la rue Coenric, le restaurant Goldenberg, rue des Rosiers, et maintenant le parvis de la synagogue de Rome. Voilà le fin mot de l'histoire : M. Abou Nidal est un agent d'Israël. C'est le Mossad qui est responsable de tout le terrorisme international et qui, tout à tour, assomme les diplomates israéliens, les papes en France et en Autriche, des enfants juifs en prière.

Et il n'est pas besoin d'autres preuves, ou soupçons de preuves ; aucun lien, si ténu soit-il, n'a jamais été établi entre les terroristes et Israël. Les faux papiers, les douilles, les armes, les complices repérés, les confidences, les aveux relatés tous du camp de ses ennemis. Le seul, l'unique argument, c'est le capital politique qu'il est censé en retirer. C'est véritablement odieux.

Ce que ceci a d'absurde et de révoltant ne doit cependant pas en détourner l'attention, car M. Boggio n'est pas seul à évoquer cette hypothèse, permettant le développement d'une campagne qui va s'amplifiant et que nul n'a, jusqu'à ce jour, apparemment jugé utile de dénoncer. Comme dans le compte rendu inexact et haineux des opérations de l'armée israélienne au Liban, il y a un but derrière ces campagnes, un objectif simple et pervers : l'enfermement psychologique de la communauté juive qu'on laisse se débattre dans l'incertitude, prise au piège d'inévitables calomnies et qui ainsi-on veut pousser à perdre son sang-froid.

Il y a aussi le grand dessein de présenter l'O.L.P. et son chef officiel, Yasser Arafat, comme des personnes de vertu et de modération, à qui doivent être réservés égards, attentions officielles, importance et reconnaissance diplomatique. Or, qui ne voit que c'est bien au criminel que revient le bénéfice du crime, qu'un attentat dirigé en Europe contre une communauté juive n'a jamais été suivi d'un durcissement politique envers l'O.L.P. ; chaque fois, au contraire, les gouvernements des pays atteints dans leur chair ont fait un pas de plus dans la conciliation et la compassion. Malgré l'assassinat de l'ambassadeur de France, M. Delamarre, nos relations avec Damas se sont « réchauffées » — selon le Monde — et le successeur de M. Delamarre, en poste à Beyrouth, a étendu la protection de la France, de la façon la plus ouverte, à l'O.L.P., pendant le siège de Beyrouth-Ouest. L'O.L.P. a tiré poliment profit de tous les crimes perpétrés en Europe par le terrorisme international.

Le rôle de Chypre

Nous avons reçu d'autre part, de M. Petros Michailides, ambassadeur de Chypre en France, la lettre suivante :

Dans un article de Philippe Boggio, paru le 12 octobre 1982, intitulé « Ces terroristes venus d'ailleurs », il est prétendu que « cinq membres de l'armée secrète pour la libération de l'Arménie (Asala) — ayant Beyrouth — auraient réussi à gagner Chypre... »

Le gouvernement chypriote a condamné à plusieurs reprises les actes terroristes et a confirmé sa ferme décision de ne pas permettre que Chypre devienne une plaque tournante du terrorisme international. A cet égard, nous déployons tous les moyens à notre disposition et nous collaborons étroitement avec le gouvernement français et ceux d'autres pays intéressés.

Concernant certaines allégations qui apparaissent de temps à autre dans la presse turque sur l'existence d'une organisation armée arménienne ou des camps d'entraînement arméniens à Chypre, le gouvernement de Chypre n'a pas seulement démenti ces allégations, mais a formellement informé les Nations unies qu'il est prêt à faciliter des investigations à n'importe quel endroit de la zone libre de Chypre afin de constater le manque de véracité de ces allégations.

Etant donnée la situation à laquelle Chypre fait face aujourd'hui et le danger que la parution de telles informations suscite, nous comptons sur les responsables des moyens d'information afin de nous aider dans nos efforts d'affronter les multiples problèmes que l'invasion turque et l'occupation continue d'une grande partie de l'île par l'armée turque nous créent.

POLICE

UN MEETING A LYON

Les bémols des syndicats catégoriels

De notre correspondant régional

Lyon. — Cent cinquante policiers ont répondu, jeudi 21 octobre, en fin d'après-midi, à l'appel de l'Union des syndicats catégoriels de police et ont participé à un meeting dans la salle de la bourse du travail. Après les écarts de langage constatés à Paris (le Monde du 9 octobre) et les réactions enregistrées à cette occasion (le Monde du 17-18 octobre), la réunion lyonnaise n'a donné lieu à aucun débordement verbal. La manifestation entonnée avec fougue dans la capitale, avait fait place à une minute de silence en mémoire d'un policier récemment tué à Avignon par un repris de justice. Le ton d'une plus grande modération était donné. Il n'y eut aucune invective.

Les mêmes orateurs ont repris les thèmes de leurs discours parisiens, mais avec des nuances parfois cocasses. Ainsi, M. Paul Florentz, secrétaire général du Syndicat des commandants et officiers (S.C.O.), avait déclaré, il y a quinze jours : « Ou nous faisons notre métier de flics (...) ou nous baissons le pantalon. Si nous sommes ici, ce soir (...), ce n'est pas pour nous débattre ». La version lyonnaise a été nettement moins triviale : « Ou nous baissons (...) les bras... ».

M. Ferdinand Le Dain (U.S.C.P.) avait mis en garde l'auditoire : « Soyez particulièrement dignes ». Des écarts de langage ? Ils avaient été le fait de « provocateurs ». Mais, si la tonalité générale de l'assemblée lyonnaise a paru plus modérée, il s'est ajouté aux discours répétés quelques éléments d'actualité susceptibles de tempérer un apolitisme largement revendiqué. Ainsi un orateur a dénoncé « certaines activités d'une brigade spéciale des renseignements généraux », allusion aux récentes accusations de M. Jacques Chirac.

Avant de fustiger des pratiques relevant de la « délation » de la part de la fédération syndicale concurrente, la F.A.S.P., M. Paul Florentz est remonté à la tribune en fin de réunion pour, tout à trac, s'en prendre à un juge coupable d'avoir inculpé deux policiers : « Une magistrature de vingt-cinq ans, à peine sortie de l'école, connue sur la place d'Orléans pour tutoyer les truands ». M. Florentz avait indiqué que l'U.S.C.P. « en avait assez des « dénonciations calomnieuses ». Des bémols ? Pas tout à fait. — C.R.

La fédération Justice Force ouvrière se réorganise

Au terme de son congrès réuni à Paris du 18 au 20 octobre, l'un des syndicats de la Fédération Justice Force ouvrière — celui des personnels de direction, d'administration et d'enseignement, techniques et d'éducation — a décidé de constituer plusieurs syndicats nationaux autonomes, « notamment pour permettre d'affiner les revendications catégorielles par corps », a indiqué M. Hubert Bonaldi, secrétaire fédéral.

Il y a donc désormais trois syndicats nationaux, et il a ajouté : un syndicat des personnels de direction, un des personnels d'administration et d'enseignement, techniques et d'éducation, un des personnels techniques. Les personnels d'éducation et de probation ne constituent, eux, qu'une section. Le personnel de surveillance, qui regroupe une majorité des surveillants de prison et qui vient d'obtenir 48 % des voix aux élections professionnelles, est regroupé dans un autre syndicat national et ne participait pas à ce congrès.

Le second objectif du congrès était de « faire le point sur l'état de la pénitencière ». Les thèmes évoqués, a précisé M. Bonaldi, ont été ceux de la politique de recrutement et de formation à l'école de l'adulte, de la formation pénitentiaire, mais aussi des conséquences éventuelles d'un tribunal de l'exécution des peines, de la suppression des quartiers de sécurité ainsi que de la participation des personnels pénitentiaires au fonctionnement du milieu ouvert.

La cour d'assises des Hauts-de-Seine a condamné, le 21 octobre, à onze ans de réclusion criminelle, Roger Royat, et à dix ans de la même peine, Rodolphe Javou, qui, le 18 avril 1981, avaient enlevé, à Marnes-la-Coquette, et séquestré M. Huguette Kluger, P.-D.G. des éditions musicales Bleu-Blanc-Rouge (le Monde du 21 avril 1981).

L'affaire Paribas : précision. — Après la publication dans le Monde du 14 octobre d'un article sur de nouvelles inculpations, de clients du service de gestion privée de Paribas, M. Claude-Roland Maunel nous écrit : « En réponse à votre article dans lequel je suis cité parmi les inculpés de l'affaire Paribas possédant en Suisse un compte de plus de millions de francs, je crois devoir vous préciser : outre le fait que je ne révoque de prouver à la justice ma bonne foi, les seuls faits qui me sont reprochés portent sur une somme d'environ 150 000 francs qui pourrait encore se trouver réduite en fonction de l'évolution de l'instruction. »

EDUCATION

DES ÉCOLIERS DÉFINISSENT LE TIERS-MONDE

T. M. = Toi et Moi

Dans les couloirs du métro, sur les murs de nos villes, ont surgi des affiches insistantes : « Dis, c'est quoi, le tiers-monde ? ». Cette question, lancée par une petite fille appuyée sur un globe terrestre, est censée nous interpeller tous, promeneurs insouciants ou passants pressés. En fait, il s'agit d'une opération destinée à accompagner la deuxième Journée du tiers-monde à l'école (11), organisée le 22 octobre par l'UNICEF et l'ARIAD (Association pour la recherche et l'information sur l'aide au développement), avec le concours du ministère de l'éducation nationale et du Syndicat national des instituteurs (SNI-P.E.G.C.).

Pour susciter l'intérêt des écoliers, les promoteurs de l'opération avaient lancé, en août dernier, un concours de dessins ouvert aux enfants des écoles francophones de six à seize ans. Il s'agissait pour les concurrents d'illustrer à leur façon une des trois chansons retenues par le jury (Quatre cents enfants noirs, de Jean Ferrat ; Malheur à celui qui blesse un enfant, d'Enrico Macias ; Lily, de Pierre Perret) et d'indiquer au dos de leur œuvre leur définition du tiers-monde.

Ecoutez-les : « Des peuples qui n'ont pour choix que de rester chez eux et mourir de faim ou de s'émigrer et souffrir du racisme », dit l'un (douze ans). « Le tiers-monde, c'est les pays où les enfants ne mangent pas plus que ce que je laisse dans mon assiette », dit l'autre (huit ans). Certains, artistes accomplis, ont des

formules malhappées : « Pour moi, le tiers-monde, c'est les pays plongés dans la misère par leur indépendance... » D'autres, plus heureux dans l'expression écrite, jettent des définitions profondes : « Pour moi, le tiers-monde, c'est les neuf dixièmes du monde. » Voire lyriques : « Tiers-monde : T. M., Toi et Moi. » Les plus jeunes, enfin, laissent parler leur cœur : « Vous avez des petits bras, des petites jambes, un gros ventre ; je ne vous connais pas, mais la télévision m'a dit que vous avez faim et soif (sept ans). » C'est le tiers-monde.

Les gagnants — de voyages en Afrique ou de bicyclettes — ont reçu leur prix des mains de M. Alain Pocher, président du sénat et parrain de l'opération, accompagnant les efforts publics et privés.

(1) La première avait eu lieu le 23 octobre 1981, ARIAD, 2, rue Washington, 75008 Paris. Ecole et tiers-monde, 20, rue Rochechouart, 75009 Paris.

UNE CAMPAGNE DE L'OPPOSITION AUPRÈS DES LYCÉENS ET DES ÉTUDIANTS

Le Mouvement des jeunes giscardiens mène une action de propagande dans les lycées et collèges pour parvenir à l'objectif des « 5 000 délégués de classe » à l'occasion des élections qui s'achèvent. Un million de tracts ont été distribués dans les établissements pour faire connaître les 92 propositions du mouvement. Les Jeunes Giscardiens proposent de boycotter la « consultation bideau du pouvoir » dans les lycées et prévoient, pour le 13 décembre, une « journée nationale d'action ».

17, boulevard Raspail, 75007 Paris. Tél. : 222-35-77.

Les Jeunes du R.P.R., prenant appui sur les deux associations qui tiennent de créer (Association des lycéens républicains ; Association des étudiants républicains), ont lancé une campagne d'affichage et de distribution de tracts avant les élections scolaires et universitaires. Ils font « 48 propositions pour l'éducation ». Les jeunes du R.P.R. affirment grouper 230 000 moins de trente ans.

123, rue de Lille, 75007 Paris. Tél. : 550-32-19.

CARRIÈRES UNIVERSITAIRES

« Agrégations de droit. — Le Journal officiel du 10 octobre a publié un arrêté concernant l'ouverture d'un concours d'agrégation pour le recrutement de vingt-cinq professeurs de droit public, vingt-cinq de sciences économiques et cinq en histoire du droit des institutions et des faits économiques. Selon l'Association nationale des maîtres-assistants des disciplines juridiques, économiques, politiques et de gestion, l'ouverture de nouveaux concours d'agrégation constitue une véritable provocation. Elle est le signe d'une volonté de maintenir des hiérarchies déuées ». Cette association estime que le recrutement de « cinquante-cinq privilégiés dans le même temps ou trois cent cinquante collègues d'autres disciplines accèdent à un rang supérieur par une procédure de promotion interne » augure mal de la volonté du ministre de modifier les carrières de l'enseignement supérieur.

L'Association nationale des maîtres-assistants de lettres et sciences humaines (1), qui a réuni récemment ses adhérents à Paris, regroupe « la poursuite d'une politique malhathienne » en ce qui concerne les carrières des enseignants du supérieur. Comme leurs collègues des disciplines juridiques (le Monde du 29 septembre), ces personnels souhaitent bénéficier d'une plus grande possibilité d'accès au corps des professeurs. Les maîtres-assistants présents, venus d'une vingtaine d'universités, ont affirmé dans une résolution votée à l'unanimité leur préférence pour un « corps unique à deux classes des enseignants titulaires du supérieur ».

(1) B.P. 214.05, 75226 Paris Cedex 05.

MÉDECINE

RECTIFICATIF. — Contrairement à ce qui est indiqué dans l'article du Monde de la médecine, daté du 20 octobre, consacré à une substance anticancéreuse prochainement commercialisée en France par l'Institut Pasteur Production, l'ellipticine ne sera pas utilisée pour ses propriétés anti-inflammatoires. Compte tenu de la toxicité du produit, ces propriétés ne semblent pas pouvoir en effet être utilisées en thérapeutique courante.

Faits et jugements

« SQUAT » ET CAMP RETRANCHÉ

Gaz lacrymogènes contre cocktails Molotov, jets de neige carbonique et bouillons jetés des toits : de nouveaux affrontements ont éclaté, jeudi 21 octobre, entre des squatters et les forces de l'ordre venues les déloger de l'immeuble qu'ils occupaient au 3, rue de l'Est, à Paris (20^e). Les squatters, très bien organisés, avec gendarmes au sommet de l'immeuble et talles-mallées ou pu s'enfuir pour la plupart. Six ont toutefois été interpellés sur une quarantaine.

Plus tard, vers onze heures, des gardiens de la paix restés sur les lieux ont été attaqués par un petit groupe de squatters munis de cocktails Molotov. L'un d'entre eux a été très légèrement brûlé.

Les sept squatters interpellés ont été placés en garde à vue et mis à la disposition de la police judiciaire.

Pour avoir tué avec préméditation deux sympathisants du R.P.R. le 8 juin 1981, entre les deux tours des élections législatives, Christian Virot, militant communiste, a été condamné jeudi 21 octobre par la cour d'assises du Cher à dix-neuf ans de réclusion criminelle. Les faits s'étaient déroulés à Tortieron (Cher). L'état d'ivresse de Christian Virot avait accentué son ressentiment à l'endroit de ses victimes, Bernard Despot et Philippe Gateau, qui, peu avant, avaient décliné des croix gammées sur les affiches du parti de Christian Virot.

SPORTS

TENNIS. — Le Français Dominique Bedel s'est qualifié pour la finale du Tournoi de Tokyo, doté de 125 000 dollars et comptant pour le Grand Prix. Le joueur français a battu en demi-finale l'Indien Sashi Menon 6-3, 6-4 ; il rencontrera en finale l'Américain Jimmy Arias, vainqueur du tournoi Francisco Gonzales 7-5, 6-1. De son côté, Henri Leconte s'est qualifié pour les demi-finales du Tournoi de Vienne, doté de 100 000 dollars, en battant le Brésilien Marcos Hovecar, 7-5, 6-3.

VOILE. — Le Sud-Africain Bertie Reed, arrivé le 21 octobre au Cap à 10 h 55 G.M.T., a pris la deuxième place de la première étape de la course autour du monde en solitaire.

COMPAGNIE BRITANNIQUE meubles en pin, 8, rue Lacépède 75005 Paris

501 من الاموال

هكذا من الامل

Le Monde

culture

Le budget pour 1983 : rigueur ouverture, décentralisation

Après la remise à flot spectaculaire de 1982 - on passait de 0,47 % à 0,75 % du budget général - le projet de budget de la culture pour 1983 - + 16,6 %, 6,9 milliards de francs - se présente de façon très différente. Il progresse légèrement, atteignant 0,79 %, mais la proportion des crédits de paiement (+ 17 %) et des autorisations de programme (+ 84 %), par exemple, est inversée. Il ne remet pas en cause l'équilibre général, mais témoigne d'une politique plus affirmée, caractérisée par trois préoccupations : mieux maîtriser le coût des institutions et des organismes ; ouvrir le « champ culturel », s'intéresser à de nouveaux groupes sociaux, mais aussi aux nouveaux modes de production et de diffusion ; poursuivre enfin le réajustement Paris-province. Les objectifs, dans tous ces choix, sont à la fois culturels et économiques.

1) Au chapitre de la rigueur budgétaire, les grandes institutions n'ont pas de priorité : subventions revalorisées de 8 % seulement pour l'Opéra de Paris (1), de 7 % pour le Centre Georges-Pompidou, de 13 % pour les théâtres nationaux. Croissance réelle mais également modérée (15 %) pour les maisons de la culture, les centres d'action culturelle, les grandes formations lyriques, les centres dramatiques nationaux (2), les bibliothèques municipales.

Toujours dans le cadre de la maîtrise des dépenses, la politique de l'emploi culturel est étroitement liée aux conventions signées. 100 millions de francs sont affectés à la reconduction des emplois créés en 1982, 64 autres sont prévus, sous forme d'aides aux collectivités locales ou de programmes nationaux concernant les nouveaux objectifs prioritaires.

Signalons aussi une économie de 141,5 millions de francs sur les dépenses de fonctionnement.

2) Depuis les Archives jusqu'au Livre, toutes les directions du ministère sont mobilisées pour que la vie quotidienne et les milieux défavorisés soient davantage irrigués par la culture. Formation, action éducative, se voient attribuer 30 millions de francs. La population des quinze-vingt-cinq ans, qu'elle s'intéresse au rock ou à l'archéologie, qu'elle soit scolarisée ou à l'armée, fait l'objet d'une enveloppe de 40 millions de francs. De même, après les actions lancées en 1982 avec les comités d'entreprise en ce qui concerne la culture, entre 50 et 80 millions sont consacrés à des initiatives en direction des lieux de travail, et 80 millions à des équipements publics

(cinémas en zone rurale, stades, halles...).

Ce souci d'ouverture, c'est aussi une série d'expériences dans le secteur des réseaux câblés, de la télématique, de la micro-informatique, à qui il s'agit de donner une dimension culturelle (50 millions de francs).

Pour ce qui est des industries culturelles, la réforme du cinéma coûtera 100 millions de francs. 37 millions seront affectés à des actions de reconquête du marché populaire (domaines du livre et du disque).

3) Pour les grandes opérations lancées à Paris - l'Opéra à la Bastille, La Villette, l'Institut du monde arabe, etc., - un montant de 529,5 millions de francs d'autorisations de programme est prévu ; 76 millions seront affectés aux équipements hors Paris : Conservatoire national de la musique à Lyon, lancement du Centre national d'art contemporain à Grenoble, musée de la B.D. à Angoulême, de la sculpture à Montpellier, école de photographie à Arles.

Mais, par ailleurs, ce sont 840 millions de francs qui seront affectés aux monuments historiques, et pour la plus large part dans les régions. Ces autorisations de programme, outre la conservation du patrimoine, concernent le soutien à toutes sortes de petites et moyennes entreprises, source d'emplois sans création d'importations.

On insiste également au ministère de la culture sur les efforts entrepris en matière de décentralisation : au total 650 millions en dépenses ordinaires, 550 millions en autorisations de programme. - C. D.

(1) La dotation passe de 280,4 à 303,4 millions. Dans le budget de la musique, seul le chapitre animation et diffusion (dont les festivals) croît de 46 % : on passe à 98,7 millions.

(2) Le budget affecté aux compagnies dramatiques, quant à lui, reste égal, mais une nouvelle ligne budgétaire de 5 millions est créée (jeune public, diffusion, théâtre amateur). Toujours dans le domaine du théâtre, signons une subvention de 3 millions pour la création du Centre français de New-York, confié à Françoise Kourilsky. Enfin, le budget diminue de 96 millions - est affecté à la construction de la nouvelle salle du TEP, et à l'aménagement à la rénovation de quarante-neuf salles municipales en province.

* Répartition des dotations budgétaires par secteur. - Musées : 8,2 % ; partitions : 5,5 % ; livres : 13,8 % ; archives : 1,7 % ; Centre Pompidou : 2,8 % ; développement culturel : 13,7 % ; cinéma : 3,8 % ; musique : 17,8 % ; théâtre : 11,4 % ; arts plastiques : 7,9 %.

L'égalité des pratiques musicales

Il y a un an, il n'y avait rien à la direction de la musique et de la danse qui permette de prendre en compte des pratiques musicales comme la chanson, le jazz, les musiques traditionnelles et populaires. Il a donc fallu trouver de l'argent pour mettre en action une doctrine qui affirme hautement l'égalité en dignité de toutes les pratiques musicales. C'est ainsi que dès 1982 - et bien que le budget ait été préparé par le prédécesseur de M. Maurice Fleuret, directeur de la musique et de la danse - un certain nombre d'aides ont été mises en œuvre et qu'en même temps ont été créés des outils de concertation comme la commission consultative nationale pour la chanson et les variétés.

Tous les secteurs de la musique, dit M. Maurice Fleuret, doivent bénéficier des aides à la création, à la formation et à la diffusion. Pas d'une manière identique, bien entendu, parce que les besoins sont différents et qu'ils sont différents sur le terrain. L'autre élément fondamental, c'est la décentralisation. Les centres régionaux de la chanson créés en 1982 sont appuyés sur cette décentralisation, sur ses nécessités, ses objectifs et ses moyens, en relation avec les collectivités locales. L'objet de notre action est de faire naître et développer un certain nombre d'initiatives qui n'ont pu voir le jour jusqu'ici parce qu'elles ne correspondaient pas à certains stéréotypes du secteur privé. - Si la direction de la musique et de la danse

veut changer les choses, ce n'est pas en privilégiant une expression au détriment d'une autre mais au contraire en offrant à tous les moyens de se révéler à eux-mêmes et de s'affirmer. On sait qu'il y a aujourd'hui un nombre incalculable de groupes rock qui n'ont pas la possibilité de répéter. En relation notamment avec la jeunesse et les sports et avec les collectivités locales, la direction de la musique et de la danse va équiper, au cours de l'année 1983, un certain nombre de lieux de répétitions.

Au cours de 1982, des aides ponctuelles ont été accordées au bénéfice d'une artiste de variétés comme Colette Magny et de groupes de jazz présentant un solide projet de création. En 1983, ce sera à la commission consultative nationale de statuer sur ces aides au moyen d'un dossier consigné par l'artiste ou le groupe d'artistes et un organisateur de spectacles.

L'école de variétés va être créée au printemps prochain, et la section de variétés du fonds de soutien pourrait sembler-t-il être renforcée.

Dans le secteur des musiques traditionnelles, la direction de la musique et de la danse aidera un certain nombre de collecteurs aujourd'hui démunis de tous moyens alors qu'ils s'efforcent de rassembler toute une mémoire collective avant que la pratique sociale. - C. F.

MUSIQUE

EN VERSION DE CONCERT

« Œdipe », d'Enesco

Créé à Paris, en 1936, l'unique opéra de Georges Enesco, *Œdipe*, a été d'emblée reçu comme un chef-d'œuvre, mais il n'a pas pour autant fait une carrière aussi brillante que d'autres ouvrages moins estimés et qui se jouent encore de loin en loin, car ils ne sont ni vraiment bons ni tout à fait mauvais. Il est évident, cependant, que cette tragédie lyrique sur un thème d'Edmond Rostand, à laquelle Enesco a travaillé de 1923 à 1932 après s'être accordé dix ans de réflexion, possède toutes les qualités d'une œuvre solide et parfaitement achevée.

A condition d'en confier la réalisation théâtrale à un metteur en scène assez ingénieux pour donner vie, sans la surcharger, à une action relativement statique, cet opéra pourrait rivaliser avec le *Château de Barbe-Bleue*, de Bartók, dont il se rapproche par l'usage du récitatif lyrique, mélangé les voix généralement en valeur. Le traitement de l'orchestre, en revanche, diffère de tout au tout : au symphonisme brillant de Bartók, Enesco oppose une écriture aérée où, dès les premières mesures, les cordes solistes (violin, alto ou violoncelle) ont leur place au même titre que la clarinette ou le cor. La grandeur tragique du climat musical tient en partie à cette numérisation instrumentale qui, d'ailleurs, n'exclut pas une réelle originalité dans l'agencement des timbres, mais cela reste toujours fluide et apparemment simple.

Sans souci de renouer avec ce qu'on ne peut savoir de la musique grecque, le langage d'Enesco dans

Œdipe ne saurait se laisser enfermer derrière une étiquette : tonal, modal, atonal. Il est aussi éloigné des redondances de l'accord parfait triomphant que de la préoccupation de rompre à tout prix avec le passé. Mieux vaudrait parler de tonalité élargie, au sens où l'entendait Schoenberg.

On aurait souhaité que la redécouverte en France de cet opéra français ait lieu dans les meilleures conditions, mais on a peine à croire que les chœurs et le Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France, placés sous la direction d'Yves Prin, aient donné le meilleur d'eux-mêmes. L'ensemble restait approximatif, faute sans doute d'un nombre suffisant de répétitions.

La distribution n'appelle pas de commentaires particuliers. Jacques Tréau (Créon), Xavier Tannet (le vieillard), Franck Petit (Thésée), Bernadette Antoine (Antigone) étaient plus convaincants que Rudolf Constantini (Œdipe), mais, en règle générale, les problèmes que pose la déclamation dans une œuvre comme celle-ci semblent avoir été résolus. Le succès a néanmoins été particulièrement vif, témoignant que l'intérêt de ceux qui étaient venus portait moins sur l'interprétation que sur l'œuvre elle-même. Le fait est assez rare dans le domaine lyrique pour mériter d'être signalé, mais il est aussi important de constater que cet intérêt n'a pas été égaré.

GERARD CONDE

* Diffusion ultérieure sur France-Musique.

DANSE

Bilan du Forum 1982

Le prix de la Fondation American Express (6 000 dollars), destiné à récompenser la meilleure compagnie du Forum de la danse 1982, a été décerné, le 21 octobre par la presse parisienne, à Elsa Monte (le Monde du 13 octobre). Un choix unanime qui récompense une forte personnalité plutôt qu'une chorégraphie révolutionnaire et met en évidence la marque de cohérence et d'audace de ce Forum.

Étalé sur trois semaines au Centre Georges-Pompidou, il se proposait d'ouvrir le vingtième Festival international de danse de Paris, dont il relève, « aux recherches des jeunes générations ». Mais les douze compagnies retenues par Jean Robin et Janine Charnat témoignent d'une connaissance pour le moins superficielle de ce qui se crée actuellement en France et à l'étranger.

C'est bien pu penser le public des lourdes facies de Pli et Phil (Suisse), du spectacle de café-théâtre d'arrivé-garde d'Enkayem (Israël), des piteuses du Français Richard Bernier ? On pouvait voir sans déplaisir la troupe de Taipei (Taiwan) pour sa parfaite assimilation de la technique Graham. Rosalind Newmann (Etats-Unis), plus intéressante sur le plan chorégraphique, a compromis ses chances par un inapposable commentaire parlé.

Côté français, la Forum a permis à Caroline Mercadé de sortir de son studio de la Défense pour présenter un portrait de femmes en destitue. Quentin Rouiller, implanté à Caen, est venu montrer *Couleur d'Isberg*, ballet bien adapté au lieu mais égaré par la musique rock du groupe Axlax. Elinor Ambush s'est livrée avec ses danseurs à un ex-

cisme collectif envoutant mais systématique. Rien de bien conséquent dans tout cela.

Pendant ce temps, il faut aller à Aubrey-sous-Bois pour voir François Verret, à Bobigny pour Meredith Monk, à Lyon pour Régine Chopot et Kline Gremone, à Lille pour Karole Arnstange et à Bordeaux pour Suzanne Lick et son groupe d'Essen.

Si le Festival international de danse de Paris - fatigué de courir après les Makarova et autres étoiles, fluctuantes comme le dollar - envisage de donner plus d'ampleur au Forum l'an prochain, il lui faudra choisir les compagnies, les rémunérer de façon décente et cesser de les considérer comme un pis-aller.

MARCELLE MICHEL

* Deux mentions ont été attribuées à Quentin Rouiller et à Elinor Ambush.

JAZZ

LE TROISIEME FESTIVAL DE PARIS

Le concert de Sonny Rollins au Châtelet, le 29 octobre, est complet. Mais qu'on ne se décourage pas : c'est à ce jour une exception dans le troisième Festival de jazz de Paris, probablement liée au souvenir magnifique dont Rollins a marqué, il y a deux ans, la première édition.

Le Festival est partout : au Musée d'art moderne pour un « Dimanche non-stop » (le 24 octobre) ; au Grand Palais pour deux concerts par jour, de Paul Riley à Michel Portal en passant par Albertus Huser, la légendaire vieille dame du blues qui fit ses débuts professionnels à Chicago, en 1912 ; du festival à la salle (Machito) en passant par le jazz Patchwork français-allemand (Tosin et Mangochodoff avec une douzaine de jeunes musiciens) ; de B.B. King au Ouzet de Caratini, en passant par Charles Lloyd et Michel Portal.

Au Châtelet, le défilé étendu sur trois jours de Rollins, d'Elliotis Jacquet, Ennio Wilkins, de Max Roach et d'autres sera conclu par la reconstitution du fameux *Liberation Music Orchestra* de Charlie Haden et Cherry Carle Riley, avec Don Cherry, Dewey Redman, etc. A cet événement, car c'en est un, correspond à l'été-montmartrois la création de *Kohler Liberation Opera d'Abdullah Ibrahim* (Dollar Brand). Au Petit Forum enfin, l'Institut Art Culture Perception (I.A.C.P.) présente ses différents groupes : Tecture, Alan Silva, F.M.

* Du 24 au 31 octobre.

EXPOSITIONS

La neuvième FIAC

(Suite de la première page.)

Enfin, d'après certains dires, le comportement des premiers visiteurs serait « bon », différent en tout cas de l'année dernière : on pose des questions, on demande souvent les prix ? Bon signe ?

Contrairement à ce qu'on pourrait croire, les galeries françaises (ne parlons pas des étrangères pour le moment) ne se ruent pas toutes à la FIAC. Outre celles que le comité de sélection de la manifestation refuse d'accueillir pour des raisons d'espace ou parce qu'il estime insuffisant le professionnalisme de certains marchands, il y en a dont les animateurs prétendent ne pas supporter le climat d'échanges banalisés, où l'on n'a ni le temps ni la possibilité de nouer avec le client une relation privilégiée d'amateur à amateur. Et puis il y a celles qui n'y sont pas parce qu'elles n'ont pas les moyens de se offrir : un stand à la FIAC coûte cher, entre 6 000 F pour les plus petites espaces (9 m²) et 75 000 F pour les plus grandes (135 m²), spots, cloisons, meublement et location en catalogue général compris ; mais ce prix ne comprend pas les assurances, ni les transports, ni la publicité personnelle, ni les invitations, qui peuvent faire grimper singulièrement le coût de revient des dix jours de foire. Et il se peut bien, comme cela s'est produit l'année dernière pour certaines galeries qui avaient tenté d'exposer de jeunes artistes, que les ventes faites pendant la foire permettent tout juste de rembourser les frais engagés.

Mais, bien sûr, il y a les remontrances, dans les mois qui suivent, incalculables, impossibles à cerner, mais effectives. Tout le monde est d'accord là-dessus. Aussi certaines galeries, même sans grandes ressources, n'hésitent-elles pas à y investir tout leur budget publicitaire plutôt que de le répartir sur une année, notamment sous forme d'encarts dans la presse, spécialisée ou non.

En l'absence d'un vrai marché de l'art en France, la FIAC fait figure d'événement plus culturel que commercial, avec son ouverture non seulement aux professionnels mais aussi au public d'amateurs sans le sou, avec les one man show qui la ponctuent : quelque chose qui ne se pratique pas à la foire de Bâle par exemple, où les opérations se font presque exclusivement entre marchands.

Cependant, si culturel il y a à la FIAC, de nombreux marchands ont dû tout de même placer la barre à un niveau permettant de vendre à coup sûr, en sortant des valeurs solides et des pièces négociables ; sans parler de qualité, ça se voit aux formats des œuvres, plus modestes que l'an passé. Les occasions de très grande folie sont plutôt rares, comme les prestigieuses expositions individuelles. Mais l'ensemble garde une certaine tenue.

Si la FIAC, d'une année à l'autre, n'a pas exactement le même profil, elle garde cependant un fond stable, autant en effectifs (environ cent quarante galeries, dont la moitié de françaises) que dans le dosage des ten-

dances représentées : elle offre un décalage de bon ton qui navigue entre les mouvements de rupture des courants classiques du vingtième siècle, et la réaffirmation des valeurs traditionnelles maintenues jusque dans les jeunes générations. Les glissements qui s'opèrent tiennent surtout au mouvement des participations étrangères. A noter : très peu de galeries allemandes (trois) et assez peu de galeries américaines (en 1980, il y en avait seize ; en 1981,

neuf ; cette année, sept), qui n'ont apparemment rien à espérer à Paris. En revanche, beaucoup de galeries italiennes sont là (vingt-trois contre quatorze l'année dernière), ce qui évidemment marque l'ensemble de la manifestation. Voilà pour les chiffres : restent les œuvres, sur lesquelles nous reviendrons.

GENEVIÈVE BRÉHERTE

(*) Grand Palais, jusqu'au 1^{er} novembre inclus.

25 MARQUES. PLUS DE 200 MODELES.

Chez Hamm, vous trouverez probablement le plus grand choix de pianos de Paris.

Droit ou à queue, quel que soit votre budget, un vendeur-conseil vous aidera à faire le meilleur choix.

hamm

La passion de la musique.

135-139 rue de Rennes, 75006 Paris - Tel. 544.38.66. Parking à proximité

PUBLICUM PARISIANIS UNANIMUS

MARRUM! RIGOLAM! FENDUS LA GUEULUM!

700.000 SPECTATEURS A PARIS

CARNET

Naissances

M. et M^{me} Maurice Bourjol, Jean-Jack et Fabienne BRIGANT, ont la joie d'annoncer la naissance de leur petite-fille et fille, Marie, le 11 octobre 1982.

M. Jean DEBENEST et M^{me} Geneviève Thomas, laissent à Pauline et à Thibaut la joie d'annoncer la naissance de leur fils, le 24 septembre 1982.

65, rue Rabatel, 49000 Angers.

Danielle BOISSIERE, Philippe DELVAUX sont heureux de faire part de la naissance de leur fils, Alexis, le 19 octobre 1982 à Bourg-la-Reine.

Fiançailles

Jean-Eric LANFRANCHI et Catherine MONTEIL sont heureux de faire part de leurs fiançailles.

Décès

M. et M^{me} Serge Gorodetzky, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Georges Segnon, leurs enfants et petits-enfants, Parents et alliés, ont le profond regret d'annoncer le décès de

L'ingénieur général militaire André ANGOT,

officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'Ordre national du Mérite, ancien président de la Société des Electroniciens et radioélectriciens, ancien président du Comité français de radioélectricité scientifique, ancien vice-président de l'Institut de Radio Engineers, Fellow member of the Institute of Electrical and Electronics Engineers,

leur beau-frère, oncle et grand-oncle, survenu à Vaucluse le dimanche 17 octobre 1982, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

L'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité, le 20 octobre 1982, dans le caveau familial à Thiers.

Cet avis tient lieu de faire-part.

24, rue Barthes-de-Jouy, 73007 Paris.

M^{me} Horace Bilet, son épouse, le docteur et M^{me} Jean-Pierre Bilet, ont la tristesse de faire part du décès de leur fils, M. Jean-Pierre Bilet,

La comtesse et la comtesse Michel de Saint-Seine, Eric et Gaëlle, ses enfants et petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de leur fils, M. Jean-Pierre Bilet, docteur en médecine, chirurgien des hôpitaux de Paris, professeur au Collège de médecine, professeur de la Légion d'honneur, survenu le 19 octobre 1982.

Selon sa volonté, les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale le 22 octobre 1982.

Cet avis tient lieu de faire-part. 115, rue de Courcelles, 75017 Paris.

M. Gennella, 22, avenue A.-Stours, 10500 Bransles.

M^{me} Noël Le Maresquier, son épouse,

M^{me} Jean-Pierre Durand-Gasselin, M^{me} Isabelle Le Maresquier, M. et M^{me} Nicolas Le Maresquier,

M. et M^{me} René Galy-Dejean, Carl-Erik, Marie-Isabelle, Marie-Caroline et Marie-Victoire Henin, Eléonore Le Maresquier, ses petits-enfants,

Cyril, Adrien et Jérôme, ses petits-enfants,

M. et M^{me} Pierre Le Maresquier, M. et M^{me} Michel Delort et leurs enfants,

ont la douleur d'annoncer le décès de

M. Noël LE MARESQUIER,

membre de l'Institut, architecte en chef des bâtiments civils et palais nationaux, commandeur de la Légion d'honneur,

survenu le 10 octobre 1982 dans sa quatre-vingt-troisième année.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

Un service solennel sera célébré le dimanche 24 octobre à l'église Saint-Honoré d'Eylau.

22, boulevard Flaubert, 75016 Paris, Château de Chantilly, 60500 Chantilly.

(Le Monde du 22 octobre.)

abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du Carnet du Monde, sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

PARIS EN VISITES

LUNDI 25 OCTOBRE

Crypte de Notre-Dame, 14 h 30, métro Cité (M^{me} Allard).

Basilique de Saint-Denis aux jeunes, 14 h 30 (M^{me} Hullo).

Hôtel de Soubise, 15 h, 60, rue des Francs-Bourgeois (M^{me} Duchesne).

La Salpêtrière, 15 h, carte postale de l'Hôpital (M^{me} Garnier - Caisse nationale des monuments historiques).

Crypte de Notre-Dame, 15 h, entrée (Approche de l'art).

Crypte de Notre-Dame, 15 h, parvis (Arcus).

Église de la Madeleine, 15 h, métro Louvre (M^{me} Hanlier).

Église de la Madeleine, 15 h, 17, quai d'Anjou (Histoire et archéologie).

La Bourne, 11 h 15, métro Bourne (P. Y. Jodel).

Église de la Madeleine, 15 h, 13, rue François-Miron (M. de la Roche).

Église de la Madeleine, 14 h 30, angle place Saint-Michel, quai des Grands-Augustins (Paris antique).

Jean-Baptiste Ondry, 15 h, Grand Palais (Paris et son histoire).

Le Marais, 14 h 30, métro Saint-Paul (Rénovation du passé).

Crypte de Notre-Dame, 15 h 30, entrée (Tourisme culturel).

Le Marais, 14 h 30, 2, rue Sévigné (Le Vieux Paris).

Mardi 26 OCTOBRE

Giverny, 14 h 30, retour, 13 h, place de la Concorde, grille des Tuileries, M^{me} Garnier-Abiberg.

La mosquée et l'islam, 15 h, place de la Concorde, grille des Tuileries, M^{me} Garnier-Abiberg.

La mosquée et l'islam, 15 h, 17, quai d'Anjou, M^{me} Leclercq.

Musée Carnavalet, 15 h, 23, rue de Sévigné (Caisse nationale des monuments historiques).

Le Marais, 14 h 30, 2, rue Sévigné (Le Vieux Paris).

Le Marais, 14 h 30, 2, rue Sévigné (Le Vieux Paris).

Le Marais, 14 h 30, 2, rue Sévigné (Le Vieux Paris).

Le Marais, 14 h 30, 2, rue Sévigné (Le Vieux Paris).

Le Marais, 14 h 30, 2, rue Sévigné (Le Vieux Paris).

Le Marais, 14 h 30, 2, rue Sévigné (Le Vieux Paris).

Le Marais, 14 h 30, 2, rue Sévigné (Le Vieux Paris).

Le Marais, 14 h 30, 2, rue Sévigné (Le Vieux Paris).

Le Marais, 14 h 30, 2, rue Sévigné (Le Vieux Paris).

Le Marais, 14 h 30, 2, rue Sévigné (Le Vieux Paris).

Le Marais, 14 h 30, 2, rue Sévigné (Le Vieux Paris).

Le Marais, 14 h 30, 2, rue Sévigné (Le Vieux Paris).

Le Marais, 14 h 30, 2, rue Sévigné (Le Vieux Paris).

Le Marais, 14 h 30, 2, rue Sévigné (Le Vieux Paris).

Le Marais, 14 h 30, 2, rue Sévigné (Le Vieux Paris).

Le Marais, 14 h 30, 2, rue Sévigné (Le Vieux Paris).

Le Marais, 14 h 30, 2, rue Sévigné (Le Vieux Paris).

Le Marais, 14 h 30, 2, rue Sévigné (Le Vieux Paris).

Le Marais, 14 h 30, 2, rue Sévigné (Le Vieux Paris).

Le Marais, 14 h 30, 2, rue Sévigné (Le Vieux Paris).

Le Marais, 14 h 30, 2, rue Sévigné (Le Vieux Paris).

Le Marais, 14 h 30, 2, rue Sévigné (Le Vieux Paris).

Le Marais, 14 h 30, 2, rue Sévigné (Le Vieux Paris).

Le Marais, 14 h 30, 2, rue Sévigné (Le Vieux Paris).

Le Marais, 14 h 30, 2, rue Sévigné (Le Vieux Paris).

Le Marais, 14 h 30, 2, rue Sévigné (Le Vieux Paris).

Le Marais, 14 h 30, 2, rue Sévigné (Le Vieux Paris).

Le Marais, 14 h 30, 2, rue Sévigné (Le Vieux Paris).

Le Marais, 14 h 30, 2, rue Sévigné (Le Vieux Paris).

Le Marais, 14 h 30, 2, rue Sévigné (Le Vieux Paris).

Le Marais, 14 h 30, 2, rue Sévigné (Le Vieux Paris).

Le Marais, 14 h 30, 2, rue Sévigné (Le Vieux Paris).

Le Marais, 14 h 30, 2, rue Sévigné (Le Vieux Paris).

Le Marais, 14 h 30, 2, rue Sévigné (Le Vieux Paris).

Le Marais, 14 h 30, 2, rue Sévigné (Le Vieux Paris).

Le Marais, 14 h 30, 2, rue Sévigné (Le Vieux Paris).

Le Marais, 14 h 30, 2, rue Sévigné (Le Vieux Paris).

Le Marais, 14 h 30, 2, rue Sévigné (Le Vieux Paris).

Le Marais, 14 h 30, 2, rue Sévigné (Le Vieux Paris).

Le Marais, 14 h 30, 2, rue Sévigné (Le Vieux Paris).

INFORMATIONS « SERVICES »

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du 23 octobre 1982 :

UN DÉCRET

Portant nomination en université au centre universitaire de la Réunion.

DES ARRÊTÉS

Relatifs à la Banque de France des créances de cession de sécurité sociale.

Fixant la dotation de gestion administrative des unions régionales de sociétés de secours mutuels pour 1982.

UNE LISTE

Candidats déclarés titulaires du brevet de préparation militaire supérieure de l'armée de l'air (année 1982).

PARIS EN VISITES

LUNDI 25 OCTOBRE

Crypte de Notre-Dame, 14 h 30, métro Cité (M^{me} Allard).

Basilique de Saint-Denis aux jeunes, 14 h 30 (M^{me} Hullo).

Hôtel de Soubise, 15 h, 60, rue des Francs-Bourgeois (M^{me} Duchesne).

La Salpêtrière, 15 h, carte postale de l'Hôpital (M^{me} Garnier - Caisse nationale des monuments historiques).

Crypte de Notre-Dame, 15 h, entrée (Approche de l'art).

Crypte de Notre-Dame, 15 h, parvis (Arcus).

Église de la Madeleine, 15 h, métro Louvre (M^{me} Hanlier).

Église de la Madeleine, 15 h, 17, quai d'Anjou (Histoire et archéologie).

La Bourne, 11 h 15, métro Bourne (P. Y. Jodel).

Église de la Madeleine, 15 h, 13, rue François-Miron (M. de la Roche).

Église de la Madeleine, 14 h 30, angle place Saint-Michel, quai des Grands-Augustins (Paris antique).

Jean-Baptiste Ondry, 15 h, Grand Palais (Paris et son histoire).

Le Marais, 14 h 30, métro Saint-Paul (Rénovation du passé).

Crypte de Notre-Dame, 15 h 30, entrée (Tourisme culturel).

Le Marais, 14 h 30, 2, rue Sévigné (Le Vieux Paris).

Mardi 26 OCTOBRE

Giverny, 14 h 30, retour, 13 h, place de la Concorde, grille des Tuileries, M^{me} Garnier-Abiberg.

La mosquée et l'islam, 15 h, place de la Concorde, grille des Tuileries, M^{me} Garnier-Abiberg.

La mosquée et l'islam, 15 h, 17, quai d'Anjou, M^{me} Leclercq.

Musée Carnavalet, 15 h, 23, rue de Sévigné (Caisse nationale des monuments historiques).

Le Marais, 14 h 30, 2, rue Sévigné (Le Vieux Paris).

Le Marais, 14 h 30, 2, rue Sévigné (Le Vieux Paris).

Le Marais, 14 h 30, 2, rue Sévigné (Le Vieux Paris).

Le Marais, 14 h 30, 2, rue Sévigné (Le Vieux Paris).

Le Marais, 14 h 30, 2, rue Sévigné (Le Vieux Paris).

Le Marais, 14 h 30, 2, rue Sévigné (Le Vieux Paris).

Le Marais, 14 h 30, 2, rue Sévigné (Le Vieux Paris).

Le Marais, 14 h 30, 2, rue Sévigné (Le Vieux Paris).

Le Marais, 14 h 30, 2, rue Sévigné (Le Vieux Paris).

Le Marais, 14 h 30, 2, rue Sévigné (Le Vieux Paris).

Le Marais, 14 h 30, 2, rue Sévigné (Le Vieux Paris).

Le Marais, 14 h 30, 2, rue Sévigné (Le Vieux Paris).

Le Marais, 14 h 30, 2, rue Sévigné (Le Vieux Paris).

Le Marais, 14 h 30, 2, rue Sévigné (Le Vieux Paris).

Le Marais, 14 h 30, 2, rue Sévigné (Le Vieux Paris).

Le Marais, 14 h 30, 2, rue Sévigné (Le Vieux Paris).

Le Marais, 14 h 30, 2, rue Sévigné (Le Vieux Paris).

Le Marais, 14 h 30, 2, rue Sévigné (Le Vieux Paris).

Le Marais, 14 h 30, 2, rue Sévigné (Le Vieux Paris).

Le Marais, 14 h 30, 2, rue Sévigné (Le Vieux Paris).

Le Marais, 14 h 30, 2, rue Sévigné (Le Vieux Paris).

Le Marais, 14 h 30, 2, rue Sévigné (Le Vieux Paris).

Le Marais, 14 h 30, 2, rue Sévigné (Le Vieux Paris).

Le Marais, 14 h 30, 2, rue Sévigné (Le Vieux Paris).

Le Marais, 14 h 30, 2, rue Sévigné (Le Vieux Paris).

Le Marais, 14 h 30, 2, rue Sévigné (Le Vieux Paris).

Le Marais, 14 h 30, 2, rue Sévigné (Le Vieux Paris).

Le Marais, 14 h 30, 2, rue Sévigné (Le Vieux Paris).

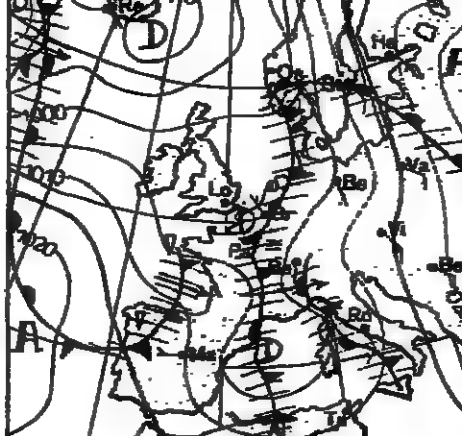
Le Marais, 14 h 30, 2, rue Sévigné (Le Vieux Paris).

Le Marais, 14 h 30, 2, rue Sévigné (Le Vieux Paris).

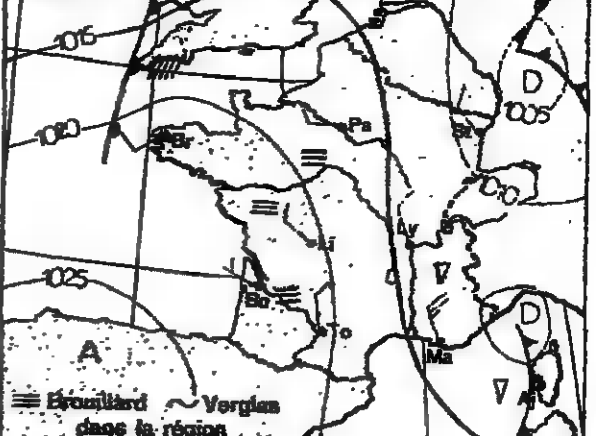
Le Marais, 14 h 30, 2, rue Sévigné (Le Vieux Paris).

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 23.10.82 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 24.10.82 DÉBUT DE MATINÉE



Evolution probable du temps en France entre le samedi 23 octobre à 0 heure et le dimanche 24 octobre à midi :

Le thalweg d'altitude qui commandait la circulation perturbée sur le pays ces derniers jours va le traverser, entraînant ainsi plus à l'est les pluies associées. Une dorsale mobile le suivra, avant l'arrivée d'une nouvelle perturbation.

Dimanche, du nord-est aux régions situées à l'est du Rhin et à la Corse, les nuages seront encore abondants et donneront lieu à des averses de pluie et, sur les Alpes, de neige au-dessus de 1 500 mètres. Le Mistral soufflera, les minimales seront de 7° à 9°, du sud aux Alpes, 10° à 11° en Méditerranée, les maximales de 13° à 16° du nord au sud de ces régions.

Ailleurs, la journée commencera avec des brumes et des nuages bas, et même des brouillards de l'Aquitaine aux pays de Loire, et des températures minimales de 3° à 5° dans l'intérieur, 10° à 12° près des côtes de la Manche, 5° à 7° près de l'Atlantique. Les températures évolueront peu en Bretagne, où les nuages deviendront plus nombreux et donneront la Normandie et la Picardie, donnant des brumes et de la pluie en fin de journée.

Les autres régions, les nuages bas se dissiperont lentement. Les nuages deviendront brouillards l'après-midi, de la Loire aux Pyrénées. Les maximales seront de 10° à 15° du nord au sud de ces régions, mais seront très dépendantes de l'heure de dissipation des brouillards et nuages bas.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 23 octobre, de 7 heures, de 1 004,5 millibars, soit 753,4 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 22 octobre ; le second, le minimum de la nuit du 22 au 23 octobre) : Ajaccio, 22 et 13 degrés ; Marseille, 16 et 11 ; Bordeaux, 15 et 8 ; Bourges, 15 et 9 ; Brest, 13 et 6 ; Caen, 12 et 8 ; Clermont, 11 et 6 ; Clermont-Ferrand, 17 et 5 ; Dijon, 13 et 8 ; Grenoble, 17 et 10 ; Lille, 18 et 10 ; Lyon, 16 et 11 ; Marseille-Marinade, 21 et 13 ; Nancy, 14 et 8 ; Nantes, 14 et 6 ; Nice-Côte d'Azur, 18 et 14 ; Paris-Le Bourget, 17 et 9 ; Pau, 15 et 8 ; Perpignan, 22 et 13 ; Rennes, 16 et 8 ; Strasbourg, 12 et 10 ; Tours, 16 et 8 ; Toulouse, 17 et 9 ; Poitiers-Père, 20 et 25.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 19 et 16 degrés ; Amsterdam, 19

et 11 ; Athènes, 23 et 12 ; Berlin, 17 et 6 ; Bonn, 17 et 9 ; Bruxelles, 19 et 11 ; Le Caire, 27 et 17 ; Les Canaries, 25 et 19 ; Copenhague, 14 et 10 ; Dakar, 30 et 26 ; Djibouti, 20 et 20 ; Genève, 11 et 6 ; Jérusalem, 20 et 13 ; Lisbonne, 17 et 12 ; Londres, 10 et 6 ; Luxembourg, 13 et 8 ; Madrid, 18 et 7 ; Moscou, 11 et 9 ; Nairoubi, 18 et 18 ; Palma-de-Majorque, 20 et 15 ; Rome, 22 et 16 ; Stockholm, 12 et 9 ; Téhéran, 22 et 16 ; Toulon, 26 et 16.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

de la journée du 22 octobre : le second, le minimum de la nuit du 22 au 23 octobre) : Ajaccio, 22 et 13 degrés ; Marseille, 16 et 11 ; Bordeaux, 15 et 8 ; Bourges, 15 et 9 ; Brest, 13 et 6 ; Caen, 12 et 8 ; Clermont, 11 et 6 ; Clermont-Ferrand, 17 et 5 ; Dijon, 13 et 8 ; Grenoble, 17 et 10 ; Lille, 18 et 10 ; Lyon, 16 et 11 ; Marseille-Marinade, 21 et 13 ; Nancy, 14 et 8 ; Nantes, 14 et 6 ; Nice-Côte d'Azur, 18 et 14 ; Paris-Le Bourget, 17 et 9 ; Pau, 15 et 8 ; Perpignan, 22 et 13 ; Rennes, 16 et 8 ; Strasbourg, 12 et 10 ; Tours, 16 et 8 ; Toulouse, 17 et 9 ; Poitiers-Père, 20 et 25.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 19 et 16 degrés ; Amsterdam, 19

et 11 ; Athènes, 23 et 12 ; Berlin, 17 et 6 ; Bonn, 17 et 9 ; Bruxelles, 19 et 11 ; Le Caire, 27 et 17 ; Les Canaries, 25 et 19 ; Copenhague, 14 et 10 ; Dakar, 30 et 26 ; Djibouti, 20 et 20 ; Genève, 11 et 6 ; Jérusalem, 20 et 13 ; Lisbonne, 17 et 12 ; Londres, 10 et 6 ; Luxembourg, 13 et 8 ; Madrid, 18 et 7 ; Moscou, 11 et 9 ; Nairoubi, 18 et 18 ; Palma-de-Majorque, 20 et 15 ; Rome, 22 et 16 ; Stockholm, 12 et 9 ; Téhéran, 22 et 16 ; Toulon, 26 et 16.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

de la journée du 22 octobre : le second, le minimum de la nuit du 22 au 23 octobre) : Ajaccio, 22 et 13 degrés ; Marseille, 16 et 11 ; Bordeaux, 15 et 8 ; Bourges, 15 et 9 ; Brest, 1

Le Monde

économie

SOCIAL

LES PROTESTATIONS CONTRE LA POLITIQUE SALARIALE

- Journée d'action diversément suivie par les fonctionnaires F.O. et C.G.C.
- Appel à la grève à la R.A.T.P., aux Charbonnages et chez les dockers

Diversément suivie selon les secteurs, la grève des fonctionnaires F.O. et C.G.C. contre la politique salariale du gouvernement donne lieu à des commentaires opposés : « le test a réussi » titre le *Quotidien de Paris*, alors que selon *Libération* il s'agit d'un « test peu significatif ».

En fait, les mots d'ordre des deux syndicats ont été bien respectés chez les communistes et beaucoup moins aux P.T.T. Selon F.O., les employés municipaux ont suivi massivement le mot d'ordre (80 à 100 % selon le ministère de l'Intérieur). La mairie de Marseille a même été fermée jusqu'à l'ordre de réquisition (85 à 100 % de grévistes), de même que dans les Bouches-du-Rhône. Dans les Vosges et la Gironde, l'arrêt de travail a été suivi à 50 %, tout comme à Amiens et à Nice. Le C.G.C. a été plus suivi à Toulouse (75 %), Bordeaux (75 %), Nantes (75 %) mais plus faible en revanche à Lille (30 %), Tours (10 %) et Paris (5 %). Dans les hôpitaux, les congés ont été diversément suivis, et même que dans les services parisiens et provinciaux des ministères où le taux de participation varie de 4 % à Lille à 90 % à Nantes.

La C.G.T. dans l'action

En revanche, aux P.T.T. où F.O. a obtenu 23,2 % des suffrages lors des dernières élections aux comités paritaires, les responsables ont eu de la peine à la faible participation à la grève : 4 % en moyenne nationale, selon le ministère. Selon F.O., la journée d'action a été suivie par 3 à 60 % des personnels de cette administration : 3 % en Bretagne, mais 60 % à Nantes, Lille (6 %), Paris et région parisienne (10 %), Marseille (5 %), Lyon (10 %).

F.O. estime « indéniable le succès de cette grève » et espère que « ce coup de semonce déclenche le gouvernement à modifier ses orientations ».

Pour les fonctionnaires C.G.C., la grève « vendredi constitue « un avertissement sans frais au gouvernement ».

La régularisation de la situation des immigrés

VINGT TRAVAILLEURS MALIENS ET SÉNÉGALAIS FONT LA GRÈVE DE LA FAIM À PARIS

Depuis le 19 octobre, vingt travailleurs immigrés originaires de Sénégal ou du Mali font la grève de la faim dans les locaux parisiens de l'Agence Sédar-Hippel, à Paris (XIII^e). Leur objectif : obtenir la régularisation automatique de tous les immigrés disposant d'une autorisation provisoire de séjour et qui n'ont pas reçu de carte de travail.

Perdu dans la masse de ceux - ils sont peut-être quinze mille - qui se verront refoulés de France après le 31 octobre, date au-delà de laquelle les visas de séjour ne seront plus valables, ils ont pu à Sédar-Hippel, et il ignore notre langue. Il est entré en France il y a trois ans, sans passeport. Il s'appelle Cheikh N'Diaye.

Pour l'aider à subsister, des amis du clan Soninké, venus du même village, lui ont réservé chaque jour une part de nourriture dans la cuisine du foyer où ils l'hébergient. L'échange, il travaillait aux cuisines... M. N'Diaye a pu fournir la preuve officielle de cet emploi. Seuls ses compagnons de foyer peuvent affirmer qu'il « était » avant le 31 janvier 1981, date limite imposée aux clandestins pour bénéficier d'une régularisation. Cette procédure a pris fin cet été, et M. N'Diaye a toutes les chances de figurer parmi les exclus.

« Le début de l'opération », explique un membre de la Fédération des associations de solidarité avec les travailleurs immigrés, les autorités ferment les yeux et acceptent le témoignage des camarades de l'opération. Aujourd'hui, il n'y a plus de recours. « Un contrat de travail ? Les employeurs refusent de nous embaucher lorsqu'on leur présente une simple autorisation provisoire de séjour. Dans certains départements - notamment Paris, l'Essonne, la Seine-Saint-Denis - la direction de la main-d'œuvre étrangère leur a opposé la situation de l'emploi dans la profession et la région concernées.

Les grévistes de la faim - qui affirment mener la lutte au nom de tous les clandestins - réclament l'admission de tous les immigrés qui se sont prêtés à la procédure de ré-

A son tour, la C.G.T. a décidé d'organiser des mouvements de protestation contre la politique des salaires. A la R.A.T.P., où la direction, lors d'une première réunion, a proposé une augmentation des salaires de 2 % le 1^{er} novembre, la C.G.T. appelle « à une journée d'action le 27 octobre sous forme d'arrêts de travail de deux heures minimum pour aller jusqu'à vingt-quatre heures ». Les syndicats F.O., C.F.T.C. et C.G.T. ont décidé de lancer un ordre de grève de vingt-quatre heures, mais le lendemain 28 octobre. Tous les 27 octobre, la C.G.T. a lancé un appel à la grève dans les grands magasins et magasins populaires, jugeant « scandaleux » les propositions du patronat qui, selon les cégétistes, aboutiraient à une majoration des salaires de 6,5 % au maximum en 1982.

Grève de vingt-quatre heures aussi, le 26 octobre, à l'appel des dockers cégétistes, et le 29 octobre dans les Charbonnages sur l'initiative de la C.G.T.

Les mouvements de grève, observés sur le même thème revendicatif, dans les sucreries, ont provoqué une contre-manifestation à Bordeaux, où, selon notre correspondant, une quarantaine de voitures occupées par des ouvriers de la raffinerie Beghin-Say ont défilé vendredi pour protester contre l'occupation de leur usine depuis le 15 octobre par une soixantaine d'ouvriers C.G.T. Deux jours plus tôt, deux cents personnes environ avaient baré une rue pour le même motif. Ces deux manifestations regroupaient des ouvriers non syndiqués mais aussi des membres des syndicats C.F.D.T., C.F.T.C. et F.O. qui réclamaient l'application d'une ordonnance d'évacuation prononcée par le tribunal des référés de Bordeaux.

D'autres conflits portent sur l'emploi. Les travailleurs de la mine de plomb argentifère de Largentière (Ardèche), qui occupent le carreau de leur mine depuis mai pour protester contre sa fermeture, affirmant qu'ils occupent désormais le fond. Ils entendent ainsi protester

contre la confirmation, jeudi, par M. Chevènement, de la fermeture de la mine, qui appartient au groupe Penarroya. Les occupants déclarent avec la C.G.T. qu'ils « ne laisseront jamais réaliser un tel sabotage organisé par la société Penarroya et suivi par le gouvernement ».

Le personnel de l'imprimerie Firmin-Didot du Mesnil-sur-Estrée (Eure) observe depuis jeudi un mouvement de grève pour s'opposer à la mise en place d'un plan de restructuration qui entraînerait la suppression de 116 emplois.

Les gendarmes ont expulsé, vendredi 22 octobre, les travailleurs qui occupaient une ancienne filature à Laval (Mayenne), en exécution de la décision du tribunal de grande instance de Caen, du 19 août 1982. Le jugement précisait que l'ancienne filature avait été libérée à la date du 15 octobre 1982.

La filature du Val-d'Or (ancienne Filature occitane), qui occupait quarante et une personnes, a été mise en liquidation judiciaire le 30 septembre 1981.

AFFAIRES

CONJONCTURE

Pour la première fois depuis 1945
LE CHOMAGE TOUCHE PLUS DE 10 % DE LA POPULATION ACTIVE DE LA C.E.E.

Le nombre des chômeurs dans la Communauté européenne (Grèce exceptée) s'est établi à 11,2 millions en septembre (+ 3 %) et a touché 10,1 % de la population active, selon les statistiques publiées à Bruxelles.

C'est la première fois depuis la seconde guerre mondiale que le taux de chômage dépasse la barre des 10 % en Europe, comme aux Etats-Unis.

L'aggravation du chômage, en un an, est très sensible : plus 18,5 %. L'augmentation la plus forte a été enregistrée en R.F.A. (+ 44,9 %), tandis qu'en France le chômage ne s'est accru que de 9,8 % depuis septembre 1981, soit la hausse la plus faible de toute la Communauté européenne.

C'est en Belgique que la situation de l'emploi est la plus grave avec un taux de chômage de 14,8 % par rapport à la population active. Viennent ensuite l'Irlande et le Royaume-Uni (13 %), Pays-Bas (10,8 %), l'Italie (10,5 %), la Grèce (10,4 %) et le Danemark, avec respectivement 9,8 et 9 %, soit en dessous de la moyenne communautaire. Au Luxembourg, le chômage demeure à un bas niveau (1 %). (A.F.P.)

Le patronat critique vivement le nouveau régime des prix

Le C.N.P.F. se montre extrêmement critique à l'encontre des modalités de « sortie » du blocage des prix (1). M. Yvon Gattaz a déclaré, vendredi 22 octobre à Troyes, que « une fois encore, les entreprises vont supporter un contrôle des prix extrêmement dirigiste et contraignant qui risque de leur porter un coup mortel », compromettant l'emploi et l'investissement.

Le C.N.P.F. dénonce l'établissement d'un régime de contrôle de prix très contraignant jusqu'à la fin de l'année 1983 et comparable à un régime de blocage, ainsi que l'absence de véritables négociations entre l'administration et les branches professionnelles. Il critique aussi les normes de prix imposées aux professionnels et faiblement modulables, les refus de l'administration d'établir, dans les contrats de prix, des clauses de répercussion automatique des hausses qui échappent à la responsabilité des chefs d'entreprise (matières premières, énergie, SMIC et charges sociales).

De son côté, le Conseil national du commerce (C.N.C.), affilié au C.N.P.F., déplore la « discrimination » des dispositions applicables au commerce qui vont aggraver les écarts de prix entre le commerce organisé et les commerçants les plus modestes.

La Confédération générale des P.M.E. estime, quant à elle, que les modalités « imposées à la fin du

blocage mettront de nombreuses entreprises en difficulté, des entreprises déjà rudement éprouvées par l'augmentation de la T.V.A., des matières premières et du SMIC ». La C.G.P.M.E. « dénonce le caractère dérisoire des hausses autorisées qui ne permettront pas aux entreprises d'équilibrer leur gestion ».

(1) Voir le Monde du 23 octobre. Dans nos premières éditions, nous avons annoncé que les marges du commerce seraient réduites de 10 % à partir du 1^{er} janvier 1983. Le gouvernement a accepté sa position initiale et a finalement retenu une réduction de 1 % sur les marges hors taxes en valeur relative calculée article par article au niveau du 1^{er} janvier 1983. La réduction sera de 2 % pour les entreprises qui choisiront le régime optionnel de stabilisation de la marge maximale globale hors taxes par rapport à 1981 (cas des super et hypermarchés). Rappelons qu'entre le 1^{er} novembre et le 31 décembre 1982, les marges du commerce restent bloquées au niveau existant le 15 octobre. Enfin, les articles qui vont être publiés prévoient que les produits fabriqués au sein de la Communauté seront libérés dès le 1^{er} novembre.

● L'indice mensuel de la production industrielle (bâtiment et travaux publics exclus) s'est inscrit pour la période juillet-août 1982, et sur la base 100 en 1970, à 125 contre 129 en juin (après correction des variations saisonnières), soit en baisse de 3,1 %. Par rapport à juillet-août 1981, c'est-à-dire en un an, la baisse est également de 3,1 %.

UN COLLOQUE DE L'IDATE A MONTPELLIER

La télématique n'est-elle qu'un gadget ?

De notre envoyé spécial

Montpellier. — « A quel est la télématique ? » C'est certainement la question que posent le plus volontiers les cinq cents participants et habitants de Saint-Etienne-les-Orques, dans les Alpes-de-Haute-Provence, aux étranges machines venues de Paris et installées depuis quelques jours dans les lieux publics de leur village. Il est inutile qu'ils le disent, les machines ne répondent pas. La télématique ne s'interroge pas sur ses raisons d'être ; elle est.

La dimension et les finalités de la télématique figurent en bonne place dans les préoccupations des participants aux quatrièmes Journées Internationales organisées par l'Institut pour le développement et l'enseignement de la télématique (IDATE), qui se tiennent du 18 au 20 octobre à Montpellier.

Il est apparu que, dans l'introduction de cette science nouvelle de la communication appelée à bouleverser bien des habitudes et des modes de vie - certains parlent de « révolution culturelle » - les techniques des technocrates ? n'ont peut-être pas toujours suffisamment écouté l'avis des sociologues dont il ont d'ailleurs, en quelques années, des armes assez rudimentaires, dit à Montpellier, les technocrates de l'IDATE observent que l'ingénieur de la ville de Nantes parle peut-être le même langage que ses collègues de Marseille,

déconcertantes, pas nouvelles, pas toutes utiles.

La télématique est née, en France, de l'administration et de l'industrie devant chercher à occuper un marché qui d'un côté se désolait, et de l'autre, on a créé un contenant sans trop se soucier du contenu. Comment s'étonner que, si elle connaît un certain succès auprès des utilisateurs professionnels - des médecins, des agriculteurs - la télématique destinée au grand public, après un départ en fanfare, semble faire long feu. Aujourd'hui, changement politique oblige, l'accent n'est plus mis sur l'usage domestique et l'usage professionnel, mais sur le rôle social de ce nouveau moyen de communication. Des villes, comme Grenoble et Nantes, ont développé des systèmes télématiques adaptés au besoin de leurs habitants ; des régions, comme la Picardie, s'apprêtent à le faire ; des cantons ruraux du Lot-et-Garonne et des Alpes-de-Haute-Provence ont aussi le siège d'expériences de même ordre.

Un peu partout les essais se multiplient dans le désordre et avec des résultats très variables reflétant l'absence d'un véritable cadre théorique, des tentatives, des réactions provinciales.

Les langages eux-mêmes finissent par devenir incompréhensibles. Un participant aux journées de l'IDATE observait que l'ingénieur de la ville de Nantes parle peut-être le même langage que ses collègues de Marseille,

mais assurément pas le même que celui de l'officier d'état civil de Nantes. Et, lors de la mise en place du programme de télématique municipale de Grenoble, on a pu s'apercevoir que la définition du permis de construire donnée par le maire diffère de celle donnée par les services départementaux de l'équipement. A l'heure où les outils de communication sont de plus en plus nombreux, l'impénétrabilité entre les hommes n'a jamais été aussi grande.

Fallait-il essayer de corriger ce défaut avant de soumettre la société française au traitement par la télématique, ou devait-on croire, au contraire, aux vertus thérapeutiques de cette dernière ?

Les expériences de vidéographie menées jusqu'ici hors des milieux socio-professionnels - et qui, de manière optimiste, ont choisi la seconde option - ne permettent pas d'en juger. Les chiffres eux-mêmes ne sont guère significatifs. Les seuls écarts du système Claire de Grenoble qui proposent treize mille pages d'information sont sollicités chaque semaine de dix à quinze fois par jour ; les questionnaires de Télématique (cinq mille pages d'information) ont été consultés vingt mille fois en six mois, alors que la seule mairie reçoit mensuellement trente mille demandes de renseignements ; quant aux cinquante écrans installés dans les petites bourgades du Lot-et-Garonne et des Alpes-de-Haute-Provence, ils ne sont consultés en moyenne qu'une fois par semaine, et la vidéographie n'explique pas seule la différence d'attrait pour la vidéotexte entre la ville et le campagne.

Une opération de l'Etat central

Après l'enthousiasme initial, voit l'heure de la réflexion et des hésitations, surtout du côté des élus. Certains commencent à dénoncer le « terrorisme intellectuel des technocrates » qui ont tendance à leur présenter la télématique comme une potion magique contre le mal de la communication, alors qu'elle peut aussi devenir un véritable poison.

Pour un maire ou un président de conseil général, la solution aux problèmes d'information et de compréhension ne passe pas forcément par le canal de l'information, et l'investissement des deux sens uniques peut faire plus, en matière de communication, que tous les terminaux du monde. Beaucoup ont compris ce que n'est pas la télématique - une panacée aux problèmes qu'on ne sait pas résoudre - sans avoir pour autant une parfaite conscience de ce qu'elle peut être : encyclopédie universelle ou guide des droits et démarches ?

Et l'« usager », dans tout cela ? Passe encore qu'on ne lui ait, jusqu'à présent, guère demandé ce qu'il entendait de la télématique avant de la lui imposer, mais il peut-être

temps d'écouter ses remarques. Les « expérimentations sociales » menées, à la ville comme à la campagne, montrent que la télématique est souvent frustrante pour le citoyen qui avait coutume d'aller « dans les bureaux » régler « son » problème - évidemment « unique » - et qu'il se sentait maître de son destin. Il ne lui fallait qu'une bonne heure, laquelle ne lui coûtait rien, pour aller chercher un message télégraphique ou le renvoyer finalement vers le service où il serait spontanément aidé.

M^{me} Catherine Dessein, chargée de recherches à l'Association développement et aménagement (ADA), s'attire quelques foudres pour avoir osé tempérer l'enthousiasme des promoteurs de l'expérience télématique des Alpes-de-Haute-Provence. Pourtant, qu'a-t-elle dit après avoir plusieurs fois durant années les réactions des populations locales pour le compte du ministère de l'urbanisme et du logement ? Que pour les villageois de la région l'implantation du Vidéotexte apparaissait comme « une opération mortelle par l'Etat central » que la consigne des données n'était pas cohérente ni adaptée à la réalité locale ; que les terminaux ont vite apparu comme des objets sans usage ; que la pratique du Vidéotexte se révèle pour l'instant plutôt décevant ; que l'information qu'il procure n'est pas toujours considérée comme utile ; que son caractère d'« encyclopédie » le rend un peu suspect... Bref, ces montagnards ne voient pas en quoi un gadget qui leur indique bien inutilement les horaires du T.G.V. Paris-Lyon peut les aider à faire survivre les activités locales ou à maintenir les jeunes au pays.

Les controverses parfois vives de Montpellier suscitent en définitive des interrogations qu'il est normal de résoudre ; ce qui est normal dans la mesure où ce nouveau média n'est qu'un auxiliaire. Une de ces questions apparaît fondamentale : la télématique n'est-elle pas une chose trop sérieuse pour être laissée entre les seules mains des technocrates et des informaticiens. Comme l'a suggéré M. Denis Tournier, secrétaire général de la Fédération C.F.D.T. des P.T.T., la population ne doit-elle pas - et comment ? - se la réapproprier ? A Saint-Etienne-les-Orques, on n'a pas répondu.

JAMES SARAZIN.

● M. Henri Poulliot, secrétaire national de la Fédération des sociétés d'études et de conseil de la C.G.T. a un devoir, lors du colloque de Montpellier, parler de « censures » du Monde à propos d'un article publié sous sa signature dans le supplément que nous avons consacré à « L'expérimentation sociale télématique » (le Monde daté 17-18 octobre). S'il avait mieux lu le chapeau en caractères gras qui ouvrait ces pages, sans doute se serait-il abstenu de porter cette attaque. Nous prévenons nos lecteurs que les textes que nous leur présentons étaient essentiellement des « extraits » de communications faites lors des Journées internationales de l'IDATE.

RÉPUBLIQUE TUNISIENNE
MINISTÈRE DE L'ECONOMIE NATIONALE
COMPAGNIE DES PHOSPHATES DE GAFSA

APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° P 2075

La Compagnie des Phosphates de Gafsa se propose de faire exécuter des campagnes de sondage pour la géologie et l'hydrogéologie des bassins de Gafsa, Tozeur, Maknassy et de Kalaa-Khasba durant les années 1983, 1984, 1985 et 1986.

Elles consistent en 302 sondages géologiques verticaux et inclinés totalisant un mètre de 95 780 m dont 19 172 m en carottage (le diamètre de la carotte est supérieur ou égal à 5") et 11 pizomètres pour la détermination des niveaux hydrostatiques. La profondeur des sondages varie entre 100 m et 650 m.

Les entreprises intéressées par le présent appel d'offres peuvent dès la parution retirer le cahier des charges comportant le programme des travaux annuels par bassin et par gisement ainsi que les contraintes imposées par la C.P.G. à ces campagnes ; soit au service général, 9, rue du Royaume-d'Arabie-Saoudite, Tunis, soit à la direction des achats à Mélsou.

Les offres en six (6) exemplaires sous pli scellés devront être adressées au nom de M. le directeur des achats de la C.P.G., 2130 Mélsou, TUNISIE, avec la mention : « SOUMISSION POUR L'EXECUTION DES CAMPAGNES DE SONDAGES POUR LA RECONNAISSANCE GEOLOGIQUE ET HYDROGEOLOGIQUE DES BASSINS PHOSPHATIERES DE GAFSA, TOZEUR, MAKNASSY ET KALAA-KHASBA. APPEL D'OFFRES P 2075. NE PAS OUVRIR AVANT LE 22 DECEMBRE 1982 ».

La date limite pour la remise des offres est fixée au 18 novembre 1982. Toute offre parvenant par téléx ou après cette date ne sera pas prise en considération.

L'ouverture des plis publique aura lieu le 22 décembre à 10 heures du matin à la direction des achats à Mélsou.

ARCHITECTES BATISSEURS

Salon de la Maison Individuelle
Partie Maillot
du 16 au 24/10/82
Tel. (90) 85.23.24

مكتبة الأصيل

COMMERCE EXTÉRIEUR

Plusieurs mesures françaises à l'importation risquent d'être en infraction avec la législation communautaire

De notre correspondant:

Bruxelles (Communautés européennes). — Deux mesures à l'importation — indication obligatoire de l'origine des produits et réduction en français des documents d'accompagnement des marchandises — adoptées mercredi 20 octobre par le gouvernement pour réduire le déficit du commerce extérieur vont sans doute soulever des difficultés vis-à-vis de la législation communautaire.

Malgré la prudence du porte-parole de la Commission, interrogé le vendredi 22 octobre sur la compatibilité du plan français avec les règles de concurrence en vigueur dans la Communauté, il ne fait guère de doute que Bruxelles est très réticent, même si le plan français ne lui a pas encore été communiqué. Le porte-parole note dans sa réponse que « la Commission considère le fonctionnement du Marché commun comme l'une des tâches prioritaires les plus importantes et, en cas d'infractions au traité elle mettra en œuvre tous les moyens à sa disposition ».

En ce qui concerne le marquage obligatoire, Bruxelles a déjà entamé une procédure d'infraction contre la France, qui a adopté il y a deux ans une législation dans ce sens pour les importations de produits textiles. Malgré les assurances qu'a données Paris sur le fait que la réglementation n'était appliquée qu'aux marchandises en provenance de pays tiers à la C.E.E., l'affaire est sur le point d'arriver devant le Cour européen de justice. Il faut donc s'attendre à une réaction rapide de la Commission s'il se confirme que la nouvelle mesure française concerne également des partenaires européens. Cela est d'autant plus vraisemblable

Bruxelles a introduit un contre le Royaume-Uni, qui a pris des mesures similaires pour ses achats de textiles et d'appareils électroménagers. Un projet de même type existe en Italie. Afin de contraindre les mesures protectionnistes entre États membres, la Commission a formulé des propositions portant sur l'indication obligatoire de l'origine mais seulement pour les produits en provenance de pays tiers. Un avis négatif du Parlement européen a empêché jusqu'à présent la volonté de Bruxelles de « pousser » le projet au conseil des ministres des Dits.

En ce qui concerne la réduction en français des documents d'accompagnement, les experts européens n'ont pratiquement pas de doute. Il s'agit bel et bien d'une mesure contraire aux règles de concurrence. S'agissant d'autres mesures françaises, ils se montrent beaucoup plus dubitatifs. Leur première réaction à l'exonération de la taxe de 30 % sur les frais généraux liés aux opérations d'exportation est de dire qu'elle ne s'applique pas à la législation américaine — attaquée par la Communauté au GATT (accord général sur le commerce et les services douaniers) — d'importations pour les ventes extérieures. Cette réglementation (dénommée DISC) est utilisée, rappellent les experts européens, par des firmes créées spécialement à cet effet. Enfin, à propos de l'aide à l'exportation des produits commerciaux et des services commerciaux, on se montre encore plus prudent à Bruxelles.

MARCEL SCOTTO.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

Mise en faillite d'une filiale d'A.E.G.-Telefunken Zanker, filiale d'A.E.G. qui fabrique essentiellement des machines à laver, a été déclarée le 22 octobre par le tribunal de Tübingen. Mille salariés devraient donc être licenciés, selon le tribunal, une grande partie d'entre eux pourraient être repris par une autre société. — (A.F.P.)

Thomson justifie l'abandon de la fabrication des machines à microphotographie qui servent à la production des circuits intégrés (« puces »). Thomson affirme que cet abandon (le 16 octobre) ne remet pas en cause sa politique concernant les circuits intégrés et qu'il s'agit pour la firme américaine G.C.A., spécialisée dans ce type de machines. Cette association « réduit sensiblement le marché européen » et ne permet pas de s'appuyer sur un tremplin pour s'imposer sur le marché mondial. La C.F.D.T., en revanche, estime que « l'abandon de l'électronique française va devenir totalement dépendant des sociétés américaines ».

Imperial Chemical Industries (I.C.I.), premier groupe industriel privé de Grande-Bretagne (11 milliards de francs de chiffre d'affaires), va réduire de moitié les effectifs de son siège social londonien de Millbank (mille cinquante personnes au total). Cette compression de personnel est destinée à diminuer les frais de gestion et à se procurer l'argent frais par la vente des locaux ainsi libérés. D'autre part, dans le cadre du plan de restructuration que les grands groupes chimiques européens doivent en principe présenter dans une quinzaine de jours (le Monde du 21 octobre), les I.C.I. envisageraient de procéder à de nou-

velles fermetures d'usines, notamment dans la division « plastiques ».

Regroupement dans l'électronique italienne. — Quatre principales sociétés italiennes du secteur public opérant dans le domaine de l'électronique civile et militaire ont fusionné en un seul groupe, Selenia-Elasg. Ce groupe emploiera quelque neuf mille cinq cents personnes. Son chiffre d'affaires atteindra 2.500 milliards de francs (1,8 milliard de dollars) en 1982, dont 70 % de l'exportation. Selenia-Elasg sera composée des quatre sociétés suivantes : l'Institut pour la recherche industrielle, le principal groupe public italien ; Selenia, Electronica San Giorgio-Elasg, Selenia-Spazio et Vitroscopia. — (A.F.P.)

Deux représentants syndicaux (l'un de F.O., l'autre de la C.G.C.) ont été élus administrateurs d'Air France. — Lors d'une récente séance au conseil d'administration d'Air France, un membre de F.O. a été élu pour le collège employés et maîtrise, un représentant de la C.G.C. pour le collège cadres (62,2 % des suffrages). Employés : 13 817 inscrits, 8 317 exprimés ; F.O. : 49,13 % (4 188 voix), C.G.C. : 41,04 % (3 413), C.F.T.C. : 9,84 % (818).

Agriculture

Les Français souhaitent vendre davantage de céréales à l'étranger. — L'année dernière, les Français ont vendu à l'étranger 1,4 million de tonnes de céréales. Les Soviétiques auraient pu acheter 1 million de tonnes, mais ils n'ont pas pu le faire à la fin de l'année.

Automobile

British Leyland et Honda vont produire ensemble une seconde voiture dès 1983. Les deux groupes ont annoncé qu'ils s'apprêtent à signer d'ici la fin de l'année un contrat pour la production en commun d'une nouvelle voiture, qui sera commercialisée en 1983 sous deux noms différents, afin de préserver dans la mesure du possible les images de marque des deux groupes. Honda et British Leyland produisent déjà ensemble la Triumph Acclaim, lancée sur le marché britannique en octobre 1981, en vertu d'un accord de coopération conclu en décembre 1979.

Hausse moyenne de 4 % du prix des Citroëns en 1982. — Les prix de l'ensemble de la gamme des Citroëns ont augmenté de 3,98 % en moyenne à partir du 18 octobre. Cette hausse s'explique par les hausses de 2 à 5 %.

Commerce extérieur

La Thaïlande a signé le 21 octobre le protocole d'accèsion à l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), devenant ainsi le quatre-vingt-huitième pays membre de cette organisation. En devenant « partie contractante », la Thaïlande pourra participer pleinement à tous les travaux du GATT, y compris le comité ministériel qui doit se tenir à Genève du 24 au 27 novembre prochain, et qui sera présidé par le directeur général de l'Organisation mondiale du commerce depuis la mise en œuvre de l'accord, général en 1948. — (A.F.P.)

Étranger

ÉTATS-UNIS

Trois banques ont été condamnées par le Département du Trésor américain à payer un total de 76 000 dollars de pénalité, pour avoir violé l'interdiction à l'exportation d'armes américaines à participer au boycott d'Israël par les Arabes, a annoncé mardi le Département du commerce.

Il s'agit de l'Arab American Bank, de New-York, qui devra payer 30 000 dollars ; de la Continental Bank International, de Chicago, et de la Wells Fargo Bank, de Los Angeles, qui devra payer respectivement 13 000 et 10 000 dollars.

Taux de chômage aux États-Unis depuis la grande crise. — Le taux de chômage aux États-Unis a atteint 10,1 % la population au mois de septembre, dépassant pour la première fois depuis la grande crise d'avant-guerre la barre des 10 %. Selon le département du travail, 11,3 millions d'Américains étaient sans emploi au mois de septembre, et le taux de chômage a augmenté à 0,3 % en septembre par rapport à août.

MEXIQUE

La balance commerciale mexicaine a enregistré un déficit positif de 1 864 millions de dollars au cours des huit premiers mois de 1982, les exportations ayant progressé de 1 % par rapport à la période correspondante de 1981, 7 %.

(Publicité)



RÉPUBLIQUE TUNISIENNE

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE NATIONALE
COMPAGNIE DES PHOSPHATES DE GAFSA

APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° P 3287

La Compagnie des Phosphates de Gafsa lance un appel d'offres international pour l'acquisition de :

DEUX ATELIERS DE FORAGE POUR L'EXÉCUTION DE SONDAGES GÉOLOGIQUES ET HYDROGÉOLOGIQUES VERTICAUX ET SURTOUT INCLINÉS.

Les entreprises intéressées par cet avis et spécialisées dans ce genre d'équipement peuvent retirer le dossier d'appel d'offres dès la parution de cet avis auprès du Service général de la Compagnie des Phosphates de Gafsa, 9, rue du Royaume-de-l'Arabie-Saoudite, TUNIS.

Les offres en langue française et en arabe en six (6) exemplaires devront être adressées sous pli scellé au nom de M. le directeur des achats, Compagnie des Phosphates de Gafsa, 2130 METLAOUI (TUNISIE).

L'enveloppe extérieure devra obligatoirement porter la mention ci-après :

SOUMISSION POUR DEUX ATELIERS DE FORAGE
APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° P 3287
NE PAS OUVRIR AVANT LE 16 NOVEMBRE 1982.

L'ouverture des plis non publique aura lieu en commission le 16 novembre 1982 à 9 heures à la direction des achats Mélaoui.

Toutes offres nous parvenant avant ou après cette date ne seront prises en considération.

CHEFS D'ENTREPRISE

Le Monde
VOUS PROPOSE
MARDI et MERCREDI
DANS SA RUBRIQUE IMMOBILIÈRE
DES BUREAUX, DES LOCAUX
COMMERCIAUX et INDUSTRIELS

(Publicité)



RÉPUBLIQUE TUNISIENNE

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE NATIONALE
COMPAGNIE DES PHOSPHATES DE GAFSA

APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° P 3284

La Compagnie des Phosphates de Gafsa lance un appel d'offres pour la fourniture, l'installation et la mise en service d'équipements pour :

ATELIER D'ENTRETIEN
MAGASIN DE STOCKAGE
STATION DE LAVAGE GRAISSAGE
STATION D'AIR COMPRIMÉ

Pour le nouveau minier d'OUM EL KECHER à Mélaoui les entreprises intéressées par cet avis et spécialisées dans ce genre d'équipement peuvent retirer le dossier d'appel d'offres dès la parution de cet avis auprès du Service général de la Compagnie des Phosphates de Gafsa, 9, rue du Royaume-de-l'Arabie-Saoudite, TUNIS.

Les offres en langue française et en arabe en six (6) exemplaires devront être adressées sous pli scellé au nom de M. le chef du département des achats, la Compagnie des Phosphates de Gafsa, 2130 METLAOUI (TUNISIE).

L'enveloppe extérieure devra obligatoirement porter la mention ci-après :

SOUMISSION POUR L'ÉQUIPEMENT D'UN ATELIER SIÈGE
OUM EL KECHER
APPEL D'OFFRES N° P 3284
NE PAS OUVRIR AVANT LE 16 NOVEMBRE 1982.

L'ouverture des plis non publique aura lieu le 16 novembre 1982 à 10 heures au département des achats à Mélaoui, TUNISIE.

Toutes offres nous parvenant avant ou après cette date ne seront prises en considération.

ÉTRANGER

SELON LA CNUCED

La situation des pays les plus pauvres continue de se dégrader

De notre correspondant:

Genève. — La première réunion depuis la conférence de Paris entre les représentants des pays les moins avancés (P.M.A.) et ceux des organisations d'aide bilatérale et multilatérale s'est tenue à Genève au palais des Nations unies, du 11 au 20 octobre 1982. Elle a permis de constater que la situation des pays pauvres est très alarmante, que jamais. S'exprimant au nom du P.M.A. M. Ibrahim Hamra (Soudan) a déclaré sans équivoque que, à la date du 20 octobre 1982, on ne pouvait faire état d'aucun progrès dans l'aide à destination de ces pays depuis la conférence de Paris.

M. Gammari Corra, secrétaire général de la CNUCED (Conférence des Nations unies sur le développement et le développement), a précisé que l'assistance des pays du POPEP aux P.M.A. est passée en un an de 100 millions de dollars à 605 millions de dollars. La conséquence la plus visible de cette augmentation de l'aide est la croissance du P.N.B. dans les trente et un pays les plus démunis du globe à été négative en 1981, et cela en dépit des efforts consentis par les pays industrialisés.

Contrairement aux recommandations par les pays riches, ni les représentants des P.M.A. ni le secrétaire de la CNUCED, sous les auspices de qui s'est déroulée la réunion, n'ont cherché à la politiser. Les discussions ont été particulièrement techniques et axées sur des experts. Ils ont principalement porté moins sur le montant des dons que sur l'urgence d'améliorer les modalités de l'aide et la meilleure utilisation de celle-ci par les pays bénéficiaires. Or ces pays sont le plus souvent mal équipés et trop liés à des contraintes administratives.

La France, représentée par M. Biraud, après avoir rappelé qu'elle avait donné son aide au développement à destination des P.M.A., a ajouté qu'elle était à l'origine de procédures administratives adoptées pour traiter de la nature des problèmes de développement et mettre davantage de ressources à l'appui des efforts visant à la résoudre. Les P.M.A. leurs partenaires se sont d'accord sur une recommandation d'urgence d'adopter le « nouveau programme d'action » (N.P.S.A.) adopté par la conférence de Paris.

Les donateurs devraient en règle générale aider les P.M.A. sous la forme de dons et, lorsque ce n'est pas possible, sous la forme de prêts à des conditions très favorables.

L'aide liée (qui oblige un pays bénéficiaire à acheter des marchandises et des équipements au pays donateur) entraîne des désa-

vantages pour les bénéficiaires, et ses effets négatifs devraient être contrebalancés par un assouplissement des procédures appliquées.

La période entre l'examen du projet et sa mise en œuvre doit être aussi courte que possible, et il doit être tenu compte de l'inflation qui peut se répercuter sur le coût du projet.

L'assistance directe, pour ce qui a trait à la balance des paiements et à l'aide des domaines des matières premières, doit se révéler plus efficace que l'aide sous forme de projets.

Les donateurs doivent être plus souples dans le financement des dépenses de fonctionnement que dans les programmes d'aide au développement, qui sont en général assumés par les bénéficiaires.

Les P.M.A. devraient renforcer leur capacité de préparation des projets qu'ils présentent aux donateurs. Parallèlement, les donateurs devraient s'efforcer de simplifier les procédures entre eux afin d'avoir une meilleure connaissance de base des problèmes et des méthodes des pays bénéficiaires.

Ces conclusions ont été rappelées lors de chaque réunion d'examen par pays — pris en compte — prévue au niveau national entre chaque P.M.A. et ses partenaires commerciaux et donateurs. La CNUCED procédera à une évaluation des progrès réalisés lors de sa réunion à Belgrade en juin.

ISABELLE VICHNIAC.

En Espagne

LE GOUVERNEMENT APPROUVE LE PLAN DE REDRESSEMENT D'AUTOMOBILES TALBOT

Le gouvernement espagnol a approuvé le plan de restructuration d'Automobiles Talbot, filiale du groupe Peugeot. Ce plan a été déjà approuvé des syndicats, bien qu'il prévoit d'importantes suppressions d'emploi. L'ensemble des effectifs (570 millions de pesetas (1) en 1981), la filiale du groupe Peugeot risquait, compte tenu de difficultés de la firme mère, peu de chances de supporter plus longtemps ces pertes, de fermer purement et simplement ses portes sans un vigoureux effort de restructuration. Le plan accepté par les syndicats et le gouvernement envisage une réduction des effectifs de 11 000 à environ 6 500 personnes d'ici à juillet 1983 (par le biais de mises en préretraite et de départs volontaires) et un important effort d'investissement (12 milliards de pesetas) d'ici la fin de 1985. L'objectif de ce plan est de porter la production de 15 000 voitures par an actuellement à 100 000 en 1985, grâce à la modernisation de l'usine de Villarreal et à l'introduction d'un nouveau modèle (la future Talbot Peugeot) à la fin de 1984. L'usine d'Automobiles Talbot avait déjà été reprise par la société Talbot Hispania.

(1) 100 pesetas valent environ 6,20 francs.

L'HÔTEL STATLER - NEW YORK U.S.A.

accueille du 21 au 26 octobre
400 étudiants admis au 2^e cycle de

L'INSTITUT SUPÉRIEUR DE GESTION

pour leur séminaire d'intégration

Pour l'information sur le plus important séminaire
organisé par U.S.A. par un centre d'enseignement supérieur français,
téléphonez au :

19.1.212.736.5000 ext.

ou écrivez à l'Association des Étudiants de l'I.S.G.
8 rue de Lota - 75116 PARIS

Séminaire organisé avec la collaboration des partenaires internationaux de l'I.S.G.,
en particulier :

l'EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA de San Francisco
et l'UNIVERSITÉ LIBRE INTERNATIONALE de Genève

50 من الاموال

هكذا من الاصل

BOURSES ÉTRANGÈRES

ANDRÉ DESSOT

Pour toutes ces raisons, mais aussi à cause des engagements de lutte contre l'inflation que les entreprises devaient signer pour sortir du blocage des prix, « engagements qui leur laissent seulement », disait-on, « une faible marge ou pas de marge du tout pour se refaire une santé financière », la Bourse s'est mise à gelotier. Elle n'a dû qu'aux investisseurs institutionnels d'avoir pu se cramponner pour ne pas trop s'enfoncer.

Des ventes magnifiques ont permis au constructeur de produire après la dernière vague de hausse, toujours en de la septième des opérations de ce pas trop rapide le chiffre de 1934, 1935, 1936, 1937, 1938, 1939, 1940, 1941, 1942, 1943, 1944, 1945, 1946, 1947, 1948, 1949, 1950, 1951, 1952, 1953, 1954, 1955, 1956, 1957, 1958, 1959, 1960, 1961, 1962, 1963, 1964, 1965, 1966, 1967, 1968, 1969, 1970, 1971, 1972, 1973, 1974, 1975, 1976, 1977, 1978, 1979, 1980, 1981, 1982, 1983, 1984, 1985, 1986, 1987, 1988, 1989, 1990, 1991, 1992, 1993, 1994, 1995, 1996, 1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610

	Covered 13 apt.	Covered 22 apt.
Algon	29 3/8	28 1/2
A.T.T.	30 1/2	28 5/8
Bank of America	23 5/8	28 1/2
Chase Man. Bank	28 7/8	24 1/2
De Pont de Nem	30 3/4	30 1/2
Eastern Kodak	28 1/2	27 1/2
Exxon	30 3/4	31 3/8
Ford	28 7/8	31 1/4
General Electric	28 1/2	31 1/4
General Foods	43 3/4	64
General Motors	30 1/2	34 3/8
Goodyear	29 1/4	29 7/8
IBM	32 1/2	32 1/2
ITT	29 1/8	30 3/8
Mobil Oil	26 3/8	26 3/8
Rockwell	30 1/2	31 1/2
Schlumberger	43 1/8	42
Tecate	23	32 5/8
U.S. Steel	23 1/8	31
U.S. Steel Corp.	117	117
U.S. Steel	28 1/4	23 1/8
Washington	35 3/8	36 3/4
Xerox Corp	36 5/8	37 3/4

LONDRES

Nouveau record

Malgré d'inévitables prises de bénéfices en fin de trimestre, la London Stock

Exchange, encouragé par Wall Street
artésien un exploit. Parvenu à
626,1 l'indice des indus-
n'est établi vendredi 619,4
(+15,5 points), toujours sa cote la plus
élevée depuis dix-huit ans et demi. «
Indices - F.T. » du 22 octobre : indus-
trielles, 619,4 (contre 603,9) ; mines
419,2 (contre 401,4) ; Bourse

Brit. Petroleum	318	340
Charter	188	193

	Cours 15 oct.	Cours 22 oct.
Beecham	380	361
Bowater	195	194
Brit. Petroleum	318	340
Charter	188	193

FRANCFORT

Courtside	79	79
De Beers (*)	5.50	5.65
Dunlop	46	52
Free State Oreginal*	39 7/8	39 5/8
Glaxo	1 075	1 070
Gt. Univ. Stores	566	586
Imp. Chemical	312	318
Shell	434	438
Unilever	735	750
Vickers	119	128
War Loan	36 1/2	37 1/8

(*) In dollars.

Jones, 7 308,07 contre 7 373,51 ; indice
général, 546,22 (contre 549,70).

FRANCFORT		
Consolidation		
	Cours 15 oct.	Cours 22 oct.
A.E.G.	32	32.10
B.A.S.F.	114.30	112.88
Bayer	108.60	106.96
Commerzbank	126.50	130
Deutschebank	264.90	258.50
Hoechst	106.10	107.88
Karstadt	208	208
Mannesmann	133.48	133.40
Siemens	245.20	243.70

Toyota Motors

Stellens	270,00	270,00
Volkswagen	132	139

TOKYO
Tassement
 Sous l'effet conjugué de la dépréciation et des incertitudes politiques (choix du successeur de M. Suzuki, premier ministre), le Kaburocho a perdu un peu de terrain.
 Indices du 23 octobre : Nikkei Dōw

1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 2679, 26

L'euro-marché

Une victoire socialiste en Espagne serait bien accueillie par les banques internationales

Les eurobanquiers seraient dans l'ensemble satisfaits si le parti de Felipe Gonzalez sort vainqueur des élections en Espagne. Ils estiment que le parti socialiste espagnol est le seul qui puisse remettre de l'ordre dans les affaires économiques et financières du pays et surtout, qu'au vu de l'expérience française, il évitera de commettre les erreurs de l'administration Mitterrand. En effet, tout comme la gauche en Grèce, celle d'outre-Pyrénées se rend, entre autres, maintenant compte que la nécessité de réduire le temps de travail, de relancer la consommation et de nationaliser des sociétés qu'ils n'entendent que des pertes n'est pas évidente.

Aussi n'est-ce pas la proximité des élections législatives en Espagne qui rend les grandes banques commerciales du monde entier peu favorables à l'idée de prêter 200 millions de dollars supplémentaires au royaume d'Espagne, ainsi que ce dernier le leur demande, c'est plutôt l'insécurité de deux sociétés du secteur public espagnol à rembourser leurs dettes extérieures qui rend circospecte la communauté bancaire internationale. Alumina et Alumina, les deux sociétés qui produisent la première l'alumine et la seconde l'aluminium en Espagne, n'ont pu, dans le présent contexte de crise économique, réaliser leurs objectifs initiaux. En conséquence, elles sont maintenant incapables d'assumer la charge des prêts de 150 millions et de 200 millions de dollars qu'elles ont respectivement levé sur l'euro-marché en 1979 et 1980 (le 15 octobre 1982). L'INI est l'entité ibérique représentant les intérêts du gouvernement espagnol dans les deux compagnies. La société espagnole Alcan et Pechiney sont les deux partenaires étrangers. Toutefois, les objectifs des uns et des autres divergent profondément. Les Espagnols espèrent, au travers des difficultés financières actuelles, mettre la main sur l'ensemble, tandis que les Français et les Belges tentent d'échapper aux manœuvres de l'INI et d'obtenir une part de l'outil industriel.

L'ironie sera peut-être, à l'issue des prochaines élections espagnoles, de voir deux gouvernements socialistes se battre avec des armes éminemment capitalistes pour sauvegarder leurs intérêts respectifs. Aux dernières nouvelles, l'INI a accepté de régler sa part d'intérêts, qui se monte à 8,5 millions de dollars, sur les eurocrédits en cours. Elle s'y était tout d'abord refusée, vraisemblablement pour accélérer la mise en liquidation judiciaire des sociétés concernées, afin de pouvoir par la suite les reprendre à bon compte. Par contre, Pechiney n'est bien gardé de ne pas servir sa part de dette, pour justement éviter le dépôt de bilan.

Cette petite guerre va à l'encontre des intérêts du royaume d'Espagne. Ce dernier ne peut, en effet, compter espérer convaincre les eurobanquiers de lui prêter de gâité de cœur 200 millions de dollars, alors qu'au même moment des sociétés dans lesquelles il participe ont des difficultés à régler leurs dettes extérieures. L'eurocrédit de 200 millions de dollars que la Manufacture Hadroneur Ltd. a apparemment reçu mandat de monter pour le compte de l'Espagne a son taux d'intérêt entièrement fondé sur le taux de base bancaire aux Etats-Unis, une marge de 0,25 % s'ajoutant à ce dernier.

En revanche, la crise dans laquelle se trouve le groupe espagnol d'Explosivos S.A. n'affecte pas la crédibilité du royaume d'Espagne parce qu'il s'agit de l'occurrence d'une affaire privée.

Un bon succès pour le SNECMA

Le SNECMA vient de réaliser une performance assez éblouissante sur le marché des eurocrédits. Alors que ce secteur se contracte et que les banques commerciales sont de plus en plus réticentes à prêter des conditions trop basses, le SNECMA a réussi à obtenir des conditions encore plus avantageuses que la République française elle-même. Il est vrai que les 100 millions de dollars originellement recherchés par la première n'ont rien à voir avec les milliards levés par la seconde. Il n'est d'ailleurs pas moins qu'il est maintenant pratiquement impossible pour un emprunteur international de

se voir offrir sur une durée de huit ans, qui pourra éventuellement être étendue à dix ans, un taux d'intérêt qui est l'addition, au-dessus du Libor, d'une marge de 0,375 % pendant les quatre premières années et demie, puis de 0,50 % pour le reste. Ce que le SNECMA a obtenu, alors que la République française acquittera une partie de son endettement du Libor pendant les dix ans de son eurocrédit. Le plus étonnant dans le cas du constructeur de moteurs d'aviation est que le taux d'intérêt n'est même pas garanti par l'Etat français, qui n'a rien d'autre que de solliciter les banques de l'Hexagone mais également les établissements américains, japonais et britanniques. Quand on sait que les premiers ne prêtent pratiquement plus à des taux de 0,5 %, la présence de Citicorp Bankers Trust et de First Chicago dans le consortium bancaire souligne la qualité exceptionnelle du débiteur. C'est en effet pour la première fois que des retombées commerciales que les banques se sont empressées de participer dans l'eurocrédit, qui a été pris de deux fois souscrit. Du coup son montant a pu être augmenté à 20 millions de dollars.

La Ciba de l'équipement des collectivités locales (CABEL) va faire prochainement son entrée sur le marché euro-obligataire. Cet emprunteur, qui, d'après la plus haute classification, c'est-à-dire un AAA de la part de l'une des deux agences spécialisées américaines, se présentera sur l'euro-marché sous garantie de la République française. Elle a obtenu un premier temps un placement privé d'11,5 % pour une émission euro-obligataire publique.

Ainsi qu'on s'y attendait, toutes les banques européennes initialement impliquées dans l'eurocrédit de 4 milliards de dollars pour la République française ont accepté de participer à l'opération après que le Trésor ait accepté d'inclure dans le contrat une clause d'égalité entre tous les créanciers de la France et de l'Allemagne à la réciprocité de défaut de paiement.

CHRISTOPHER HUGHES.

Les devises et l'or

Redressement du franc, fermeté du dollar

Redressement du franc français après son repli de la fin de la semaine précédente, et raffermissement du dollar au lendemain de la baisse du taux d'intérêt en Allemagne fédérale. Les deux faits saillants de la période sous revue.

La semaine avait pourtant bien mal commencé pour le franc. L'an dernier, le 15 octobre, par M. Michel Jobert, ministre du Trésor, l'extérieur, d'un énorme déficit commercial en septembre, le deuxième en importance après celui de juin, impressionnant les fléchisseurs des milieux financiers internationaux, notamment allemands et japonais. La Banque de France devait, à ce moment, soutenir le franc et le niveau de 2,83 F pour un mark, au prix de nouvelles réserves de 6,5 milliards de francs en septembre, compte tenu de l'hémorragie qui a suivi la dévaluation de la monnaie allemande (15 octobre). Puis, à partir de l'après-midi du lundi, sur l'annonce que les difficultés d'ordre juridique ne gêneraient pas la signature de l'accord de l'emprunt international de 4 milliards de dollars, le franc a repris son souffle (le 17-18 octobre 1982), les pressions sur le franc commençant à

s'atténuer, faisant place, même, à un net redressement. Le lendemain, le 19 octobre, le franc revenait de 2,83 F à près de 2,82 F. En temps, les taux sur le marché de l'eurofranc se tendaient vertigineusement, jusqu'à 150 % pour la journée. Cela signifiait que la spéculation contre le franc, engagée la veille du week-end et les jours précédents, était proprement « étranglée », les opérateurs étrangers à découvert, qui avaient emprunté du franc pour le vendre à découvert, l'espérance d'une dévaluation rapide, devant supporter des taux d'intérêt prohibitifs, soit le rachat. Plusieurs explications à ce tournement de tendance : les « bonnes nouvelles » sur l'emprunt précédemment évoqué, une action discrète de la Banque centrale sur le marché de l'eurofranc pour faire monter les taux (M. Delors a démenti, mais les banques commerciales poursuivent le faire à leur place) et, enfin, une raréfaction récente des disponibilités aux marchés de l'eurofranc. Les disponibilités, en effet, abondantes en septembre, un point que les investisseurs venaient prêter des eurofrancs aux banques françaises au taux du marché inté-

rieur, sont brusquement réduites ces dernières semaines, au lendemain, semble-t-il, de la dévaluation du couronne suédois, qui faisait redouter un ajustement sur le Système monétaire européen. Il est très probable que les détenteurs d'eurofrancs en ont vendu une bonne partie contre des dollars, ce qui a obligé la Banque de France à soutenir sa monnaie. La Banque flottante d'eurofrancs oscille entre 60 et 90 milliards de francs, une diminution de 10 à 15 milliards de francs peut entraîner une sortie de 1,5 à 2 milliards de dollars, ce qui s'est effectivement produit. Du danger de la facturation en francs et des balances extérieures, il ne faut pas perdre de vue. En fin de semaine, toutefois, la tenue du franc laissait un espoir, le cours du mark à Paris remontant à 2,82 F.

Le dollar s'est montré ferme, l'effet dépressif éventuellement provoqué par la réduction des intérêts américains n'ayant compensé qu'une baisse équivalente des taux européens. L'équilibre se rétablit, la demande constante de dollars a fait le reste, le cours du dollar à Paris tendant.

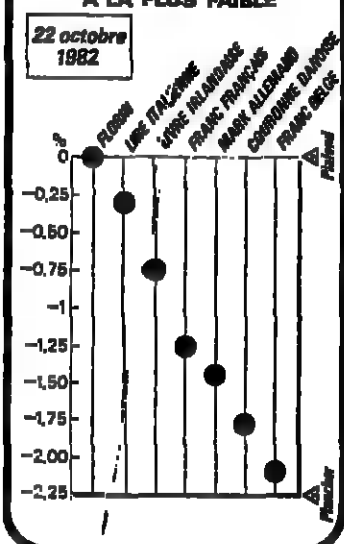
FRANÇOIS RENARD.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 15 AU 22 OCTOBRE (La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Libra	DM	Franc français	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Florin	Yen
Londres	—	—	—	—	—	—	—	—
New-York	1,0975	—	13,9791	45,5664	39,5491	2,6372	36,3108	0,0092
Paris	1,2960	—	14,0745	46,7971	39,8247	2,6416	36,3768	0,0094
Bruxelles	12,1430	1,1335	—	338,82	282,51	14,5736	269,74	4,9477
Zurich	12,1211	1,1030	—	331,86	282,96	14,5659	268,48	4,9477
Frankfurt	3,6929	2,7555	30,4116	—	86,0391	4,4321	78,9941	1,5065
Amsterdam	3,6525	2,7410	30,1348	—	85,2648	4,3711	77,8828	1,4989
Stockholm	4,2921	2,5285	35,3463	116,22	—	5,1512	91,8119	1,7510
Copenhague	4,2937	2,5110	35,3419	117,28	—	5,1265	91,3423	1,7486
Berne	83,3217	49,8850	6,8616	22,5026	19,4126	—	17,8231	3,3992
Bruxelles	63,5593	49,58	6,8937	22,8771	19,5061	—	17,8173	3,4108
Amsterdam	6,4740	2,7548	30,6986	126,59	106,91	5,6106	—	1,9972
Stockholm	6,8997	2,7498	30,6922	128,39	109,47	5,6124	—	1,9943
Oslo	2,6513	1,644	201,85	663,75	571,06	29,4183	524,31	—
Yokohama	244,81	1436	202,11	678,71	571,08	29,3188	522,97	—
Tokyo	463,84	273,25	30,1990	125,40	106,06	5,5668	99,2193	0,1892
—	458,91	269	27,8615	125,64	107,12	5,5620	97,8657	0,1873

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 22 octobre, 2,6179 F contre 2,6412 F le vendredi 15 octobre.

LES MONNAIES DU S.M.E. : DE LA PLUS FORTE À LA PLUS FAIBLE



Les matières premières

Nouvelle hausse de l'argent, reprise du sucre

Les industriels ne se pressent pas pour reconstruire leurs stocks. Le secteur des métaux non ferreux traverse sa crise la plus profonde depuis 1930, n'achetant souvent qu'à moitié de 50 % ses capacités de production.

MÉTAL. — La hausse s'est poursuivie sur les cours de l'argent à Londres. Ils retrouvent ainsi leur niveau le plus élevé depuis quatre ans. Depuis le début de l'année, ce « satellite » de l'or s'est valorisé de 40 % environ.

Au Metal Exchange de Londres le cuivre a consolidé son avance récente, malgré l'accroissement de 4 175 tonnes des stocks britanniques de métal, qui atteignent leur plus haut niveau depuis la mi-août. Mais les prix actuels restent pratiquement à leur niveau le plus bas depuis quarante ans, une infériorité aux coûts de production.

Légère progression des cours de l'étain à Londres. Les ventes de stock régularisées et les achats de quotas d'exportation commencent à produire leur effet sur le marché. La Malaisie ne compte exporter que 50 000 tonnes de métal l'an prochain au lieu de 60 000 tonnes cette année et 66 500 tonnes en 1981.

Repli des cours du zinc à Londres en dépit de la fermeture par un problème technique d'une mine de 30 octobre. Le groupe international du plomb et du zinc évalue la production mondiale en 1983 à 4,72 millions de tonnes. Elle surpassera la consommation de 5 000 tonnes.

Les cours du plomb sont effrités à Londres. Il faut s'attendre, selon les prévisions du groupe international, à une légère diminution de

la production mondiale de métal, insuffisante toutefois pour s'ajuster aux besoins plus faibles de la consommation.

Les cours du nickel ont été en gros plus stables à Londres. La production mondiale de ce métal, qui a été percute au plein fouet par la sidérurgie, a été de 15,98 millions de tonnes de production mondiale fermée trois mois de plus. Une entrée en vigueur reprendra son activité dans quelques mois, mais à un rythme réduit.

Meilleure tenue de l'aluminium à Londres. Durant les neuf premiers mois de l'année, la production mondiale de métal a diminué de 15 % par rapport à la période correspondante de 1981.

CAOUTCHOUC. — Variations peu importantes des cours du caoutchouc sur les différents marchés. La situation compte beaucoup de plus de 1 % ses exportations de caoutchouc l'an prochain. Elles tendent à

se situer à un niveau de 1,49 millions de tonnes.

DENRÉES. — Reprise des cours du sucre. La récolte européenne de betteraves à sucre a été retardée, mais les inférieures aux prévisions. D'ailleurs, celle de la C.E.E. n'est plus évaluée qu'à 14,4 millions de tonnes, contre 15,98 millions de tonnes. En revanche, la récolte de l'U.R.S.S. a été plus abondante (7,5 millions de tonnes contre 6,25 millions de tonnes). La production mondiale de la campagne 1982-1983 est estimée par une firme privée à 97,76 millions de tonnes, soit 3 millions de tonnes de plus qu'en 1981.

Nouvelle régression des cours du café. Les bourses de New-York et de Londres ont vu baisser les cours de ce produit, qui est prévu dans divers pays importants. La récolte mondiale 1982-1983 va être encore excédentaire.

LES COURS DU 22 OCTOBRE 1982

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente)

MÉTALUX. — Londres (en sterling par tonne) : cuivre (High grade), 891 (889) ; étain comptant, 0 000 (7 255) ; à trois mois, 7 380 (7 250) ; plomb, 300 (299,50) ; zinc, 441,50 (451,50) ; aluminium, 568 (562) ; nickel, 2 345 (2 305) ; argent (en once par once troy), 603 (572,50).	(en cents des livres par kilo) : 205-205,50 (199).
NEW-YORK (en dollars par lb) : caoutchouc, 110 (110) ; ca	

En Polono

**SOLIDARITÉ
APPELLE A LA GRÈVE
ET A UNE SEMAINE
DE PROTESTATION**

L'assemblée de l'épiscopat français s'apprête à reconnaître la valeur des communautés charismatiques

La direction clandestine du syndicat indépendant Solidarnosc, qui vient d'être mis hors la loi par le parlement polonais appelle.

Plusieurs thèmes sont prévus, traités par un fil d'Arianisme assez tenu : perspectives missionnaires, mission en monde ouvrier, la pastoralité de la santé, vie matérielle des prêtres, les charismatiques. Les évêques seront, une fois encore, amenés à se prononcer sur une modification des méthodes de travail de leur assemblée (voir encadré).

On s'attendait, cet octobre, dans les salons du Grand hôtel de la rue de la Harpe, à une manifestation de haut niveau pour le 10 novembre (deuxième anniversaire de la législation du premier syndicat international des enseignants de l'enseignement supérieur). Elle demandait aussi l'organisation d'une semaine de protestation du 15 au 21 décembre, c'est-à-dire du patricien à la rue. Le 10 novembre, la célébration de l'état, de guerre par le régime, le 15 décembre, la journée internationale de la jeunesse, le 21 décembre, la journée internationale de la femme, le 22 décembre, la journée internationale de la jeunesse, le 23 décembre, la journée internationale de la femme, le 24 décembre, la journée internationale de la jeunesse, le 25 décembre, la journée internationale de la femme, le 26 décembre, la journée internationale de la jeunesse, le 27 décembre, la journée internationale de la femme, le 28 décembre, la journée internationale de la jeunesse, le 29 décembre, la journée internationale de la femme, le 30 décembre, la journée internationale de la jeunesse, le 31 décembre, la journée internationale de la femme.

Les évêques, s'accrochant, très probablement, à une importance spéciale au sujet sur « les perspectives missionnaires ». Le cardinal Vuilloud, ancien archevêque de Paris, estimait dans les années 60 qu'il fallait « donner « priorité à l'évangélisme ». Affirmation hardie mais qui s'avère de plus en plus opportune. Paul Valéry ne voyait-il pas à sa manière dans « les sacrements », une « prière à l'évangélisme » ?

Les évangéles ne sont pas impensables à ce genre de perspectives mais ils redoutent une certaine dilution de l'identité chrétienne et voudraient préciser la ligne de crête qui évite que l'évangélisme ne se transforme en « évangélisme sans cœur de l'apostasie ». Une Eglise qui renoncera à être visible pourrait perdre sa capacité

me loi-cadre. « La collecte du dernier du culte ne suit plus le rythme de l'inspiration », remarque Mgr Vilmet, président de la conférence. Pourquoi les résultats de cette collecte (des diocèses) sont-ils inégaux ? On cite un versement annuel (1981) moyen par habitant du diocèse de 4,11 F à Marseille, 6,22 à Versailles, 10,40 à Angers. Or tout ça, il est devenu de règle d'essayer de faire le lumière sur les recettes et les dépenses de l'Eglise. Il n'y a pas de principe de défense, il faut dire si le montant des honoraires de messe n'est pas le plus souvent intégré, c'est parce qu'il est versé directement aux prêtres, mais cela ne signifie pas que ces sommes sont importantes car l'habitude de faire dire des messes est

En Espagne
LES INONDATIONS
ONT FAIT
PLUS DE QUARANTE VICTIMES

importante qu'elle soit, n'est pas le cœur de la religion. Comment l'Eglise peut-elle, par exemple, présenter un ouvrier et un celui de la santé ? L'Assemblée en débatera une fois encore.

PLUS DE QUARANTE VICTIMES
Fins de quarante personnes ont péri dans les inondations qui touchent les régions d'Alger et de Valence, selon le dernier communiqué, le 10 octobre, par la garde civile. Vingt-huit personnes sont portées disparues. La localité d'Alzira, petite ville de la

Denier du culte et inflation

D'autre part, les évêques ont jugé opportun de faire une déclaration défavorable et une certaine réprobation diffuse, d'ouvrir le dossier « argent ». Qui sait, encore aujourd'hui, qu'en précisant

côte est, à 11 kilomètres de Valence, a vu la plus touchée des corps «vingtaine» victimes, des personnes âgées en majorité, y en ont été découvertes à mesure que les eaux baissaient.

Des mesures d'urgence doivent être présentées ce samedi par le président du gouvernement espa-

parlent, y compris l'évêque, perçoit 2 400 F par mois (référence parisiennne), loge, mais ne possède rien. Cette situation, dans la pauvreté — qui est relativement récente — a contribué à remodeler la psychologie du clergé. Mais elle ne facilite guère, relève-t-on, l'assombrissement des idées qui est de plus en plus évident. On ne peut donc songer à une véritable démolition de l'édifice.

gnol, M. Carlo Scroto, à un conseil des ministres extraordinaire. Le rétablissement dans les régions sinistrées du service de l'eau potable et le ravitaillement en vivres demeurent les principales préoccupations des autorités. Dans de vastes secteurs, les orangeries et les rizières ont été détruites, et le syndicat des jeunes agriculteurs estime que les pertes pour l'agriculture pourraient dépasser trente milliards de pesetas. — (A.F.P.).

Ce serait une illusion que de croire que l'Eglise est riche parce qu'elle possède des immeubles. Elle n'a que la misère. Ses biens, leur vente s'accroît mais ce n'est évidemment pas une solution d'avenir ! La suppression des diocèses, les difficultés dans ses efforts d'harmonisation entre les diocèses, elle va proposer une solution qui sera quinquennale ou décennale, réglée par

Après l'échec du
Prochain tir d'Ariane : seco

derrière l'annonce

de quinzaine d'avril 1983

Les promoteurs du lanceur européen Ariane ont choisi de s'offrir le temps de la réflexion en fixant le prochain tir du lanceur, depuis la base spatiale guyanaise de Kourou, à la deuxième quinzaine d'avril 1983 (le Monde du 29 septembre). Le Centre national d'études spatiales (C.N.E.S.)

Dans son rapport, remis le 15 octobre, la commission chargée d'enquêter sur les causes de la défaillance du troisième étage d'Ariane a, en effet, estimé que la détérioration des engrenages de la turbo pompe chargée d'alimenter le carburateur de la chambre d'allumage est due à une fabrication

et l'Agence spatiale européenne (ESA) s'étaient en effet demandé un moment s'il ne serait pas possible, compte tenu des premiers résultats, dont on disposait sur le satellite envoyé par Ariane au mois de septembre, d'effectuer un nouveau lancement à la fin du mois de janvier.

Il a été décidé de placer deux satellites au sommet du lanceur européen Ariane : le satellite ECS-1 de l'Agence Amstel, chargé aux États-Unis. Des mesures particulières devraient être prises pour que ce satellite ne passe à souffrir des problèmes qui ont conduit à l'échec du 10 septembre 1982.

insuffisante lors d'essais faits au sol avant leur montage et à une marge de sécurité de fonctionnement trop faible, bien que, individuellement, toutes les pièces satisfassent aux définitions du cahier des charges.

Pour qu'un tel événement ne se reproduise pas, il s'en est décidé de démontrer la turbopompe du troisième étage des cinq premiers moteurs dans un essai de leur bon état, ce qui explique que le C.N.R.S. et l'E.S.A. ne puissent pas tirer en janvier. De légers rajustements dans dentures sont envisagés d'autre part, la commission ayant proposé de nouvelles procédures de contrôle et de lubrification pour les prochaines exemplaires d'Ariane.

N'est pas sans succès.

L'assemblée leur donnera un grand coup de chapeau dans l'espoir qu'ils ne seront pas atteints d'une telle indépendance par leurs familles. Comme ça, pas tiré séduit par les appellations qui se sont données les communautés caractéristiques qui occupent une place d'honneur dans les Chénobyl-Lourdes-Chernobyl-les-Bains-Gummaux ou dans les Agnès-munié-Pain-à-Vie-Fruits-de-Jacob-Sainte-Croix-Théophanie-Buisson ardente-Régnée-tel.

Sin fin de compte, on se demande comment les évènements pourraient ne pas prendre en considération de tels groupes, dont la foi est à couper du

Un deuxième vol

Un deuxième vol habité transsylvétique dans l'espace sera-t-il décidé au cours des prochains mois ? Même si aucune décision formelle n'a encore été prise, les représentants des deux gouvernements français et soviétique, qui se sont réunis du 12 au 19 octobre en Moldavie, ont fait à leur gouvernement respectif une recommandation en faveur d'une nouvelle mission, dont la durée pourrait être comprise entre dix et huit semaines. Le scénario

franco-soviétique ?

D'autres auteurs ont aussi été abordés au cours de ces journées sur la coopération spatiale franco-soviétique. C'est ainsi que les représentants des deux pays ont passé en revue les programmes de coopération en cours. Ils ont aussi discuté des possibilités de réaliser en commun une « satellite d'essai » pour l'envoi d'un projet Sigma, rebaptisé depuis Saga, une mission d'étude de la magnétosphère (Interball) et un collo-

scientifiques de ce nouveau vol (le *Mérida* du 14 octobre) pourrait être à dominante médicale.

Si un accord entre les deux pays se faisait sur ce sujet, les cosmonautes français retiendraient pour cette mission de talents subir un entraînement de deux ans et demi en Union soviétique pour être à même de piloter le vaisseau. Soyons mais aussi de connaître le fonctionnement de la station orbitale Saliout à bord de laquelle effectueraient le vol d'essai l'homme.

tion à être menée sur une base sélective.

D'autres projets à plus long terme ont vués de la même façon. En Laine et l'Aérospatiale sub-millennaire ont été évoqués.

La Création d'une université de la Région. Le centre universitaire de la Région est transformé en université aux termes d'un décret publié au Journal Officiel.

Un projet prévoit deux sessions par an (au lieu d'une) en automne et en printemps, plus courtes et qui seraient créées à la demande de la Région.

Les débats à Lourdes, le second aux décisions et au...

hypothèse où les deux candidats cosmonautes retenus seraient les mêmes que pour le premier vol. MM. Jean-Loup Chrétien et Patrick Baudry, la période d'entraînement pourrait être notablement réduite.

sion prend effet au 1^{er} octobre 1982, soit à la même date que la transformation en université du centre universitaire des Antilles-Guyane qui, elle, avait été annoncée en juillet dernier (le Monde, 25.10.1981).

Pourquoi la philosophie française plaît aux Allemands

Jean-Paul Sartre continue de connaître en Allemagne fédérale une audience considérable. L'œuvre de Lacan est régulièrement traduite et commentée. Derrida intéresse. Barthes séduit. Foucault et Deleuze fascinent... D'où vient la vogue de la philosophie française chez nos voisins d'outre-Rhin ?

Manfred Frank, professeur à l'université de Dusseldorf, auteur d'une thèse sur le théologien romantique Schleiermacher, tente de répondre à cette question dans l'entretien qu'il a accordé à Philippe Forget. Pour lui, la philosophie française a rempli le vide provoqué par la compromission de Heidegger dans le nazisme et par le conservatisme de l'université allemande depuis la guerre. (Lire page XV.)

Des banques génétiques des espèces animales

Longtemps on a cherché à sélectionner les plus productives. Mais ce ne sont ni les plus solides ni les plus utiles. Aujourd'hui, scientifiques, administration et éleveurs essaient de conserver le plus large éventail des gènes. (Lire page VI.)

Pauvres Florentines

Les belles madones des peintres du Quattrocento ne doivent pas faire illusion. La situation des femmes à la Florence du quinzième siècle était très peu enviable. (Lire page XVI.)

Le Monde

DIMANCHE

Une mort si douce

Ni euthanasie, ni acharnement thérapeutique. Ni abandon surtout, qui reste trop fréquent dans les hôpitaux et les hospices. Un courant se dessine pour aider malades et vieillards à s'éteindre... heureux.

J'AVAIS passé un contrat avec ma mère. Depuis le début. Elle savait qu'elle avait un cancer. C'est grâce à ce contrat qu'elle a trouvé la force de lutter. Pendant un an et demi, personne n'a failli. Elle répétait : « Je ne me suis jamais sentie autant aimée. »

Marc V. raconte comment il a honoré ce « contrat » pour « aider » sa mère à « bien mourir ».

« Elle souffrait terriblement avant cette ultime opération. Toute la journée, nous l'entendions gémir malgré les calmants. Quand le chirurgien nous a donné son pronostic, je lui ai confié : « Je crois qu'elle aurait préféré ne pas se réveiller. » Quand ma mère s'est réveillée, je lui ai posé la question : « Veux-tu ? » Elle était encore sous l'effet de l'anesthésie. Elle ne souffrait pas. Elle a fait signe. Mais, le lendemain matin, lorsque les douleurs ont recommencé, elle nous a dit : « Aujourd'hui ! ». Nous avons décidé, tous les trois, que « ça » se ferait au début d'après-midi. Et c'est les yeux fermés que nous avons versé l'ampoule du produit anesthésiant dans sa perfusion.

« Sans cesser de nous rire, s'est assoupie dans mes bras. Peu après, elle est entrée dans le coma. Au bout d'un moment, je l'ai lâchée. Je savais que je la retendrais si je venais à lui toucher la main. Ce fut le plus dur, mais là, de renoncer à elle ». Les faits datent de plus d'un an. L'homme n'en a jamais rien su.

Cas exceptionnel, dans son intensité dramatique. Mais qui n'a pas été confronté à la mort d'un proche, à sa souffrance ? Selon l'anthropologue Louis-Vincent Thomas (1), « la mort n'est pas la fin de l'existence ». Au contraire, les naissances peuvent répondre, dans l'image d'une société bien ordonnée, le contrôle de la mort, une mort qu'on peut rendre douce.

Ce n'est pas tout. Ils sont nombreux, les vieillards grabataires, acariâtres, qui « vivent » dans les hôpitaux et « coûtent » cher en soins et en médicaments ! Il y a quelques années, le directeur d'un hôpital londonien fit porter la mention N.T.B.R. (not to be reanimated : à ne pas réanimer) sur le dossier de malades de plus de soixante-cinq ans atteints d'un cancer, d'une maladie rénale ou pulmonaire (2). En Suisse, le médecin-chef d'un hôpital zurichois avait pris la responsabilité de ne plus donner nourriture ni médicament à des malades incurables et de leur administrer seulement de l'eau en goutte à goutte, ce qui rapprochait et adoucissait leur fin (3).

Dans un ouvrage traduit l'année en français, un biologiste australien, Sir Macfarlane Burnet, prix Nobel, écrivait : « Si l'on faisait une analyse approfondie à ce sujet, on découvrirait peut-être que le nombre de gens demandant avant tout que leur vie soit prolongée dans l'importune quelle circonstance diminue proportionnellement avec l'âge. La fin du compte, lorsqu'une personne âgée prend qu'elle est devenue »

charge pour ses parents et pour la communauté, elle devrait délibérément signer une heure de départ de la vie. Et cet acte pourrait devenir un acte de dignité et même d'espérance (4).

« L'horreur du vieillard baveux... »

Tout un mouvement se dessine, au nom du respect que l'homme se doit à lui-même, revendique pour ceux qui le souffrent la possibilité d'obtenir la « bonne mort », d'éviter une dégradation finale de l'âge ou la maladie. Cette « bonne mort » ne porte-t-elle pas en germe le risque d'étendre à tout un groupe d'âge une détermination qui ne peut être qu'individuelle ? Comme le dit encore Louis-Vincent Thomas : « Plutôt que d'appesantir sur le drame de l'horreur du vieillard baveux, dément, stagnant dans ses excréments, la société ne devrait-elle pas s'interroger sur ce qu'il lui faudrait entreprendre pour confort et le bien-être de ses êtres humains jusqu'au bout, en leur présence, dialogue et amour. »

C'est à quoi s'attache aujourd'hui tout un courant d'accompagnement du mourant et de sa famille, qui a pris naissance dans certains établissements de Grande-Bretagne pour émigrer aux États-Unis et au Québec. La philosophie est simple. Lorsque le patient arrive à une « phase terminale », on ne cherche plus à guérir, à soigner. Par exemple, combattre la cause de la douleur compte plus que de neutraliser d'apaiser cette dou-

leur par des cocktails de médicaments. La stratégie du médecin se détourne du curatif pur pour s'orienter vers le « palliatif » : il utilise son expérience et son savoir pour apporter confort et soulagement au malade en sauvegardant le respect de sa personnalité jusqu'à la mort. La famille n'est pas tenue à l'écart et participe dans l'ignorance de l'existence de l'issue fatale et coopère avec l'équipe soignante.

En France, dans plusieurs établissements, des médecins ont repris cette approche plus humaniste. Elle demande du courage, car elle remet en cause l'image sacro-sainte du médecin qui « lutte » jusqu'au bout, tout autant que les mécanismes de défense qui permettent d'effacer l'image de la mort à l'hôpital.

« Si on traite une personne âgée de façon qu'elle ne souffre pas et se sente entourée, elle ne demande pas d'euthanasie. Je vous l'assure », affirme le docteur Renée Sebag-Lanoë, de l'hôpital Pitié-Salpêtrière à Villejuif (Val-de-Marne).

Vive, tout juste la quarantaine, une énergie contagieuse, elle dirige un service pour malades âgés. « Depuis l'entrée en fonctions, il n'y a que quatre ou cinq personnes qui m'ont suppliée de les faire mourir. Et pourtant, je n'esquive pas la question. Je vais même au-devant d'elle. La réponse est toujours négative. Et pourtant 90 % des gens qui entrent dans ce service y meurent. »

En prenant son poste, Renée Sebag-Lanoë a hérité d'un service non négligeable : un bâtiment neuf d'une centaine de lits. Couloirs clairs, dallage

couleur miel, gravures sur murs, miroirs près des salles de réunion. A chaque porte de chambre, rouge, bleue, orange, un cadre de terre cuite, chaleureuse, l'œil, porte le nom du malade. « L'architecture n'est pas, commente-t-elle, mais des locaux nous donnent un personnel et aux malades le sentiment qu'on les respecte. La saleté, c'est le pire de tout ! » Et c'est vrai que, de chambre en chambre, suivi d'une petite musique douce, semble calme, un peu feutré, dénué de tout de la classique odeur d'ammoniac et de désinfectant des locaux d'hôpital.

Une recherche rigoureuse des besoins du mourant

Pour le docteur Sebag-Lanoë, « accompagner un mourant » signifie « exécuter les gestes techniques habituels du médecin, mais dans un objectif différent. Le confort et le bien-être passent en premier. Par exemple, on abandonne le pansement agressif parce que fait pour guérir, au bénéfice d'un pansement au tulle gras qui apaise. Personne ne doit souffrir, ou le moins possible. Nous utilisons beaucoup la « potion de Saint-Christophe » (un cocktail de morphine et de cocaïne), mis au point dans l'hospice anglais qui porte son nom. Prise toutes les quatre heures, elle a l'énorme avantage de prévenir la douleur lieu d'intervenir les traitements traditionnels, à contre-temps, lorsque la dou-

leur s'est déclarée. Elle laisse aussi sa vigilance au malade ».

Cette volonté de persévérer dans une attitude « non formaliste », associée à une recherche rigoureuse des besoins du mourant, a fait de l'établissement un pôle d'intérêt : « Les soignants demandent à travailler dans le service. Les internes viennent apprendre les difficultés de leur future médecine de ville. Ici, les infirmiers apprécient que le malade ne soit pas seulement un objet, mais un être humain avec tout son passé. Sa mort ne signifie un échec pour les soignants : c'est qu'il meure « mal » qui en est un ! »

Yannick R..., infirmière, a volontairement quitté un service « noble » de réanimation pour venir à Villejuif. Grave de belle, à peine vingt-cinq ans, elle a ses lettres de noblesse au nursing (les matériels, généralement dévalorisés par rapport aux soins médicaux). « Je me sens absolument diminuée dans ce service, parce que tous ces gestes sont importants pour le malade, dit-elle. Ici, tout doit se faire avec lenteur, douceur, patience dans le calme. »

Le travail est très éprouvant. Nous travaillons avec les malades lorsqu'ils meurent. Nous les connaissons bien. »

(Lire la suite page III.)

CHRISTIANE GROlier.

(1) Auteur d'Anthropologie de la mort, éd. Payot.

(2) Voir sur ce point et sur le problème général de la mort, le livre de Claude Escoffier-Lambiotte, Le Monde, 1975.

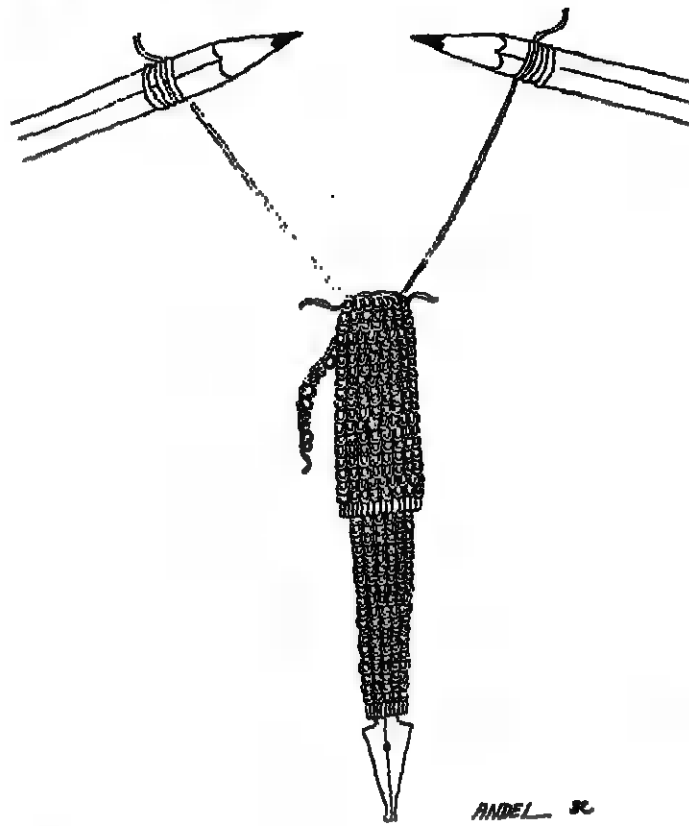
(3) Le Monde, 23 janvier 1975.

(4) Le Programme de l'erreur, postface du professeur Jean Hamburger, Albin, 1982.



MORGAN

COURRIER



leures (1) : quand elle l'aggravation de la pauvreté et qu'elle révèle des chiffres difficiles à admettre.

GABRIEL LANCAU, responsable de la délégation de Paris du Secours catholique.

(1) Une étude a-t-elle été faite, une fois, sur la façon dont telle loi (sociale ou autre) est appliquée, dans le quotidien, deux ou trois ans, cinq ans après sa promulgation ?

Crétois

Dans une chronique généalogique, M. J. Jouniaux attire l'attention des historiens sur les liens généalogiques qui relient, les dernières décennies du XVI^e siècle, l'Orient et l'Occident par des familles byzantines (le Monde Dimanche du 10 octobre 1982, p. XII).

De ces liens sont très fréquents, dans les périodes plus récentes. L'écrivain yougoslave Ivo Andrić, prix Nobel 1961, rappelle dans le roman *Le Pont sur la Drina* que le Grand Vizir Mehmed Pacha était dans la ville du patriarche orthodoxe de Belgrade.

Vers 1800, à Héraclion (Crète), dans la famille chrétienne Vamopoulos, deux cousins vivent le jour. Un garçon fut pris parmi les janissaires ; il fit rapidement carrière, mais tomba en disgrâce. Le général si fut limogé et envoyé à Constantinople vers 1840 en Tunisie pour combattre les tribus arabes de Bou Hadj Kairouan et Bou Hadj. Il fonda le village (forteresse) de Bou Hadj au peuple la ville d'immigrés tripolitains (parmi eux la famille Bourguiba). Après avoir épousé une princesse, fille du bey de Tunis, sa famille reçut le nom de Ben Osman (fils du Turc). Son arrière-petit-fils fut mort sur le front en 1940 comme capitaine de l'armée française. Un fils de ce dernier, lieutenant des forces publiques, fut plusieurs fois ministre de la République tunisienne.

Mais le général avait invité son cousin à l'invitation et se convertit à l'islam. Le converti s'appelle en arabe dialectal Slim et la famille qu'il fonda a gardé ce nom. Un de ses descendants fut M. Mongi Slim, qui fut ministre des affaires étrangères de Tunisie et président de l'Assemblée de l'ONU en 1961.

E. BILIMORE (Paris)

Tests

En réponse à la lettre de M. Roland Eluérat - Tests et concours - publiée dans le Monde Dimanche du 10 septembre 1982, M. Michel Calamy, directeur des concours à l'ESSEC, nous écrit :

La publication (le 11 août), sous forme de jeux et dans une revue exclusivement consacrée aux jeux, de quelques tests d'aptitude, dans le cadre des épreuves d'un concours ne permettait pas d'appréhender l'ensemble des épreuves de ce concours, leurs coefficients respectifs, ni même, dans ces tests, la part des épreuves de logique verbale par rapport à celles de logique mathématique (elles sont égales). La présentation des tests, dans ce journal, pouvait être plus incitante à se renseigner sur leur structure première, à l'occasion d'un concours en question. Nous avions perdu un brillant journaliste de style mais nous n'avons pas perdu un réflexe.

A l'écrit de l'ESSEC, ni la dissertation ni la contraction de mots ne sont traitées comme une « loterie », le compte rendu annuel de ces épreuves ne l'indique pas. Sur le thème de l'histoire, les candidats ont eu à choisir sur une sélection de 2000 mots. Le coefficient global de ces deux épreuves littéraires et philosophiques est égal à celui des épreuves de mathématiques, les trois autres étant ventilées par l'histoire et la géographie économiques, également sous forme de dissertation, et les langues étrangères. Ces épreuves, seules, ne peuvent plus traditionnellement sélectionner 100 admissibles sur 1000 candidats.

Viennent ensuite les épreuves dites de l'oral : un test d'aptitude (coeff. 12), un entretien avec un jury de trois personnes (coefficient 10), deux épreuves de langues (coefficient 5+3).

En réponse à quelques remarques, je signale en outre que les épreuves de langues étrangères sont technologiques, les candidats ont une option particulière au concours ; que, depuis 1982, une option « économique » est ouverte à l'intention des candidats de l'ESSEC ; qu'enfin l'ESSEC est la seule des grandes écoles de gestion à sélectionner chaque année quelques candidats pour l'expérience, sans diplôme du cycle ni même préparation. On ne leur demande pas, il est vrai, de régler un carburateur. Mais la formation de l'ESSEC n'a pas non plus pour objectif principal, ni exclusif, de vendre une voiture française à un Japonais.

M. CALAMY

Spleen

Les machines crépitent. Les gens échantillent de vagues phrases qui se perdent dans un brouhaha informe. Gisant. Toujours les mêmes. Les mêmes histoires. Une seule note de musique : la plus qui pleure en rigoles d'argent sur les vitres sales, dans la nuit opaque.

Les machines hurlent, tissent, machovent, les nœuds de silence dans mon ventre dur. Existence mitée. Où s'évader ? Je ne puis entendre ni les machines hurler et les gens sans musique, aux mots sans joie ? Dans quel exil m'abîme ce temps de machine à vapeur, cette liberté provisoire ?

Leurs rires gras et leurs regards poisseux sur nos corps de femmes nous hérissent de l'indécence, étouffent nos cris intérieurs. Nous clouons au pilon de la solitude, de la différence. Je voudrais être ciseau et déployer mes doigts sales dans les yeux, aux machines et aux hommes-pouvoir.

Je ne suis que femme, hiver et brume dans un monde pas fait pour moi. Où je m'engoue et coule à pic. Vite une main tendue, un cœur sans ride pour rattraper à l'été, au soleil, à l'amour, à la vie. Je veux vivre. Pas survivre.

DANIELE MASSE (Toulon)

Charité

La charité, si elle prend le parti des pauvres, si elle veut les remettre debout, les rendre autonomes (la libération de tout l'homme, et de tous les hommes, comme disait Paul VI, et comme l'a repris Jean-Paul II), dérange les pouvoirs en place. Les « pouvoirs » des personnes, prises individuellement, quand elle aide les pauvres, par exemple, à se débarrasser d'un propriétaire qui ne veut pas aller de quitter, ou qui régit un bail abusif, ou qui refuse de louer à un Africain ou un Arabe.

A cet égard, on peut dire que le texte des évêques de l'Eglise de France sur l'orientation. Les « pouvoirs » des institutions, aussi, quand elle soutient les faibles, les plus démunis « rentables électoralement », et refuse les autres, quand elle est opposée aux dysfonctionnements de la société et à la mauvaise application des lois, même des meilleures.

Edité par la S.A.R.L. le Monde (France)
André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beau-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982)
Imprimerie du Monde, 3, rue de la Harpe, PARIS-IV
Reproduction interdite sans autorisation
Commission paritaire 10 journaux de presse écrite, n° 57 437. ISSN : 0395-2037.

BUFFET SALADES
BUFFET CHARLES
BUFFET DESERTS
Melodine 101
LE RESTAURANT-BUFFET
21, rue Beaumont
(angle centre Pompidou)
jusqu'à 22 h même le Dimanche

PARTI PRIS

Peurs

Dans le petit monde où on parle et où même parfois on pense, le grand jeu est aujourd'hui de se faire peur. Les uns, au pouvoir, brandissent un grand sabre de bois et laissent tomber de confuses paroles, mal éveillés qu'ils sont des temps où ils révalent.

Les autres feignent de prendre les boutades des premiers héritées du temps de l'opposition pour des maximes de gouvernement et se comportent comme des filles dans les bois, qui, pour attirer les regards, crient sans qu'on les chatouille. Ils n'ont vraiment peur ni pour leur liberté ni pour leur vie. Mais ils ont peur de faire comme si. De monter - chacun son tour - sur des barricades de papier en offrant sa poitrine à d'improbables fusils et d'improbables grenades lacrymogènes.

L'ennui est qu'il est beaucoup de braves gens pour lire et pour écouter. On les a menacés hier d'un fascisme : on trouvait quelques post-nazis sous les meubles du pouvoir d'ailleurs. Ils se sont un peu inquiétés. Sans plus. Aujourd'hui, on les menace des camions chiliens et ils se voient sous la cravache de Pinochet. On leur montre Pivrot enchaîné et ils se voient au goulag. On leur dit que le crime tède à tous les coins de rue et ils se figurent à Harlem. Les prix ne montent plus guère, ce sont les mots qui enflent. Mais les mots sont dangereux, dès lors qu'il est des gens qui s'y prennent. Ils deviennent un jour des choses.

JEAN PLANCHAIS.

Capitalisme bureaucratique d'Etat

Félicitations pour avoir ouvert, dans l'histoire de l'humanité, le Monde Dimanche du 3 octobre, le premier tabou de la nation de l'U.R.S.S. : la révolution de 1917. Il ne s'agit pas de savoir si Lénine est responsable de Staline. Il s'agit de comprendre l'histoire de la planète au vingtième siècle.

Pour Lénine, la révolution ne pouvait conduire, en Russie même, qu'à un capitalisme d'Etat. Mais elle devait servir de démonstration à la révolution dans les pays industrialisés - seule issue pour le socialisme. Mais les révolutions n'ont pas eu lieu dans les pays industrialisés. Elles ont embrasé les pays pré-capitalistes ou économiquement retardés. Elles y ont partout donné naissance à un même type fondamental de société : une nouvelle classe dirigeante contrôlant à la fois l'Etat et l'appareil de production. On retrouve ce type de

« Etat dirigé par des partis se réclamant du communisme, mais où elle a été l'œuvre de partis nationalistes (comme en Algérie ou en Afrique noire), voire de l'armée (comme en Libye ou en Ethiopie).

Ces pays qu'on dit socialistes (E.D.I.), je crois avoir démontré que loin de constituer une variante du socialisme, le capitalisme bureaucratique d'Etat qui domine actuellement le monde est la voie principale de l'industrialisation capitaliste pour les pays économiquement sous-développés.

Si cette analyse est exacte, on comprend tout autrement les impasses économiques du prétendu « socialisme réel », les régressions des pays industrialisés et du tiers-monde, les menaces contre la paix et la nature de l'affrontement Etats-Unis-U.R.S.S., comme aussi les luttes sociales dans un pays comme la Pologne, le socialisme autogestionnaire et les difficultés du mouvement communiste occidental.

YVAN CRAPEAU, ancien dirigeant du mouvement trotskiste, ancien responsable du P.S.U.

VOUS ET MOI

Holy James Shell

Agde, la terrasse d'une mini-restaurant.

Client : Garçon !
Garçon : Oui sir ! Angliche speaking !

Client : Oh jolly good. Au thier any beefed beans on toast ?

Garçon : Euh... angliche menu here. Regard.

Client : Très bon, très bon. Cher Dieu, qu'est-ce que c'est que Holy James Shell ?

Garçon : Holy James Shell, very good. 40 francs. She is a scallop.

Client : Oui, mais quel ?
Garçon : Shell, shell. Comme the essence - the pétrole.

Client : Montrez. Ciel, c'est un scallop.

Garçon : Scallop ? But I have a menu in pocket. I tradit all the menu avec. Caramba, quel angliche, holly, Jacques, shell, holly, holly. You are Angliche ? I pay dictionary 25 francs, he is good dictionary.

Client : C'est un scallop. Très dangereux sur le continent.

Garçon : But they are angliches scallops ! Congelées, Ecosse !

Client : Ou ?
Garçon : Ecosse. Is in Angleterre.

Client : Jamais entendu. Exeter ? Ecosse ?

Garçon : No, Ecosse. I search in dictionary. Voilà : Scotland ! Is in Angleterre, no ?

Client : No. Absolument no. Et si vous pensez que j'ai venu tout le distance de Kensington à Agde pour manger un frozen scallop de

Scotland, vous avez un autre pensée à venir, mon ami.

Garçon : I suggère zigs of frogs at the provençal.

Client : Zigs of frogs ? Où est the English menu ? Ach, thighs of frogs. It is pronounced thighs. Repeat : thighs.

Garçon : Salses.

Client : Pas nouveaux. Ecosse.

Garçon : Salses.

Client : O. K. pour maintenant. Mais nous ne disons pas thighs of frogs. C'est frogs legs, grenouilles jambons. A London c'est pour les demi-millionnaires, pour impressionner leurs papis.

Une poppie, c'est une petite dame très expensive. Les restaurants anglais ne disent pas frogs legs mais cuisses de grenouilles, c'est plus distinguished en français. Les vrais millionnaires ont des homards congelés made in Singapore. Les frogs legs, c'est importé de France.

Garçon : Ici, c'est from Hong Kong.

Client : Pas de legs congelés pour moi, même arçus, ho ho ho. Avez-vous sausage et - où est votre dictionary ? - euh... et écrasé ?

Garçon : What is sausage ?

Client : Quelle une question ! Regardez à travers la rue, ce shop, CHARCUTERIE. C'est plein de saucisses. Saucisses noires, saucisses blanches, saucisses roses.

Garçon : Ah si ! Je l'ai have sausage. But écrasé ? What is ?

Client : Mashé. Sausage and mashé, bon Dieu. Potatoes. Vous bouillir, puis vous écrasé. Voilà, c'est dans le dictionary. To mash, écraser.

Garçon : M'et last, I have ras the of this dictionary.

Client : Ecrasée, écrasée, la pure. Good, we have in sechat. Fused food, hien ?

Client : O. K. alors. Sausage et écrasé. Et un pot de ti.

Garçon : Un pot de quoi ? We have réserve du patron, le aranon de la plaine, very good, very natural.

Client : No, ti.

Garçon : You eapel ? Say letters ?

Client : Ti, L. é.

Garçon : Hélas... You ? Take my Ric.

Client : O. K., regardez : T. E. A.

Garçon : T. E. Euh ! Ah ! Au second dictionary.

Je jure qu'il y a un restaurant à Agde qui s'appelle Holy James Shell et Thighs of Frogs at the Provençal. Et à Avignon j'ai vu grown hien pour jambon cru - grown étant le participe passé de to grow, croître, ce qui implique une certaine désinvolture avec l'abscence d'ironie. Je ne prétends pas que la situation soit meilleure à Londres, où le restaurant-moyen « français » dispose d'un patron grec, d'un chef pakistanais et de serveurs portugais. Mais j'insiste que seul celui qui ait déjà maîtrisé la langue étrangère doit se permettre la luxe de consulter un petit dictionnaire bilingue.

D'ailleurs, comme tout coïncide le fait, il vaut mieux se méfier de toutes les langues, y compris la sienne.

JOHN HARRIS.

Coûteuses tribus

J'ai beaucoup apprécié l'article de Liliane Delmas sur « les grandes tribus ». Un point me semble à lui occulté ou à peine effleuré qu'il conviendrait de souligner : l'inégalité financière entre les familles nombreuses et les autres.

L'on n'admet pas volontiers aujourd'hui les inégalités entre classes ni les inégalités de chances, mais sur les inégalités entre familles l'on ne dit pas grand-chose (...). Et pourtant quelques réflexions s'imposent. On sent bien, confusément, qu'avec de nombreux enfants la vie n'est pas aussi confortable, et nombreux sont les ménages qui limitent leur descendance à deux enfants, si ce n'est moins, pour pouvoir leur apporter tout ce qu'ils souhaitent leur donner et leur laisser des chances maximales de réussite : cela s'ajoute le fait qu'au-delà de deux enfants il devient difficile pour la mère de travailler, et dans un foyer modeste, c'est une conséquence financièrement importante (...).

Si au revenu net avant impôt, en tenant compte des allocations familiales et de logement, on retire ce qui peut n'être considéré que partiellement proportionnel au nombre (voiture, loyer, électricité, etc.) ainsi que l'impôt sur le revenu, ce qui reste, c'est le pouvoir d'achat pour l'ensemble des membres.

Pour un revenu de 120 000 F par an (donc cadre moyen travaillant seul ou deux conjoints employés travaillant), le pouvoir d'achat par tête dans une famille de deux enfants est de 35 % supérieur à celui d'une famille de quatre enfants, et celui d'une famille de quatre enfants lui sera supérieur de 70 %. N'allons pas au-delà de quatre enfants, nous aurions le vertige.

Si nous prenons un revenu de cadre supérieur (190 000 F), les rapports seront respectivement de 44 % et 92 %. On peut dire aussi que dans le ménage de cadre supérieur avec quatre enfants le pouvoir d'achat par tête sera celui de cadre moyen avec deux enfants, alors que le rapport des revenus est de 1,5. Conséquence : moins de vacances, pas de sports d'hiver, pas de sports ni d'activités culturelles pour les enfants de familles nombreuses. Moins de chances aussi dans les foyers modestes de poursuivre de longues études. La non plus l'égalité des chances n'est pas réalisée.

On est loin de la situation d'il y a trente ans, où les allocations familiales et de logement étaient élevées par rapport aux salaires, les inégalités de revenus étaient compensées, à ce point qu'un roman à succès (mais grinçant) montrait une famille pauvre qui s'équipait de biens ménagers grâce aux allocations familiales.

Il serait temps aujourd'hui de mettre en évidence cette injustice et d'augmenter le quotient familial au lieu de chercher à plafonner son effet. Avec une famille nombreuse est aujourd'hui un luxe que seuls peuvent se permettre les privilégiés ou les demi-fous.

Et si l'on voulait ne pas considérer comme du devoir la collectivité (donc de l'Etat) réduire aussi ces inégalités, parce qu'elles résulteraient d'un choix individuel, n'oublions pas qu'elles ne sont pas la conséquence de la décision des enfants dont on aura diminué les fameuses « chances de réussite » que l'on cherche à niveler entre classes.

N'oublions pas non plus, pour rester sur un plan très matérialiste, que ce sont ces enfants de familles nombreuses qui ne doivent représenter que 4 % environ du total des familles qui paieront une part non négligeable (sans doute environ 10 à 12 %) des retraites de l'ensemble des adultes d'aujourd'hui ; et pourtant ils auront été des enfants gâtés ! Peut-être mes chiffres sont-ils pas rigoureux, mais exacts (je n'ai pas de statistiques) : mais l'ordre de grandeur doit y être.

HENRI BOYER-RESSES.

(Marseille)

AUJOURD'HUI

Une mort si douce

(Suite de la première page.)

La plupart d'entre eux sont très atteints. Leur univers se réduit à leur chambre. Certains pourraient aspirer à mourir. Et pourtant, ils veulent vivre. Venez voir Mme C...

Mme C... a une maladie de Parkinson avancée. Très âgée, recroquevillée, ses draps blancs bien tirés, elle cille à peine lorsque nous entrons. Des photos de ses enfants sont accrochées au mur, à hauteur de ses yeux. Yannick s'approche, l'interroge doucement. Lui, froid, lisse, drap et Mme C... l'exemple type de « vieillard pour qui on pourrait parler d'euthanasie. Elle a un contact éternel avec l'entourage. Elle bredouille à peine quelques mots. Mais, chaque fois que je propose de boire ou de manger, elle ouvre la bouche. Alors ?

Yannick restera avec elle jusqu'au bout, bien que Mme C... ait de la famille. Famille où non, les soignants ne quittent pas leur poste, veillent à calmer leur souffle, à assurer qu'ils n'ont ni trop chaud ni trop froid, à préserver le calme que tous désirent.

On voit de cette attitude fréquente dans les services hospitaliers : plus le malade approche de la mort et plus le personnel soignant a tendance à s'éloigner de lui. Tout d'abord, les médecins ne passent plus. Puis ce sont les infirmières qui désertent. Et ne restent, finalement, que les aides-soignantes. De plus, le délai de réponse au coup de sonnette du malade tend à s'allonger au fur et à mesure que la mort approche.

Je resterais pour tenir la main, dit Mme C... continue Yannick. Le mourant a besoin de cet échange physique. Comme si, on pensait : « et si en partant il allait m'emporter... ». Maintenant, j'ai l'impression que celui qui meurt ne fait don de quelque chose de formidablement enrichissant.

« Laissons-la en paix ! »

Personne n'est désigné d'office pour cet « accompagnement ». Il revient à celui qui aura eu les meilleures relations avec le malade. Pendant ce temps, les autres font leur travail.

Mais, parfois, tout ne se passe pas si « bien ». Je me souviens de Mme B... Elle était déjà dans le coma lorsqu'elle est arrivée. Elle était accompagnée. Dans l'après-midi, l'une d'elles, une jeune infirmière, a dit : « Ça ne va pas ! ». J'ai cherché : « Ça ne va pas ? ». J'ai dit : « Mais la famille insistait pour qu'on fasse quelque chose ». J'ai appelé l'interne.

Devant l'exigence des nèces, elle a tenté une ponction lombaire. Sans succès. Alors, j'ai dit : « On arrête ! Elle est en train de mourir. Laissons-la en paix ! ». Les nèces ont été dures avec moi. Elles refusaient d'admettre que je ne m'acharne pas. « Mais, elle meurt ! » criaient-elles.

Mme B... fait la toilette mortuaire de Mme B... et nous avons laissé ses nèces se recueillir auprès d'elle. Elles sont parties à 11 heures du soir. Elles nous ont dit que nous avions eu raison. Elles avaient été très impressionnées de nous voir pleurer leur tante.

Tous ceux qui côtoient la mort, quotidiennement, savent : « On ne s'y habitue jamais ! ». Pour ne pas être emporté par ses émotions il faut comme le Dr Yannick, être capable d'affronter l'idée de sa propre vieillesse, par mois, par semaine, par jour, tous ceux qui le souhaitent, à une réunion d'un psychanalyste, Hugues Liborel, pour discuter des difficultés, leurs réticences ou leur joie.

Les soignants s'expriment les uns devant les autres, raconte Hugues Liborel. Chacun renvoie ce qu'il a entendu, ce qu'il a perçu — moi y compris, afin de comprendre les sentiments et nos réactions, sans asscher, pour la sensibilité. Simplement, chacun appréhende mieux ce qui se passe en lui, ignore que l'interrogation est fin.

Bien sûr, avance M^{me} Sebagnon, on pourrait s'il était bien utile que je fasse dix années de médecine pour savoir qu'il finit à l'hôpital quand on parle d'un malade couché — sinon vous n'avez jamais son regard — qu'il existe une certaine façon d'interroger un malade. Aujourd'hui, je défais différemment ce qui est important. L'animation, la « mobilisation » de l'équipe domine mon activité, j'essaie d'associer la plus possible les familles à notre démarche. Car, au moment de la mort, il faut être présent auprès de cette famille, qui souffre, elle aussi.

De la mort apaisée et de cet « accompagnement » de la famille, les M^{mes} en témoignent. Le frère et la belle-sœur de M. H... ont été hospitalisés ensemble à Villejuif. Le frère y tenait, dit M. H... Ils ont ici un an. Avec une grande force de caractère et une grande moralité, le frère a lui-même guidé son traitement les derniers temps, ne forçant jamais les doses de calmants. Il a médusé tout le monde. Quand il est entré dans la suite prévue, il n'a jamais été seul. Nous nous entourons

d'une chaleur extraordinaire. Mme B... dit : « Quand il est mort, un lundi vers 3 heures du matin. Je n'avais jamais vu un malade mourir. Ce qui m'a le plus ému, c'est cette impression que l'équipe soignante tout entière était solidaire de notre démarche ».

On pense que près de 80 % des personnes âgées meurent à l'hôpital ou dans un établissement similaire. Beaucoup de vieillards craignent cette mort loin de leurs attaches, de leurs amis, de leur cadre familial. Au foyer Emile et Lucie, à Ruell-Malmaison (Hauts-de-Seine), on leur en fait la promesse : ils resteront dans la maison jusqu'à leurs derniers instants. La plupart de ces pensionnaires s'éteignent sans souffrir. Ils meurent de « vieillesse ». Nous les soignons, avec l'aide d'un médecin de ville, comme le ferait une famille. Ni plus ni moins, dit M. Caussanel, le directeur du foyer.

« Tout le monde le sait »

Comme M. H... qui est mort, à l'âge de quatre-vingt ans. Maintenant, il repose dans la chambre mortuaire aménagée au sous-sol de la maison. Neutre, sans beige, ni rouge sombre. Un grand crucifix de bois sur le mur du chevet. Le lit en chêne, vaguement moderne style, dispose d'un système réfrigérant. M. H... ne quittera le foyer jusqu'à ses obsèques, organisées selon ses dernières volontés grâce à l'imprimé spécial qu'il a rempli lors de sa admission. « On meurt beaucoup dans la maison : à l'âge de quatre-vingt-cinq ans », dit M. Caussanel. Quand quelqu'un décide, nous ne le cachons jamais. Tout le monde le sait. Nous voyons, avec acharnement à prolonger la vie, en soulageant, en procurant la plus douce possible, assure les autres personnes : ils seront traités avec sollicitude.

Le même après-midi, conseil de maison réunit une quinzaine de pensionnaires, près de la chambre funéraire. Certains, en chemin, iront saluer la dépouille de M. H... M. Caussanel leur rappelle les derniers moments de M. H... explique, approuvé, qu'il a préféré être soigné sur place et non le hospitaliser. Lorsqu'on évoque la douleur et la « piqûre pour finir », l'idée fait bondir. Une piqûre pour soulager, oui ! Mais pas pour m'extirper ! Je ne veux pas qu'on m'avance ! Au domicile du patient du vieillard, c'est plus difficile. Beaucoup de médecins généraux craignent le reproche d'une absence de décision, d'une négligence criminelle. Et puis, la mort d'un patient chez lui risque d'enlacher l'image de marque du quartier vis-à-vis de l'entourage et du qu'en dira-t-on.

« Vivre sa mort »

En 1978, deux propositions de loi présentées par M. Cailletet, sénateur (Gauche démocratique), demandaient pour le malade « le droit de vivre sa mort », et pour le médecin une nouvelle définition de la responsabilité médicale prévue par le code pénal.

La première proposition dénonçant l'acharnement thérapeutique, prévoyait que « tout majeur sain d'esprit ait la faculté de déclarer sa volonté qu'aucun moyen médical ou chirurgical autre que ceux destinés à calmer sa souffrance ne soit utilisé pour prolonger artificiellement sa vie, s'il est atteint d'une affection accidentelle ou pathologique incurable ». Cette volonté devait être constatée par un « acte authentique » dressé par trois médecins en présence de deux témoins sans parenté avec le patient.

La seconde proposait qu'on ne puisse poursuivre en justice le médecin qui, à la demande du malade conscient, ou au contraire de sa propre initiative, s'abstient d'entreprendre ou de poursuivre un traitement ou une réanimation susceptibles seulement de prolonger artificiellement sa vie. Lorsque l'acte est atteint d'une affection accidentelle ou pathologique incurable.

Examinées par la commission des lois du Sénat, les deux textes ont été repoussés.

D'autre part, une Association pour le droit de mourir dans la dignité (A.D.M.D.) a été créée en 1979. Elle milite pour que soit reconnu et respecté le « testament biologique », inspiré d'un testament de vie américain, et en faveur des propositions de loi rédigées par M. Cailletet.

L'A.D.M.D. a publié une brochure sur « l'auto-délivrance » vendue à ceux qui font partie de l'association depuis au moins trois mois. Ce guide comporte, outre la description des différents types de médicaments (somnifères, analgésiques, antidépresseurs) et leurs modes d'utilisation relatifs à la mort, quelques conseils pour en rendre l'acte plus serein.

(1) A.D.M.D., B.P. 322 09, 75423 Paris Cedex 09. Tél. : (1) 874-19-99.

gence criminelle. Et puis, la mort d'un patient chez lui risque d'enlacher l'image de marque du quartier vis-à-vis de l'entourage et du qu'en dira-t-on.

Vingt-cinq années de pratique du docteur G... craintes. Accéder ou non au désir de mourir de quelqu'un est un dilemme qu'il ne s'est jamais posé. J'ai bien vu mourir quelques personnes, dit-il. Le

généraliste

Peu de médecins y sont préparés. On entend dire : « Lui a fait une piqûre et il est parti ! ». Lorsque j'administre un calmant pour atténuer les souffrances de l'agonie, j'accélère, c'est certain, le processus mortel. Mais dans quelle mesure ? Nous ne pouvons jamais, étant donné la vulnérabilité de la réactivité propre à chaque malade, prévoir un traitement effectivement provoqué — la mort — si, grâce à la piqûre, le patient s'est calmement éteint souffrant.

Le docteur G... n'agit pas en solitaire tout-puissant. Il considère comme un allié la famille. Comme le raconte M^{me} R... Formidablement jeune pour ses quatre-vingt-cinq ans, elle fait les honneurs de son appartement plein d'objets de souvenirs. Elle l'a partagé pendant dix ans avec son mari, mort il y a dix ans d'un cancer de l'estomac qu'il ignorait, mais elle et ses enfants avaient prévu.

Ce fut une épreuve épouvantable. Mon mari, dit-elle, était très souffrant, espérait guérir. Quand sa jaunisse s'est déclarée, G... m'a dit : « Ma pauvre amie, il va falloir bien du courage ». Un mois après, mon mari a fait une grosse hémorragie. Alerté au petit matin, G... est venu le voir. Il s'y attendait. Il a ausculté mon mari, l'a rassuré. Il s'est assis sur le bord du lit à plat-santé. Lui, Ma petite-fille nous a rejoint, alors G... parti et promettant de revenir midi.

Une question d'instant

Il était si pénible que mon mari a rechuté. Sa tension devenait imperceptible. La mort était une question d'instant. Mon mari a commencé à respirer difficilement. C'était l'agonie. G... lui a dit : « Je vais vous faire une piqûre et, lorsque vous vous réveillerez, on pensera à la perfusion ».

J'ai compris. J'aurais voulu dire adieu à mon mari. Mais il semblait si serein, se rendre compte de rien, que je n'ai pas osé. Il est mort environ demi-heure plus tard. G... m'a pas quittée jusqu'à ce que son fils, lui-même médecin, arrive de province. G... lui a tout expliqué. Mon fils l'a approuvé et l'a remercié.

G... m'a aidée, c'est exact. Mais, de mon côté, nous tenions à ce qu'il soit soutenu par son fils. Plus que jamais, il est le médecin de la famille.

Chacun en convient, le traitement de la douleur à l'aide de « drogues » affaiblit l'organisme et avance, sans nul doute, le

moment de la mort. La frontière semble bien mince entre les soins accordés au mourant et l'euthanasie par « piqûre » pour anticiper, sans ambages, l'instant fatal. Suivant la dose de morphine injectée au patient âgé, il peut mourir ou il meurt. La différence s'inscrit dans l'intention. Elle se traduit dans l'accompagnement du mourant par un apaisement de son agonie n'abrégeant que quelques heures d'existence. Mais auparavant, pendant des mois, grâce à ces cocktails antidouleurs, le vieillard aura bénéficié d'une « qualité de vie » certaine.

Cet accompagnement contesté par les tenants de l'euthanasie, mais aussi par ceux qui hostiles à l'usage des antalgiques, au nom de leur toxicité et de leurs effets funestes, par référence à la philosophie de la douleur rédemptrice. Et la « faut-il légaliser la délinquance par l'euthanasie ? » se pose ainsi alimenté. « On risque que des pressions s'exercent sur les médecins pour hâter la fin de certains vieillards, au contraire, de voir des familles qui, n'admettant pas la mort de leur parent, intentent des procès en série, dit le docteur Roger, secrétaire général de la Société de thanatologie (5). Nous sommes dans un vide juridique. Il faut y rester. Il constitue une sauvegarde ».

Vide juridique relatif. L'euthanasie active par la loi. L'euthanasie active assimilée à un homicide passible de la peine de mort, dit François Chatillon, le juriste de la Société de thanatologie (6). L'euthanasie passive relève de la non-assistance à personne en péril.

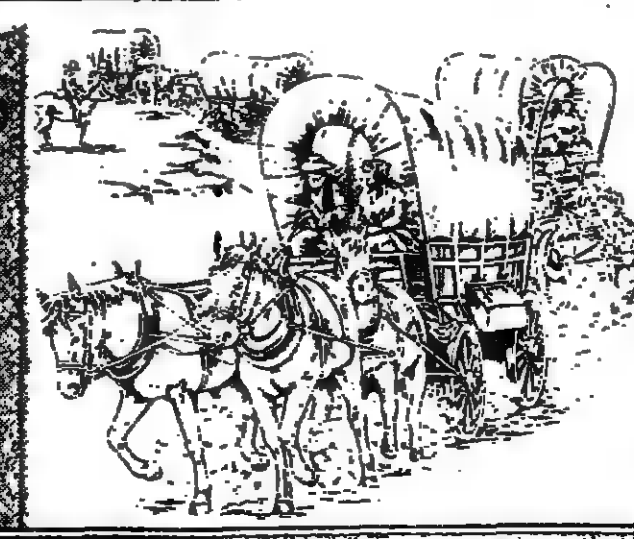
Si l'obstacle pénal joue le rôle de « vernis protecteur », qui préserve la liberté du corps médical, il protège également le malade de la famille, des radicales, dont la puissance publique pourrait être tentée de s'arroger l'initiative.

Qui peut garantir, par exemple, que les recherches menées sur les critères de longévité ne pourraient, indépendamment de leurs auteurs, servir de base à la recherche de critères d'euthanasie ? Heureusement, après qu'on ait laissé la solitude et le désespoir devenir le lot quotidien de trop de personnes âgées, « déchirées entre la crainte de mourir et la peur de vivre » (7) — justifiant ainsi l'évocation d'une euthanasie légale scientifiquement définie, — s'amorce, semble-t-il, une nouvelle voie.

CHRISTIANE GROlier.

(5) 72, rue de Nanterre, 92004 Nanterre.
(6) Auteur d'une thèse doctorat en droit sur « Mort et droit pénal ».
(7) Anthropologie.

Dunod
tel père, tel fils ?
 Position sociale et origine familiale
 Claude THELOT
 Préface de Jean Fourastié
 Collection L'œil économique
 Qui monte et qui descend ?
 Une analyse, chiffres à l'appui, de l'évolution des statuts sociaux en France. 84F

Four Ros BOURBON

Four Roses
Kentucky Straight Bourbon Whiskey
 6 ans d'âge

VIES

Australiens

Patrick et Françoise voulaient « réussir ».
Ils sont partis en Australie,
ont fait fortune dans la restauration,
se sont ruinés dans la charcuterie.
Mais ils sont sans regrets.

O N en avait assez !
De Paris, de
l'appartement
minuscule, des
quineries et de
l'agitation de la
urbaine, d'une
qui, soudain,
révélaient petite
étriquée. Minable...
une telle impasse, à
faire, sinon partir ?

Partir... Le **film** a pris des allures d'obsession pour Patrick, le Breton devenu mécanicien **et** citadin rebelle dans la région parisienne. Quand on a passé **sa** enfance à Saint-Malo à rêver **de** voyages **et** de conquêtes, on ignore **la** résignation **et** **les** **dé-**moque **des** règles **et** **le** **dé-**terminisme du milieu.

• Française ? moi ?
les mêmes aspirations,
raconte-t-il aujourd'hui. On
disait que, quelque part,
devait exister un pays où
le monde serait libre d'entre-
prendre quelque chose de
nouveau : traîner derrière soi
un passé, une éducation,
une famille, un milieu social.
Un pays neuf, quel ? Un pays
qui ne demanderait qu'à
accueillir les courageux et des
boussoiers, et l'ambition
serait payante. Une qualité,
un défaut. On pensait au
Canada... Ce fut en fait l'Aus-
tralie... Il s'agissait, s'écrit,
comme s'il voulait convaincre
(mais de quoi ?). Ses quinze
années d'exil volontaire n'ont
pas changé l'homme. Broozé,
le visage ouvert et énergique,
puli marin boudonné, le
côté : qui, ce pub
de Melbourne, le confondrait
vraiment ? Les Australiens ?

Comme une gifle

En 1968, l'ambassade d'Australie prend encore en charge le voyage de l'immigrant qui s'engage à demeurer deux ans — au moins sur le continent. Un élément alors déterminant pour Patrick, qui ignore ■■■■ pays « grande ■■■■ quatorze fois la France », mais qui ■■■■ de partir seul, en éclaircir. Il débarque donc à Sydney, séjourne dans un camp d'immigrants en compagnie de Grecs d'Italiens, de Yougoslaves, qui attendent un emploi. ■■■■ refuse d'attendre. François ■■■■ attend des nouvelles — un signe pour ■■■■ rejoindre, — il n' ■■■■ temps ■■■■ perdre. Il fonce ■■■■ Melbourne. La recommandation d'une Australienne mariée ■■■■ lui ■■■■ nom ■■■■ breuses portes. Le revocato ■■■■ mécano, largement payé ■■■■ d'un logement... François ■■■■ le feu vert.

- **l'**enthousiasme, **il** e-
avait **à** revendre, dit-elle, **il**
s'est bien vite habitués **à** la
mentalité australienne, **il** gen-
tillesse, sa simplicité. Saman-
tha, **elle** première fille, **elle**
venue **du** monde, Patrick s'es-
fait apprécier dans **son** travail
à chaque jour nous devenions
un peu plus australiens.

Pas question pourtant de s'endormir. - Réussir » n'est plus un rêve, c'est devenu un devoir, et Patrick multiplie les activités. Mécanicien dans la journée, ~~durant~~ le soir dans un restaurant, il ~~se~~ apprend des quelques rudiments de cuisine... il y prendrait goût. Et puis, après leur arrivée

Patrick et Françoise ont fait « le Chaudron », leur premier restaurant. « On n'avait pas un menu, on servait Patrick. J'ai emprunté 3 000 dollars (15 000 F), et on a travaillé comme des fous, en misant sur la réputation prestigieuse qui entourait la cuisine française. On a donc débité avec des plats très simples, particulièrement bien présentés. Ça a marché du feu de Dieu ! »

En troquant son lait de Malouin, le toqué du cuisinier, le Malouin n'a rien vu, en effet, une réputation de grand chef. Chacun, dans la ville la plus bourgeoise d'Australie, connaît au moins de nom le « frenchy ». Pourtant, au sein de plusieurs années de travail intense, Française et Patrick, dans « la Chambrière » — cher — se partagent en France pour quelques mois de repos. Au retour, définitivement convaincu de sa vocation de cuisinier, Patrick, « le Surcouf », qu'il rendra aussi, après avoir fait le rendez-vous aux mets de Melbourne. Nouvelle petite escapade en Europe. Malouin et Patrick, et création de « L'utèce », un troisième restaurant qui sera le sort que précéderont sera revenu en plein succès. Certains que la chance leur est désormais acquise, les deux Bretons partent faire en France un voyage devenu une habitude dans les mêmes circonstances. C'est à leur retour que leur rêve va s'écrouler.

« Moi, explique Françoise, je voulais enfin une vie normale, avec des horaires ■ des loisirs ; une vie où nous aurions ■ temps de ■ parler, de sortir, de voir grandir les enfants, de découvrir ■ pays, de profiter enfin de ■ décontraction ■ de ses facilités, hors des cuisines étouffantes du restaurant. » Un commerce, pensent-ils alors, ■ moins accaparant. Pourquoi ne ■ innover, en dotant Melbourne de sa première vraie charcuterie ■

1. Idée, hélas ! un trop audacieuse, le prestige de la France, symbole de raffinement et de bon goût, est insuffisant pour attirer les Australiens vers des produits si parfaitement étrangers pour eux. Surpris, François et Patrick persistent dans leur idée, s'accrochant à leur conviction en espérant que leurs comportements évolueront, mais il faut bientôt se rendre à l'évidence : c'est fêcher, dar à accepter lorsque la nouveauté est devenue une habitude et semblera toujours aller de soi.

« C'était **PATRICK** une gifle. **PATRICK** **LA** était d'ordinaire freinés élan. L'Australie nous apparaissoit souriante, moins prometteuse qu'à l'origine. Et surtout, on s'est mis à faire d'un coup très loin... seuls. C'est à ce moment-là seulement que la famille et les anciens amis ont mis vrais nous à nous manquer. Quand la Bretagne, nous y pensions chaque jour un peu plus... La déprime, quoi ! »

Pourtant, c'est l'Australie qui va l'emporter. Ce n'était pas possible de repartir sur un échec. **Le** est aujourd'hui

employé comme chef dans un grand restaurant du Melbourne. Françoise s'occupe de leurs petites filles, Samantha, Youna et Tara. L'aventure des restaurants est-elle terminée pour autant ? Patrick, rêveur, semble hésiter, mais Françoise réagit aussitôt : « Ah oui ! *Finis, le business, les responsabilités, les horaires dingues, l'énervement ! On se sent bien mieux aujourd'hui !* » Et qu'on ne s'avise pas de mettre en doute la « réussite » ou le bonheur de cette petite famille au bout du monde ! Françoise n'a de cesse de proclamer aux journalistes et au bien-fondé de leur choix.

« Notre accent nous trahit »

« Ici, on est dans un pays libre, dit-elle. Le passé des gens, leurs origines sociales ou culturelles, ne comptent pas, on ne vous demande pas de références. Seules comptent vos qualités personnelles. L'instant. » échec est toujours regrettable, mais ne doit jamais être source **■**

■ qu'importe **■** que pourrais en penser famille **■** amis. Chacun vit sa propre vie en toute indépendance, et on ne trouve **■** l'affreusement pression sociale, si pesante en France qu'elle vous paralyse. Et puis, parce qu'on est si loin de la maison, on ose ! »

Est-il pourtant possible de s'intégrer parfaitement à une société si nouvelle, si différente ? Cette fois, Françoise et Patrick hésitent. Certes, l'accueil à leur égard a toujours été aimable, voire chaleureux. Mais l'intégration, c'est autre chose ; et, en dehors de quelques relations liées au travail, ils avaient peu compté d'amis australiens. En particulier Françoise, qui rarement l'occasion de rencontrer d'autres femmes.

« Les Australiens ■■■ des gens simples, plutôt bon enfant, note Patrick. Mais ■■■ n'avons pas les mêmes sujets de conversation. Impossible de me passionner pour les courses de chevaux, la bière et le rugby. Alors, quand on « relaxe », ■■■ préfère le faire entre Français. Comment d'ailleurs passer pour ■■■ vrais Australiens ? Notre ■■■ nous trahit dès que ■■■ ouvrons ■■ bouche ! »

« Tout à fait Français, pour
les Australiens, mais les
Françaises reconnaissent main-
tenant que tout n'est pas si
simple. Conscients et insensibles
tous, ils resteront, ils le savent
bien - déracinés ». - Mais il y
aura différents pour nos filles
assure Française. Elles n'ont
elles pas été élevées à la fran-
çaise, ne sont-elles pas de vraies
petites Australiennes... En
plus raffinées », ajoute-t-elle ex-
ultant.

Des regrets parfois ? « Ah non ! », réagissent-ils en même temps. Et Françoise, qui, décidément, refuse qu'un doute puisse subsister, continue, penchant du regard le soutien de son mari : « Si c'était à refaire, c'est sûr, on agirait la même façon. Et nous partirions même beaucoup plus tôt ! »

COMMERCE

Les concours publicitaires « en perte de vitesse »

Les consommateurs n'ont plus la patience de les faire, les entreprises n'y croient plus. Plus prosaïquement les uns et les autres préfèrent aujourd'hui les rabais. Ou carrément les jeux de hasard.

Je me souviens des moments que je faisais quand j'étais enfant. Il y avait une page de questions chaque semaine, dans le journal, plusieurs mois durant. Toute la famille s'y mettait, on se disputait, on se maltraitait, on fouillait les encyclopédies. C'était comme un jeu de société, qui nous tenait en haleine. Aujourd'hui ? Je ne fais plus de questions, même aux enfants. Il n'y a ni jeu ni tournoi le temps. Le journalisme que, manifeste ou latente, parisien, le nom d'une personne seule nostalgie, n'est apparemment plus général : les journalistes publicitaires avec bulletins-réponses ne font plus recette, et les professionnels qui organisent ce genre d'opération se désolent eux-mêmes la désaffection du public à leur égard.

Les fabuleux succès recueillis par les concours d'antan semblent appartenir à une histoire révolue. Le record **100** sans doute édit atteint dans les années 60 par une compagnie pétrolière qui avait reçu quelques millions de réponses. Aujourd'hui, les **100** de moins sont ceux qui, enfilés par le mirage d'un voyage au Brésil, sont prêts à passer leurs loisirs à calculer combien il faudrait emplier de **100** X pour atteindre la hauteur de **100** de Sucre de Rio-de-Janeiro. Un **100** moyen ne draine que **25 000** à **100 000** participants, et les organisateurs s'estiment satisfaits lorsqu'ils en engrangent **100 000**. On s'inquiète **100** qu'à moins de **1 000** réponses. Une marque de prêt-à-porter a même dû **100** de **100** 25 bulletins.

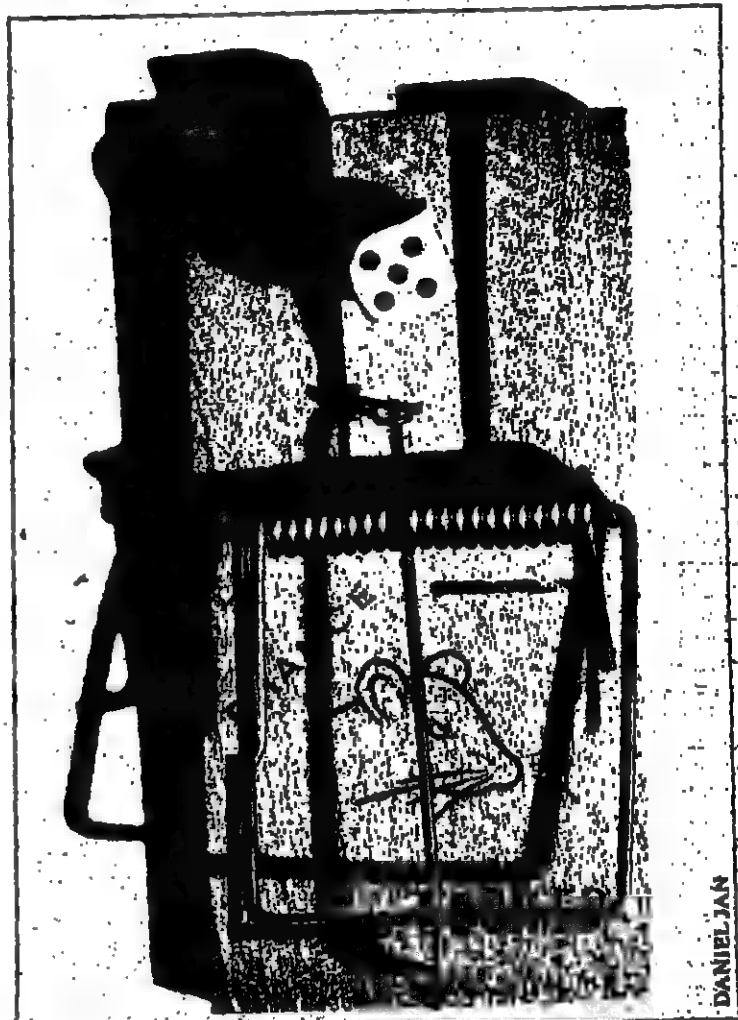
Plus le temps de rêver

« Nombres de concours lancés » France, note Cohen, directeur général de l'agence de publicité Progress Promotion. Nous avons dénombré près de 130 en 1981 (1). Mais, dans le contexte économique actuel, déconseillons ce type d'opération à nos clients. Il y a d'autres moyens de promotion, plus rentables. »

En matière de promotion, les entreprises ont, en effet, plusieurs cordes à leur arc. Outre les concours, les loteries, les réductions de prix, les offres de produit à l'essai, des mini-cadeaux ou primes. Depuis plusieurs années, les techniques de marketing, qu'utilisent les spécialistes de marketing, gagnent une part croissante de leur budget publicitaire. En 1981, plus de 4 milliards de francs ont été dépensés en promotions sur ventes. France 20 % de plus que l'année précédente.

Le secteur des produits laitiers y attire 41 % des investissements publicitaires totaux, les produits d'entretien ménager 37 % (2).

Lois de profiter de ce accroissement général, le nombre de sociétés organisées en France apparaît en constante régression. Ils représentent 18 % du total des actions promotionnelles en 1971, ils sont tombés aujourd'hui à 6 %. - Un concours est essentiellement porteur d'image, explique un professionnel. Il attire l'attention du public en créant une animation autour de la marque. C'est une opération de prestige, symbolisée par des prix, les plus



impressionnantes possibles : du style voyage en Concorde ou croisière de luxe... Mais, aujourd'hui, entreprises et temps - ni le loisir - de rêver. Les premières veulent des résultats tangibles, qui s'inscrivent clairement sur les courbes de ventes. Les seconds ont pris l'habitude de mesurer leurs dépenses à l'aune du seul rapport qualité-prix des produits.

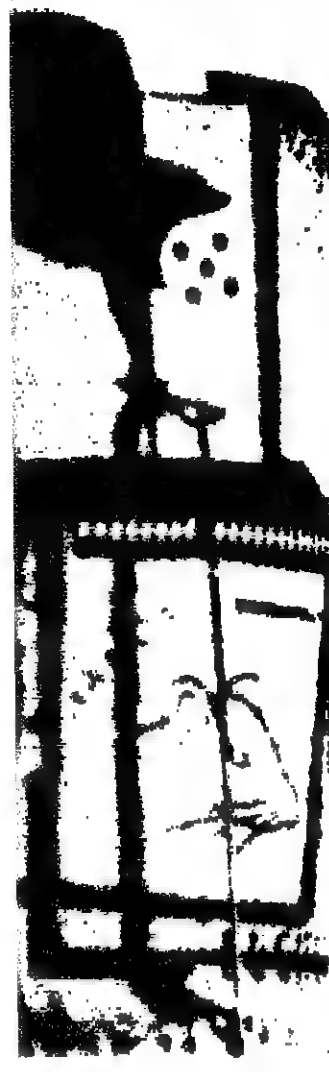
Le facteur financier étant devenu déterminant pour tous, on comprend l'intérêt commun — et exclusif — qu'ils éprouvent pour les opérations de « prix barrés » (du genre 3,80 F. au lieu de 4 F.). Ainsi, une marque de margarine, à récemment lancé un concours auquel elle a reçu 30 000 réponses. Une misère, pour un produit — réputation nationale. Huit — plus tard, elle proposait le remboursement de quelques francs sur tout achat d'un paquet. Cent soixante mille amateurs se sont manifestés.

Cinq camemberts en une semaine

Certaines entreprises hésitent d'autant plus à persister dans la voie des concours qu'elles connaissent l'existence des professionnels de ces bulletins-réponses dont voici les noms revenir régulièrement parmi les « heureux gagnants ».

On estime qu'il existe quelque 5 000... « concourristes » en France, certains même organisés en clubs pour travailler les questionnaires. Même si ceux dont la passion est devenue l'activité professionnelle principale sont rares, ces spécialistes n'hésitent pas, pour mettre toutes les chances de leur côté, à investir, en temps (un concours peut exiger des dizaines d'heures de recherches minutieuses) et en argent (on achète réellement les cinq cents ou même les mille tablettes de chocolat pour en mesurer la pile au millimètre près. Un organisateur exprime ses embarras : « Sur le jeu des pré-noms, il arrive qu'un seul participant arrive à rayer les trente révéseurs mis en jeu. Nous sommes obligés de laisser gagner ces

blicitaires
tesse



sens, mais le succès nous
gène.

Une poignée d'éternels
gagnants opposés à une multi-
tude d'amateurs condamnés à la
malchance ? Le tableau est sans
doute caricatural, mais il reste
vrai que beaucoup de consom-
mateurs, pas par des lots de
consolation, parfois dérisoires,
perdent à peu le goût des
jeux publicitaires. Jacques Rol-
land, l'un de ces ténors de la
concurrence qui s'est lassé de re-
cevoir des lettres de félicitation
pour avoir gagné, dit : « Je ne
sais jamais qui était le lauréat
— y en avait-il vraiment
un ? — ni quelle était la bonne
réponse. Comme si, après
l'avoir attaché par un voyage
aux Seychelles et m'avoir fait
acheter cinq chemises en
— laissez-les brutalement
tomber. »

Si l'on minimise l'espoir du
cadeau, le simple attrait
indique que peuvent exercer les
concours. Les Français n'aimeraient-ils plus jouer ?
D'après les observations des
organisateurs, une majorité du
public semble en tout cas se
détourner des questionnaires trop
complexes. Sélectifs et élitistes
par nature, les concours font
appel à des compétences que
beaucoup ne possèdent pas — et
n'ont guère envie d'acquiescer. « A
l'opposé, observe Maurice
Cohen, les jeux de hasard —
depuis plusieurs années un
formidable engouement. Ils
sont bien au Loto national,
mais aussi à toutes les loteries
organisées par des entreprises à
titre publicitaire. Ce type
d'action est passé, en dix ans, de
6 % à 18 % par rapport au nom-
bre total des campagnes promo-

tionnelles que nous répor-
tions. »

Aux États-Unis, les jeux du
genre « Sweepstake » connaissent
un succès que ne se dément
pas, et la même passion se répand
en Grande-Bretagne, en Italie ou
en Espagne. Les rares pays qui
restent étrangers au phénomène,
comme le Danemark ou l'Alle-
magne fédérale, sont ceux où les
loteries sont sévèrement res-
treintes par voie réglementaire. (3)

En France, la séduction
qu'exercent les jeux radiophoni-
ques plaide dans le sens de ce
glissement vers la facilité. Leur
principe est simple : des ques-
tions peu compliquées, dont les
réponses sont souvent liées au
hasard, des réponses immédiates,
des gains importants sans être
démérités. Les auditeurs se pas-
sionnent, à la fois attirés par les
cadeaux, mais aussi émus par la
perspective de « parler dans le
poste ». Quant aux marques qui
financent la plupart des opéra-
tions, elles y trouvent un moyen
particulièrement dynamique
pour s'adresser au public. Résul-
tat, dès le début des pro-
grammes, Europe 1 enregistre
10 000 appels pour participer au
jeu « Faites vos prix ». Dans la
journée, il arrive que plusieurs
centaines de milliers de candi-
dats forment le numéro de la sta-
tion en même temps.

Faut-il voir là l'amorce d'une
disparition définitive des
concours publicitaires classi-
ques ? Les professionnels ne le
pensent pas, qui estiment que les
jeux à vocation élitiste conserve-
ront toujours un certain attrait :
notamment dans la presse spécia-
lisée, qui ne peut « décommander »
pas proposer des loteries à ses
lecteurs médecins ou amateurs
de vins fins : dans ce cas, au
contraire, on demande de faire
preuve d'une véritable érudition
sur telle ou telle période de l'his-
toire. De même, la firme d'ordina-
teurs Apple propose, dans des
documents publicitaires, une
« pomme d'or du logiciel »
récompensant le programme le
plus original en matière d'éduca-
tion, de gestion ou de recherche.
Le gagnant recevant
20 000 francs en espèces et
50 000 francs en matériel.

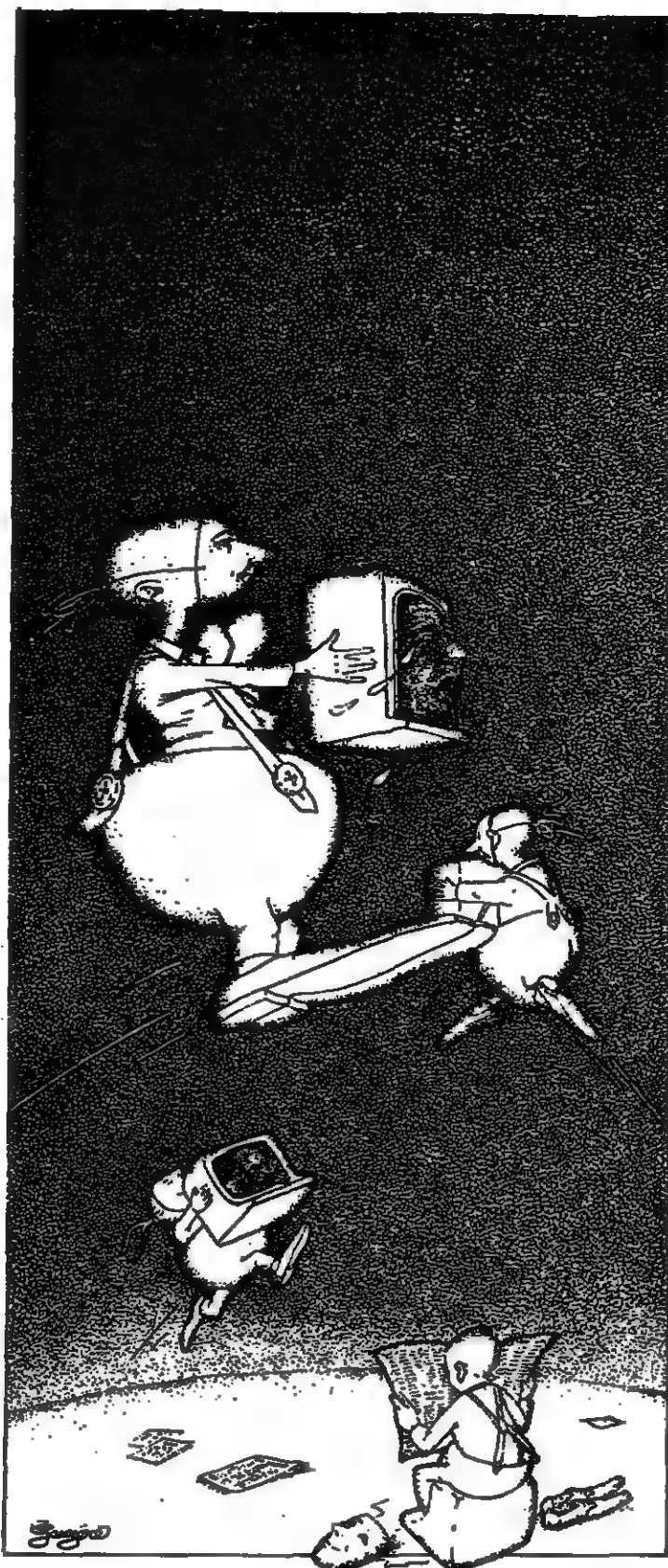
A côté de ces opérations pre-
stigieuses, on devrait s'acheminer
vers une simplification et
popularisation des questions. « Les
questions les plus faciles, prévoit un spécialiste. Du
genre : « Trouvez le nom d'une
ville du Bosphore » huit lettres
commençant par un I et finissant
par un L ». Le gagnant sera dési-
gné par tirage au sort entre les
bonnes réponses. » Tout le
monde potentiellement
gagnant sans effort de recherche
par trop fastidieux : les concours
auront enfin rétabli une parfaite
égalité entre Français.

BEATRICE D'ERCEVILLE.

(1) L'agence Progress Promotion a
constitué, depuis 1971, une banque de
données qui recense mensuellement les
promotions réalisées par les entreprises
françaises. Pour des raisons
matérielles, seules les promotions
qui font l'objet d'un document écrit
sont répertoriées, et les chiffres ne tien-
nent pas compte des opérations réali-
sées par le canal de la radio ou de la
télévision. Banque d'information Pro-
gress Promotion, 41, rue des Francs
Bourgeois, 75004 Paris.

(2) D'après l'Institut
de recherches en matière publicitaire,
62, rue La Boétie, 75008 Paris.

(3) En France, les loteries sont
autorisées à condition d'être totalement
gratuites. Seules exceptions en faveur
de la Loterie nationale, du Loto natio-
nal et du P.M.U., ainsi que des loteries
destinées à des actes de bienfaisance.
L'administration tolère également les
loteries payantes organisées à l'oc-
casion de foires, de marchés ou de jour-
nées commerciales.



JEAN-PIERRE GAUZÈRE

DEMAIN

Un quotidien sur écran

Les habitants de Vélizy (Yvelines)
peuvent suivre le premier journal
électronique français. Ils n'y cherchent
pas tellement des nouvelles :
jeux et horoscopes ont la préférence.

Qui connaît le Journal
électronique français
(Jef) ? Quelque huit
mille personnes sans
doute. Peut-être dix
mille. Le monde en
somme. Mais qui le
pratiquent, les « co-
beyes » télématiques de
Vélizy (Yvelines) et
ses environs le connaissent bien.
Depuis les débuts de l'expé-
rience du procédé français de vi-
déo (1) il y a quinze mois, Jef
est au premier rang des « ser-
vices » consultés. Avec une
mille six cents appels par
semaine, il représente le
hui seul plus de 19 % de toutes les
interrogations.

Un succès ? Sans nul doute.
Pour les promoteurs, quatre
syndicats de la presse quoti-
dienne, au sein du Com-
ité technique intersyndical de
recherche (C.T.I.R.), le ver-
dict Vélizy a même de quoi
conforter. La téléma-
tique n'aura pas contesté la

presse dans sa vocation de « mé-
diatex ».

Il serait cependant imprudent
d'en tirer des conclusions trop hâ-
tivement. Si le score de Jef mon-
tre que les personnels de l'informa-
tion sont plus facilement
rencontrés par le public
que d'autres prestataires de
« services », l'expérience n'aura
pas suffi pour défricher complè-
tement la voie de ce qui pourrait
être la « presse télématique ».

L'une des raisons qui expli-
quent le succès de Jef est compri-
ment l'analyse. Le sommaire
de ce « journal électronique » est
en fait riche qu'il constitue
d'une certaine façon un condensé
de toutes les banques de données
présentes à Vélizy. « Fla-
shes » d'information actualisées
quatre fois par jour aux biogra-
phies de tous les députés, en pas-
sant par des jeux ou des horo-
scopes ou encore des fiches
techniques automobiles, la
gamme de ce quelque dix mille
pages écran est très variée et

ne se borne pas à un seul type
d'information, contrairement à
la plupart des cent soixante-dix
prestataires (ceux qui offrent les
programmes). Qui fournir à
chacun sa provende.

Point de vue obligé pour
pénétrer dans le Jef : une
« page » d'actualité. Le 30 sep-
tembre : le voyage de M. Fran-
çois Mitterrand dans la région
Midi-Pyrénées, la situation à Li-
ban, l'agitation en Israël, la crise
politique en R.F.A., l'adoption
du projet de loi sur les offices
agricoles, la mise à l'écart de
Solidarité en Pologne. Six infor-
mations à raison de quatre lignes
chacune. A la « page » suivante,
il faut choisir : le sommaire ou la
« page » de presse.

Le coup d'œil sur les titres des
journaux du soir vaut bien la sim-
ple pression sur deux touches
d'un clavier alphanumérique. Du
moins pour le lecteur du Monde.
Habitué à l'harmonie solennelle
des caractères gothiques en
pleins de son titre, il se
surprend à voir jaillissant là,
anguleux, comme refait à
parcelles mosaïque. S'il n'a
pas acheté l'édition du jour, il
pourra toujours prendre connais-
sance des quatre principaux ti-
tres figurant à la « une ». Mais
pas davantage.

La première « page écran »
à l'usage de presse est donc une
façon d'aborder l'actualité à
Jef. Ce n'est pas les seules.
Deux rubriques « faits du jour »
et « faits de la semaine » offrent
une présentation plus détaillée de
certains événements. Les articles
occupent la plus grande partie
des écrans, soit à peu près l'équiva-
lent du tiers d'une colonne du
Monde.

En les parcourant, on éprouve
une gêne confuse. Certes, la diffi-
culté de lecture sur écran n'y est
pas étrangère, mais elle n'expli-
que pas tout. Sans doute est-ce le
sentiment d'avoir en face de soi
une sorte de chimère : les infor-
mations que l'on voit apparaître
constituent de petits textes analogues
à ceux d'un journal dont on
prend connaissance les uns
après les autres, comme on écoute
la radio, mais... sur un écran
de télévision !

Cinq pages de chapitre

Si le vidéotex semble pas à
l'aise lorsqu'il imite le journal
médié, ses aînés, il semble plus
avoir trouvé sa raison d'être
lorsqu'il permet d'innover. C'est
le cas de la rubrique de Jef inti-
tulée « 7 sur 7 ».

Le principe est simple. Le
lecteur dispose, si l'on peut dire,
de cinq pages de chapitres : « étran-
ger », « politique intérieure »,
« social », « économie », « infor-
mations générales ». Dans la mé-
moire de l'ordinateur-serviteur
sont conservés des développe-
ments relatifs aux événements
survenus dans ces différents do-
maines chaque jour de la se-
maine. En composant sur son cla-
vier les premières lettres du mot
« étranger », E.T., ainsi que L.U.
par exemple pour « lundi », il
fera apparaître l'actualité inter-
nationale de cette journée de la
semaine. De cette façon, il est
possible de réaliser une sorte de
journal à la carte qui réponde à
des besoins différents ou évolutifs.

Les particularités du vidéotex
avec ses avantages et ses limites
quelque peu dérouter l'équipe
de neuf journalistes chargés de la
conception de la rédaction
d'environ deux « pages »
par jour. Tous souffrent des
contraintes d'espace et de présen-
tation. L'obligation s'en tenir à
l'essentiel, l'impossibilité
d'approfondir les sujets, les
ressentiments très frustrantes.
Aussi pour rompre avec le style
lapidaire et sobre des « nou-
velles », d'aucuns laissent-ils li-
bre à une « d'inspiration
Libération dans les « pages »
d'informations culturelles.

A l'occasion d'un album de Ya-
zoo, Upstairs at Eric's : « (...) Le
très propre et garanti ne
synthétique à 100 %. Seu-
lement voilà, les jolies chansons
ne font pas forcément un très bon
disque. Les arrangements élec-
troniques désormais tradition-
nels (« n'oubliez pas de débran-
cher la boîte à rythmes en
partant ») donnent bien peu de
relief au compositeur. Moyet
et Clarke. A l'écoute de ce dis-
que, une chose est sûre en

cas : le son 80 ne nous surprend
plus, nous nous habituons plus. Il
serait temps de changer de
choses. »

encore à propos d'un ro-
man de Raoul Villet, le René-
Le néo-polar (un
peu de sang, un peu de fesse et
morale tragique)
l'absurdité du monde dans
lequel on vit. Le public visé : les
« Les chances
mercantiles livre : nulles, parce
que les hommes n'achètent
pas de livres, ils les volent.
Conclusion : pas d'avenir. »
Fayard noir ou soit cassé la
gueule. »

Quatre catégories socio-professionnelles

Si l'effort de la rédaction de
Jef porte prioritairement sur les
« pages » d'actualité, ce ne sont
pas nécessairement les plus
consultées. Selon des « com-
pteurs » disposés dans la banque
de données aux « portes » de cer-
taines rubriques, la « page » de
« faits de la semaine », en
moyenne lue mille fois par se-
maine, la section « rock-B.D.
(bandes dessinées)-polars » et
« cinéma » sont les plus pro-
grammées au radio de télévision
quatre fois. Mais les deux
contingents d'interrogations
se portent sur les jeux et sur l'ho-
roscopie : à l'écran, deux
cas, on appelle un millier de
pages chaque semaine.

Par sa matière abondante
variée, Jef a cherché à « cou-
vrir » le plus large. Son public n'en demeure
pas moins relativement « jeune »
et stable depuis le début de l'ex-
périence. La plupart des inter-
rogations proviennent de quatre
catégories socio-profession-
nelles, explique Jean-Claude
Gayet, directeur du C.T.I.R. : les
ouvriers, les cadres moyens, les
employés et les commerçants.
Chacune représente un petit
quart des consultations. Les
membres des professions libé-
rales et cadres supérieurs, 7 %
seulement, de même que les re-
traités.

Un lectorat qui s'est montré
fidèle lorsqu'on a taxé les
« pages informatives » (par op-
position aux « pages » d'ail-
lure), au début de l'expé-
rience, à 10,5 % seulement.
Les utilisateurs ont
cessé depuis lors d'interroger Jef.
En revanche, les appels sont
devenus plus fréquents : leur nom-
bre a chuté de 33,7 %. La
communication-type (soixante
« pages informatives » compul-
sées en une vingtaine de minutes
revenant, il est vrai, à 3,70 F).

Cette tarification visait uni-
quement à « réactions des
lecteurs. Elle rapporte dans le
calcul expérimental de Vélizy quel-
que 500 F par mois, somme
risible au regard du budget
absorbé par Jef : 6 millions de
francs par deux ans, dont le
part égale par les syndicats pro-
fessionnels de presse et la Direc-
tion générale des télécommuni-
cations (D.G.T.) du ministère des
P.T.T., sans compter les impor-
tants prêts matériels consentis
par le département.

L'ignorance de l'attitude fu-
ture d'éventuels
publicitaires et l'insuccès d'une ex-
périence de petites
immobilières inclinent Jean-
Claude Gayet à penser que la
rentabilité commerciale ne peut
être atteinte « dessous d'un mar-
ché de dix mille à cinquante
mille terminaux. Ce chiffre
peut-être la région parisienne
qui, selon un projet de la D.G.T.,
pas entériné, devrait
voir soixante-quinze mille termi-
naux « Minitel » en 1983, per-
mettant d'interroger
le futur annuaire téléphonique
sur banque de données (2).

Quoi qu'il en soit, l'expérience
Jef doit prendre fin en fin
de décembre. Mais le sigle Jef ne
disparaîtra pas complètement.
Ce n'est le nom d'une société, pro-
longement commercial du
C.T.I.R. : sa vocation consistera
à apporter son expérience aux
journaux et à ceux qui
désireux de se lancer pour de vrai
dans l'aventure de la téléma-
tique.

ERIC RONDE.

(1) Le procédé de vidéotex français
Télémat permet d'interroger les ban-
ques de données informatisées au ré-
dant d'un écran-clavier ou à l'aide
du téléphone.

(2) Lire le Monde, 27, 28, et
30 avril 1982.

مكتبة الامم المتحدة

ELEVAGE

Des banques génétiques des espèces animales

Longtemps on a cherché à sélectionner les plus productives. Mais ce ne sont ni les plus solides ni les plus utiles. Aujourd'hui scientifiques, administration et éleveurs essaient de conserver le plus large éventail de races.

RHINOCEROS blanc d'Afrique, tigre d'Asie ou varan de Komodo (1) : au train où vont les choses, ces animaux ne feront pas long feu. Mais qui sait que dans l'Hexagone, quatre-vingts espèces d'animaux domestiques (bovins, ovins, caprins, porcs, chevaux et ânes), la moitié menacée d'extinction ? Volailles et lapins ne font pas une meilleure posture.

Jusqu'au début du dix-neuvième siècle, il n'existait pas de « races » animales. Les animaux se distinguaient en types régionaux plus ou moins homogènes, adaptés à un milieu géographique et climatique et à un mode d'élevage. Avec le développement des moyens de communication, on a commencé à comparer les types idéaux fondés sur l'aspect : les standards. Désormais, l'élevage et la reproduction s'effectuent en fonction de standards, afin d'obtenir des spécimens « performants ». Ainsi dans les années 30, encore, pour moderniser l'élevage, le ministère de l'Agriculture préconisait d'accélérer la disparition de certaines races bovines. Jusqu'en 1973, on peut dire qu'on a suivi une politique d'élevage monorace.

Le résultat n'est pas surprenant. C'est en aviculture qu'il y a eu le plus de pertes. « Beaucoup de races ont disparu et d'autres disparaîtront encore », constate-t-on au Conservatoire national des races d'animaux de basse-cour (2). Car c'est dans ce secteur que la classification en races s'est faite le plus rapidement, les animaux étant petits et se reproduisant vite. Jean-Louis Virel, directeur de la station de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) de Magnanville (3), estime : « Il reste moins de dix souches différentes de poules exploitées dans le monde ».

A l'opposé de l'aviculture, les ovins et les caprins, chez lesquels la sélection a été la moins poussée, parce que l'élevage est resté proche des conditions naturelles, dans des milieux géographiques différents, souvent difficiles d'accès (montagne en particulier).

Porcs et bovins tiennent une place médiane. Au départ, on comptait une dizaine de souches porcines. Aujourd'hui, quatre souches, toutes importées de l'étranger, forment 95 % du cheptel. Quant aux bovins, malgré la simplification de la carte des races, pour la spécialisation « lait » ou « viande », il en subsiste plusieurs dizaines. Au « plus haut niveau », la Frisonne pie noire, quatre millions de spécimens, représente 42 % du cheptel français, un million d'autres races. Elle tend à étendre son empire dans le monde entier. Au bas de l'échelle, les races locales de la Vosgienne, quelques milliers de sujets, maintenant souvent dans des zones pauvres et à climat rigoureux. Leur adaptation à un milieu difficile est relativement préservée. Enfin, les races réelles en voie de disparition. Par exemple, l'Armoricaine (Finistère, Morbihan) : en 1980, il n'en restait, selon les estimations, qu'une cinquantaine de têtes.

L'élevage

« du siècle prochain »

En ces jours, l'organisation de l'élevage tourne autour des « races » performantes. Technique d'élevage, nourriture, soins, commercialisation : l'éleveur choisit son cheptel, la race qui tient le « parade » de la productivité et les quatre plans.

Lorsque surviennent des maladies qui obligent à abattre le troupeau entier, il faut ensuite du mal à le recomposer d'un coup avec une race en déclin, et on tente de « profiter » de l'occasion pour se moderniser en optant pour une souche plus « performante ». Plus discrètement, on peut s'effacer, absorbée par une autre, lors de croisements successifs, par un phénomène de « dérive génétique ». La « souche » progressive dénature. L'insémination artificielle pour les bovins a largement favorisé ce processus, car l'éleveur se voit offrir des races de races « en vogue ».

Ce sont les scientifiques qui, raisonnant de plus en plus sur les caractères génétiques et non plus sur les races, ont commencé à

rendre compte que les races performantes disparaissent sous leurs yeux. Ceux-là qui travaillaient à simplifier la sélection, ont tiré la sonnette d'alarme. « C'est l'élevage du siècle prochain qui se joue », a écrit Hubert de Rochambeau, technicien à l'Institut national agronomique (4), est formel. La disparition des races moins « productives » permet aujourd'hui d'obtenir davantage de viande, de lait ou d'œufs à un meilleur coût ; mais elle hypothèque sérieusement l'avenir.

En effet, les souches aujourd'hui « performantes » s'usent au fur et à mesure de la sélection. Les animaux perdent de leur « rusticité génétique » (5) : les caractères de résistance à la maladie, au climat, etc. diminuent au profit des caractères productifs recherchés. Perte de la rusticité également par les transformations du milieu : nourriture et logement sont « étudiés pour », la productivité étant directement liée à cet environnement idéal. Ainsi, le porc, misère omnivore, actuellement nourri aux céréales et aux tourteaux de soja, ne quasiment devenu un « concurrent » de l'homme pour l'alimentation. Les races plus « rustiques » produiraient moins, mais à un moindre coût, et les races plus proches de leur milieu d'origine, se caractérisent d'une rusticité plus grossière.

Les races non compétitives aujourd'hui n'en ont pas moins de la variabilité génétique, c'est-à-dire d'une large gamme de caractères possibles. Demain, les scientifiques pourront y puiser, d'une manière ou d'une autre, pour améliorer les animaux d'élevage, voire pour en fabriquer de nouveaux. Mais on ne sait pas aujourd'hui ce que seront les têtes de ces animaux, demain, ni le matériel génétique qu'il faudra avoir sous la main pour les réaliser. Cela dépendra de l'évolution des besoins, des techniques d'élevage, du climat, etc. Il faut donc, préventivement, conserver le plus possible de caractères.

On a ainsi tiré les leçons de l'histoire de la célèbre poule naine, « la vedette INRA », dans les années 60 : un chercheur travaillant sur les poules a découvert un gène de nanisme

sexé et récessif. Ce gène pouvait servir à fabriquer des poules naines, mais coûtait cher à élever, mais donnait des poulets de chair normaux, le gène « récessif ».

Aussi, en 1976, le ministère de l'Agriculture a créé la commission nationale d'amélioration génétique des races d'animaux domestiques. Une fraction du budget prévu pour l'amélioration génétique est affectée à la conservation des races. Des programmes de sauvetage ont été mis en œuvre : ils s'appuient sur les groupements de race, association d'éleveurs, associations départementales de l'élevage et associations régionales ou nationales. « On ne peut rien faire sans eux », souligne-t-on au ministère. Une vingtaine de ces programmes fonctionnent aujourd'hui.

En 1978, apparaît le Conservatoire national des animaux de basse-cour, chargé de la conservation avicole. Enfin, en juin 1980, un rapport sur « La conservation des ressources génétiques » est présenté au ministre de l'Agriculture. Les mentalités ont évolué, même si, en 1982, les professionnels de « sauvetage » avouent être encore l'objet de sourires et de moqueries : on les soupçonne de sensibilité, rapportant quelquefois leur action à la recherche de « profits » pour les bébés-phoques. A vrai dire, ils n'ont pas honte d'aimer les animaux.

Collectes de sperme, congélation d'embryons, conservation de gènes...

Les scientifiques, eux, se sont empressés de faire du matériel de conservation. Cette tâche n'est pas possible pour les races les plus évoluées, mais la reconstitution d'une race par cette voie demande trois ou quatre générations, soit douze années pour les bovins. Autre possibilité, la congélation d'embryons permet de reconstituer rapidement les animaux, mais l'opération ne peut se faire qu'une fois sur quatre, on ne sait pas si après une longue période de congélation, l'embryon conserve

sa vitalité. L'avenir, les progrès des manipulations génétiques, les méthodes de sélection des gènes isolés. Cette méthode simple permettrait de faire des assemblages à volonté, comme un « Mécano génétique ». Mais c'est encore de la science-fiction.

Aussi, pour les spécialistes, la perfectionnée que devient la génétique, « le maintien d'animaux dans leur milieu paraît indispensable. Pour les voir, c'est primordial, et pour que le génotype continue d'évoluer avec le milieu ».

Sur le terrain, le pragmatisme est la mise en œuvre de la conservation des espèces. En aviculture, le Conservatoire national des races d'animaux de basse-cour a passé contrat avec les « éleveurs sportifs », ces passionnés qui collectionnent précieusement quelques poules Crève-cœur, (ou quelques lapins Grands-Russes). Au total, quelque soixante races avicoles, inscrites sur les tablettes rouges du Conservatoire, sont ainsi préservées. Les sujets sont exposés dans les Salons : les organismes de recherche y puisent informations et chapeutent expérimental, mais les scientifiques soupçonnent les « amateurs » de sélectionner leurs animaux sur des critères esthétiques plus que sur des critères de reproduction ou de rusticité.

Daniel Cordier, président du Houdan Faverolles Club (France quarante-quatre éleveurs et deux cents poules) (6) est l'un de ces éleveurs sportifs. « Je fais ça par esprit cocardier, pour la beauté de l'animal et pour l'élevage, dit-il. En France, on perd beaucoup un patrimoine génétique. J'ai vu des expositions à l'étranger : à Gand, on trouve mille sujets ; à Amsterdam, vingt-cinq mille. Au dernier Salon de l'Agriculture, quarante cent. Les éleveurs de la traditionnelle : « Les pieds dans la boue quand il pleut. J'essaie de concilier la production, la rusticité, avec l'aspect ».

Pour les gros animaux, il n'existe pas d'éleveurs sportifs : c'est entre les mains des agriculteurs. Mais les premières tentatives, faites par le ministère de l'Agriculture remontent à 1968 : la race Solognote (Loir-

et-Cher, 1) s'éteignait doucement, à quatre cents femelles survivantes. Ce sont des éleveurs qui gissent. Ils ont des bœufs avec des juments même - au lieu de bœufs performants, pour la dissolution génétique. En 1975, on reconstruit déjà huit femelles. Pour éviter la consanguinité, un schéma strict d'appariement est adopté : il s'agit de bœufs Solognote démarre. En 1982, quelque dix mille bœufs paissent l'herbe Solognote : un sauvetage réussi.

Au ministère de l'Agriculture, on conclut : « Quelques périodes d'une race à conserver, à partir de quelques « ordinaires » semble être la solution. » Ainsi, en Bretagne, plusieurs éleveurs maintiennent quelques vaches Bretonnes pie noire (trois millions survivants) à côté de leur cheptel de Frisones. En outre, « le maintien chez l'agriculteur coûte moins cher et l'animal reste proche de son milieu naturel » (7).

A l'heure actuelle, en France, pour les grands animaux, on « sauve les meubles ». D'autres pays s'en préoccupent aussi. Les Britanniques, qui ont d'abord traité le problème en « amis des animaux » (il y a des « éleveurs sportifs » de bovins en Grande-Bretagne), considèrent aujourd'hui sous son aspect technique. Les Italiens aussi, Hongrois et Finlandais essaient de conserver leurs races régionales. Et les Chinois ont entamé un vaste recensement de leurs espèces animales.

FRANZ WOERLY.

- (1) L'Institut national de la recherche agronomique.
- (2) Société centrale d'aviculture de France, 34, rue de Lille, 75007 Paris. Tél. (1) 261-14-76.
- (3) Domaine expérimental de Magnanville, Saint-Pierre-d'Amilly, 72000 Sarthe. Tél. (46) 07-55-83.
- (4) I.N.A. Paris-Grignon, 16, rue Claude-Bernard, 75231 Paris Cedex 05. Tél. (1) 331-65-31.
- (5) Rusticité : aptitude des animaux à s'adapter à des milieux géographiques et climatiques difficiles, à résister aux maladies et à absorber des nourritures grossières.
- (6) Domaine de Villamonde, 91400 Saclay. Tél. 956-08-47.
- (7) Quelques animaux sont parfois conservés dans des stations INRA. Les éleveurs peuvent également posséder des races ou des souches de races en voie d'extinction.

CIVILE

A SUIVRE

Tunnel sous la Manche

Le premier projet de tunnel sous la Manche est d'inspiration militaire. Son but : un certain général Bonaparte, qui s'interrogeait, à l'époque du Directoire, sur le meilleur moyen d'envahir l'Angleterre. Les projets de tunnel ont continué depuis. Le projet de travail franco-britannique vient d'être un rapport : « La Manche, quelle liaison ? ». La revue *Energies* en fait le numéro 1314. Le choix de la route, fixé sur un tunnel à deux voies, de 7 mètres de diamètre, pourra schématiser le trafic voyageurs et marchandises.

La durée du trajet Paris-Londres pourrait être ramenée à quatre heures. Des trains spéciaux seraient construits pour les liaisons Londres-Paris et Londres-Bruxelles. Un changement de locomotive s'effectuerait à l'extrémité anglaise du tunnel (le matériel British Railways ne correspond pas exactement au gabarit de l'Union internationale des chemins de fer).

Le tunnel devrait attirer près de 18,2 millions en 1980 et un tiers du trafic marchand (15,9 millions de tonnes en 1980).

Le coût d'investissement est évalué à 2,5 milliards de francs. Le tunnel permettrait de transporter des quantités d'énergie. La construction du tunnel devrait susciter la création de 1 300 à 1 400 emplois directs et de chaque côté de la Manche, 1 000 à 1 500 emplois indirects ; les services du tunnel emploieraient 1 500 à 1 900 personnes de chaque côté du littoral. Le chantier, s'il démarrait en 1984, pourrait s'achever en 1991.

* *Energies*, 26, rue Cadet, 75009 Paris. Tél. : (1) 770-33-76.

Une civilisation paysanne modernisée

Yona Friedman, architecte, s'attache à apporter aux habitants du tiers-monde depuis dix années, des connaissances nécessaires à leur survie (c'est la loi du Centre de population de l'Institut de la survie qu'il a écrit). Dans son livre, *Alimentation énergétique, ou la civilisation paysanne modernisée*, il traite non du problème des combustibles, mais de l'énergie humaine et de la manière dont nous l'utilisons. Il faut, dit-il, imaginer une politique de l'énergie fondée sur une nouvelle politique sociale et globale plus que sur la recherche de « gadgets » technologiques. Nos modes de vie et de production, nos attitudes envers les matières premières et les biens produits, sont encore régies par une parfaite inconscience quant au gaspillage de l'énergie et des ressources de la planète. Comment les changer ? Quels vont être les rôles du politicien, du technicien, du savant, et surtout de « l'homme de la rue » ?

La paysan est celui qui connaît le mieux les réponses à ces questions, car c'est lui qui, dans notre société, est le plus proche de l'autosuffisance ; c'est sans doute aussi l'habitant du tiers-monde qui, par nécessité, a appris à vivre avec une énergie à prix élevé (par rapport à son revenu). La solution pourrait donc résider dans une « civilisation paysanne » modernisée, autosuffisante, indifférente aux crises traversées par l'économie internationale et peu vulnérable au chômage.

* *Editions Dagbladet*, 18, rue Lavoisier, 45800 Saint-Jean-de-Braye.

BOITE A OUTILS

Communiquer

Pour Bernard Cathelat, directeur d'études au Centre de communication avancée, il y a quarante façons de communiquer. C'est ce qu'il explique dans son livre *La communication* que l'on trouve dans la relation entre l'émetteur, le récepteur et le « médiateur », sur lequel d'échange : « fonctionnel », « projectif » et « suggestif ». Le système, nommé « co-système », est décrit dans le numéro 3 (vol. 1) des Cahiers de la communication : l'auteur y aborde le lien entre la communication et le phénomène complexe que constitue la communication tout en mettant en évidence ses différents aspects.

* *Les Cahiers de la communication*, C.D.P., 11, rue Gustave, 92049 Montrouge. Tél. : (1) 656-52-66.

Bible abrégée

Le commencement était le Verbe. Après avoir « retréci » la quantité de livres célèbres, la

der's Digest s'est attaqué à la Bible. Trois ans de travail d'une équipe dirigée par Bruce Metzger, un érudit spécialiste de la Bible, ont permis de la réviser de 800 000 à 450 000 mots. A partir de la « revised standard », il existe sur le marché d'autres « bibles » de la Bible, mais aucun, d'après le *Reader's Digest*, n'était une « condensation » et ne respectait la structure des schémas de la Bible qui la composent. Certains, cependant, ont souffert plus que d'autres. L'Épître a perdu 70 % de ses textes, l'Épître a gardé les trois quarts des siens. La langue moderne rend d'autre part Dieu moins imposant et plus prosaïque, les prophètes moins indignés, les prévisions de venue sont apocalyptiques. L'ouvrage sera distribué par Random House.

* *International Herald Tribune*, 181, avenue du Général Charles-de-Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine. Tél. : (1) 747-12-65.

Le futur en quelques lignes

Deux cent quarante-cinq livres récents, disponibles à la World Future Society, sont recensés dans le numéro 4 du volume XVI du *Futur*.

par Annie Batille

Une synthèse de quelques lignes est proposée pour chaque ouvrage. Il s'agit uniquement de prospectifs. Ils sont classés selon les rubriques suivantes : futures alternatives ; affaires (business) ; communications ; économie ; éducation ; énergie ; environnement ; alimentation ; approches futuristes (*Futuristics*) ; habitat ; santé ; valeurs humaines ; styles de vie ; politique ; science et technologie ; espace ; travail.

* *World Future Society*, 4916 Saint-Eldo Avenue, Bethesda, MD 20814, États-Unis.

Formation pour pays en voie de développement

Le Centre européen de formation des statisticiens économiques des pays en voie de développement (C.E.S.D.) - Paris veut former des cadres supérieurs de la statistique, appelés dans ces pays à créer, gérer et utiliser l'information statistique pour la préparation de décisions de nature économique ou sociale concernant la nation des régions ou des entreprises.

* C.E.S.D., 3, avenue Pierre-Larousse, 92240 Malakoff. Tél. : (1) 540-10-07.

ETRANGER

Les séparatistes riches de l'Ouest canadien

Les indépendantistes québécois ne sont plus seuls à vouloir faire chambre à part. La « menace séparatiste » a atteint l'aile ouest, où se trouvent le garde-manger et le réservoir à mazout.

Il est 20 heures précises au Manitoba, au Saskatchewan et en Alberta, ce lundi 11 février 1980. Les Black, Dougherty, MacPherson et Boyd sont de retour de leurs bureaux à vote. Dans leur salon, bière et chips à la main, ils attendent impatiemment les échos de la chaude lutte qui, croient-ils, opposera ce soir conservateurs et libéraux dans la course au pouvoir fédéral.

Le logo rouge de Radio-Canada à peine effacé de l'écran, place à l'incroyable nouvelle, en grosses lettres blanches sur fond bleu : **Majority Liberal government elected.** « **Bas-tards** », lancent les Black, Dougherty, MacPherson et Boyd, l'amère constat de s'être, une fois, fait rouler par les Easterners, les habitants de l'Est canadien.

C'est l'Est qui vient, une heure plus tôt, la cause de la différence d'usage horaire, d'être une nouvelle fois Pierre Elliott Trudeau et ses libéraux, renvoyant les conservateurs de Joe Clark aux bancs de l'opposition qu'ils n'avaient quittés que neuf mois auparavant.

A 20 heures, le dépouillement des bulletins de l'Ouest n'a pas commencé, mais cela n'a pas d'importance : l'Est (provinces maritimes, Québec, Ontario) plus peuplé, a choisi.

Les habitants de la province du Pacifique, la Colombie-Britannique, connaîtront la même déception une heure plus tard, lorsqu'il sera enfin 20 heures chez eux.

Au total, à l'Ouest de l'Ontario, deux libéraux sont élus, dans des circonscriptions à forte concentration de francophones. Deux libéraux sur soixante-dix-sept députés. La France a-t-elle coupé en deux ? Foutaise ! Au Canada, la frontière est plus qu'idéologique, elle est géographique.

« **Bas-tards** », ce soir-là, souvent depuis, le sentiment d'aliénation des habitants de l'Ouest a monté d'un cran, monté

tées propice aux velléités latentes d'autonomie, d'indépendance.

« **Disons-le tout net** », affirme Pierre Bourgault, leader indépendantiste québécois de la première heure, « le gouvernement fédéral est un gouvernement ontarien. Il sert les intérêts de l'Ontario, point à la ligne. Les Québécois s'en sont aperçus depuis longtemps. Mais les provinces de l'Ouest devaient attendre l'accroissement de leur population et de leur richesse avant de pouvoir réagir. »

L'heure est venue. Celle de la potasse et de l'uranium au Manitoba et en Saskatchewan, celle du charbon en Colombie-Britannique, mais surtout celle du pétrole en Alberta.

La grogne de l'Ouest n'est pas nouvelle. Le prix du blé, fixé à Ottawa, les tarifs douaniers forçant les fermiers de l'Ouest à acheter les produits manufacturés de l'Est plutôt que ceux des États-Unis, meilleur marché et disponibles à quelques miles au sud, ont toujours fait regimber les Westerners.

L'arrivée au pouvoir à Ottawa du « **French power** » (pouvoir « français »), en 1968, avait acheté les produits manufacturés de l'Est plutôt que ceux des États-Unis, meilleur marché et disponibles à quelques miles au sud, ont toujours fait regimber les Westerners.

C'est dans ce climat déjà tendu que le gouvernement fédéral a rejeté les prétentions albertaines en matière de prix de son pétrole. L'Alberta voulait suivre la route montante des prix internationaux et empêcher les profits. L'administration fédérale voulait aider les entreprises nationales en gardant un pétrole moins cher. A défaut, si les hausses de prix du pétrole, Ottawa exigeait la part du lion dans les profits.

La guerre du pétrole a eu lieu. Les albertains ont, en 1980 et 1981, régulièrement et volontairement réduit leur production, forçant le gouvernement central à importer du pétrole étranger en plus grande quantité et à hausser son prix. « **Let the bastards freeze in the dark** » (« Laissez les bastards de l'Est geler dans le noir »). Des milliers de pare-chocs à l'Ouest arboraient ce slogan revanchard.

L'épreuve de force a connu un dénouement à compromis l'automne dernier (1). Les prix montent, les profits sont partagés. Mais le mouvement n'est pas fini. Pour une fois, l'Ouest a fait parler sa nouvelle. Pourquoi ne pas la faire parler tous les jours, dans un pays nouveau ?

Le coup de poker

« **Je n'avais que deux ans et mon grand-père me disait que le Canada était comme un vase. L'Ouest le nourrissait et l'Est lui prenait son lait.** » Shirley Bassini, quarante-huit ans, une ménagère, mère de quatre enfants, Albertaine et séparatiste. Six heures par jour, elle adresse des enveloppes, remplit des cartes de membres et inscrit de nouveaux adhérents à la Western Canada Foundation (West-Fed), un des principaux mouvements séparatistes de l'Ouest. La West-Fed revendique vingt-cinq mille membres. Certains sondages indiquent que plus de 11 % des Albertains sont favorables à l'indépendance de l'Ouest.

Mais Shirley Bassini, son mari et ses deux aînés travaillent pour une organisation qui n'a pas des amis, même au sein du mouvement séparatiste. La West-Fed se définit comme un groupe non politique agissant pour l'union de la nation des quatre provinces de l'Ouest. Elle entend pour cela convaincre les députés et les gouvernements provinciaux de la justesse de son projet. Pas question d'attaquer de front les politiciens fédéraux provinciaux.

Plusieurs ont rejoint le premier ministre albertain, Peter Lougheed, et les sociétés pétrolières de l'Ouest à soutenir la West-Fed pour l'utiliser comme épouvantail dans leurs négociations avec Ottawa. La recette a déjà servi. Au cours des années 60, les premiers ministres québécois avaient eux-mêmes fait un chantage au fédéralisme afin d'arracher le statut de gouvernement central.

A l'Ouest, les arguments manquent pas pour étayer la cause. Un des principaux créateurs de la West-Fed est Carl Nickle. Ancien député, Nickle est à la tête d'un petit empire pétrolier de 700 millions de francs. L'autre géant du pétrole albertain, Jack Gallagher, confiait que « **les compagnies pétrolières n'appuient pas officiellement les séparatistes, leurs dirigeants et leurs employés leur offrent probablement un soutien moral et financier** ». Un soutien qui, dans certains, atteindrait 2 millions de francs par an.

Le mouvement est également utile au leader de l'opposition conservatrice, l'ex-premier ministre Joe Clark, qui, comme Pierre Elliott Trudeau de susciter, par ses choix politiques, les sentiments séparatistes. « **Pour la première fois** », affirme M. Clark, « **des citoyens sérieux de l'Ouest canadien songent à des décisions qui pourraient soustraire cette région au Canada. Ils ont une vision très différente de la nôtre, mais que nous devons reconnaître comme dangereusement réelles.** »

Du bluff, du vent ? Un bluff risqué en tout cas. Car, à l'Est et parfois contre la West-Fed, d'autres organisations, plus militantes, entrent en jeu.

Le Western Canada Concept (W.C.C.) de l'avocat Doug Christie, de Colombie-Britannique, est de ceux-là. Christie estime que « **l'Ouest indépendant serait la nation la plus prospère du monde, plus** »

prospère que l'Arabie Saoudite ». Il n'a aucune confiance dans les politiciens traditionnels, qu'il accuse d'abandonner les intérêts véritables de l'Ouest.

Au début de l'année, par les critiques acerbes du W.C.C., Peter Lougheed l'a sommé d'accepter un affrontement électoral. Il a refusé.

En février, le W.C.C. présentait Gordon Kessler, un parfait inconnu, à une élection partielle dans une circonscription rurale. Avec 47 % des voix, 1 343 voix de majorité sur son plus proche concurrent, Kessler devenait le premier député indépendantiste élu à l'extérieur du Québec. « **C'est le début d'une ère nouvelle** », plaisait-il à répéter.

Un Lévesque de l'Ouest

Fort de sa nouvelle légitimité, le mouvement indépendantiste a commencé les politiciens locaux, le mouvement s'est lancé un défi plus ambitieux. Fin mars, le gouvernement social-démocrate de Saskatchewan a déclenché des élections anticipées. Au moment de la dissolution, deux députés indépendantistes siégeaient à l'Assemblée nationale : deux transfuges du parti conservateur qui avaient adopté la bannière du petit parti séparatiste « Unionest » en vue de mandat.

Le Western Canadian Concept mobilise ses troupes, ari de son chapeau quarante candidats sur un total de soixante-quatre circonscriptions. Sans organisation, expérience ni argent, il s'est battu en défilé de campagne, mais s'est battu rapidement. Au cours de ses campagnes, le mouvement a même été arrêté par le parti libéral, il n'atteint que 3 % des voix.

Les sondages lui donnent actuellement la même cote en Colombie-Britannique, où une élection provinciale pourrait avoir lieu d'ici peu. Le W.C.C. vient d'y faire une belle prise. Le

leader du petit parti indépendantiste, Brian Westwood, et plusieurs de ses principaux organisateurs ont embrassé la cause indépendantiste. Les sondages avaient même prévu que lors des dernières élections provinciales, en 1979.

Il y a des similitudes dans la pensée, de politique et de philosophie nous dit le W.C.C., déclarait Brian Westwood au moment de faire le saut, en août dernier. On est loin des racines de gauche du mouvement indépendantiste québécois.

Il faut s'y faire, le séparatisme de l'Ouest est une réalité nouvelle de l'univers politique canadien.

Aujourd'hui, l'Ouest est aussi séparatiste que l'Est du Québec il y a quinze ans, estime Gordon Gibson, ex-conseiller du premier ministre Trudeau. Comme maints analystes, il estime que les conditions sont maintenant réunies pour l'émergence d'un fort mouvement sécessionniste.

Mais manque encore une pièce au puzzle : un René Lévesque de l'Ouest. Un leader connu, charismatique, ferme mais ouvert. On ne voit rien venir.

A Ottawa, les membres de l'équipe Trudeau, et en particulier Jean Chrétien, ministre de l'énergie, jurent qu'ils combattront « **l'affreuse idée de séparation** » chaque fois qu'elle sera grand jour.

Mais le séparatisme est peut-être dangereux qu'on ne le croit. Car si l'Ouest est aussi séparatiste que le Québec d'il y a quinze ans, le Québec, lui, n'est pas encore indépendant.

JEAN-FRANÇOIS LISÉE.

(1) L'ensemble de septembre 1979 a prévu des bénéfices de 212,8 milliards de dollars canadiens (environ 1 212 milliards de francs) pour le pétrole de 1981 à 1986. Le gouvernement fédéral a reçu 26 %, l'Alberta 30 %, les provinces pétrolières 44 %. Au départ de la négociation, l'Alberta réclamait 45 % et laissait 17 % au fédéral et 38 % aux pétroliers.

Les yeux du Nicaragua

Alphabétiser, c'est bien. Encore faut-il que les intéressés puissent lire... Des opticiens français ont lancé un programme d'aide « visuelle » au tiers-monde.

Nous ne sommes pas si vous rencontrez un jour, dans un coin reculé de la campagne nicaraguayenne, une paysanne portant des lunettes si- gnées Christian Dior. Le Nicaragua a, en effet, reçu, au cours de l'année 1980, environ vingt mille montures françaises, du pin- ce-nez aux lunettes de collection. Développement spectaculaire des exportations de lunetterie française ? Tout simplement solidarité.

Le Nicaragua sandiniste avait entrepris, en mars 1980, une gigantesque campagne d'alphabétisation. Cinq ans durant, la « lettre » de la population s'était mobilisée pour enseigner à lire, écrire et compter à l'autre moitié essentiellement rurale.

« **beaucoup de gens** », explique Wilhelm Friedmann et Annick Hovelague, « **sont suivis avec intérêt la lutte contre la maladie somoziste en 1979, puis encore avec l'alphabétisme en 1980.** »

Deux semaines après l'ouverture de la campagne est publié un appel du comité de solidarité avec le Nicaragua (1). Il demande qu'on vienne en

nombreux analphabètes dans l'impossibilité de faire les choses pour une raison d'ordre défec- tueuse. Opticiens de profession l'un et l'autre, ils y voient la possibilité d'exprimer d'une manière concrète leur solidarité avec le Nicaragua. Sans imaginer pour autant dans quel engrenage ils allaient être pris.

Un membre de la commission optique du Comité se rend au Nicaragua. « **Il se rend compte immédiatement des besoins** », raconte Wilhelm Friedmann. Dans le taxi qu'il prend à son arrivée à Managua, avec une première lunette, le chauffeur lui confesse qu'il distingue à peine le panneau d'arrêt. Ce fut le premier bénéficiaire du projet.

La commission élabore, en collaboration avec les ministères de l'éducation et de la santé du Nicaragua, un projet d'aide technique : création de centres d'optique dans les différents départements du pays, mise sur pied d'un cours de formation d'opticiens, capables d'effectuer examens de vue et montage des lunettes. Ainsi les couches défavorisées concernées par l'alphabétisation (50 % de la population) auront accès à un service qui leur est devenu indispensa-

ble. La formation de techniciens de la création de centres de production diminueront la dépendance économique et technique d'un pays en voie de développement.

« **Restait, avant d'aller former ces nouveaux opticiens, à récolter des lunettes, des verres, du matériel d'optique.** On commençait à envoyer des lettres au grand : cinq mille lettres ont été adressées à toute la profession, suivies d'un tour de France en avion pour ramasser le matériel « **libre** », raconte Annick Hovelague. En quelques semaines, ce fut l'avalanche : vingt mille verres, des tonnes de matériel d'optique, au total l'équivalent en valeur de 70 000 dollars. Le local du comité s'est transformé en entrepôt, et les verres du matériel en manutentionnaires.

En même temps, Wilhelm Friedmann et Annick Hovelague rédigeaient le programme d'un cours intensif de douze mois à raison de trente-cinq heures par semaine, suivi d'une information de deux ans. A la mi-juillet 1980, ils arrivent à Managua tout d'abord intégrés aux « unités populaires de

santé » de la campagne d'alphabétisation. Ils commencent ensuite les cours à l'Institut polytechnique de Managua : installation des laboratoires, recrutement du corps enseignant des étudiants. Ils optent pour une pédagogie non directive, où le haut degré de motivation des étudiants, qui pour la plupart avaient participé à l'insurrection de juillet 1979, est la campagne d'alphabétisation. La marche du mouvement d'alphabétisation avec le comité de Managua.

Horizons politiques opposés

Mais l'affaire ne va pas sans difficultés. L'équipe pédagogique française, qui n'avait pas eu le temps de trouver un financement de son séjour au Nicaragua, a dû se contenter du salaire d'un ouvrier, soit environ 600 F par mois. « **Nous avons eu à par- tager et comprendre les difficultés de la vie quotidienne des Nicaraguayens** », dit Wilhelm Friedmann. Certains des étudiants particulièrement démunis, ne mangeaient pas tous les jours à leur faim et devaient faire des heures de marche à travers la ville pour se rendre aux cours.

« **Des trésors de diplomatie** », ont été nécessaires, explique Annick Hovelague, pour intégrer le projet des Nicaraguayens d'horizons politiques opposés, depuis le sandiniste jusqu'à l'ancien capitaine somoziste, que l'on gardait au ministère pour ses compétences en optométrie. Notre projet n'a pas échappé à la lutte engagée entre les forces sandinistes et les forces d'opposition.

Après deux mois de pratique intensive, les étudiants ont commencé à mesurer, sous contrôle du professeur, d'examiner les yeux des réfugiés nicaraguayens envoyés par le ministère du bien-être social. A la fin du premier semestre 1981, le ministère de la santé transféra les pratiques dans les hôpitaux de Managua, afin de satisfaire la demande d'examen de vue. Au cours de l'été 1981, après un an d'activité, l'équipe française a pu lancer la campagne internationale pour organiser la suite du programme.

« **Nous nous sommes rendu compte, sur le terrain, qu'une activité aussi spécialisée que la nôtre dépassait la compétence d'un comité de solidarité.** Il fallait former une équipe pluridisciplinaire composée de divers spé-

cialistes de la vision », explique Wilhelm Friedmann.

Il fallait créer une association spécialisée. Ils présentèrent l'expérience française au Congrès d'optométrie de Paris, en janvier 1982, devant un millier d'optométristes. Elle intéressa de nombreux professionnels. En mai 1982, au symposium sur « l'opticien et la prévention visuelle », une vingtaine d'optométristes fondèrent le Comité français de développement du tiers-monde en optique oculaire (2), sous la présidence du professeur Roger Bonnet, ancien directeur au Muséum d'histoire naturelle.

Le conseil, sous le concours de la CIMADE, service ecuménique d'entraide, prépare la poursuite de ce projet de recherche technique, financières et en matériel. Wilhelm Friedmann est reparti au Nicaragua pour étudier l'implantation de centres d'optique dans les seize départements du pays. L'avenir ne vient peut-être que de commencer.

ROGER DUFOUR.

(1) 14, rue de Nanteuil, 93 Paris, tél. : 531-43-38.
(2) 153, rue Ordener, 75018 Paris, tél. : 259-70-46.

PATRIMOINE

Venise aux Vénitiens

Venise indépendante ? Un rêve venu du passé et des misères de l'heure. Mais un rêve que partagent quelques Vénitiens très vieux et très jeunes.

LES touristes partis, l'eau envahit la Grande Place, surnommée le « Sala ». Des ombres traînent le brouillard glacé, chaussées de bottes, coiffées de chapeaux de pêcheurs d'Islande. On est dans une ville qui s'engloutit, au point même d'un navire en détresse. Les commerçants ont fui, scellant leurs vitrines de lacs de ciment. Dans les palais, un flot verdâtre charrie des coquillages pourris sur des dalles de marbre posées par Palladio. Devant l'église du Rédempteur à la Giudecca, des jeunes gens en ciré gravent sur les murs : « Venise aux Vénitiens ». Pas de circulation, pas de carabinières mouillant les pieds pour des insulaires vivant dans des décombres. Les « vaporettes », les boueux, en grève, la superbe gondole empanachée des A. S. Aponal, on a rossé des présumés « gauchistes » milanais, et à Murano, des artisans ont failli enfourner dans le feu en fusion des « camorras » napolitains qui parlaient trop fort.

« Une querelle d'ivrogne » titre le *Gazzettino* (le local). D'autres péninsulaires et continentaux se sont retrouvés à moitié lynchés à l'aube à la « Pescheria » en devant le bossu du marché du Rialto, lieu traditionnel de supplice pour les traîtres à la « Dominante ». Conduits par les étudiants, la matraque sous leur veste matelassée, nous lisons parmi les gravats de l'escalier en colimaçon Cantarini : « Hors d'ici les proconsuls bandits », et même : « Morte all'Italia » parmi des chats familiers. A deux pas, sur le socle de la statue de Manin, qui chassa les Autrichiens, s'étale une affiche rigide de la main : « Reviens ! » théâtre au cinéma, le nom de Rome, unique objet du ressentiment général, est proscrit du répertoire.

Qui habite Venise hiver n'ignore rien des inscriptions, sifflets, brimades, même s'il n'y a pas jusqu'ici

d'homme à la bombe. Ce qui permet aux « occupants » de nier le problème. Qu'un marin ligurien descende de son torpilleur amarré aux Esclavons, on n'est pas un grenado mais un « shooté » à pleine figure qu'il repoit illico. Mais sûr, la secrète « Venezia Libera » relève encore pour la police l'enfantillage : elle est habituée aux sinistres brigades terroristes de Padoue ou d'ailleurs. Pourtant, elle s'inquiète. On murmure que dans les basements des lagunes traditionnelles, des futurs chouchous d'extrême gauche, du kalachnikov en main, se préparent à la traditionnelle « prise de pouvoir » sauvage. Est-ce une légende ?

Proche de la Vendée

La Venise authentique, celle des siècles, n'est pas l'Irlande ou le Pays basque. Esclave du passé, le monde moderne, elle est, avec ses marécages, ses balisages d'espars, ses ruelles étroites, ses odeurs de pas, de canaux, plus proche de la Vendée ou du Paris de François Villon que de Beyrouth. Epargnée par l'automobile, inaccessible aux tanks, elle ne veut pas perdre son Moyen Age, sa beauté inégalable, son art, son charme pollué par les boutiques et le tourisme des Italiens.

Ceux-ci quittant la ville à la saison du « congelamento » et des inondations, des centaines de barques partent au large, des défilés se succèdent à l'ouvrage ; et de Maria Miriam Fontana à la Misericordia, des femmes vêtues généralement de noir, de brocarts déchirés, de leurs jalousement cachés pour se rendre à l'Opéra de la Fenice ou aux réunions religieuses du Frari, précédés par des domestiques chenus, fragiles sous des toiles d'araignée. Ainsi, pour l'habitué des mystères de Venise, la noblesse pauvre a rejoint, côté des verriers, des artisans, les

marabouts, tout le « popolino », le petit peuple, dans une nostalgie suraiguë du passé de la Sérénissime.

En vingt siècles de triomphes, les Venitiens ont organisé par une République unique, les fêtes, les pèlerages, les processions s'étendant de l'Ecosse à l'Afrique, à la Chine, il n'y a pas eu une seule journée de lutte de classes. Ruinée par l'étranger et les usines qui l'assiègent, de la terre ferme leurs rouges, ils s'entendent comme un bloc, unanime, la République vénitienne qui la détruit. Simplification ? Ce n'est pas si sûr. Ici, le sang est la gloire de nos galères, et le noir, c'est l'église locale, féroce certes, mais toujours indépendante, opposée à Rome depuis les croisades », dit un médecin de l'hôpital Giustiniani poussant un chariot sur une charrette ; les pieds nus du médecin dépassent de la couverture, l'eau gicle sous les roues, et il zébraye comme au temps de Goldoni en riant : « Nous avons tout inventé, le calembour. Communiste, moi ? Je préfère saint Marc à saint Pierre ».

Nous allons à la morgue, escortés par un apprenti tailleur, un croque-mort, des ouvriers de l'usine à gondoles toute proche. Invité à la taverne par cette assemblée pour une barrique de « Suave », nous recueillons l'avis général : « Les riches ? Ces malheureux sont plus pauvres que nous. » « Nous sommes tous pillés par les occupants » qui détournent à leur profit les milliards que le monde, et notamment la France, nous envoie pour sauver notre ville. « Ils sont pires que les Autrichiens et les Turcs ».

Même son de cloche chez un aristocrate branlant du chef, bonnet de devenir le citoyen d'une cité mendicante alors que le trisaule, amiral battu par le Sultan, a été vivement étonné, empalé, ce qui aurait valu au blason de sa famille cette inscription étonnante et pour le moins excessive : « Vivez bien dans votre dernier plaisir... » Le « Venetian » offre un

verre de vin aigre s'en prend, présence des siens, le parti, ce Gênois (ennemi héréditaire), ce Jacobin qui a détruit la République deux fois millénaire d'un coup de tricornes. « Le scepticisme vénitien est à l'opposé de l'esprit jacobin », souligne son bibliothécaire, rappelant que Casanova a écrit à Mirabeau : « Je me méfie de vos utopies », confirmées par des siècles d'expérience ».

Casanova tranche

Casanova, l'entendre lui-même au cours d'une séance de spiritisme parmi des candélabres, des ors, des pourpres, des peaux, des tables tournantes, dans une maison un peu de guingois. Comme dans un spectacle bien ordonné, c'est Casanova qui fait l'ouverture : « Les barbares italiotes, dit-il, sont juste bons à apprécier les trompettes d'Aida. » Suivent les divers quotidiens de Tiepolo et de Vivandini et le rire cascadeur de la Malibran. Le Grand Maître, inventeur de la science cabalistique, la coquette, tarde à venir comme s'il était par la proximité de l'église des Jésuites, ses ennemis personnels. Enfin, il frappe trois coups furieux et annonce qu'il répondra qu'un jeu de cartes de la pyramide, un bon pour interroger les morts de qualité. Les cartes tournées et retournées, Casanova s'en prend au cinématographe, lequel a filé, chassé, pour lui, remplacé la lanterne magique. « Il se veut à Fellini », murmure-t-il, avec la maîtresse de maison pour poser la question : « Giacomo, comment s'en va-t-il la ville ? » Elle tire deux cartes : le Doge et un Renard (Volpi). « Volpi, Volpi di Mispurata, le fils du Médecin, de l'Institut de la Biennale », s'exclame l'assistante extasiée. Nous quittons, gelés, Torale, sûrs d'avoir bientôt un Doge.

JEAN MARABIN.

REFLETS DU MONDE

HANDELSBLATT

La démocratie avant toute chose...

Le journal économique ouest-allemand, le Handelsblatt, écrit : « Ce n'est pas seulement d'hier que l'on sait que l'Allemagne fédérale est un véritable paradis pour les espions de l'Est. Les dernières nouvelles selon lesquelles la R.D.A. (Allemagne de l'Est) s'efforce activement d'engager des chômeurs ouest-allemands pour des activités d'espionnage à son profit soulignent seulement une fois de plus la réalité des services secrets dans notre pays... »

« Mais il nous parvient de Bavière une nouvelle qui évoque les souvenirs d'une affiche nazie avec le silhouette noire d'un espion et la mise en garde : « Attention ! Des oreilles vous écoutent ! » Selon le ministre bavarois de l'Intérieur, Gerold Tandler, les membres des comités d'entreprise et les syndicalistes peuvent être parfaitement enrôlés par le Verfassungsschutz pour démasquer, en tant que mouchards, les mouchards de l'adversaire. »

« Les survivants de l'Est indicateur nazi n'ont pas tardé à justifier que la République fédérale d'Allemagne n'ait pas repris à son compte le système de délation dans laquelle se complait pour sa part la R.D.A. ? La défense nécessaire contre l'infiltration et le sabotage doit-elle déboucher dans une mentalité d'indices ?... »

« Employeurs et salariés devraient résister à de tels efforts dans l'intérêt bien compris de la solidarité démocratique. Les syndicats rappellent à juste titre que leur substance démocratique n'est toujours que pour démasquer les personnes qui s'avisent de saper les fondements politiques, économiques et sociaux de la République d'Allemagne. »

LE SOIR

Brelgitude...

Le quotidien bruxellois le Soir s'étonne de l'ignorance d'un journal parisien à grand tirage et écrit : « Nos voisins du Sud comprendront-ils un jour quelque chose de l'identité culturelle hybride de nos grands créateurs de la lignée de Verhaeren et de Maeterlinck ou Ghelderode ? Il faut croire que non, puisque no-

tre confrère (...), annonçant l'inauguration de la station de métro Jacques-Delors à Bruxelles, et précisant qu'elle est dédiée à une femme, français, rappelle que c'est le titre d'une des plus célèbres chansons de l'auteur compositeur et interprète flamand. »

L'EUROPEO

La mort du Trastevere

L'hebdomadaire de Milan, l'Europeo, raconte, sous le titre « Il était une fois le Trastevere », comment, en train de mourir le quartier le plus célèbre et le plus typique de Rome, « Ici, on ne peut plus vivre », nous dit une petite vieille assise devant son portail. Et la vendeuse de journaux, dans son kiosque, explique pourquoi : « Ici, le police ne vient jamais, sinon en compagnie des carabinieri. Et comme les carabinieri eux-mêmes ne peuvent pas venir parce qu'on leur tire dessus... » En effet, les attentats et règlements de comptes sont innom-

brables et, dans ce quartier où l'on vivait depuis toujours, personne n'ose plus sortir. La propriétaire d'un petit bar se lamente : « Je ne peux plus rester que de jour. On a fracturé trois fois le téléphone pour récupérer les jetons, on m'a volé ma Fiat-500, et les personnes même pas des « pazzi entières... » Certains habitants de nouveaux habitants, membres de ce que l'Europeo appelle « l'intelligentsia à manières », attirés par le charme du quartier, mais cela ne fait que retarder la mort d'un Trastevere plus que menacé.

PANORAMA

Des Jeux olympiques désarmants

L'hebdomadaire italien Panorama rapporte le dernier, suggestion d'un membre du parti radical italien, dont les initiatives frissonnantes ou surprenantes ne se comptent plus. L'un de ses militants de Milan s'est dit que l'on pourrait faire servir le sport au désarmement universel d'une façon très simple : « Il ne faudrait plus chercher à obtenir des médailles, mais la diminution des forces armées de l'adversaire. Aux vingt-six spécialités des Jeux olympiques, il faudrait donc ajouter autant de types d'armes. Par exemple, si c'est un Américain qui gagne l'épreuve de saut en hauteur, les Russes devront détruire trois cents de leurs missiles intercontinentaux. Si les

Soviétiques l'emportent en halphélie, les Américains devront renoncer à cinq cents bombardiers, etc. Le jeu doit être ainsi poursuivi jusqu'au désarmement universel. » L'auteur de cette proposition, Adriano Giocioni, s'est déjà fait remarquer par l'originalité des précédents auxquels il recourt pour faire triompher les causes du parti : ainsi il s'est enchaîné à une cage du zoo de Milan, a accroché un calicot à la plus haute tour de la cathédrale et a lancé l'« objection fiscale », en envoyant par chèque au président Persini 5,5 % de ses impôts, afin qu'ils échappent au budget militaire et soient utilisés à des fins civiles.

NEPSZABADSAG

De curieuses pièces de rechange

L'organe du parti socialiste ouvrier hongrois, Nepzabadsag, reproduit la lettre d'un consommateur mécontent. Un certain Miklos Szekely raconte ainsi ses mésaventures : « Lorsque je me suis adressé au grand atelier de réparations, par l'État pour faire réparer mon rasoir électrique en panne, on m'a déclaré d'emblée qu'on n'avait pas la pièce de rechange voulue. Mes protestations, car je n'avais même pas regardé en

quoi consistait la panne, n'y firent rien. Je me rendis donc dans une petite boutique privée située dans les environs. La vieille dame qui tenait le comptoir prit le rasoir et le regarda en quelques minutes elle-même. Lorsque je lui demandai si elle avait au besoin des pièces de rechange pour faire la réparation, elle me répondit : « Non, dans ce pays, c'est nous les pièces de rechange ! »

Jean Bernard
de l'Académie française

Le sang des hommes

« Ce livre est accessible au plus large public. »
J.P. AMETTE / LE POINT

« Le grand livre sur le sang, l'attendait la plume de Jean Bernard. C'est fait. »
PIERRE MACAIGNE / V.S.D.

BUCHET/CHASTEL

PH

Pierrette Sartin
Souvenirs d'une jeune fille mal rangée

Femmes en moon-croquet

Pierre Horay

Un volume 12,5 x 64
224 pages, 84,00 F

PIERRE HORAY EDITION
DIFFUSION GARNIER - DISTRIBUTION SOUS

« J'ai dévoré ce récit autobiographique avec émotion, stupeur, admiration... Un livre, un vrai, un beau... qui aura logiquement sa place sur l'étagère entre Marcel et Hervé Bazin. »
J. Garchin.

Les Nou...
«... Un livre qui ne laisse personne... »
(B.H. Soury,

«... Une impitoyable Guéret... les trente... »
(M. Chavardes,

«... Guéret à deux légères... Jouhandeau... Pierrette Sartin... »
(H. Michaux)

PHOTO A R I S

Organisé pour la première fois en novembre 1980 à l'initiative de l'association Paris Audiovisuel, le Mois de la photographie se déroule désormais tous les deux ans dans les musées de la Ville de Paris, ainsi que dans une cinquantaine d'autres lieux accueillant les manifestations de ce festival « éclaté » de l'image.



RICARDO GOMEZ PEREZ

L'avenir de la communication horizontale

Le succès du Mois de la photo 80, mobilisant quelque trois cent mille visiteurs à en juger d'après les statistiques des musées, galeries et autres ayant recensé les entrées, ne s'explique-t-il que par l'effet de surprise, l'attrait de la nouveauté ou encore l'électisme des expositions proposées au public ? Faut-il croire que la réputation d'Henri Cartier-Bresson dépasse celle du peintre Pollock, ou encore que le génie de Gina Lollobrigida photographiée efface le souvenir d'Esmeralda ? Que s'est-il donc passé il y a deux ans pour que des milliers de Parisiens de tous âges et de toutes conditions sociales envahissent des lieux qu'aucune grande rétrospective picturale ou cinématographique ne parvient plus à remplir ?

Phénomène nouveau, l'engouement populaire pour la photo tient d'abord à l'appât des jeunes générations pour l'image. Accessible à quiconque, la photo est devenue inséparable de la subjectivité contemporaine : on s'exprime en toute liberté, on choisit, on constitue ses propres archives sans que cet acte soit soumis à la moindre censure. La photo est à la fois jardin secret, défoulement sensuel ou affectif, ou encore prise de conscience politique. Dans le cas d'une exposition, elle devient l'amorce d'un dialogue avec autrui.

Autrement dit, la photo marque le départ de la révolution audiovisuelle en cours, elle ouvre l'ère de la communication horizontale. A la différence de la télévision telle qu'on la pratique encore, le savoir la diffusion d'une vérité ou d'un impressionnisme imposé d'en haut, la photo est une proposition d'univers qui stimule la réponse et provoque aussitôt la contre-épreuve : n'importe quel spectateur d'une image peut qu'il est également capable d'en prendre une autre et qu'à ce niveau de la création il n'y a plus de passivité, mais un échange.

Dès lors que cette sorte d'égalité s'établit entre ce qui est montré et celui qui contemple, la curiosité se développe à l'infini, en même temps que la soif de connaître, et d'essayer, pour créer autre chose, à son tour.

Le Mois de la photo est donc condamné à réussir, tant que cette forme d'expression ne rencontrera pas d'autre exercice individuel créatif concurrent.

Deuxième chef de succès de l'opération : l'étendue infiniment grande de l'investigation culturelle proposée. Le Mois de la photo 82 promène allégrement le visiteur à travers le temps et l'espace, sans souci de cette bouillie tous azimuts qui le mène de la vie quotidienne du Second Empire aux phantasmes de Fellini, à la radioscopie de Gamma, ou encore aux tendances les plus actuelles. Les mêmes données historiques, sociales ou poétiques seraient paradoxalement ignorées si le support était le documentaire filmé, le manuel du lycéen ou encore un quelconque brûlot. Ce miracle tient peut-être au fait que la photo n'a pas encore trop souffert des abus de la Trissotin qui semblait d'ores et déjà l'académiser, la mettre en fiches, et la couper de ses assises populaires : comme la chanson, la photo est rebelle à ces assises, ce qui ne veut dire en aucun cas qu'il faille être léger à l'égard des trésors du passé, et même des archives du présent.

Enfin, le Mois de la photo 82 bénéficie de cet air de grâce qui caractérise les jeunes manifestations qui prennent un peu partout racine dans une ville où la culture naît à tout instant de l'événement quotidien, du mouvement des idées, de l'évolution des mœurs.

Le calendrier des expositions témoigne du parcours proposé : à chacun d'y trouver le reflet de ses propres interrogations, et ce miroir de notre société et des passions qui l'habitent. Le véritable destin du Mois de la photo 82 se joue du côté du public.

JEAN-LUC MONTEROSSO.
Commissaire du Mois de la photo.

Pour la recherche et le doute

Il serait grand temps, quand on parle de photographie, de cesser de bécotter. Certes nous appelons « photographie » l'industrie puissante et prospère qui produit les appareils et les émulsions ainsi que la fabrication des photos. Mais parlons de « photographie » pour désigner les activités professionnelles ou d'amateurs (publicité, mode, journalisme, photos de famille ou de vacances) capables d'assouvir les besoins des masses modernes et de les confirmer dans l'image qu'elles se font de leur bien-être asservissement. « Photographie » aussi le beau geste que le bourgeois a acheté cher ou mis dans son salon, en témoignage de ses capacités financières et donc intellectuelles.

Des idées toutes faites

Mais il y a aussi ceux qui sont entrés en photographie pour savoir ce qu'elle est. Ils savent qu'elle est une façon difficile de vivre et de vivre le monde, mais continuent à chercher ce qu'elle est elle-même. « Si je suis sculpteur, dit Alberto Giacometti, c'est que je n'ai jamais rien compris à ce qu'est un volume. Alors je sculpte ». Dans un pays comme la France ils sont vingt ou trente, souvent sans la moindre veulerie de nuit par intérim, maçons en Lozère, gardes-barrières en chômage (l'en comble), le claqueur du bec, à tout moment à leur inquiétude, à leur quête, et à faire les images qui deviendront un jour la vision de nous. La photographie c'est eux. Participer à leur recherche, ce n'est pas défendre un produit, voilà ce que devrait être une action culturelle différente des vaines agitations budgétaires.

Je voudrais parler de quelques engagements photographiques d'aujourd'hui. Il y a ceux qui ont cessé d'être possible : croire que le réel est la technique prennent sur eux une partie des responsabilités. Fini de voir la réalité des rues et des campagnes parsemées de situations exemplaires, chantes ou cruelles, scandaleuses ou édifiantes, tristes ou cocasses, à surprendre après un patient affût ou dans une furtive danse du scalp. Fini donc de conforter, par innocence ou complicité, les idées toutes faites que nous nous sommes faites sur la nature de la société, de l'illustrer d'images bien venues le dictionnaire des idées reçues. On ne peut plus, sans tricher, imaginer le monde comme un magazine où tout, le pire, finit réconcilié dans l'agrément des images en page.

Mais tout aussi morte est une photographie avide de s'élever

dans la hiérarchie des beaux-arts, de se débattre de sa spontanéité roturière, afin d'atteindre la dignité de « média d'expression ». Photographie à étages avec, au haut, les photos qui comme les autres et, en bas, la masse des photos ordinaires. Secrète, inavouée jubilation de s'apercevoir que l'image photographique est bien moins réelle qu'un vain peuple ne le pense et qu'elle peut postuler une admission dans le cercle restreint des extravagances de la peinture moderne. Nous savons bien, maintenant, que tout est permis et que le scandale est permis. Ni la grosseur du grain ni les effets spéciaux n'apportent l'art avec eux. Tout est libre et tout est égal.

Aussi sommes-nous se tortiller, rougissant, chichiteux, en demandant : « Suis-je un artiste ? » comme si c'était une promotion sociale, une distinction ridicule à avoir la Légion d'honneur ou entrer à l'Institut. Le photographe (le vrai) assume totalement d'être un artiste, il revendique calmement l'honneur du labeur créateur, mais douloureusement aussi, et comme malheureusement, les illusions sur l'usage que notre société fait des artistes : repousseurs ou bouffons.

Le dernier des arts

Si l'art devait mourir demain — ce qu'à Dieu ne plaise — la photographie aurait l'émouvant privilège d'avoir été le dernier des arts. Son sempiternel retard est devenu son plus précieux trésor. On en viendrait presque à bénir sa stupidité administrative et de sa crépuscule corporatiste qui ont remis jusqu'à aujourd'hui, ses soixante-dix ans de retard sur l'Amérique de Stieglitz à cinquante ans sur l'Allemagne du Bauhaus (brisée par le nazisme), l'avènement d'une photographie consciente d'elle-même. C'est-à-dire d'une photographie pour qui il est, en elle-même, question d'elle-même. Une photographie qui doute, inquiète, se défie d'une photographie triomphante. Une photographie qui se retrouve d'emblée là où sont les autres arts : se définir par une perpétuelle remise en cause de sa définition. Un art encore embaumé, sur la vie, et qui n'a pas fini de conquérir son propre territoire.

Car nul ne peut faire de la photographie un art. Il y faut des artistes. Le front pionnier des artistes dirigés l'intérieur que vers l'extérieur. Ce n'est pas en exposant dans une galerie de luxe des images racoleuses ou vulgaires qu'on fait de

leur auteur un artiste. Mais aujourd'hui que tels reporters ou artistes ou 50 étaient de grands artistes. Malgré l'usage oppressif fait de leurs images dans les médias, et même si certains d'entre eux sont encore dans les sables de l'apprendre. C'est ainsi possible. Mais les pouvoirs publics ou privés ne peuvent mieux que coller derrière, et mettre à l'écoute, la source de la création.

Par rapport à une histoire

Quand on voit vivre les images, leurs courants et leurs remous sont aussi manifestes que dans un grand fleuve. Et les inquiétudes de ceux qui les font, leurs questions, se rejoignent et s'imposent d'évidence. La première est que le photographe (le vrai) travaille d'urgence par rapport à une histoire. Car la création photographique a son incarnation et sa preuve dans une histoire. Les lenteurs institu-

tionnelles n'ont jamais empêché les grands photographes de s'exprimer. Les jeunes ne peuvent plus faire croire à une photographie en soi, entité intemporelle. Ils ont enfin dépassé le stade de celui de la peinture au dix-septième siècle : se définir par rapport à des modèles parfaits, jamais mais toujours recommandés. Il n'y a que des états de recherche. Mais d'autre part ces jeunes ne veulent pas récupérer les recettes de leurs aînés comme des recettes. Il ne s'agit pas de mettre à l'art dans leurs mains, comme font les peintres académiques ou les mauvais photographes de mode. Il ne s'agit d'orner mais de porter témoignage. Quand Walter Ruttmann un poivron, c'était pour voir comment un poivron se fait, comme l'écrit dans son livre. Si les exemples de ces artistes présents, c'est en tant qu'attitudes.

JEAN-CLAUDE LEMAGNY.
(Lire la suite page XIV.)

PARIS AUDIOVISUEL : PHOTO ET CINÉMA

Après « AURÉLIA STEINER »
de Marguerite DURAS

Après « PARIS S'EN VA »
de Jacques RIVETTE

Le département cinéma de « PARIS AUDIOVISUEL » heureux d'annoncer dans le cadre du mois de la Photo 82 une avant-première mondiale :

« ULYSSE »
d'Agnès Varda

Une coproduction
PARIS AUDIOVISUEL - GARANCE FILMS

هكذا من الاجل

Nouveau. Nikon FG: le "Programme" qui progresse avec vous.

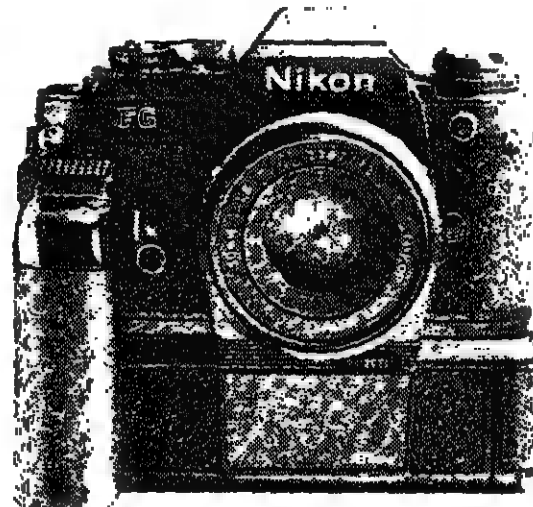
P... une petite lettre en majuscule sur le sélecteur de vitesse du Nikon FG.

P, comme Programme, une petite lettre importante qui fait du FG un Nikon un peu différent des autres.

P... c'est la paix des photographes. C'est la possibilité de se libérer de la technique pour se concentrer sur les images.

Quand le FG est en position P, vous n'avez aucun réglage d'ouverture ou de vitesse à faire... Vous visez, vous appuyez sur le point, vous déclenchez, c'est tout. Comme si vous étiez l'assistant d'un professionnel, le microprocesseur règle pour vous la combinaison ouverture-vitesse optimale pour une exposition parfaite. Il fait plus, il affiche la vitesse dans le viseur, il peut même, si nécessaire, corriger la programmation après fermeture du diaphragme.

Si vous êtes attiré par les performances des Reflex 24 x 36, mais retenu par leur complexité d'utilisation, la position Programme est une bénédiction pour vous. Ce serait une raison suffisante pour faire du Nikon FG votre appareil. Mais il y en a bien d'autres.



Tout d'abord, le caractère évolutif du Nikon FG. La simplicité de l'automatisme programmé va vous faire progresser rapidement, développer votre sens de l'image. Et demain votre créativité, votre imagination vont réclamer des armes plus personnelles.

Nikon a donc prévu sur le FG d'autres modes d'exposition : automatique, priorité à l'ouverture et information sur la vitesse, semi-auto à part entière, contrôle permanent dans le viseur, un manuel avec libre choix de l'ouverture et de la vitesse qui vous permettront d'accéder, comme les professionnels, à la maîtrise complète de la photographie.

Une autre raison — et une la moindre — est que le FG est créé par Nikon.

Depuis longtemps, Nikon équipe les plus grands professionnels dans tous les domaines de la photographie : reportage, illustration, sport, mode, publicité... Le FG récolte aujourd'hui les fruits de cette collaboration unique pour vous en faire bénéficier.

C'est un boîtier tout de précision, de simplicité, de fiabilité. Protégé par un châssis en aluminium injecté. Truffé de sécurités : informations visuelles et acoustiques, les risques de bougé et de sur ou sous-exposition, touche de compensation pour jouer avec les contre-jours.

La majorité des appareils automatiques ne peuvent plus fonctionner sans piles : le FG, lui, est doté de positions mécaniques qui lui permettent d'opérer, même si vous êtes perdu dans la brousse.



Rare également, l'automatisme TTL flash qui, par analyse en temps réel, permet même nombre d'ouvertures qu'en lumière du jour.

La synchronisation au flash s'effectue au 1/90^e de seconde réduisant ainsi le risque de bougé. Ceci est dû à l'obturateur métallique, par ailleurs plus endurant que les rideaux textiles généralement utilisés.

Depuis 1917, Nikon élargit et

enrichit sa vocation de chercheur et de fabricant d'optique dans toutes ses applications : télescopes astronomiques, microscopes, jumelles, lunettes, opto-électronique, etc.

Le Nikon FG vous donne accès à cette extraordinaire tradition en vous ouvrant les portes du Système Nikon, (près de 70 objectifs Nikkor, Nikon-E, les flashes et accessoires), l'univers le plus riche et le plus performant de toute la photographie 24 x 36 Reflex.

Nikon FG équipé d'un objectif 50 mm f/1.8 série E et d'un moteur MD 14.

Avec le FG comme avec tous les Nikon, vous entrez dans le système Nikon, un univers de perfection optique qui vous permet toutes les approches.

Objectifs Fish-eye	Objectifs Grands-Angulaires	Objectifs Catadioptriques	Objectifs Nikon Series E	Objectifs Spéciaux
f/2.8 8mm	f/3.5 15mm	f/5.6 500mm	f/2.8 28mm	f/2.8 35mm
f/2.8 15mm	f/3.5 20mm	f/11 1000mm	f/3.5 35mm	f/2.8 50mm
f/2.8 28mm	f/2.8 24mm	f/11 2000mm	f/3.5 50mm	f/2.8 75mm
f/2.8 35mm	f/2.8 28mm		f/3.5 75mm	f/2.8 105mm
f/2.8 50mm	f/2.8 35mm		f/3.5 105mm	f/2.8 135mm
f/2.8 75mm	f/2.8 50mm		f/3.5 135mm	f/2.8 180mm
f/2.8 105mm	f/2.8 75mm		f/3.5 180mm	f/2.8 200mm
f/2.8 135mm	f/2.8 105mm		f/3.5 200mm	f/2.8 250mm
f/2.8 180mm	f/2.8 135mm		f/3.5 250mm	f/2.8 300mm
f/2.8 200mm	f/2.8 180mm		f/3.5 300mm	f/2.8 350mm
f/2.8 250mm	f/2.8 200mm		f/3.5 350mm	f/2.8 400mm
f/2.8 300mm	f/2.8 250mm		f/3.5 400mm	f/2.8 450mm
f/2.8 350mm	f/2.8 300mm		f/3.5 450mm	f/2.8 500mm
f/2.8 400mm	f/2.8 350mm		f/3.5 500mm	f/2.8 550mm
f/2.8 450mm	f/2.8 400mm		f/3.5 550mm	f/2.8 600mm
f/2.8 500mm	f/2.8 450mm		f/3.5 600mm	f/2.8 650mm
f/2.8 550mm	f/2.8 500mm		f/3.5 650mm	f/2.8 700mm
f/2.8 600mm	f/2.8 550mm		f/3.5 700mm	f/2.8 750mm
f/2.8 650mm	f/2.8 600mm		f/3.5 750mm	f/2.8 800mm
f/2.8 700mm	f/2.8 650mm		f/3.5 800mm	f/2.8 850mm
f/2.8 750mm	f/2.8 700mm		f/3.5 850mm	f/2.8 900mm
f/2.8 800mm	f/2.8 750mm		f/3.5 900mm	f/2.8 950mm
f/2.8 850mm	f/2.8 800mm		f/3.5 950mm	f/2.8 1000mm
f/2.8 900mm	f/2.8 850mm		f/3.5 1000mm	f/2.8 1050mm
f/2.8 950mm	f/2.8 900mm		f/3.5 1050mm	f/2.8 1100mm
f/2.8 1000mm	f/2.8 950mm		f/3.5 1100mm	f/2.8 1150mm
f/2.8 1050mm	f/2.8 1000mm		f/3.5 1150mm	f/2.8 1200mm
f/2.8 1100mm	f/2.8 1050mm		f/3.5 1200mm	f/2.8 1250mm
f/2.8 1150mm	f/2.8 1100mm		f/3.5 1250mm	f/2.8 1300mm
f/2.8 1200mm	f/2.8 1150mm		f/3.5 1300mm	f/2.8 1350mm
f/2.8 1250mm	f/2.8 1200mm		f/3.5 1350mm	f/2.8 1400mm
f/2.8 1300mm	f/2.8 1250mm		f/3.5 1400mm	f/2.8 1450mm
f/2.8 1350mm	f/2.8 1300mm		f/3.5 1450mm	f/2.8 1500mm
f/2.8 1400mm	f/2.8 1350mm		f/3.5 1500mm	f/2.8 1550mm
f/2.8 1450mm	f/2.8 1400mm		f/3.5 1550mm	f/2.8 1600mm
f/2.8 1500mm	f/2.8 1450mm		f/3.5 1600mm	f/2.8 1650mm
f/2.8 1550mm	f/2.8 1500mm		f/3.5 1650mm	f/2.8 1700mm
f/2.8 1600mm	f/2.8 1550mm		f/3.5 1700mm	f/2.8 1750mm
f/2.8 1650mm	f/2.8 1600mm		f/3.5 1750mm	f/2.8 1800mm
f/2.8 1700mm	f/2.8 1650mm		f/3.5 1800mm	f/2.8 1850mm
f/2.8 1750mm	f/2.8 1700mm		f/3.5 1850mm	f/2.8 1900mm
f/2.8 1800mm	f/2.8 1750mm		f/3.5 1900mm	f/2.8 1950mm
f/2.8 1850mm	f/2.8 1800mm		f/3.5 1950mm	f/2.8 2000mm
f/2.8 1900mm	f/2.8 1850mm		f/3.5 2000mm	f/2.8 2050mm
f/2.8 1950mm	f/2.8 1900mm		f/3.5 2050mm	f/2.8 2100mm
f/2.8 2000mm	f/2.8 1950mm		f/3.5 2100mm	f/2.8 2150mm
f/2.8 2050mm	f/2.8 2000mm		f/3.5 2150mm	f/2.8 2200mm
f/2.8 2100mm	f/2.8 2050mm		f/3.5 2200mm	f/2.8 2250mm
f/2.8 2150mm	f/2.8 2100mm		f/3.5 2250mm	f/2.8 2300mm
f/2.8 2200mm	f/2.8 2150mm		f/3.5 2300mm	f/2.8 2350mm
f/2.8 2250mm	f/2.8 2200mm		f/3.5 2350mm	f/2.8 2400mm
f/2.8 2300mm	f/2.8 2250mm		f/3.5 2400mm	f/2.8 2450mm
f/2.8 2350mm	f/2.8 2300mm		f/3.5 2450mm	f/2.8 2500mm
f/2.8 2400mm	f/2.8 2350mm		f/3.5 2500mm	f/2.8 2550mm
f/2.8 2450mm	f/2.8 2400mm		f/3.5 2550mm	f/2.8 2600mm
f/2.8 2500mm	f/2.8 2450mm		f/3.5 2600mm	f/2.8 2650mm
f/2.8 2550mm	f/2.8 2500mm		f/3.5 2650mm	f/2.8 2700mm
f/2.8 2600mm	f/2.8 2550mm		f/3.5 2700mm	f/2.8 2750mm
f/2.8 2650mm	f/2.8 2600mm		f/3.5 2750mm	f/2.8 2800mm
f/2.8 2700mm	f/2.8 2650mm		f/3.5 2800mm	f/2.8 2850mm
f/2.8 2750mm	f/2.8 2700mm		f/3.5 2850mm	f/2.8 2900mm
f/2.8 2800mm	f/2.8 2750mm		f/3.5 2900mm	f/2.8 2950mm
f/2.8 2850mm	f/2.8 2800mm		f/3.5 2950mm	f/2.8 3000mm
f/2.8 2900mm	f/2.8 2850mm		f/3.5 3000mm	f/2.8 3050mm
f/2.8 2950mm	f/2.8 2900mm		f/3.5 3050mm	f/2.8 3100mm
f/2.8 3000mm	f/2.8 2950mm		f/3.5 3100mm	f/2.8 3150mm
f/2.8 3050mm	f/2.8 3000mm		f/3.5 3150mm	f/2.8 3200mm
f/2.8 3100mm	f/2.8 3050mm		f/3.5 3200mm	f/2.8 3250mm
f/2.8 3150mm	f/2.8 3100mm		f/3.5 3250mm	f/2.8 3300mm
f/2.8 3200mm	f/2.8 3150mm		f/3.5 3300mm	f/2.8 3350mm
f/2.8 3250mm	f/2.8 3200mm		f/3.5 3350mm	f/2.8 3400mm
f/2.8 3300mm	f/2.8 3250mm		f/3.5 3400mm	f/2.8 3450mm
f/2.8 3350mm	f/2.8 3300mm		f/3.5 3450mm	f/2.8 3500mm
f/2.8 3400mm	f/2.8 3350mm		f/3.5 3500mm	f/2.8 3550mm
f/2.8 3450mm	f/2.8 3400mm		f/3.5 3550mm	f/2.8 3600mm
f/2.8 3500mm	f/2.8 3450mm		f/3.5 3600mm	f/2.8 3650mm
f/2.8 3550mm	f/2.8 3500mm		f/3.5 3650mm	f/2.8 3700mm
f/2.8 3600mm	f/2.8 3550mm		f/3.5 3700mm	f/2.8 3750mm
f/2.8 3650mm	f/2.8 3600mm		f/3.5 3750mm	f/2.8 3800mm
f/2.8 3700mm	f/2.8 3650mm		f/3.5 3800mm	f/2.8 3850mm
f/2.8 3750mm	f/2.8 3700mm		f/3.5 3850mm	f/2.8 3900mm
f/2.8 3800mm	f/2.8 3750mm		f/3.5 3900mm	f/2.8 3950mm
f/2.8 3850mm	f/2.8 3800mm		f/3.5 3950mm	f/2.8 4000mm
f/2.8 3900mm	f/2.8 3850mm		f/3.5 4000mm	f/2.8 4050mm
f/2.8 3950mm	f/2.8 3900mm		f/3.5 4050mm	f/2.8 4100mm
f/2.8 4000mm	f/2.8 3950mm		f/3.5 4100mm	f/2.8 4150mm
f/2.8 4050mm	f/2.8 4000mm		f/3.5 4150mm	f/2.8 4200mm
f/2.8 4100mm	f/2.8 4050mm		f/3.5 4200mm	f/2.8 4250mm
f/2.8 4150mm	f/2.8 4100mm		f/3.5 4250mm	f/2.8 4300mm
f/2.8 4200mm	f/2.8 4150mm		f/3.5 4300mm	f/2.8 4350mm
f/2.8 4250mm	f/2.8 4200mm		f/3.5 4350mm	f/2.8 4400mm
f/2.8 4300mm	f/2.8 4250mm		f/3.5 4400mm	f/2.8 4450mm
f/2.8 4350mm	f/2.8 4300mm		f/3.5 4450mm	f/2.8 4500mm
f/2.8 4400mm	f/2.8 4350mm		f/3.5 4500mm	f/2.8 4550mm
f/2.8 4450mm	f/2.8 4400mm		f/3.5 4550mm	f/2.8 4600mm
f/2.8 4500mm	f/2.8 4450mm		f/3.5 4600mm	f/2.8 4650mm
f/2.8 4550mm	f/2.8 4500mm		f/3.5 4650mm	f/2.8 4700mm
f/2.8 4600mm	f/2.8 4550mm		f/3.5 4700mm	f/2.8 4750mm
f/2.8 4650mm	f/2.8 4600mm		f/3.5 4750mm	f/2.8 4800mm
f/2.8 4700mm	f/2.8 4650mm		f/3.5 4800mm	f/2.8 4850mm
f/2.8 4750mm	f/2.8 4700mm		f/3.5 4850mm	f/2.8 4900mm
f/2.8 4800mm	f/2.8 4750mm		f/3.5 4900mm	f/2.8 4950mm
f/2.8 4850mm	f/2.8 4800mm		f/3.5 4950mm	f/2.8 5000mm
f/2.8 4900mm	f/2.8 4850mm		f/3.5 5000mm	f/2.8 5050mm
f/2.8 4950mm	f/2.8 4900mm		f/3.5 5050mm	f/2.8 5100mm
f/2.8 5000mm	f/2.8 4950mm		f/3.5 5100mm	f/2.8 5150mm
f/2.8 5050mm	f/2.8 5000mm		f/3.5 5150mm	f/2.8 5200mm
f/2.8 5100mm	f/2.8 5050mm		f/3.5 5200mm	f/2.8 5250mm
f/2.8 5150mm	f/2.8 5100mm		f/3.5 5250mm	f/2.8 5300mm
f/2.8 5200mm	f/2.8 5150mm		f/3.5 5300mm	f/2.8 5350mm
f/2.8 5250mm	f/2.8 5200mm		f/3.5 5350mm	f/2.8 5400mm
f/2.8 5300mm	f/2.8 5250mm		f/3.5 5400mm	f/2.8 5450mm
f/2.8 5350mm	f/2.8 5300mm		f/3.5 5450mm	f/2.8 5500mm
f/2.8 5400mm	f/2.8 5350mm		f/3.5 5500mm	f/2.8 5550mm
f/2.8 5450mm	f/2.8 5400mm		f/3.5 5550mm	f/2.8 5600mm
f/2.8 5500mm	f/2.8 5450mm		f/3.5 5600mm	f/2.8 5650mm
f/2.8 5550mm	f/2.8 5500mm		f/3.5 5650mm	f/2.8 5700mm
f/2.8 5600mm	f/2.8 5550mm		f/3.5 5700mm	f/2.8 5750mm
f/2.8 5650mm	f/2.8 5600mm		f/3.5 5750mm	f/2.8 5800mm
f/2.8 5700mm	f/2.8 5650mm		f/3.5 5800mm	f/2.8 5850mm
f/2.8 5750mm	f/2.8 5700mm		f/3.5 5850mm	f/2.8 5900mm
f/2.8 5800mm	f/2.8 5750mm		f/3.5 5900mm	f/2.8 5950mm
f/2.8 5850mm	f/2.8 5800mm		f/3.5 5950mm	f/2.8 6000mm
f/2.8 5900mm	f/2.8 5850mm		f/3.5 6000mm	f/2.8 6050mm
f/2.8 5950mm	f/2.8 5900mm		f/3.5 6050mm	f/2.8 6100mm
f/2.8 6000mm	f/2.8 5950mm		f/3.5 6100mm	f/2.8 6150mm
f/2.8 6050mm	f/2.8 6000mm		f/3.5 6150mm	f/2.8 6200mm
f/2.8 6100mm	f/2.8 6050mm		f/3.5 6200mm	f/2.8 6250mm
f/2.8 6150mm	f/2.8 6100mm		f/3.5 6250mm	f/2.8 6300mm
f/2.8 6200mm	f/2.8 6150mm		f/3.5 6300mm	f/2.8 6350mm
f/2.8 6250mm	f/2.8 6200mm		f/3.5 6350mm	f/2.8 6400mm
f/2.8 6300mm	f/2.8 6250mm		f/3.5 6400mm	f/2.8 6450mm
f/2.8 6350mm	f/2.8 6300mm		f/3.5 6450mm	f/2.8 6500mm
f/2.8 6400mm	f/2.8 6350mm		f/3.5 6500mm	f/2.8 6550mm
f/2.8 6450mm	f/2.8 6400mm		f/3.5 6550mm	f/2.8 6600mm
f/2.8 6500mm	f/2.8 6450mm		f/3.5 6600mm	f/2.8 6650mm
f/2.8 6550mm	f/2.8 6500mm		f/3.5 6650mm	f/2.8 6700mm
f/2.8 6600mm	f/2.8 6550mm		f/3.5 6700mm	f/2.8 6750mm
f/2.8 6650mm	f/2.8 6600mm		f/3.5 6750mm	f/2.8 6800mm
f/2.8 6700mm	f/2.8 6650mm		f/3.5 6800mm	f/2.8 6850mm
f/2.8 6750mm	f/2.8 6700mm		f/3.5 6850mm	f/2.8 6900mm

Les procédés se diversifient

La photographie est en mutation, et les changements qui l'affectent depuis quelques années en modifient lentement les techniques et le marché. L'arrivée depuis septembre de procédés comme la photo-disque et l'Ektaflex de Kodak, ou la diapositive instantanée de Polaroid, sont des signes de cette évolution profonde.

Le lancement de la photo-disque, tout d'abord, est particulièrement significatif. Le procédé qui avait été annoncé au printemps dernier par Kodak est maintenant entré sur le marché français. Il comporte avant un nouveau conditionnement de l'émulsion, un Kodacolor haute sensibilité (200/24 ISO) forme de disque 6,5 centimètres de diamètre, enfermé dans un chargeur plat de 6 millimètres d'épaisseur et d'un peu plus de 7 centimètres de largeur. Chaque disque procure quinze négatifs de 8 x 10 millimètres destinés aux tirages d'épreuves en couleurs sur papier. De nouveaux appareils miniaturisés et très plats sont nécessaires pour photographier avec ce disque. De nouvelles machines de développement et d'agrandissement devront équiper les laboratoires pour effectuer le traitement et les tirages.

Pour Kodak, la raison d'être, avouée, de la photo-disque, c'est de mettre à la disposition du grand public un matériel léger, plus simple d'emploi que les ceux existant, réduisant le nombre de photos ratées et donnant des images de qualité supérieure à celles que procure le procédé 110, qui était jusqu'ici le procédé de grande vulgarisation la photo (film en chargeur) donnant des images 13 x 17 millimètres faisant appel, pour la prise, à des appareils de poche). En vérité, la photo-disque ne cherche à prendre la place du système 110, aujourd'hui en régression, pour lequel les constructeurs de matériel ne produisent plus beaucoup d'appareils. En 1981, il avait été vendu en France autant d'appareils 24 x 36 (huit mille) que de 110, alors que deux années auparavant, les chiffres dépassaient le million d'unités pour les 110 et inférieurs à cinq mille pour le 24 x 36.

Le secteur grand public en crise

S'il est probable que la photo-disque permettra, dans les prochaines années, de réaliser plus de ventes que le 110, il n'est pas certain, par contre, que le nouveau système connaîtra le succès qu'avait obtenu le 110 durant les années 70. Car la crise économique touche aujourd'hui tout particulièrement le secteur photo grand public. Celui-ci stagne quand il n'est pas en régression. La progression des ventes de pellicules s'est ralentie. La photo instantanée, en ce qui concerne les produits destinés aux amateurs, est en recul. Dans cette situation, l'annonce en 1981 de l'arrivée possible d'un autre disque pour image, fondé sur la vidéo, le Mavica Sony (1), n'est sans doute pas restée sans effet sur le comportement des amateurs. Le consommateur, dont le pouvoir d'achat s'effrite depuis plusieurs années, devient moins accessible aux joies de la photo et plus enclin à attendre un produit de remplacement apparemment plus avantageux. C'est le cas du disque vidéo Sony, qui permettra d'obtenir des images immédiatement visibles, sans traitement préalable en laboratoire, et aussi d'effacer une mauvaise prise de vue pour la recommencer.

La qualité n'aura guère d'influence sur ce point. Nous avons pu tester tant la photo-disque que le prototype du disque vidéo. Comparées aux images que procurent les appareils 110 courants, les différences restent faibles, et il est probable que les amateurs n'en verront pas. Est-ce à dire que le disque vidéo l'emportera ? Certainement pas, dans les premières années du moins. Car le matériel de prise de vue de ce disque sera beaucoup plus cher que celui de la photo-disque (de 8 000 à 10 000 F contre quelques centaines de francs). De plus, le disque Kodak aura une importante avance, puisqu'il est déjà sur le marché.

Rien que pour 1982 Kodak pense vendre huit millions d'appareils à disque dans le monde. Déjà un autre fabricant de surfaces sensibles, le Japonais Fuji a présenté un film disque identique à celui de Kodak (le Fujicolor HR) qui sera commercialisé dans les premiers mois de 1983. Enfin, Kodak a décidé d'attaquer Sony sur son propre terrain en présentant début octobre à Cologne un lecteur pour disque Kodacolor qui procure directement sur un téléviseur couleur une photo en couleur, que nous avons vue, et qui est réellement de grande qualité. Pour l'instant cet appareil ne sera pas commercialisé car il est coûteux.

Les films de haute définition

Tout laisse penser que le futur de la photo grand public, qui cessera d'appartenir à un seul procédé, le 110. Les amateurs tourneront de plus en plus vers des procédés très différents : photo-disque, disque vidéo (qu'il lance par les constructeurs), photo instantanée (trois procédés actuellement : le SX 70 de la 600 de Polaroid, le Kodamatic 320 de Kodak (qui vient de remplacer le premier film, le PR-10), et le FI-10 de Fuji, le dernier étant pour l'instant réservé aux Japonais), ou même le 24 x 36, dont les appareils compacts et les modèles reflex connaissent un succès important (la moitié du total des ventes d'appareils d'amateur pour la photo classique).

L'annonce d'un procédé de disque-image vidéo par Sony, qui sera lancé par les constructeurs japonais, sonnant le glas de la photographie conventionnelle. S'il est possible, comme nous venons de le voir,

que l'image vidéo puisse un jour concurrencer les procédés de photo grand public, la condition que le prix des appareils de photo vidéo baisse considérablement, elle ne saurait pour autant remplacer la photographie tant les qualités sont bien supérieures (même s'il s'agit d'une photo-vidéo de haute définition, comparable à la télévision de haute définition annoncée aux États-Unis et au Japon). Or l'écart de qualité entre la photo et la vidéo ira en s'accroissant : les émulsions photosensibles sont actuellement fortement améliorées. En particulier, les films en couleurs récents font appel à de nouvelles substances formatrices de colorants et à une structure cristalline qui augmente leur sensibilité. Le Kodacolor 200 et le Fujicolor HR, utilisés pour la photo-disque et le nouveau film professionnel Vericolor de Kodak en sont des exemples. Les derniers progrès de la photochimie permettent même de conserver un grain fin avec un négatif couleur de 1000/31° 150, le Kodacolor VR 1000. Ce film comporte de nouveaux grains d'halogénure d'argent larges et plats qui captent mieux la lumière et sont ainsi plus sensibles.

L'évolution de la photographie tend à donner une place importante aux procédés à développement instantané. À côté des systèmes plus spécialement destinés au grand public comme le Polaroid SX 70 et le Kodak Kodamatic 320, il existe des procédés, comme le Polaroid HR de Polaroid et l'Ektaflex de Kodak, qui sont destinés aux professionnels ou aux amateurs avertis. Ils donnent des images en couleurs très fines. Le Polaroid est utilisable à la prise de vue. L'Ektaflex ne sert qu'aux agrandissements en laboratoire (où il

permet d'éliminer tous les bains de traitement en les remplaçant par un processus de développement automatique). Mais il n'est pas exclu que l'Ektaflex soit un jour adapté à la prise de vue.

La réalisation de ces émulsions de photo instantanée montre l'emprise de plus en plus grande de ces procédés. Ceux-ci ne sentent de se diversifier d'entrer en concurrence avec la photo conventionnelle. Les derniers procédés annoncés dans ce domaine sont la diapositive instantanée de Polaroid, l'Agfachrome Speed d'Agfa. La diapositive est obtenue avec un film nouveau (en fait trois films, le Polachrome 35, un couleur et deux noir et blanc), conditionné pour 24 x 36 classique. Il pourra donc être utilisé dans n'importe quel appareil, dans les mêmes conditions qu'un film 35 mm ordinaire. Une fois les prises de vues achevées, la cartouche est placée dans un tirage avec des sachets de traitement, par l'amateur lui-même. En quelques minutes, le plein jour, automatiquement, le film sera développé et sera prêt à être inséré dans le carton pour la projection. L'Agfachrome Speed, d'autre part, est un procédé d'agrandissement donnant des épreuves en couleur qui s'apparente à l'Ektaflex de Kodak.

L'automatisation des appareils

Dans les années 80, la photo instantanée occupe ainsi de nouveaux domaines, soit entièrement, soit en concurrence avec la photo traditionnelle. Cette évolution ne fait que commencer. Il est probable que les opérations de laboratoire seront de plus en plus souvent éliminées.

Les transformations futures des appareils photographiques seront moins spectaculaires. En effet, les modèles actuels sont déjà largement équipés de circuits électroniques et automatisés. On ne pourra donc qu'assister à une généralisation de certains dispositifs comme l'automatisme de l'exposition, le flash, l'autofocus, l'entraînement de la pellicule par un mécanisme intégré ou l'automatisme de la mise au point.

En ce qui concerne la mise au point, sont arrivés cette année les premiers modèles reflex 35 x 36 équipés d'un système de fonctionnement automatique ou semi-automatique (dans le dernier, l'opérateur fait la mise au point, l'appareil s'arrête dès que le signal lui fait savoir qu'elle est réalisée correctement) : Pentax ME-F, Canon AL-1, Nikon F3-AF, Olympus OM-30, Ricoh XR-F. Il est maintenant évident que les reflex 24 x 36, bientôt proposés avec ce dispositif, mise au point. Le système lui-même appelé à évoluer. Actuellement, la mise au point automatique assure un micro-moteur qui tourne la bague de mise au point de l'objectif et commande donc le déplacement de tout le système optique. Cette formule est l'inconvénient d'alourdir les objectifs, d'augmenter nettement leur volume et de consommer de l'énergie.

Avec son modèle F3-AF, Nikon a, sur ce point, adopté une technique nouvelle : le micro-moteur ne commande que le dé-

placement du groupe de lentilles arrière. Cette technique, dite des lentilles flottantes, était déjà utilisée pour faire varier la focale d'un zoom. Elle permet d'alléger nettement les dispositifs de commande et de réduire le volume de l'objectif.

Zooms

Dans le domaine des objectifs, précisément, l'avenir appartient de plus en plus aux zooms. L'an dernier déjà, 60 % des objectifs fabriqués au Japon étaient des zooms. De plus en plus compacts, ils tendent à remplacer l'objectif à focale fixe pour la prise de vue ordinaire. Leurs performances ne sont pas toujours égales à celles des focales fixes, mais s'en rapprochent très souvent, ce qui suffit à les faire apprécier des photographes. Petit à petit, les zooms gagnent en luminosité (de ce point de vue, ils restent encore moins satisfaisants que les objectifs à focale fixe) et en possibilités (plages grand angle couvrant, distances de prise de vue abaissées à quelques centimètres). Lorsque ces caractéristiques pourront être obtenues à des prix relativement bas, il est probable qu'elles détermineront un nouveau changement dans les appareils : un zoom compact pourra être purement et simplement intégré au boîtier.

ROGER BELLONE.

(1) Le Mavica Sony, voir le Monde du 26 août et du 26 septembre 1981.

3 grands classiques de la photographie

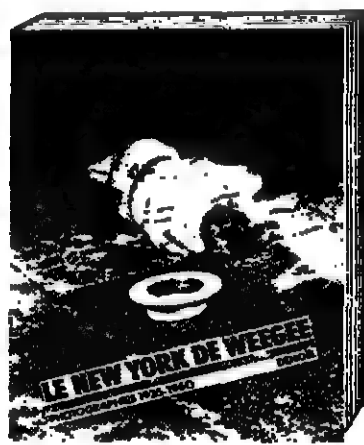


Brassai

Les artistes de ma vie

1 vol. 23,5 x 29,5
rel. toile
sous jaquette
224 pages
298 F

en librairie le 16 Novembre



Weegee

Le New York de Weegee

photographies 1925-1968

1 vol. 23,5 x 29,5
rel. toile
sous jaquette
384 pages - 330 F

en librairie le 26 Octobre



Ben Maddow

Visages

2 vol. 23,5 x 31
rel. toile
sous jaquette typ
présentés
sous coffret
540 pages
l'ensemble 498 F

en librairie le 25 Novembre

denoël



APPRENEZ LA PHOTO
AVEC UN GRAND REPORTER
DE L'AGENCE MAGNUM

ENTREZ EN STAGE
AVEC GUY LE QUERREC
A PARTIR
DE CE MOIS-CI DANS



DANS LE CADRE DU MOIS DE LA PHOTO 82

GRAND PRIX EUROPÉEN DE LA PHOTOGRAPHIE DE PLATEAU

décerné à Roger Corbeau

pour l'ensemble de son œuvre
et pour son nouvel album

« Portraits d'artistes »

paru aux

« Éditions du Regard »



ROBERT DOISNEAU



FRANÇOIS HEBS



ANNE HENRI

Quand les collections fabriquent l'histoire

Le dix-neuvième et le vingtième siècles se tournent le dos. Les historiens du siècle passé ont peu de curiosité pour la création contemporaine, les critiques une connaissance insuffisante de la photographie historique. Les photographes, généralement, regardent peu les uns des autres, mais ils ne sont pas de considération pour ce qui n'est pas le plus à leur propre travail. Ils sont chargés, de leur côté d'être d'enregistrer les traits caractéristiques de l'époque. Ils ne s'occupent pas de l'histoire de leur moyen d'expression ou, plus simplement, de leur outil de travail. La photographie française manque d'un véritable : photographes lui-même, et des plus grands de ce siècle, mais aussi créateurs de la célèbre revue *Camera Work* en 1903 et du mouvement Photo-Secession, qu'il s'agit en 1905 d'une galerie sur la Cinquième Avenue, à New-York, devenue légendaire sous le nom de « 291 ». Quant aux écrivains qui ont toujours été étroitement liés à la photographie, ils s'intéressent surtout aux images faites, qu'ils utilisent comme des tremplins pour écrire, mais ils ne savent pas par qui ni comment elles ont été faites. Tout cela, le crois, est en train de changer. Ici, en France, une culture photographique est en train de naître, de remettre,

car il en a déjà existé une dans les années 30, et, à une moindre échelle, dans les années 50.

La deuxième édition du Mois de la photographie fera date. Pour deux raisons. La première : comme en 1980, l'esprit occupé par ses organisateurs leur permet de rendre compte de la variété des domaines d'application des modes d'expression recouverte par l'expression générique abusive « la photographie ». La deuxième : plus que la première édition du Mois, celle-ci a donné une large place aux essais historiques, encourageant le travail des historiens et, surtout, la mise à jour par les diverses institutions parisiennes de leurs collections photographiques.

Le musée Carnavalet présente quatre expositions qui correspondent, mieux qu'en 1980, à sa vocation de musée de Paris : un album de vues d'intérieurs d'Atget, une présentation de photographies du Second Empire, une introduction au portraitiste Carjat, un album de la collection de la collection Albert Kahn. Ces expositions sont soutenues par des études précises et sont accompagnées d'une publication de référence : enquête menée par Margaret White et Françoise Reynaud pour Atget, par Sylviane Heftler pour Carjat, album publié par Michel Caband (chez Belfond) pour la collection du Second Empire. Le conservateur de la collection, Jeanne Beaus-

leil, pour « Les archives de la Planète » constituées de 1910 à 1931 par le financier Albert Kahn.

Au même moment, la Société française de photographie, fondée en 1854, présente un choix de son fonds exceptionnel de calotypes. Si ce mot n'évoque rien au lecteur, qu'il sache seulement qu'il s'agit d'images produites entre 1840 et 1845 selon un procédé inventé par un Anglais, dénommé par un Français, Talbot, qui a l'énorme avantage de permettre la prise de plusieurs épreuves d'un même cliché, à partir d'un négatif sur papier, quand le procédé antérieur, le daguerrétype, n'autorisait qu'une seule image par prise de vue. Le calotype introduisit, en outre, de nouvelles valeurs esthétiques.

L'univers fantastique de Shaw

Pour en juger, il suffit de se rendre rue Vaucaillon, au Conservatoire national des arts et métiers. La Bibliothèque nationale s'est jointe à cet hommage rendu au calotype, en présentant, dans sa petite galerie du square Louvois, des vues de Lyon et du Dauphiné prises à la même époque, selon le même procédé. Le Musée d'Orsay (ou Musée du dix-neuvième siècle), nouveau venu dans le paysage parisien, a aussi collectionné, en outre d'objets artistiques, la photographie du dix-neuvième siècle, accroché les murs du palais d'Arènes, qu'il a récemment acquis, le photographe anglais George Shaw. A côté des épreuves positives modernes, des négatifs sur papier, ou calotypes, seront également présentés, introduisant encore plus sûrement à ce que Françoise Heilbrun a appelé « l'univers fantastique de Shaw ». Il n'est pas jusqu'à la bibliothèque de l'Ecole des beaux-arts qui n'ait entrepris d'inventorier et de présenter au public sa collection de photographies : de nombreux Atget, Baldus, des vues égyptiennes d'Antonio Beato, des cathédrales par les frères Bisson. Pour la première fois depuis des années, si l'on fait exception pour la grande exposition de la Bibliothèque nationale au Petit Palais en 1980, les collections parisiennes de photographies du dix-neuvième siècle sont largement visibles.

Considérées aujourd'hui comme des œuvres d'art, des vues de l'architecture du dix-

neuvième siècle, qui forment l'essentiel de ces présentations, furent rassemblées à des fins documentaires. Documentations sur l'art à l'Ecole des beaux-arts, sur Paris à la Bibliothèque historique de la Ville de Paris et au musée Carnavalet, sur tous les sujets possibles à la Bibliothèque nationale. Atget fournit régulièrement ces diverses collections publiques de Paris pour leurs dossiers topographiques. C'est ainsi que la bibliothèque de l'Ecole des beaux-arts acquit plus de mille six cents épreuves entre 1900 et 1913 — elle en expose trente-sept pendant ce Mois de la photo. Ce commerce fut assez fructueux dans les toutes premières années du siècle, mais il se ralentit très vite, puisque les ventes au musée Carnavalet cessèrent après 1905, et après 1907 à la Bibliothèque nationale. Atget imagina alors de constituer des albums, comme celui, acheté en 1910, qu'expose aujourd'hui le musée Carnavalet. Le regroupement des images par thèmes, sous reliure, leur donnait une valeur nouvelle, au point que la Bibliothèque nationale se mit à acheter à son tour des albums. « Ces albums, reliés en cartonnage avec garniture cuir, acquiescent à la Bibliothèque nationale » identifièrent, de cette façon, les collections de ce livre-photologue sous le nom d'Atget, lui conférant ainsi, un statut d'auteur. Atget ne s'y était pas trompé : il préférait — il est vrai aussi pour des raisons fiscales — se présenter comme éditeur plutôt que comme photographe. Il est tenu aujourd'hui pour le créateur de la photographie moderne, l'équivalent de Cézanne pour la peinture. A la fin de sa vie, des écrivains reconnurent l'intérêt artistique de ses images : Pierre Mac Orlan, surréaliste, le découvrait ; Man Ray, Berenice Abbott, tous deux de nationalité américaine. Après sa mort, Berenice Abbott acheta les négatifs et les épreuves encore disponibles, parmi lesquels se trouvait la magnifique collection du Musée d'art moderne de New-York, les conservateurs actuels en ont entrepris récemment la publication, sans trouver de coéditeur en France. Dans les collections parisiennes, des milliers d'images dormaient. L'album *Intérieurs parisiens*, maintenant reconstitué, avait été dispersé dans les rubriques thématiques de la

Bibliothèque nationale. Ce décalage d'intérêt ou de considération pour Atget illustre parfaitement les deux régimes, différents mais complémentaires, de la photographie : documents ou visions d'auteurs. Pendant ce Mois de la photographie 1982, ils seront manifestes, dans les expositions contemporaines aussi bien que dans les expositions historiques.

A la Bibliothèque historique de la Ville de Paris, l'exposition consacrée par Marie de Thézy au « Groupe des XV » (quinze photographes qui se sont rassemblés dans les années 50, dont, pour ne citer que les plus célèbres, Emmanuel Sougez, les frères Seeburger, Robert Doisneau, Willy Ronis), a été conçue selon cette double « entrée » : les tirages présentés, modernes ou d'époque, montrent le Paris des quinze auteurs autant qu'ils illustrent l'art de chacun ou sa « spécialité ». Ce qui pose problème d'ailleurs, car les meilleures images de Deniel Masclat, par exemple, ne sont pas ses portraits, qui sont pourtant sa spécialité. Double regard aussi dans l'exposition du Second Empire à Carnavalet, et, bien sûr, dans l'exposition Atget, mais, dans ce cas, les commissaires n'avaient pas à choisir : Atget avait déjà fait son choix.

A l'Ecole des beaux-arts, aux arts et métiers (les calotypes de la Société française de photographie), à la Bibliothèque nationale, le choix actuel a été fait selon des critères esthétiques. Pour l'exposition consacrée à Puyo, un des chefs de file du mouvement pictorialiste (dont il a été beaucoup question ces dernières années), il s'agissait pour le commissaire, Yves Aubry, d'achever une réhabilitation : tout le modernisme, affirmé fortement autour de 1920 par des photographes comme Paul Strand ou Berenice Abbott, et qui avait trouvé une référence sûre dans l'œuvre d'Atget, s'était inscrit contre les pictorialistes, en affirmant la nécessité d'un « pur usage » du médium, quand ceux-ci voulaient, au contraire, lui conférer les qualités de la peinture ou de l'estampe.

On voit que l'exposition « Puyo et la révolte pictorialiste » de la bibliothèque Forney relève totalement d'un débat d'histoire de l'art, l'antipode de la photographie documentaire. Pareil pour la présentation des paysages de Shaw : il s'agit, ici, d'une véritable découverte d'un artiste inconnu, sauf de quelques très rares spécialistes, à propos duquel le commissaire de l'expo-

sition n'a pas hésité à écrire : « Les négatifs acquis par le Musée d'Orsay doivent être au plus tard de 1850 et n'ont pas été envoyés, par la qualité de l'image, à la production de Talbot. Ils révèlent que George Shaw fut non seulement un homme d'œuvre, mais un véritable artiste pouvant rivaliser avec les plus grands paysagistes de l'époque en photographie : Le Gray, La Secq, Baldus et Fenton ».

Renouveau de la création

Peut-être ces noms n'évoquent-ils rien au lecteur qui n'ait entendu parler de Puyo, de Drouot, de Doisneau, de Braess ou de Kertész. On connaît beaucoup de photographes dans le même cas. D'où l'importance de la partie historique de ce Mois de la photo, laquelle il faudrait intégrer les expositions du Goethe Institut — moins originales toutefois, — la rétrospective Brodovitch, déjà présentée en Arles cet été, les vues de catacombes et d'égouts de Nadar (le plus connu, sans doute, des grands du dix-neuvième siècle) à l'Hôtel de Sully, et d'autres présentations de moindre importance.

Toutefois, l'importance d'expositions de catalogues peut être également considérée comme un hommage aux collections et aux photographes, qui sont les premiers artisans de l'histoire. Ce Mois de la photo plaide efficacement pour une politique du patrimoine, dans ce domaine à la fois étroit et immense qu'est la photographie. Une politique ouverte à la création contemporaine. Un personnage comme le grand collectionneur américain Sam Wagstaff pourrait en être le symbole, par la variété de ses goûts, où les images les plus actuelles se mêlent avec les grands classiques de l'art du dix-neuvième siècle. Car on assiste aujourd'hui à un phénomène d'une grande ampleur, contemporain du renouveau en France de la création photographique au-delà des domaines d'application professionnels (reportage, mode, publicité) ou à leur limites : le passage de la photographie à bibliothèques aux musées, des collections de documents d'archives aux collections d'œuvres d'art. La Bibliothèque nationale s'est, la première, engagée dans cette démarche en regroupant sous les noms d'albums des images dispersées dans les rubriques thématiques. A cela fait écho un nouveau phénomène : la création

PHOTO Magazine

**BRODOVITCH
PENN
HIRO
AVEDON
DUANE MICHALS**

les meilleures images
du mois de la photo sont dans

PHOTO Magazine

Pour la recherche et le doute

(Suite de la page IX.)

L'une des pensées de la photographie est une rencontre. Dans les dérivés de la vie et de la mort, il est des moments que nous rencontrons, amis, amours, scènes, paysages. Pour les autres, n'était rien, pour soi-même ce fut un instant intensément particulier. Le quotidien fait de petites choses banales mais indicibles qui sont le tissu de notre réalité intérieure. Proust a écrit, voici que les photographes commencent à le montrer. Comment communiquer l'incompréhensible, par une image muette? Sûrement en évitant le lieu commun, les situations symboliques bien connues, et jusqu'aux réactions significatives, car la photographie rejette dans l'oubli ce qui est déjà partagé.

Or, il s'agit de dire la particularité irréductible de l'instant, des formes; et, bien loin de tracer le contour, l'éviter, saisir la réalité dans ses moments où elle ressemble à l'idée qu'on s'en fait. Là où elle n'a plus de sens, où gens se dérobent à leur absurdité première et originelle, comme il est à la limite, quand on ne la regarde pas, un monde pour l'appareil photo. Cette virginité du regard, si elle parvient à saisir la chose, fait se lever les formes, inattendues, dérangeantes, et parfois soudainement folles de liberté. Les noirs s'anastomosent, les plans s'aplatissent. Il n'y a plus de rapports hiérarchiques entre les choses, si bien que tout se valent car tout ce qui est est égal au regard photographique. Une invention humaine parfois aucun peintre n'aurait osé en rêver, à travers l'enregistrement le plus direct. Il arrive qu'à travers ce langage des conventions visuelles, et même érudites, l'instinct d'un cri de

vérité jaillisse sur le monde et son train. Mais non concerté, non codé et comme par surcroît.

Aussi cette photographie vivante va-t-elle refuser de se limiter à ce qui est donné par rencontre et hasard, par construction. Images prises à la volée, à la pointe de la sensibilité, encore irrémédiablement imprévisibles et pourtant agencées comme des ébénisteries. Images faites de morceaux cassés, d'ombres traînées, de transparences, de corps, de têtes, reflets de bases, de rétroviseurs, de visages incongrus comme ceux des collages, tout ceci, pourtant, exact, précis, sans retouche.

Archers zen

Mais auprès de la sagesse des archers zen vivent aussi les métamorphoses de la contemplation. La grande leçon de celle des archers zen, c'est de ne viser que la cible, il ne s'agit point de supprimer la distance et les angles, il faut la projeter, elle, le tout ton esprit, l'y confondre et lâcher la flèche. Le regardant s'unit au regardé et nul ne peut plus dire lequel est devenu l'autre. Art qui ignore presque complètement l'intermédiaire de la main et du corps — ce qui est grave — la photographie ne peut guère d'intermédiaire entre la chose et l'esprit. Son objectivité technique en fait l'art cérébral par excellence. La pensée y éprouve une première d'être en contact avec le réel. Mais l'objet y est toujours pour soi, une pensée. Le peintre qui prétend prévoir une image est un vantard et un médiocre. Mais on peut fort bien imaginer d'être une photographie, aller la faire, n'est-ce pas que peu de chose. Vinci, avec sa « conscience mentale », parlait déjà de la photographie. Mais le plus souvent le photogra-

phe est un contemplateur actif (Bachelard a bien montré que l'imagination est une faculté active). Son regard, à tant regarder, finit par transfigurer. « Le photographe n'invente rien, il imagine tout », Brassai; et Wignand : « Si je photographie une chose, c'est pour savoir à quoi elle est, à l'air quand elle est photographiée. » Ici sont les métamorphoses les plus profondes, celles qui ne changent rien à l'apparence.

Leur contemplation des photographes d'aujourd'hui rencontre le rêve, la matière. Tantôt l'un plus que l'autre mais jamais l'un sans l'autre. Le fantastique peut être au coin de la rue, hanter les choses familières, et les fantômes les plus obsédants sont souvent invisibles. Mais rien n'empêche le photographe, s'il lui plaît, de les faire apparaître. Il n'a qu'à reconstituer patiemment, dans le réel, ce qui apparaît sur l'écran de son esprit. Et l'objectif impartial transmettra à l'œil l'image la plus profonde de son esprit, « qui voit », Duane Michals. Nettement, immobile, mais coupée du flux de la réalité, déconnectée des enchaînements logiques, l'image photographique est saisissante par excellence.

Un doigt pour la lumière

Et plutôt que de prétendre faire de la photographie, la main du peintre trop humaine, au lieu de prendre un appareil, il lui aurait donné l'infinie richesse de la sensibilité des choses, à laquelle nulle patience manuelle n'atteindra jamais, sauf par de radicales transpositions. Le lisse, le satiné, le rugueux, le grenu, le râpeux, etc., c'est là que la photographie triomphe. Elle nous les fait toucher de l'œil, qui est un doigt pour la lumière. Et sous le regard intense du pho-



GERARD DALLA-SANTA

tographe, les textures matérielles se mettent à vibrer de toute la profondeur dont elles affluent. Il finira par scruter la rencontre, rien ne ment plus, celle où les condensations de l'argent se confondent avec les cristallisations de la nature dans une même structure vertigineusement intime.

Et même que seule la lumière peut pénétrer au plus opaque de la matière, c'est quand le photographe s'enfonce au plus épais de l'objet qu'il est tout prêt de le dissoudre en pensée. Sans doute est-il sain que la plupart des photographes continuent de faire confiance au monde, à saisir ses perpétuels rebonds ou à s'imprégner de sa présence imm-

nante. Mais il est nécessaire, à certains moments, de tout remettre en question et d'expérimenter avec clarté sur la nature des choses. Enumérant les cas de la photographie, ses paradoxes, explorant ses frontières du côté extérieur des autres arts et du côté intérieur de sa pratique naïve, quelques-uns résumant en leur travail le fulgurant trajet de la photographie contemporaine qui, du plus ambigu des arts, est en train de devenir le plus lucide.

Récemment une aube s'est levée du côté du ministère. Il serait enfin compris que la photographie créatrice n'est pas une espèce de photographie des autres, mais qu'elle est la photographie, sa seule voie d'unité car

toute approche (technique, professionnelle, commerciale...) ne peut que la tronçonner. Espérons que l'on saura jeter l'avein photographique dans le courant de l'art vivant et que, loin de tout aspect spectaculaire (la photographie est le moins spectaculaire de tous les arts), on saura en faire le plus libre des champs d'expérience pour la recherche créatrice.

Art austère et d'un accès difficile, placée tout au bout de l'histoire de la sensibilité, à sa pointe fragile et vibrante, la photographie offre aux pouvoirs publics une chance exceptionnelle de réconcilier l'efficacité du gouvernement avec l'expérience de l'artiste.

JEAN-CLAUDE LEMAGNY

Publicité

Dans le cadre du Mois de la photographie
organisé par la Ville de Paris et Paris audiovisuel

La Fnac expose Jeanloup Sieff et l'agence Gamma

Deux manifestations présentées sous le patronage de la Ville de Paris

Jeanloup Sieff
à la galerie-photo de Fnac-Montparnasse
136, rue de Rennes, Paris 6^e

Titre de l'exposition : « 30 ans de photographie ». Avec 65 photos noir et blanc qui retracent toute une vie de photographe de mode, de grand reporter et de simple amoureux de l'image, exposant et publiant dans le monde entier... (Jusqu'au samedi 4 décembre.)

Gamma-scopie
à la galerie-photo de Fnac-Forum
1-7, rue Pierre-Lescot, Paris 1^{er}

En photos noir et blanc ou couleurs, on retrouve là tous les grands moments (et souvent historiques) où s'est illustrée une agence qui, fondée en 1967, vient de diffuser en septembre dernier son 20 000^e reportage... (Du 26 octobre au 27 novembre.)

... et aux rencontres à la Fnac

5 débats organisés avec le concours de Paris audiovisuel : « Rencontre avec Jeanloup Sieff », « Qu'est-ce qu'une agence de photo, aujourd'hui? », « Le marché de la photo : les galeries », « Où sont les institutions de la photo? », « L'évolution de l'édition photo ». Les 9, 16, 22, 23 et 24 novembre (à 17 h 30) à l'auditorium de Fnac-Forum.



HENRI CARTIER-BRESSON/MAGNUM

CLEFS

Pourquoi la philosophie française plaît aux Allemands

Professeur à l'université de Dusseldorf, Manfred Frank a largement contribué à faire connaître la philosophie française contemporaine en Allemagne fédérale. Il explique pourquoi Sartre, Foucault, Lacan, Derrida, Barthes... sont si bien reçus par les intellectuels allemands.

Né en 1943, Manfred Frank, qui est professeur à l'université de Dusseldorf, s'est fait connaître en Allemagne par de nombreux ouvrages, qui font de lui l'un des philosophes de ce pays les plus productifs de la jeune génération. Citons autres : *Der unendliche Mangel* (Schelling critique de Hegel et les débuts de la dialectique marxiste, 1975), *Die individuelle Allgeometrie* (structure et interprétation du moi après et d'après Schleiermacher, 1977), *Die unendliche Fahrt* (le motif du voyage infini et son texte, 1979).

Mais sa thèse sur le théologien romantique *Philosophie und Religion* en Manfred Frank un philosophe penché sur les courants les plus contemporains de la pensée française, son dernier livre, *Das Sagbare und das Unsagbare* (paru comme un trois ans), est un recueil d'études consacrées à Sartre, Derrida, et de Derrida. Il explique, dans cet entretien, les raisons de son intérêt pour toute philosophie française.

« Comment un germaniste allemand peut-il être amené à s'intéresser d'aussi près à la philosophie française contemporaine ? »

« C'est évidemment lié à ma biographie personnelle, et au

champ de mes recherches sur le romantisme, qui m'ont d'abord amené à me pencher sur la philosophie en général — car l'étude du romantisme allemand, ce phénomène à la fois spéculatif et littéraire, exige une double familiarité : littérature et philosophie.

« Lorsque j'ai commencé mes études dans les années 60 à Heidelberg, cette université proposait sans doute l'enseignement philosophique le plus riche et le plus relevé de toute la République fédérale : il y avait Gadamer, qui était déjà une autorité, Karl Löwith, l'autre élève de Heidegger, mais aussi Habermas, qui n'était pas encore le chef de file de la deuxième école de Francfort (1). Ernst Tugendhat nous enseignait quant à lui à médier entre la philosophie analytique anglo-saxonne et la phénoménologie continentale.

« Il y avait enfin Dieter Henrich, qui n'était pas connu en France, mais qui est à mon sens le meilleur spécialiste de l'idéalisme allemand. C'est lui qui m'a appris à me débrouiller dans le dédale des systèmes de Fichte, de Schelling et (surtout) des années soixante-dix de Hegel, à dégager la clef immanente à ces textes, à trouver les règles qui gouvernent leur sens spécifique, à voir leur « opération fondamentale ». D'ailleurs, le milieu du bouillonnement politique de 1968-1969, Henrich parlait de l'idéalisme de façon très concrète : la philosophie de l'ac-

tion est la libre subjectivité de Fichte, par exemple, nous la vivions pour ainsi dire quotidiennement.

« Paradoxalement, l'herméneutique de Gadamer a véritablement essaimé dans cette conjoncture, bien que Gadamer ne se présente pas comme un philosophe de gauche — mais que serait, dans les circonstances actuelles, un philosophe de gauche en Allemagne, sinon un « émigré » ? — parce qu'elle appliquait aux sciences philosophiques et littéraires une approche comparable à celle de la théorie critique néo-marxiste pour la sociologie : rechercher, derrière la tradition socioculturelle, les conditions à travers lesquelles tout cela a pu s'établir.

L'héritage romantique

« La situation était-elle aussi favorable à l'université de Berlin ? »

« Non, on ne peut pas dire que la philosophie y brillait particulièrement à ce moment-là. Mais il y avait Peter Szondi chez les comparatistes, qui a eu une grande influence sur moi, car il était en quelque sorte une synthèse vivante des perspectives qui m'intéressaient. C'est lui qui nous a encouragés à mélanger un peu les genres, une attitude qui n'était pas du goût de la vieille université, mais qui en tous cas tout à fait dans la ligne de l'héritage romantique... »

démontrait la fécondité de la tradition herméneutique allemande dans les interrogations politiques les plus brûlantes.

« Vous pouvez en donner un exemple concret ? »

« Bien sûr. Rappelons tout d'abord ce qui caractérise l'engagement « physique » dans la politique. Mais il a par exemple été analysé dans ses textes des penseurs de la gauche d'extrême gauche qui avaient été emprisonnés par les autorités officielles comme « suspects » sur le terrorisme, et il a montré publiquement que ces textes disaient réellement et ce qui relevait de l'« intox » officielle. Il a ainsi montré que le pouvoir interpréter était aussi une pratique politique et critique.

« Et l'en arrive maintenant à la philosophie française contemporaine, car, dans un tel contexte, Sartre était pour nous une figure importante. Bien qu'il n'y ait pas eu de contact direct entre lui et Habermas, ils sont proches l'un de l'autre en ce sens que leurs pensées ont été deux enracinées dans l'héritage phénoménologique de la critique de l'objectivité : en deça de l'objectivité, il y a une subjectivité qui produit une structure différentielle organisée... »

« Peut-on faire dans cette approche une analogie avec l'archéologie à la Foucault ? »

« Il me semble que, précisément, l'archéologie n'intègre pas le moment de la pratique et ne tient pas compte du problème de la conscience de soi. Mais Sartre et la critique critique ont une grande importance à la participation de « sujets » à la transformation de la structure. Bien sûr, ils ne croient pas plus que Foucault que le processus de l'histoire présuppose la souveraineté d'un « sujet supposé savoir » ou d'un « sujet maître » de son monde. Mais l'archéologie pousse à l'extrême l'idée d'un retrait du sujet devant l'ordre symbolique et la série de coupes géologiques, dans laquelle chaque couche mise au jour découvre bien une formation, sans prendre en considération les forces de transformation qui produisent le passage d'une couche à une autre couche.

« Ce qui s'impose donc à l'archéologie, c'est l'image d'une histoire immobile, d'un sens et tout à fait imperméable à une praxis intentionnelle. Ce qu'il faut craindre, c'est qu'une telle conception se fasse involontairement complice de la démission du sujet devant les contraintes objectives et structurelles.

« En revanche, Habermas a bien plus encore Sartre que Foucault le jeu (ou plutôt à jouer) par la participation de « sujets », d'êtres singuliers à l'individualisation dans toute transformation de la structure sociale. Vous connaissez la critique de Sartre à

l'adresse de ce qu'il appelle « le chosisme signifiant », cette conception selon laquelle des signes ou des « choses » de signes se transforment pour ainsi dire d'eux-mêmes.

« Il semble à vous entendre que Sartre soit davantage considéré en Allemagne qu'il ne l'est en France ? »

« C'est bien possible, et cela s'explique. Pour nous, il a d'abord apparu comme un disciple de Heidegger, mais ce dernier ne pouvait plus être un compagnon de route ni même une pensée pour la génération de l'après-guerre, du fait de sa promesse de 1933 et de son silence persistant par la suite sur ce sujet. Sartre par contre, fidèle au premier Heidegger, il incarnait un existentialisme qui avait des mains propres, je puis dire.

« Mais la raison plus profonde, plus spécifiquement philosophique aussi, j'y ai déjà fait allusion : alors qu'on cherchait chez le jeune Heidegger des formules qui indiquent qu'il cherchait à penser la dimension du futur, une certaine pratique, le sujet n'apparaît plus chez le dernier Heidegger que comme une marionnette totalement livrée au destin de l'Être.

PHILIPPE FORGET.
(Lire la suite page XVI.)

(1) Voir l'ouvrage de Gadamer dans le *Monde* du 19 octobre 1981 et celle de Habermas dans le *Monde* du 19 octobre 1980.

5521 من الامم



ALAIN LETORT

L'insertion complexe de la femme dans les lignages, qui la donnent ou la prennent avec une dot, mais lui mesurent chichement sa part de « nom » et l'excluent largement du processus de transmission des biens, explique que les Florentins présentent surtout chez leurs épouses leur vertu et leur fécondité. Alberti s'occupe des premières qualités à rechercher dans la bonne épouse. Il y range la beauté (c'est-à-dire de la robustesse allée à de la grâce et de la propriété, reflets de ses qualités morales), pas trop de poids, qui la rendrait « *sensée à concevoir* », de la vivacité, un poil et un teint pas trop noirs. Sa jeunesse saurait va compter ; le Florentin veut pour épouse une adolescente de moins de dix-huit ans pour s'assurer, lui, non adulte averti, sûra la former, *maître*, son innocence, li morigerien tel un père sa fille.

La recherche du bon lait

Toutes ces qualités lui promettent beaucoup de fils; dont on croit alors que le matrilineal demande, le sein maternel, plus de soin, de temps et de force que celle des filles. La mère s'offre à la progéniture paternelle en gestation comme un abri, certes indispensable, mais provisoire, et dont il faut surtout mesurer la résistance... Le part à la reproduction biologique consiste dans la mise en point physique des caractères... par l'enfant de son père, plus que dans la transmission d'un ensemble complémentaire de caractères maternels; elle relève de la matrilineal plutôt que de la conception. Le déni d'une communication de l'héritage maternel ou les limites qu'on lui assigne... font que transcrire en termes physiologiques la prédominance matrilineal la filiation masculine.

Aussi ne s'étonnera-t-on pas que cette mère tant portée quand elle ■■■■■■■■■■ venue à terme ses enfants ne les nourrisse presque jamais. Les penseurs et ■■■■■■■■■■ médecins du temps ne ■■■■■■■■■■ pourtant de répéter les Anciens ■■■■■■■■■■ de ■■■■■■■■■■ l'excellence du lait maternel. Rien ne vaut, selon eux, pour l'enfant le lait de la mère : on se le représente comme ■■■■■■■■■■ dérivé direct du sang de la matrice, et la nature l'a donné à la mère pour renforcer l'affection qui la liera à son enfant. Et comment lui préférer le

lui d'une nourrice grossière, pis,
d'une esclave tartare ■ bestiale,
alors qu'on ■ **un** **art** de soin à
sélectionner la mère ?

Toutes ces bonnes raisons, nos marchands florentins se ressassent à leur tour... et puis se hâtent d'aller chercher une nourrice, en détaillant le nouveau tous les critères de sélection ! Une sélection d'ITALIENS plus rigoureuse que, cette fois, si accablante que le lait, ce substitut du sang, transmette les qualités de la nourrice au nourrisson. Cette contradiction, interminable, raisonnée, s'explique à mon sens que, par le peu de cas que, dans la conception de la filiation sociale, les Florentins font du sang = maternel dans la reproduction du lignage.

C'est aux hommes d'éduquer les fils

Dès le lendemain de leur naissance, on leur donne donc partir dans les fermes reculées de la campagne. Ces enfants d'abord hébergés dans le giron maternel, ne sont récupérés par leurs parents qu'après un an et demi ou deux d'absence, s'ils ont survécu. Dans l'intervalle, la plupart seront passés entre les mains de plusieurs nourrices. Les pères, en effet, surveillent avec suspicion l'état de santé de ces femmes qu'ils appointent. Ils n'admettent pas que, enceintes, elles offrent un lait « souillé » à leur enfant.

Ils refusent même que, si une mère, elle-même donne le sein à son propre bébé en même temps qu'à un petit Florentine. Sans cesse elle allaite Florentine et allaitement, et, surtout l'un l'autre. Mais les tâches de nourrissement, d'abord, dans la matrice maternelle, ensuite, ont pour un commun de ne pouvoir être à l'enfant et parents indiscutables. La parenté indiscutable est celle qu'il acquiert par son père. Notons enfin que, dans les familles paraissent rarement aux baptêmes de la bonne Florentine : la parenté spirituelle plus ne vient pas par les femmes, elle conforme au modèle socialement d'une parenté biologique prééminemment masculine.

La femme d'un bourgeois florentin ne tient enfin qu'une place

■■■■■ dans l'éducation de ses enfants, des garçons au moins, si le père est présent. Au ■■■■ chez la nourrice, les bambins ■■■■ confiés à ses soins et ■■■■ les pédagogues ■■■■ plus fermement hostiles aux femmes. ■■■■ Alberi, lui, concédait ■■■■ participation plus importante à ■■■■ socialisation des jeunes enfants. Mais les garçons lui échappaient ■■■■ : ■■■■ d'école, précepteurs parfois, le père surtout, qui surveille tous ces substituts à son ■■■■ intellectuel, réaffirme, dès qu'ils ont quatre ou ■■■■, l'exclusivité ■■■■ l'autorité masculine.

C'est par le père que le patrimoine moral de la famille est transmis aux fils, qui en reprendront l'héritage plus tard ; c'est de lui que les fils apprendront à reconnaître amis et ennemis ; leur famille, qu'ils sauront les services et les vengeances à rendre, les dettes, les obligations et les attentes des leurs. Le passé familial est une affaire d'hommes. Les femmes n'y ajoutent que l'affirmation — bien égoïste, l'on en croit — souvenirs conservés par leurs fils chroniques généalogiques et dans les chroniques de famille — et de la réputation de leur propre souche.

Les « écritures » sont interdites aux épouses

Mères et filles sont bien beaucoup plus étroitement et longuement dans l'œuvre d'éducation que les pères. Les premières. Le corollaire de cette emprise maternelle est cependant, ici même, la faiblesse de la « culture familiale » qui peut passer par les femmes. Reste en effet sévèrement interdite aux épouses, aux sœurs et aux filles l'accès à ces choses les plus secrètes de la maison, aux très chères écritures, conservées et augmentées par le chef de la famille.

Il est remarquable que, face à la ~~très~~ impressionnante des sous-venirs masculins de ~~ces~~ ordres, il n'ait survécu presque aucun livre personnel ~~écrit~~ par une femme, ~~alors~~ que la grande majorité ~~de~~ ces épouses savaient suffisamment ~~littère~~ ~~à~~ compter pour le faire... ~~et~~ on le leur avait permis.

Ce tableau de la position de la femme d'un ~~...~~ florentin du quinzième siècle peut paraître bien noir, lorsqu'on a en tête les images glorieuses et dignes

qu'ont laissées d'elle tant d'images de cette époque. Sans doute, personne ne nie, à Florence, que l'épouse ait une représentation capitale qu'à ce titre elle doive figurer dans maintes *trouées* de la vie publique ou privée. Par ses habits, ses bijoux, elle signifie la *noblesse* et l'*élégance* sociale dont jouit son mari. Par sa noble maintien, elle affirme les vertus d'une lignée et, en tenant sa place dans les célébrations collectives aux murs des chapelles, elle est la preuve de son mariage et un maillon important de la chaîne *historique* qui fait la *raison* du *bon* milieu patricien.

Cependant, l'assujettissement des ses intérêts matériels à ceux du lignage — son mari, la stricte assignation de ses enfants au devoir de parenté — leur père, témoignent de la prédominance d'une conception lignagère des liens familiaux. La faible autonomie du couple — le mariage conjugal — pour contrepartir la dévalorisation du rôle de l'épouse et mère dans le processus de reproduction du groupe. Mais les Florentins ont aussi des filles, qu'il leur faut céder avec une dot. Ils ne peuvent pas éliminer à leurs droits sur ces femmes sorties de leur maison. Le refus d'une identité permanente à la femme, qui risquerait de l'assigner avec sa dot une fois pour toutes à l'une des familles, résulte de cette contradiction.

On **vi**ent a**in**si au ju**ge**ment ambiva**le**nt **de** **l**es **fe**mme**s** où **se** **co**mpra**ie**nt **le**s **ho**mmes **de** ce **te**mps : la **fe**mme **es**t **in**sta**bl**e **et** **fa**ntas**q**ue, **me**na**ça**nte **et** **tra**it**es**sant, **à** **me**me **te**mps **q**ue **fé**con**d**e **et** **fid**èle, **co**mbi**n**é **et** **do**cile... **A**in**s**i **me**t-on **e**n **ac**co**rd** le **re**ga**rd** **po**rté **su**r **le**s **fe**mme**s** **et** **le**s **ép**ou**s**es **à** **la** **rig**idit**é** **de** **l**es **pr**in**ci**pales **o**rganisation **fa**milia**le**. **On** **re**co**n**na**ît** **si** **bi**e**n** **le**s **ho**mmes, **si** **ma**l **le**s **fe**mme**s**.

Les belles madones à l'enfant du Quattrocento exaltent-elles la réserve la maternité ? Le mariage de Marie ■ Joseph est-il le modèle d'un nouveau type ■ relations ■ époux ? Ne lisons pas trop vite ■ images : le chemin ■ encore long qui mène ■ lignage ■ la Renaissance ■ la famille ■ d'erne. ■

JEUX

Avec l'apéritif

POUR satisfaire ■ amateurs, toujours plus curieux d'innovations techniques et de mécanismes plus sophistiqués, le jeu de ■ a ■ tendance, pendant ■ nombreuses années, ■ grossir ■ ■ compliquer. La conséquence en a ■ une escalade ■ la durée ■ parties.

Un jeu comme le "Monopoly", pourtant suffisant pour occuper ■■■■ après-midi s'est vu relégué dans la catégorie ■■■■ parties-éclairs en comparaison des wargames dont certains peuvent aller jusqu'à nécessiter plusieurs dizaines d'heures. Ainsi, dans "the longest day" - titre prédestiné, - de chez Avalon Hill, les joueurs les plus expérimentés ne mettront ■■■■ moins d'une journée entière pour ma- ■■■■ les quelque mille cin- ■■■■ pièces nécessaires ■■■■ déroulement de la partie...

Comme par réaction à ces jeux interminables, de nouveaux produits ont été apparus dans la simplicité et la brièveté leur ont valu le surnom de « jeux d'apéritif » ou « apéritifs ». Leurs caractéristiques principales sont identiques : ils sont peu encombrants, assimilables facilement, peu coûteux. Leur mécanisme, essentiellement tactique, permet un renouvellement constant de l'intérêt des parties.

Outre les grands classiques du genre, **REVERSI** le traditionnel « 421 », l'« Othello-Reversi », le « Mastermind », l'« Isola » et le « **REVERSI** », les fabricants **REVERSI** introduit dans leur gamme l'approche de Noël un article s'inscrivant dans cette catégorie, avec, il est vrai, un bonheur inégal.

Les buffles et le Peau-Rouge

Chez Nathan, le « Boomerang » récemment rappelle à la fois le principe du Reversi et du jeu anglo-saxon Skirrid. Comme le premier, il oppose deux joueurs qui ont pour objectif de retourner le plus de pièces adverses possible. Comme le second, les pions sont des figures géométriques qu'il s'agit de placer judicieusement sur l'échiquier pour s'approprier les pièces voisines. Les parties se déroulent sans déplaçoir, malgré le faible nombre de combinaisons permises par la taille du plateau de jeu.

Le « Cinq Neuf », un des petits derniers de Miro-Meccano ne parvient **■** non plus **■** convaincre totalement. Son grand mérite consiste en une présentation originale : un support central où reposent neuf balances sur lesquelles **■** pions **■** deux joueurs **■** déplacent **■** l'aide de dés. Le premier qui réussit à incliner de **■** **■** Cinq des neufs plateaux l'emporte **■** l'issue d'une partie **■** passion.

Édité chez Polikan. • Prairie •
oppose deux joueurs. L'un ■■■
■ faire traverser ■ plateau ■
jeu ■■ prairie ■ l'un ■ moins
■ onze buffles ; l'autre es-
sayer de l'en empêcher à l'aide ■■
■ quatre chiens ■ d'un pion ré-
présentant un Peau-Rouge. Les
chiens avancent ■■■ des
dames ■■ ■■ et peuvent blo-
quer les buffles, ■■ Peau-Rouge
■■ déplaçant, ■■■ le roi,
d'une case, mais pouvant
manger les buffles. Au total, un
jeu tactique rapide et ■■ pré-

Si le thème du troupeau revient également sur le « Jeu du Berger » proposé par Armand Jammot pour les jeux *Princes*, Laffont, on cherchera en vain ailleurs que sur la boîte un rapport avec le bétail. C'est une version *maison* d'un jeu d'« élites » : le *Chasse loup*, où l'on se fait le *chasse-loup*, comme le rappelle une demi-dizaine de *tableaux* la couverture, se présente à croire la brochure d'explication *Princes* : « un jeu extraordinairement passionnant dans lequel l'intuition *Princes* et la psychologie ont un rôle considérable ». En fait de psychologie, on se contente d'un *jeu* où l'on choisit un *chasseur* et on choisit un *loup* et on dispose d'une bille rouge et d'une bille verte, qui sera le total de billes rouges et *Princes* choisies par les différents participants.

Comble la sophistication, lorsque la partie déroule deux joueurs, chacun dispose alors de... TROIS BILLES.

Pour un jeu d'une telle dimension, il n'a pas fallu moins d'un plateau en plastique moulé avec quatre couvercles pivotants, 25 cartes, 40 jetons ■ bien sûr les 10 billes. Évidemment, tout cela se paye. Une relecture attentive ■ la notice d'explication permet toutefois d'en extraire l'information la plus importante : « (autrefois), ■■■ matériel n'était nécessaire ; on y jouait avec ■■■ doigts ». Nous ne pouvons que souscrire à pareille recommandation.

Une version électronique du Morpion

Nouveau-né dans la catégorie des jeux de société, le MB apporte une touche électronique qui le distingue.

La firme américaine récidive donc après Simon dans sa version électronique du Morpion. Les alignements verticaux, horizontaux et diagonaux, quatre pièces d'une même couleur peuvent être réalisés, non seulement dans le plan mais aussi dans l'espace. Les cubes de couleur peuvent avoir effet été placés par les joueurs ou uns.

Enfin, la machine enregistrant les coups dans sa mémoire et saluant d'un signal sonore le point victo-

Sobre, très clair dans sa présentation, « Quatro » qui offre en plus un second jeu, ne réserve pas de mauvaises surprises mais l'utilisation de l'électronique y semble superflue : et avoir recours, « Space Lines », par la firme anglaise Invicta propose ainsi le bien moindre coût des possibilités supérieures puisque l'on peut également y jouer à trois.

[illegible]

Quant à « Push Over » édité par Interlude, c'est incontestablement la plus réussie. Les nombreuses versions du Morpion Avec la culpabilité du jeu sont moins et l'esthétique de la présentation en plus, chaque joueur fait glisser des plaques sur l'échiquier. On bute : remplir une ligne sur cinq cases. Les inventeurs du jeu ont ajouté une dimension au traditionnel morpion. Les jeux où les pièces ne peuvent être introduites que par les côtés, il est possible de rajouter une plaque lorsqu'une ligne est remplie en éjectant celle qui se va vers l'autre extrémité. On s'agit de l'intérêt de la formule : composé de 12 cases seulement, l'échiquier permet quand même de multiples combinaisons et l'élaboration d'une solide stratégie.

Certains de ces apérisseux parviendront-ils pour autant à détrôner ou même seulement à rejoindre les grands classiques du genre ? Peu importe : cette époque de dictature des microprocesseurs, des maîtres de donjons et de vidéos, de jeux économiques et discrets sont finalement des compagnons bien reposants.

**SOPHIE MONTAUDO
ET BERNARD SPITZ.**

هكذا من الاجل

POÉSIE

**PHILIPPE
LACQUE-LABARTHE**

Philippe Lacoue-Labarthe, qui est né en 1940 à Tours, a publié plusieurs ouvrages de philosophie. Traducteur de Nietzsche, de Hölderlin, de Benjamin, il a publié des poèmes ou prose dans plusieurs revues dont *Le Nouveau Commerce* et *Diagraphe*. *Phrase I* fut publié chez Orange Export Ltd en 1978. Cette écriture fut la possibilité des choses dans la force de leur simplicité. Ces chemins rendent visibles un espace intem, tremblé. = Et pourquoi des poètes en temps de crise ? » demandait Hölderlin.

CHRISTIAN UNIVERSITY

**comme je veux, mais
commandes.
HOLDERLIN.**

Mais pourrions parfaitement circuler dans la simplicité
du matin, ■■■■ lumière adéquate
de part en part, ■■■■ certains mobilité, brève,
et vaguer à de tâches élémentaires
..... requièrent assez peu d'espace
(et donc ■■■■ force, ■■■■ d'attention)
et surtout ne nous obligent en rien. Ce fut le cas
..... été, ■■■■ presque.
Et depuis jamais ne s'est vraiment assombri
..... ce qu'il y avait alors d'incompréhensible
■■■■ terrifiante transparence dans la
..... de gestes ■■■■ le moindre ■■■■
■■■■ nous rapporter l'un à l'autre.

Mais qu'il y ait une disposition favorable
 du temps, une grande réserve de mémoire inemployée,
 quelque chose de tranché aussi bien, un suspense,
 il ne nous appartient évidemment pas d'en accomplir
 la conséquence. D'où, c'est inadmissible, la détresse :
 nous subissons, sans souffler mot ; se retire, la force,
 [et nous sépare, chacun, plusieurs fois. Nous nous pardons.
 Il est possible, je le sais, que ce ne soit
 rien d'autre au fond qu'un moment comparable, un chant,
 un mode bleu, chaque fois,
 mais juste, de l'implosion :
 « Pour quoi devons-nous être abandonnés ? »
 Mais s'il en est ainsi, je ne crois pas du tout qu'il faille
 se détourner et avoir une main dévoter que cela
 cesse : car ce serait passer comme à sa destination. Mais plutôt
 là, où nous sommes quand même retentit, vieillissent,
 et fait que de manière étrange nous devenons très proches
 familiers de ces choses autour de nous
 dont le bruissement est sans ■■■■■
 dans ■■■■ sombre, oblique, lente clarté du soir.

*Mais l'inaccessible ! Chiens, par exemple, l'un et l'autre
le pré, aboyant : deux, l'un et l'autre semblables.*

THEATRE

La scène de concours

[illegible]

A rude épreuve

Tout se joue sur l'audition de deux scènes. Le candidat doit en préparer trois, l'une venant obligatoirement d'une pièce « classique » (Molière, Racine, auteurs du XVIII^e), une d'un auteur moderne (Maurice Maeterlinck, Claudel, Regnard, Lesage, Marivaux, Beaumarchais, Musset, Victor Hugo, Mérimée) et les deux autres étant laissées à son libre choix. Il n'en passera que deux, au premier tour du concours. Souvent, il ne les jouera pas dans leur intégralité, le règlement prescrivant : « la durée de chaque scène ne devra pas excéder trois minutes ». Les candidats écoutés, les candidats interrompus par le président du jury. Et l'enchaînement, plus ou moins vaillamment, sur une seconde scène.

Parcille épreuve est cruelle et incertaine. Bien des candidats sont paralysés par le trac. Certains semblent perdus sur les planches : peut-être ne connaissent-ils du théâtre que des séances de récitation solitaire dans leur chambre ou devant la glace de leur salle de bains. Souvent, leurs partenaires, leurs « répliques », sont déficients : alors comment jouer face à quelqu'un qui ne connaît pas le texte, l'anacore, en main, et il manque une phrase sur deux ?

Il faut avoir aussi que la tâche du jury (l'enfais, cette année) est une tâche légère : chaque jour, une quarantaine de candidats se présentent devant lui. Or le concours a duré douze jours. Au rythme de quatre-vingts scènes quotidiennes, on atteint vite à la satiété. Et le doute vous vient quand il faut voter, pour ou contre. A quel point par ces ex-à l'accueille, le Conservatoire est célèbre par les grands comédiens qu'il a refusés, d'Antoine à Louis Jourvet (un réaliste qui devint professeur)... Mais c'est la règle de bien des concours. Peut-être celui du Conservatoire n'en est pas pire qu'un autre ?

Le personnage et l'emploi

Pourtant, au-delà du malaise de tout concours, celui-ci oblige à se poser une question : que signifie donc, pour un futur comédien, le fait de passer une scène ? Peut-on le juger là-dessus ? La question du concours est-elle celle du théâtre ?

Il fin un temps où passer ■■■ constituait un exercice presque exclusivement technique. L'interprétation ■■■ réglée sur l'emploi. Tout personnage n'était qu'un ■■■ particulier d'une catégorie plus large : celle ■■■ l'emploi. Il importait assez peu que le personnage présenté ■■■ le Valère du *Tartuffe* ou ■■■ de l'*Avare*, il pouvait même s'appeler Dorante et venir du *Seu de l'amour* ■■■ du hasard : c'était toujours un « jeune premier ». L'apprenti ■■■ n'avait qu'à faire la preuve de son aptitude à le jouer comme tel. Il lui suffisait de posséder un physique ■■■ voix appropriés, de montrer sa compréhension et ■■■ maîtrise du texte, de déployer une incontestable aisance scénique. Ce n'était pas rien. Mais l'enjeu était clair, et ■■■ précis, presque mesurables. Du reste, souvent, au jury, siégeait tel comédien français qui était, précisément, le titulaire dudit emploi : il était à même de reconnaître le candidat et, en quelque sorte, de l'adopter.

Maintenant, il n'en va plus ainsi. On ne joue plus selon l'emploi. La notion ■■■ personnage a

gagné en singularité et en complexité; elle est aussi, parfois, battue en brèche. Entre le comédien et le personnage s'interpose le metteur en scène. Non seulement, le Valère de *L'Avare* n'est pas celui de *Tartuffe*, pas plus que le Dorante du *Jeu de l'amour et du hasard* que celui des *Faussez Confidences*, mais même le Dorante des *Faussez Confidences* montées par Jacques Lassalle est à cent lieues de celui de la même pièce, réalisée par Jean-Louis Barrault, tout comme le Valère du *Tartuffe* de Planchon a bien peu à voir avec celui du *Tartuffe* de Jouvet. En tout cas, on ne peut plus guère présenter un personnage comme quelqu'un de connu. Il faut le reconstruire chaque fois qu'on en bout. La tâche est rude pour les apprentis comédiens, et les trois minutes de l'audition la rendent presque impossible.

Etre le plus singulier possible

D'autre part, le répertoire s'est démesurément élargi. Que Musset, Vigny, Hugo et Mérimée aient été admis parmi les auteurs de la scène « classique » obligatoire en témoigne déjà, timidement. Mais c'est dans le choix des scènes « libres » que cet élargissement progressivement s'est fait sentir. On a vu des candidats à la fois seulement « qu'ils jouent : ils indiquent à la fois ce que pourrait leur personnage et ce que, eux-mêmes, ils pourraient, un jour, devenir. C'est qu'on reconnaît des comédiens.

gissement touche au vertige. Là, les candidats vont puiser un peu partout, même en dehors des textes dramatiques. Du coup, nous voyons une Silvia manivadienne se métamorphoser en Blanche du *Tramway nommé désir* (un rôle de prédilection du côté féminin), tandis qu'un Fantasio (les hommes en raffolent) devient, à volonté, le héros interlope du *Locataire*, de Joe Orton, ou un soldat travesti issu du film de Claude Miller *La Mailleure*. *Marché de marcher* : nous avons

Certes, les trois minutes concourus n'y suffisent pas : peut-être, ne devrait-on pas juger sur elle. Néanmoins, quand elle est vraiment « libre », elle expose « au tout le jeu » du théâtre. C'est que, comme Marivaux le ■■■■ dire à ses « auteurs de bonne foi », il faut « toujours « faire semblant de faire semblant ». Alors, « une vie » peut bien se décider sur « deux ou trois dialogues ».

BERNARD DORT.

(1) On trouvera une foale de renseignements sur la formation du concédant suisse, l'Etat, la France, par l'autre, dans le document "Volans para des de la ministère. tome IX (aux du C.N.R.S., Paris 1981), dirigé et présenté par Anne-Marie Gourdon.

ACTUELLES

Querelle de Paris

« Le prévôt de Paris se montra fort jaloux d'étendre sa compétence aux dépens de la juridiction municipale. Il se considéra comme le chef de la noblesse de la première province du royaume [...] ». Le prévôt de Paris, M^r de Nantouillet, prit la parole : « et a remontré que, par l'édit dernièrement publié, édicté et enregistré en la Cour du Parlement des l'an 1536, il était dû aux seigneurs, d'une part, des élections dans les seigneurs des villes de ce royaume, les baillis et sénéchaux ou leurs lieutenants devaient ressortir sans moyen à la Cour du Parlement, chacun en son regard, sans être appelés pour assister aux élections, et que ces élections [...] disoit l'élection être nulle, parce qu'il était prévu, bailli, juge ordinaire de la Ville de Paris et ressortissant sans moyen à la Cour du Parlement ; et conséquemment, au cas de l'ordonnance contravenue, laquelle parle de toutes les villes de ce royaume et n'exempte aucunement la Ville de Paris, et pour cela s'opposait à la réception desdits élus [...] ».

Le scrutin fut reçu et approuvé, malgré l'opposition de Nantouillet, mais on décida que les parties se retireraient devant le roi, ce pour obtenir déclaration de son bon plaisir et vouloir savoir si en l'édit, en l'article faisant mention des élections des maires et échevins des villes de ce royaume, l'edit seigneur entend comprendre et excepter la Ville de Paris.

Ces débats sur le statut de la capitale datent du 16 août 1554, sous Henri II, selon l'*Histoire municipale de Paris*, par Paul Robiquet (1880).

JEAN GUICHARD-MELL

LUNETTES
service

Si vous avez ~~perdu~~, ~~perdu~~ ou simplement oublié vos lunettes, il y aura, pour vous, chez **Leroy**, une solution ultra-rapide.

Dans les centres Leroy répartis dans Paris, 80 spécialistes, hautement qualifiés, vous attendent.

LEROY
OPTICIEN

Keynes spécialistes : A : acoustique médicale O : verres de contact T : travaux, plâtres

184, Champs-Élysées ▲ ○ ■
11, bd du Palais ■
158, rue de Lyon ▲
147, rue de Rennes ▲ ○
5, place des Terres ▲
27, bd Saint-Michel ○ ■
127, Fg Saint-Antoine ■
30, bd Barbès

du lundi au samedi inclus.

**AUTOMNE
HIVER
1982**

Pickla

BALLY

TOUTE LA RÉCOLTE EST MISE AU CHATEAU
en provenance directe, André Bouvier vous propose



*Pour vos cadeaux.
 Pour vos diners.
 Pour cadeaux
 d'entreprise
 personnalisés.*

Château de Barbe-Blanche

LUSSAC - SAINT-ÉMILION

Ecrivez à : **A. BOUVIER** Barbe-Blanche 33570 LUSSAC Tél (56) 84 00 54

ASSOCIATIONS

Un front des mouvements de jeunesse

Réunissant laïques et confessionnels, militants de toutes obédiences, fonctionnant par « consensus », le CNAJEP veut être l'interlocuteur de principe des pouvoirs publics sur les problèmes de la jeunesse et de l'éducation populaire.

ORGANISME plus politique que technique, le CNAJEP, coordination volontaire des associations de jeunesse et d'éducation populaire est un des plus importants regroupements d'associations, et des plus anciens (1). Fondé en 1968 par un « comité des treize », réunissant les leaders de différents mouvements, il est l'héritier d'un regroupement antérieur de mouvements confessionnels et laïques pour la jeunesse.

Dans sa charte du 27 mai 1968, il présentait au gouvernement une dizaine de revendications (reconnaissance d'un statut professionnel des animateurs, livres accés des associations aux médias, audiovisuels, entre autres), dont certaines sont toujours en suspens.

Sa fusion avec le CRIF (2), en 1974, lui a permis d'affirmer une vocation internationale, « en même temps que s'effaçaient les vieilles lignes de partage selon les

critères culturels ou philosophiques : laïques » contre « confessionnels ».

Aujourd'hui le CNAJEP regroupe cent deux associations nationales d'éducation populaire, mouvements de jeunesse et d'étudiants, représentatifs des différents secteurs et courants de pensée concernés par la politique de la jeunesse. Reçu en juillet 1981 par le président de la République, le CNAJEP a été reconnu officiellement comme l'interlocuteur privilégié du gouvernement dans ces domaines.

« Nous sommes moins des techniciens que des politiques qui militent pour une reconnaissance du pouvoir associatif », confirme Alain Barrau président du CNAJEP. Depuis quelque temps le nombre d'associations qui veulent travailler avec nous s'accroît : le concept initial de jeunesse et d'éducation populaire recouvre aujourd'hui l'environnement, l'écologie, le tourisme social... »

Sur le plan national, le CNAJEP veut promouvoir et renforcer ses conquêtes sociales ; aider l'information, la réflexion et l'action commune de ses adhérents ; lutter contre toutes discriminations ; participer enfin à la concertation interne et avec les pouvoirs publics pour l'élaboration de textes réglementant la vie associative.

Sur le plan international, le CNAJEP défend les positions et les préoccupations de ses membres auprès des instances internationales spécialisées et contribue au développement des activités internationales des associations de jeunesse : il entend notamment favoriser le développement des voyages des jeunes de l'Europe du Sud et du pourtour de la Méditerranée. Cette action internationale représente pratiquement la moitié de ses activités.

A partir de 1974, le CNAJEP a pu bénéficier des subventions accordées au CRIF, mais celles-ci ont stagné jusqu'à 1981. Malgré l'arrivée de la gauche au pouvoir, malgré les contrats ponctuels décrochés par le bureau d'études qu'il a constitué (le BEJEP), malgré les cotisations (1 000 à 5 000 francs, selon les dimensions et les ressources des associations), il n'emploie encore que quatre permanents et il n'a pu s'offrir jusqu'ici la publication d'une lettre d'information. En remplacement, il envoie systématiquement à ses adhérents tous les documents et informations qu'il suscite ou reçoit.

La règle du consensus

Pratiquement, le CNAJEP fonctionne sur trois niveaux. L'assemblée générale, organe souverain regroupant tous les mouvements adhérents, se réunit une fois par mois. Le comité exécutif, composé du quart (au plus) des associations à jour de leur cotisation, siège lui aussi une fois par mois pour préparer la réunion de l'assemblée générale et mettre en œuvre ses décisions. Le bureau, désigné par le comité exécutif en son sein, a sous sa responsabilité les permanents.

Toutes les décisions sont prises non à la majorité, mais sur la base du consensus : c'est-à-dire qu'elles ne doivent rencontrer aucune opposition. « Cette règle est fondamentale », explique Jean-Michel du Plas, délégué permanent. « C'est elle qui a permis au

CNAJEP, qui était un pari, de tenir. Elle n'est pas un frein. Elle soude les associations sur les points de convergence et donne à notre coordination une force d'intervention considérable vis-à-vis des pouvoirs publics. »

Ainsi, le CNAJEP a organisé le 21 septembre dernier une table ronde « pour une politique favorisant le développement de la vie associative » : des groupes qui n'ont pas l'habitude de se rencontrer (3) y ont abordé pour la première fois en commun la réforme de la loi sur les associations, les revendications fiscales et budgétaires, devant des représentants de ministères et de nombreux parlementaires. « Une telle manifestation, où le CNAJEP était la puissance invitée, confirme notre rôle représentatif, souligne Alain Barrau ; notre souhait est qu'à terme les problèmes qui se posent aux associations soient systématiquement débattus en commun. »

Ce nouveau rôle du CNAJEP ne lui fait pas perdre de vue sa fonction originelle. Il prépare déjà activement l'Année internationale de la jeunesse, prévue pour 1985, et souhaite à cette occasion être la cheville ouvrière du futur Comité national de la jeunesse. « Le CNAJEP, nous dit Jean-Michel du Plas, ne voudrait pas que cette manifestation soit seulement la préface à un colloque. En France, si l'on excepte les institutions ou les regroupements d'associations déjà existantes, il n'est pas de mouvement de jeunesse depuis la fin de la guerre. »

DANIEL GARCIA.

CONSEILS

L'agrément

L'agrément d'une association constitue une sorte de label, la reconnaissance par un département ministériel de l'intérêt, des buts et de la fiabilité des moyens proposés pour y parvenir. La réglementation actuelle fait qu'un ministre fixe lui-même les règles qui conditionnent l'agrément d'une association pour l'activité régie de sa compétence. Il est bien évident qu'une association doit le champ d'activité est très étendu peut solliciter et obtenir l'agrément de plusieurs ministères. C'est le cas notamment de celles qui agissent en vie locale sur les plans culturels et sportifs, et se préoccupent, en corollaire, du cadre de vie.

Si chaque ministre a ses critères spécifiques, quelques dispositions semblent communes, qui exigent notamment un temps minimum de fonctionnement assorti de rapports sur l'activité elle-même, la fiabilité d'un compte rendu financier (compte d'exploitation et bilan suivant les cas). Très généralement l'agrément est d'abord provisoire ; la période probatoire avant son agrément définitif est variable. Enfin, lorsque l'association ne répond plus à l'objet pour lequel elle a obtenu l'agrément, celui-ci peut lui être retiré.

Quels sont les avantages liés à l'agrément ?

Il s'agit de deux sortes. C'est tout d'abord, ainsi que nous l'avons dit, un label de qualité qui lui est décerné et la justification de l'intérêt général de son action. C'est surtout une formalité nécessaire pour solliciter des subventions de fonctionnement ou d'équipement, en premier lieu auprès du ministre et des services de son département, mais également auprès d'autres organismes publics ou parapublics dispensateurs de libéralités.

Chaque année le nombre de ministères intéressés par le développement de la vie associative s'accroît et nous ne pouvons le citer tous. Le ministre du temps libre est chargé actuellement d'une mission de coordination et vous pourrez trouver dans chaque département, soit auprès de ses services, soit auprès des secrétariats généraux des préfectures, les lieux où vous pourrez vous adresser pour obtenir dans chaque cas précis les conditions et possibilités d'agrément de votre association, puisque, dans tous les cas, et la décision est prise au niveau national, les dossiers sont instruits sur le plan départemental ou régional.

Cette rubrique est rédigée par Services-Associations, association loi de 1901, 24, rue de Prony, 75017 Paris, tél. : (1) 380-34-09.

BLOC-NOTES

INITIATIVES

Collaborateurs bénévoles

Le Centre national du volontariat (qui réunit soixante-cinq associations diverses) accueille tous les volontaires souhaitant exercer une activité bénévole (de la gestion à l'animation, en passant par le bricolage ou les conseils juridiques, etc.) dans les secteurs social, culturel, sportif, du cadre de vie et de la consommation, des loisirs, des activités civiques ou des relations internationales et les met en relation avec les associations membres qui recherchent des collaborateurs bénévoles. Dix-neuf centres d'accueil existent à Paris et en province.

Il soutient aussi les études sur le volontariat, a organisé, l'an dernier, un colloque sur ce thème, et a réalisé une documentation destinée aux chercheurs et aux praticiens.

* Centre national du volontariat, 130, rue des Poissonniers, 75018 Paris, tél. : (1) 264-97-34 (lundi au vendredi, de 10 heures à 17 heures).

Aide d'urgence

Pour apporter une aide alimentaire, médicale et techni-

que, notamment aux habitants des pays sous-développés et aux victimes de catastrophes, Care a créé une association en France (il en existait déjà aux États-Unis et en République fédérale d'Allemagne). Celle-ci recueille des fonds privés et publics pour envoyer sur place volontaires, outils et matériaux de construction ainsi qu'une aide d'urgence. Elle soutient aussi des programmes d'éducation sanitaire ou nutritionnelle et d'assistance technique agricole. En 1981, Care a fait parvenir près de 580 000 tonnes de ravitaillement dans différents pays. Depuis septembre 1981, elle a notamment livré 200 000 colis alimentaires en Pologne.

* Care France, 19, rue Galilée, 75116 Paris, tél. : (1) 720-17-22.

ACTUALITÉ

Antisexisme

L'association Pour une école non sexiste a organisé une exposition sur le sexisme dans les manuels scolaires (panneaux, films vidéo et documents), actuellement présentée à Nantes avant de l'être à Marseille, puis

à Lille. Cette exposition peut être précédée par une exposition plus restreinte dans les écoles : une « valise » comportant des documents, des montages de diapositives, des propositions d'exercices et des films vidéo à l'intention des enseignants. Cette « valise » est présentée jusqu'à la fin novembre, les lundis et mercredis, de 15 heures à 18 heures.

* Pour une école non sexiste, 59-61, avenue des Gobelins, 75013 Paris, tél. : (1) 335-38-53.

Bricolages

Pour réaliser soi-même les petits aménagements de son appartement, réparer soi-même la plomberie, l'électricité ou les appareils ménagers, l'association La Chemine organise en novembre et décembre (notamment en soirée) des stages et ateliers pour apprendre à bricoler chez soi avec un outillage simple ou effectuer des réparations de base.

* La Chemine, 11, rue du Fresnoir, 75020 Paris. Renseignements : tél. (1) 296-56-50, de 10 heures à 19 heures, ou au 373-04-54.

RENDEZ-VOUS

Vie locale et décentralisation

Un colloque sur les associations et la commune est organisé à Rennes les 5 et 6 novembre par l'Office social et culturel rennais, la Fondation pour la vie associative (Fonda), l'Association pour la démocratie et l'éducation locale et sociale (ADELS), et le carrefour national des associations d'habitants et des comités de quartier. Principaux thèmes : les relations associations-municipalités (à partir d'expériences concrètes) ; associations et vie quotidienne (les associations apportent-elles une réponse originale aux problèmes ?)

* Office social et culturel rennais, 6, cours des Allées, 35043 Rennes Cédex. Tél. : (99) 30-16-49.

Une journée de travail sur les associations et la décentralisation dans la région Alpes-Provence-Côte d'Azur aura lieu aussi le 6 novembre à Aix-en-Provence, sous l'égide de la Fonda.

* S.V.P. Associations, 54, rue Paradis, 13006 Marseille. Tél. : (91) 33-55-82.

PETITES ANNONCES POUR LES ASSOCIATIONS

Notre rubrique « Associations », créée au printemps dernier, continue de susciter un vif intérêt. Le courrier reçu en témoigne. Nous sommes contraints de faire un choix parmi les multiples informations recueillies. Nos critères sont notamment l'intérêt de l'information pour un large public ou pour la vie associative, le caractère novateur, exemplaire ou particulièrement significatif du sujet, l'appel au bénévolat.

Pour compléter ces informations, nous offrons des petites annonces — payantes, mais à un tarif très abordable (25 F TTC la ligne). Ainsi, une association, même modeste, pourra faire largement connaître l'information qu'elle jugera utile.

Les rubriques retenues pour le classement de ces petites annonces sont : appels, convocations, créations, manifestations, sessions et stages. Ces petites annonces devront comporter au maximum 28 signes (caractères, ponctuation, espaces) par ligne. Des abréviations simples sont recommandées.

ANNONCES ASSOCIATIONS

RUBRIQUES : Appels ☐ Convocations ☐ Créations ☐
Manifestations ☐ Sessions et stages ☐

* Cocher la rubrique souhaitée.

VOTRE TEXTE :

1	.....
2	.....
3	.....
4	.....
5	.....
6	.....
7	.....
8	.....
9	.....
10	.....

- Prix de la ligne : 25 F (28 signes, lettres ou espaces).
- Délai d'insertion : deux semaines après réception de la demande d'insertion ACCOMPAGNÉE DU RÈGLEMENT libellé : Régie Presse L.M.A.
- À envoyer à : REGIE PRESSE L.M.A., 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS

annonces associations

appels

Assoc. Etude construction avion U.L.M. rech. local 50 à 80 m² Paris ou banlieue Est « Pour l'Amour de l'Air » 18, rue Pache, 75011 PARIS

A tous les citoyens dont les biens, les droits et leur personne sont mis en péril. Rejoignez-vous en adhérent à l'Association de Défense des Victimes de la Justice et tous soutiens de la justice.

A.D.V. 14, r. de Metz, 31000 Toulouse. Tél. : (61) 53-11-18

UNIVERSITÉ POPUL. DE PARIS rech. envis. les organismes qui pourraient créer 1 place ou 2 de salle de réunion sur 48, rue de Ponthieu (8^e), 225-33-42.

Aider l'écologie. Pierre LOTI : rue P. LOTI 4 remises/le 30 F. 18, av. Pelletan - 17 Rochefort

créations

ÉCOLE ET TIERS-MONDE Son but : contribuer à l'ouverture de l'école aux problèmes du tiers-monde et du mal développement ; favoriser la rencontre entre les cultures...

Ses activités : sensibiliser le monde enseignant, recenser et analyser les expériences et outils pédagogiques en créant un réseau d'échanges entre éducateurs, critique des manuels scolaires, animation, formation.

Adresse : 20, rue Rochecourant 75008 PARIS Tél. : 285-25-37

Mardi : 8 h - 12 h mercredi, jeudi : 16 h - 18 h.

A gauche, une unité d'effort : S.C. Société, initiative, conviction, le n° 2 de la revue est consacré à la revue de l'économie française, à la transformation de l'administration. Commande : 1^{er} : 10 F ; 2^{es} : 30 F.

S.P. 70, 75722 Paris Cedex 15. APEDA FRANCE, 1^{er} ass. franc. de parents d'élèves en diff. d'apprentissage du langage écrit (syndicat dysorthographe) se propose d'informer parents et enseig. en vue de construire école scolaire. Cot. 50 F. APEDA, 3 b, av. Solitaires, 75320 Le Moutier-St-Denis, 481-56-43.

Ouvert à ceux pour qui la matière, la vie, l'homme sont des sujets de recherche. M. DELPA J. 68000 LILLYPA

CARDAGUES, opère de vases, de couronnes, de brèves L'ASSOCIATION FRANÇAISE DES CARDAGUES vous attend 27, av. des Remparts, 92700 COLOMBES. Tél. : 781-55-82. Le lundi de 14 h à 17 h.

manifestations

Les 10-11-12 décembre prochain, REDON accueille la Fête du jeune cinéma social. Souvenirs précédents et participation aux projections et ateliers. Env. films réalisés dans vos écoles avant 15-11-82. APAMS - B.P. 142 - 35000 REDON Tél. (99) 71-42-48

sessions et stages

Psychodrame énergétique. Pour pbs. psy. et formation, dev. pers. par jeu et bioénergie, 13/14 nov. à Poitiers. Assoc. Psycho-Pratiques. Les Bordes-Neuville, 86340 Tél. : 16 140 45-70-58

GRUPPE DE RENCONTRE ET DE DEVELOPPEMENT W.E. 15-28 NOV. 82 APT/GRUPPE 22-22-56 Institut Bouddhique Traditionnel à Neuchâtel, 31 Villorby, (6) 014-58-15. Enseigne le bouddhisme, le médit. : Sripattana-tem. am. e-m. pour francophone

Pour votre formation professionnelle ou personnelle nombreux stages après F.P.C. ou D.E.A. en gestion, conduite de réunion, audio-visuel, photo, vidéo, séminaire, offret, mise en page. Catalogue disponible à F.H.C. 32, r. Clovis, LE HAVRE 76000 Cedex. (36) 42-46-38.

C. Gide et l'économie sociale : colloque 18/19-10-1982 Faculté de droit Montpellier.

39, rue de l'Université l'école de Héma. 19-XI, France contemporaine de l'économie sociale : problèmes régionaux de la coopération.

Le Monde

RÉALISE CHAQUE SEMAINE

UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE

spécialement destinée à ses lecteurs résidant à l'étranger

Exemplaire spécimen sur demande.

حکومتی اہل

AUDIOVISUEL

Vidéo-clubs : la grande pagaille

On compte aujourd'hui près de quatre mille points de diffusion vidéo en France : revendeurs bi-fi ou photo-cinéma, maisons de la presse, librairies, grandes surfaces ou simples boutiques. Quatre mille vidéo-clubs pour les quelque huit cent mille propriétaires de magnétoscopes qui louent en moyenne une vingtaine de cassettes par an sur les quatre mille titres existants dans les catalogues français. Il y a deux ans, on dénombrait à peine une centaine de ces clubs. Il faut dire qu'alors les catalogues ne comportaient qu'une centaine de titres, à caractère pornographique pour la plupart.

Depuis, c'est l'explosion du marché : depuis janvier 1982, il se crée plus d'un vidéo-club par jour ! Pour le candidat détaillant, les choses paraissent simples. Il suffit à première vue d'un investissement minimum : une vitrine, quelques présentoirs et une centaine de cassettes pour commencer. Les droits d'adhésion au club et les locations quotidiennes font vivre la boutique et doivent permettre de rembourser l'investissement. Mais la concurrence a rapidement cassé ce mécanisme trop simple. La hausse du prix de vente des cassettes et la baisse rapide des tarifs de location (jusqu'à 6 F par jour dans certains clubs) ont entraîné des difficultés de trésorerie et les vidéo-clubs ont

négligé d'acheter de nouvelles cassettes. Mauvais calcul : déçu par un choix trop limité, la clientèle s'est lassée et bon nombre de boutiques ont mis la clé sous la porte (plus de 20 % en six mois). Parfois sans rembourser les chèques de caution !

Pour subsister dans cette situation un peu anarchique, il faut pouvoir garder sa clientèle, soit en lui présentant un choix diversifié de quatre cents ou cinq cents titres, soit en lui offrant des services complémentaires. La forme « club » était liée aux balbutiements du marché : une ambiance feutrée et discrète convenait bien à la vente de programmes pornographiques. Aujourd'hui, il s'agit surtout de justifier la pratique du droit d'adhésion. Mais certains détaillants, notamment en province, utilisent la forme du club pour bâtir toute une politique de promotion : présentation de films en avant-première, réduction sur les cassettes vierges ou le matériel, transfert de films super-8 en vidéo, stages de formation, etc.

Dans l'impossibilité de réglementer le commerce de détail, les éditeurs regardent le développement des vidéo-clubs avec des sentiments mêlés. D'un côté, cette brusque prolifération a considérablement stimulé le marché. Elle a surtout permis à la vidéo de pénétrer simultanément dans toutes les couches sociales. On trouve des vidéo-clubs à Barbès aussi bien qu'à

Neuilly, et une récente étude de la Sofres montre que les propriétaires de magnétoscopes ne se recrutent pas essentiellement chez les cadres supérieurs.

Mais le réseau est assez mal réparti : plus du quart des vidéo-clubs sont concentrés en région parisienne et un fort pourcentage sur la Côte d'Azur. Ensuite, il est peu formé : beaucoup de détaillants sont incapables de guider le choix de leurs clients, faute d'avoir visionné les cassettes ou d'avoir quelques connaissances cinématographiques. Certains ne savent pas gérer un stock, un fichier de clients ou organiser une promotion. Les représentants des éditeurs et des distributeurs chargés de sélectionner les bons points de vente servent souvent de conseils.

Une crise pour 1983

Mais il y a plus grave. S'ils se sont résignés à la généralisation de la location (90 % du chiffre d'affaires), les éditeurs acceptent mal la baisse vertigineuse des tarifs. En descendant bien au-dessous du prix de la place de cinéma, la location vidéo risque, à terme, de compromettre l'équilibre de l'industrie cinématographique. La seule réponse possible, c'est l'augmentation du prix de vente des vidéocassettes qui

contraint le détaillant à modifier sa politique.

Mais le marché évolue vite. Éditeurs et distributeurs prévoient pour 1983 une crise des vidéo-clubs, suivie d'une stabilisation autour de trois mille points de diffusion. Ils notent aussi avec satisfaction l'arrivée en force, sur le marché vidéo, des grandes surfaces, parisiennes et avec qui il est plus facile de négocier.

D'autres signes de structuration se précisent. Un certain nombre d'éditeurs-distributeurs ont déjà leurs propres réseaux de vidéo-clubs (VIP, S.V.P., etc.). Les éditions Gallimard, qui observent vis-à-vis de l'édition vidéo une grande prudence, s'intéressent en revanche au réseau de distribution. Par l'intermédiaire de la SODIS, un certain nombre de librairies commencent à louer des cassettes. Hachette suit la même stratégie avec son opération « vidéokiosque », qui propose un système de franchise aux éditeurs et diffuseurs de presse. Parallèlement, Hachette et Publicis s'associent pour lancer un magazine sur vidéocassette destiné aux professionnels des vidéo-clubs. De toute évidence, l'intégration verticale est à l'ordre du jour.

La grande pagaille des vidéo-clubs n'aura donc un temps. ■

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

VIDEOCASSETTES SELECTION

Médical

Après les dernières images du générique, Christine Ockrent apparaît sur l'écran dans la mise en scène traditionnelle des journaux télévisés : même décor, même mouvement de caméra, même ton de professionnelle un peu crispée. Seul le discours change. On ne parle pas du Liban ou du chômage mais des derniers progrès du sondage universel, d'un reportage sur la scolarité ou des vertus d'un nouveau neurologique.

Cette référence étroite à l'actualité télévisée, Médical l'a voulu pour donner plus de crédibilité au sérieux de l'entreprise. Depuis mars 1980, ce magazine de formation post-universitaire a édité vingt-quatre numéros et touché aujourd'hui 4 300 médecins. Un succès rare dans le domaine des magazines vidéo, dû essentiellement à la qualité du produit fabriqué par une équipe de médecins et de réalisateurs dans les meilleurs studios vidéo (S.F.P., Channel 80, Pipal, mais aussi au prix très bas de l'abonnement : 1 100 F par an, à peine plus, par mois, que le prix d'une cassette vierge.

Le magazine est financé par la publicité pharmaceutique. Dix minutes de spots sur une heure et demie de programmes, soumis au visa préalable du ministère de la Santé. Chaque numéro est dédié en quatre ou cinq séquences directement liées à la pratique quotidienne du médecin, qu'il s'agisse de l'étude d'un geste, d'une radiographie ou d'un dossier sur une technique particulière.

* Médical, dix numéros par an, disponibles en V.H.S., Boissons et V 2000, 39, avenue d'Alsace, 75783 Paris Cedex 16.

Un regard sur le monde

Ce regard est celui de François Chalais, producteur du « Tour du monde », une des chaînes émissives d'actualité de la télévision française à la fin des années 60. Une époque où, comme François Chalais le dit lui-même, « la télévision était encore jeune et formidablement vivante ».

Est-ce ce parfum de jeunesse qui fait tout l'intérêt de ces trois reportages filmés entre 1966 et 1967 ? La première nous entraîne à Harlem sur les traces du boxeur Ray Sugar Robinson, qui accepte de servir de médiateur entre l'équipe de tournage et le ghetto noir, mal remis de récentes émeutes raciales. Puis c'est Cuba, huit ans après la révolution de Fidel Castro, à l'heure d'un premier bilan déjà décevant. Enfin, les Philippines du président Marcos, partagées entre l'enfer de la corruption et le paradis de l'innocence primitive.

On le voit : en quinze ans, les situations n'ont pas beaucoup évolué. Ce qui reste le plus, en fait, c'est le discours de François Chalais, qui conjugue la fascination de l'économie et le point de vue moral d'un humanisme averti. Aujourd'hui, les commentaires sont plus froids, plus fonctionnels, moins engagés. En se développant, la télévision a réduit toutes les distances : le monde a perdu de son étranger et l'humanisme occidental de son assurance.

Ce qui reste en fait de plus précieux dans ce regard, ce sont les superbes images de Jean-Paul Janssen, l'un des meilleurs opérateurs-reporters de la télévision. Des images au plus près des visages et des détails de la vie quotidienne, des images qui sont à elles seules un discours. Et ce, c'est une chose devenue rare à la télévision.

* Un regard sur le monde, de François Chalais. Archives de l'Institut national de l'audiovisuel. Édité et distribué par Super Vidéo Productions.

FILMS

Films français

Soleil réveillé, de Jean-Marie Périer, avec Les Marseillais et Jacques Dutronc. Édité par La Guéville Vidéo et distribué par R.C.V.

L'Attentat, d'Yves Boisset, avec Jean-Louis Trintignant, Michel Piccoli, Michel Bouquet, Bruno Cremer et Philippe Noiret. Édité et distribué par Polygram Vidéo.

Les Démonelles de Rochefort, de Jacques Demy, avec Catherine Deneuve et Françoise Dorléac, sur une musique de Michel Legrand. Édité et distribué par Polygram Vidéo.

Le Grand-Pardon, d'Alexandre Arcady, avec Roger Hanin et Clio Goldsmith. Édité et distribué par G.C.R.

Cousin, cousin, de Jean-Charles Tacchella, avec Marie-France Pisier, Victor Lanoux et Guy Marchand. Édité et distribué par G.C.R.

L'Évasion, de Jean-Pierre Mocky, avec Bourvil, François Blanchet et Jacques Lagarde. Édité et distribué par 3 M Vidéo.

Films étrangers

On achève bien les chevaux, de Sydney Pollack, avec Jane Fonda et Michael Sarratze. Édité par A.B.C. Vidéo et distribué par Thom EMI Vidéo.

Duè dans le Pacifique, de John Boorman, avec Lee Marvin et Toshiko Miura. Édité par A.B.C. Vidéo et distribué par Thom EMI Vidéo.

L'Homme à l'écrit, de Nikos Tzanes, sur une musique de Miltos Theodorakis. Édité et distribué par M.P.M. Production.

Les Comédiens, de Ken Russell, avec Roger Daltrey et Ringo Starr. Édité et distribué par Warner Home Vidéo.

J.-F. L.

PRATIQUES

VIDÉO

Des cassettes à haute densité

Agfa Gevaert annonce la commercialisation de bandes vidéo à haute densité (high grade) pour les vidéo-cassettes V.H.S. Il s'agit d'une nouvelle méthode de fabrication dans laquelle les oxydes de métal sont pulvérisés sous vide sur le support. Les particules de métal, plus fines et mieux réparties sur la bande, régissent ainsi avec plus de fidélité le signal transmis par les têtes magnétiques.

L'enregistrement y gagne en qualité. L'amélioration du rapport signal-bruit donne des couleurs plus pures et mieux définies. Le son, lui aussi, bénéficie d'un dynamisme accru. Enfin, les vidéo-cassettes à haute densité diminuent les risques de « drop out », ces disparitions ou détériorations brusques de l'image dues à une mauvaise répartition des oxydes de métal sur la bande.

Agfa commercialise les premières vidéo-cassettes haute densité V.H.S. en 120 mn et 180 mn. Les sociétés 3 M et Fuji annoncent des vidéo-cassettes du même type pour les prochains mois. Le format Betamax n'est pas en reste puisque Sony commercialisera également sa gamme « Dinamicron ».

Danse et vidéo

Le Centre Georges-Pompidou organise un cycle de projection « vidéo et danse » les 25 et 29 octobre, 1, 5, 6 et 7 novembre. On pourra y voir les tentatives d'expressions nouvelles menées conjointement par des artistes vidéo et des chorégraphes et, en particulier, les réalisations de Merce Cunningham et Charles Atlas, d'Andrew Horn et Robyn Brentano. Un débat sera consacré, le 29 octobre, à l'étude des rapports entre la danse, la télévision et la vidéo.

Un mois de télévision en Midi-Pyrénées

L'Institut national de la communication audiovisuelle (INCA) organise un mois de manifesta-

tions autour de la télévision dans la région Midi-Pyrénées. Au cours de trois cent cinquante heures de programmations, le public de Toulouse, Castres, Auch et Foix pourra revoir plus de cent quarante œuvres issues des archives.

L'un des axes de cette programmation est consacré à la vidéo. Une quarantaine de réalisations — œuvres originales, émissions d'information, génériques, bandes annonces — permettront de cerner la naissance d'une nouvelle esthétique à la télévision. Les projections vidéo auront lieu au centre culturel municipal de Toulouse du 2 au 6 novembre.

J.-F. L.

Un nouveau Béta de salon

Malgré la stagnation du format Bétamax sur le marché français (9 % des ventes de décembre à février 1982 pour la FNAC), Sony continue son effort en proposant un matériel d'une qualité d'image remarquable. Après le S.L.-F.I.F. qui combine avec retard l'absence de la marque sur le marché du portable, voici un nouveau modèle qui vient doter la gamme de salon réduite jusqu'alors aux seuls S.L.-C.7F et S.L.-T7 ME trisystème. Le S.L.-C6 se situe un pas après son aîné dans la hiérarchie de la famille S.L.

Son volume extérieur et son aspect général, bien dans la lignée, ne l'empêche pas de se distinguer en suivant les tendances de la mode vidéo. Le chargement frontal ne permet pas seulement d'innover dans le style un peu trop répété d'un label à l'autre, il autorise aussi le rangement de la machine dans un meuble. Les commandes d'enregistrement et de lecture, à touches microsensibles, gérées par microprocesseur, sont nettement séparées pour éviter toute erreur de manipulation et la télécommande à fil autorise la recherche par Béta-vision (onze fois la vitesse en avant ou en arrière).

L'horloge est bien entendu à l'affichage digital et la présélection prévoit huit canaux de télévision. La partie programmation organise l'enregistrement automatique sur une période d'une semaine, ce qui est bien suffisant, avec possibilité de répétition quotidienne jusqu'à épuisement de la cassette.

PHILIPPE PELAPRAT.

RADIO

Un comité d'histoire de la radio

Composer l'histoire complète de la radio d'Etat et de la radio privée et recueillir sur elle le plus grand nombre possible de témoignages : c'est la tâche que s'est fixée le comité d'histoire de la radiodiffusion. Créé à la fin de 1981 sous forme d'une association régie par la loi de 1901, ce comité accueille et se met en mesure de confronter toutes les sources qui permettront de faire une analyse plus exacte des changements de structures et des bouleversements que la radiodiffusion a expérimentés.

Dans ce but, il a lancé une campagne d'enregistrement de tous les témoins de la naissance et du développement de la radio, d'Agathe Mella ou Clara Candiani à Loys Van Lee, Georges Charensol ou Ernest Gauthier, qui fut le dernier préparateur d'Edouard Branly. Des enregistrements qui constituent des documents précieux pour les archives de la radio et que l'on espère voir un jour accessibles au public, soit sous la forme de cassettes disponibles dans le commerce, soit par un passage sur les antennes nationales.

Préside par M. Jean Calvel (ancien rédacteur en chef du journal parisi), entouré de M. Robert Prot, secrétaire exécutif et de quatre vice-présidents : MM. Jean Thévenot, Jacques Magne, Armand Gaillard et Pierre Delfard, le comité reste ouvert aux adhésions et prépare l'édition des « Cahiers d'histoire de la radiodiffusion », une revue trimestrielle qui paraîtra à la mi-novembre. Une grande encyclopédie de l'histoire de la radio pourrait aussi voir le jour à plus long terme.

Renseignements : Marina Jadot, ministère de la communication, 35 rue saint-Dominique, 75007 Paris.

ANNICK COJEAN.

Aux quatre coins de France

Artisanat

TONNELLES DE JARDINS
ARCEAUX DÉCORATIFS
Ets G. SIMARD
01340 St-Denis-d'Assis
Téléphone : (74) 51-11-75.

Hôtel et restaurant

COTE D'AZUR - MENTON
Hôtel Célina-Rose, 27, avenue de Saint-Jean, 06500 Menton. Spécial 3^e Age, 45, r. (93) 35-74-69 - 22-23-38. Chambres tout confort, cuisine et mobilier, cabine familiale, ascenseur, jardin, piscine compl. Tél. 82-83 : 125 à 150 F.T.T.C.

Produits régionaux

FOIES GRAS ET CONFITS DU GERS
GERMAINE CASTERAN
Vente par correspondance
GERSICA, 32700 LECTOURE
Tél. : (62) 68-78-22.

Tourisme

A 2 HEURES DE PARIS EN SARTHE
Vivez le temps au ralenti. Naviguez sur le cours tranquille de la Sarthe ; découvrez ses vieux moulins, ses églises et son abbaye cistercienne. Le Mans et son enclos gallo-romain.
Partez à bicyclette vers la vallée du Loir. (Possibilités pour groupes).
Renseignements : Comité du tourisme
Hôtel du département
73000 LE MANS - Tél. (43) 84-66-00

Vins et alcools

GRANDS VINS D'ALSACE
en provenance directe du vigneron
Louis SIFFERT Fils, viticulteur.
Tél. : (88) 92-02-77.
16, rue de Vin, 67000 ORSCHWILLER.
Tél. sur demande.

CHARLES CHAMPIER
VITICULTEUR
69330 OZENAY - Tél. (74) 03-42-18
GRAND CRU BEAUJOLAIS
COTES DE BROUILLY 81 - 18 F
ET BROUILLY 81 - 15,50 F le litre
Prix TTC, départ franco domicile

VINS FINS DE BORDEAUX MÉDAILLES
conc. ag. Rouge Blanc Rosé. Bout. ou cu. bit. Tarif sur dem. à Serge SIMON, viticulteur, Château Vieux-Moulin, 33141 VILLEGUE

CHATEAU LA TOUR DE BY
Cru Grand Bourgogne de Médée
Bogard, 33340 Lesparre Médoc
Tél. : (56) 61-60-93
Doc. et tarifs sur demande

UN EXCELLENT BORDEAUX

A un prix producteur, franco
24 bott. 1981, 430 F, 60 bott., 960 F
Domaine de Terrière - 33550 PAILLET

GRANDS VINS DE SAUTERNES
CHATEAU HAUT BOMMES
Clos Haut-Peyraguey, 1^{er} cru classé
1 Paulh, Bordeaux - 33110 LANGON
Tarif sur demande
Tél. : (56) 63-51-53.

CHATEAU SAINT-ESTÈVE D'UCCLEUX

Propriétaire-Récoltant
Grand Vin Fin des Côtes du Rhône
50 médailles
OFFRE SPÉCIALE DÉGUSTATION
se recommander du MONDE
12 bouteilles assorties
Chât. St-Estève, rouge
(1978-80-81)
A.C. Côtes du Rhône, mise d'origine
222 F. Livré à domicile.
G. François, viticulteur
Saint-Estève
Uccleux 34400 Orange
Tél. : (90) 34-34-04

Découvrez un HAUT-MÉDOC
LE CHATEAU D'ELON
Vente directe - Prix franco
LYCÉE AGRICOLE DÉPARTEMENT
33290 Blazacq - Tél. : 35-02-27

GRAND VIN DE BORDEAUX

Appellation Promis contrôlée
GUILLOU-KERDAN, propriétaire
Château Les Trois-Croix
33128 Fronsac
Dégustation de tarif.
Se recommander du journal.

FABRICANT VENTE DIRECTE

liste de mariage

COUVERTS ORFÈVRE

Garantie 25 ans d'ouvrages garantis

FRANOR

70, rue ANTOINE 75011 PARIS

catalogue gratuit M sur demande

ACTUALITE DU DISQUE

Classique

Le premier « Moïse » de Rossini

par Claudio Scimone

Avant aux lyriques : ce *Moïse in Egitto* n'a rien à voir avec l'ouvrage récemment enregistré sous le même titre par Gardelli (Hungaroton, cf. le Monde Dimanche du 14 mars 1982). Ce dernier paraît de la version française traduite en italien, alors que Claudio Scimone nous rend la version originale. Pour une fois, il ne s'agit pas seulement de coupures rétablies ou de simples variations ornementales, mais bien de deux œuvres totalement différentes de facture, de l'air, d'agencement des scènes, et de distribution des rôles. *Moïse* n'a ici ni frère ni sœur, mais y gagne la rencontre avec Aaron et avec la jeune Elcia aux airs amoureuxment écrits par Rossini pour le Colbran.

Moins théâtral, mais plus religieux (l'œuvre tragico-sacré), d'écriture plus tendue et plus virtuose, ce *Moïse* d'origine scintille d'une richesse musicale éblouissante, dans la veine série la plus réussie du maître de Pesaro. L'intérêt pour la découverte musicologique se double donc du bonheur de la découverte esthétique.

Au-delà et malgré les déceptions de la distribution toutefois. Car, avec cette affiche cosmopolite, aucune unité d'école ou de style n'est à attendre. Au jeu du chacun pour soi, vous trouverez donc la majesté sobre de Ruggero Raimondi, très en voix et dans une composition impressionnante ; Siegmund Nimsgern, sensiblement affaibli par sa cabarette, vigoureux dans ses interventions ariettes, mais tout de même un peu incongru dans ce répertoire ; le soprano bien piloté de J. Anderson (révois à ce que Colbran, pourtant usée déjà, pouvait faire) et l'art subtil du vrai ténor d'ici grâce qu'est E. Palicio, aux déformations facilitées.

Et puis, raffinée et mouvante, confortée par la présence capitale du Chœur Ambrosiano, la direction de Scimone, dont l'amour pour cette musique est communicatif. Avec la Philharmonie Orchestra, un enregistrement qui marque une date. (S. d. Philips, 6769.061 ; offre spéciale.)

ALAIN ARNAUD.

Les symphonies de Jean-Christophe Bach

Des quatre fils musiciens de Jean-Sébastien Bach, le dernier, Jean-Christophe, apparaît un peu comme l'enfant terrible de la famille. Il fut le seul de tous les Bach à se rendre en Italie, à composer des opéras et à se convertir au catholicisme. Après quelques années dans la péninsule, il passa le reste de sa relativement brève existence (1735-1782) en Angleterre, où il connut Mozart enfant. Ce dernier parla toujours de Jean-Christophe Bach avec respect et admiration, honneur qu'il n'accordait pas facilement, et l'on comprend qu'il ait pu le séduire l'ivresse mélodique, voire la sensibilité, du « Bach de Milan et de Londres ».

En Angleterre, Jean-Christophe écrit de nombreuses symphonies et ouvertures d'opéra. Les deux genres se confondent alors largement et, dans son cas, presque rien ne peut les distinguer. Certaines de ces œuvres furent alors éditées, d'autres non. Neville Martin et l'Academy of St-Martin-in-the-Fields (opus 3), ainsi que David Zinman et l'Orchestra de chambre néerlandaise (opus 6, 8, 9 et 18), en interprètent ici vingt-quatre, auxquelles viennent s'ajouter encore une ouverture isolée et une symphonie concertante.

Le disque de Martin avait jadis paru en France dans un autre coffret ; les quatre de Zinman sont autant de nouveautés chez nous. Bien sûr, il ne faut pas écouter tout cela d'un seul coup, mais Jean-Christophe Bach est un compositeur personnel et de réelle valeur, bien plus attachant que ces petits maîtres italiens dont on nous assène trop souvent les concertos à la chaîne. Voilà assurément une des plus séduisantes parmi les souscriptions de cette rentrée d'automne. (S. d. Philips, 6768.336 ; offre spéciale.)

MARC VIGNAL.

Le « Stabat Mater » de Rossini

par Giulini et Muti

Deux chefs, tous deux italiens, tous deux spécialistes de l'opéra, confrontés à l'une des rares ou-

vrées religieuses du maestro de l'opéra italien ! D'abord on perçoit surtout leur communauté d'esprit et de ton : l'amour hétéroclite des voix, la langue méditerranéenne du son, le goût des effets. Puis les différences s'affirment. Elles tiennent surtout à l'âge qu'à la personnalité de chacun. Giulini est le maestro d'un long carrière, fondée sur l'expérience et la rareté de ses interventions. Son *Stabat* est une vision recueillie, réfléchie, attachée à dire le mystère d'une douleur magnifiée et reflétant la grandeur sobre de la maturité. Des pianissimo impalpables, des crescendo glorieux, animent une trame orchestrale aussi fluide qu'honnête. Muti est un homme dans la force de l'âge, déployant cette force en fougue et en versatilité, parfois en activisme. Son *Stabat* lui ressemble, ardent, violent, contrasté, jouant du rythme et des effets théâtraux.

Les distributions, en bonne justice rétributive, dispensent à égalité toutes et tous. Au sublime tandem Ricciardi - Valentini-Terzi (chez Giulini), dont les timbres s'enchâssent à se confondre, répond l'ardeur saisissante d'Agnes Baltsa (chez Muti), inoubliable dans le *Faci ut ardeat*. A l'insuffisance du soprano de C. Maffittano (Muti), timbre grêle, projection courte, répond la brutalité du ténor de Giulini, D. Gonzalez, dont l'émission tonitruante et les intentions appuyées sont déplorables dans cette atmosphère de dévotion. Se répondent enfin, avec des timbres et des écoles différentes, les deux basses de Gwynn Howell et de Ruggero Raimondi, de la plus haute tenue.

Qui pourrait décider entre la souveraineté de la sagesse et la vivacité presque virulente de la passion ? Voilà que, pour une fois, deux enregistrements se présentent comme deux miroirs où les dons et les génies se font écho (Giulini : Chœur et Orchestra philharmonia, 1 d. DG, 2532.048 ; Muti : Chœur et Orchestra del Mal musical Fiorandini, 1 d. EMI, 069-43.321).

A. A.

Musique de chambre de Schubert

Du danger des regroupements caducés. Ce coffret des « plus belles œuvres de la musique de chambre de Schubert » est hybride et décevant. Pourquoi avoir marié deux quatuors aussi différents que le Quatuor Melos, admirable dans la *Jeune Fille et la Mort* (paru dans

un coffret de l'intégrale des quatuors), et les Amadeus, dans ce détestable quintette *La Truite* où, en compagnie d'Emil Gilels, ils se contorsionnent avec une préciosité hors de style ? Et si le Quintette à deux violoncelles par Melos et Rostropovitch est fort beau, sans atteindre tout à fait le sublime, l'Ozior est d'une affligeante platitude par un Ensemble de chambre de Vienne très quelconque malgré le raffinement instrumental (4 d. DG, 2740.269 ; offre spéciale).

JACQUES LONCHAMPT.

Les mélodies de Stravinsky

Un disque exceptionnel dans un domaine peu connu. Ces trente-deux mélodies de Stravinsky, souvent très brèves, sont interprétées avec une vie, une intensité et une saveur merveilleuse par Phyllis Bryn-Julson, Ann Murray, Robert Tear et John Shirley-Quirk. L'ensemble intertemporel étant dirigé par un Pierre Boulez d'une finesse de main extrême et d'une pureté éblouissante. Un legs du Festival d'automne 1980.

La plupart de ces pièces datent de la jeunesse et de la période russe, des compositions, des chansons populaires narquoises (avec quelques belles mélodies, telles les deux *Poèmes de Verlaine* ou les *Poésies de la lyrique japonaise*), du concentré de Stravinsky, minuscules petits chefs-d'œuvre qui reviennent ceux qui aiment *Pétrouchka*, *Noces* et *Renard*. La chanson de *Parache*, de *Mavra* (1923), n'est pas moins truculente, dans un tout autre style.

Et puis l'on tourne beaucoup de pages. Les dernières mélodies datent de la fin de la vie, la mort approche. Les *Chansons de Shakespeare* fleurissent dans le jardin de *Rake's Progress*, autour de pensées mélancoliques. In memoriam Dylan Thomas et Elia for JFK (Kennedy) bouleversent par leur accent intérieur, l'économie sérielle des moyens, où chaque mot, chaque inflexion, est comme une pieuvre ouverte. Et toute l'œuvre de Stravinsky s'achève par l'admirable orchestration de deux mélodies d'Hugo Wolf, dont le sublime *Wunder trägt du*, dialogue mystique tout proche de celui de Verlaine. On ne connaît pas pleinement Stravinsky sans avoir entendu ces ultimes confidences (1 d. DG, 2531.377).

J. L.

Rock Variétés

Jacques Higelin

of our own (33 tours CBS 85 959).

A la fois enfant de Trénet et du rock, avec pour bagage une grande culture, une énorme vitalité, un besoin d'éclat, un besoin de décoller du quotidien, d'inventer des fêtes, de ne pas s'empêtrer dans des voies sans issue, Jacques Higelin est un personnage à part dans la chanson et le rock français. Il y a chez lui une folle porteur de vie, il y a un « je » multiple, il y a aussi beaucoup de tendresse et de fraternité.

L'album qui vient de paraître — et dont un titre (*Encore une journée d'automne*) est largement diffusé depuis quelques jours dans les radios — est un disque-événement ou, pour reprendre une expression d'Higelin, un « gage d'amour ».

Les musiques et les textes de l'album ont surgi soit d'une balade aux îles antillaises, soit d'un séjour en Corse, soit encore lors de la préparation du spectacle du Cirque d'hiver « Jacques Joseph Victor dort ». Avec un romantisme adolescent, Higelin, plus que jamais, se dédouble. Chaque chanson a une couleur différente, emprunte au rock (*Boogie rouillé*), au jazz (*Manque de classe*), à la musique antillaise (*Encore une journée d'automne*), voire à la comédie traditionnelle (*Labotomie-Autonomie*). La voix gouailleuse, Higelin chante « le courage de vivre au large des écueils », sans héros, sans message (...), une envie de rire comme un cerf-volant dans le ciel ». C'est plein de soleil, de nonchalance, de liberté et de bonheur (33 tours, Pathé-Marconi — 2 C 170-72636/7).

Billy Joel

Cousin spirituel de Paul McCartney par l'inspiration et par les mélodies, acrobates des premières pièces des hits-parades américains, Billy Joel a la réputation de traiter une mélodie dans tout son éclat, de jouer sur une certaine fantaisie et une liberté qui l'amenent notamment à multiplier ses couleurs musicales — celles-ci n'étant pas toujours sans nostalgie : par exemple, le titre « *Allentown* ». Le dernier album (*The Nylon Curtain*) comme d'habitude produit par Phil Ramone, respecte la tradition de Billy Joel avec des arrangements brillants, parfois rockifiés : *A room*

Quilapayun

Neuf années d'exil n'ont pas entamé la créativité du groupe chilien ni arrêté son évolution musicale, comme la sculpture l'emblématiquement constant apporté par l'introduction dans la formation et l'utilisation d'instruments aussi divers que les timbales, les cloches, le glockenspiel et le piano. Dans ce nouvel album, Quilapayun fait en quelque sorte un petit bilan de son activité récente (*Lumière noire*) et exprime son espoir (*les étoiles*). Le *Portrait de Sardinia* est une chanson-hommage au héros nicaïquien de la première moitié du siècle, *Trompe* est un titre basé sur les rythmes indigènes du Chili.

L'album contient aussi deux titres non signés par le groupe : *el Gavilan*, de Violeta Parra, et *Canto para Bolívar*, de Juan Orrego Salas (33 tours Pathé-Marconi 2 C 070.72562).

CLAUDE FLÉOUTER.

Vic Godard et the Subway Sect « Songs For Sale »

The Subway Sect était un de ces groupes plus ou moins durs de l'après-punk comme il en poussait des dizaines par mois en Angleterre et qui disparaissaient avant qu'on ait eu le loisir de soupçonner leur existence. Le temps de rectifier le tir et les enfants du rock sont devenus des enfants du jazz. Dans l'esprit et dans la forme. Bien leur en a pris. Voix de crooner et organe de chanteur de charme, Vic Godard a pris les choses en main et les garçons se sont taillés un look forcé : smok et nœudpap, pantalons larges à pinces et à revers, deux à cigarettes et drinks sur glace. Ambiance assurée.

Evidemment, la musique va de pair, cool, very cool, swing et bebop, les cliquettements de doigts — snap-snap — et les baguettes à balai — tase-ka-tase — en gouquette, les trompettes bouchées et les trémolos en vadelette, le piano-bar en pirouette. Entrée gratuite pour les femmes non accompagnées. C'est la reprise d'une chanson de Cole

Porter (*Love For Sale*) qui a inspiré le titre de l'album (*Songs For Sale*).

La démarche rejoint celle de Joe Jackson, mais là où *Jumpin' Live* était un disque parenthèse dans la carrière du musicien avec un big band et uniquement des reprises de standard, Vic Godard semble vouloir entamer une carrière en pointe de suspension avec une formation serrée et des compositions originales à hauteur des deux standards qui figurent sur le 33 tours. La parenthèse est pour nous, car ce *Songs For Sale* à l'écart de la production générale est l'une des choses les plus rafraîchissantes et les plus gaies du moment (Barclay, 200417).

ALAIN WAIS

Jazz

Art Blakey et les Jazz Messengers : « Originally »

Rien n'indique, et c'est dommage, sur la chemise du disque qu'il s'agit de produits de séances inédites des 5 avril, 25 juin et 12 décembre 1956. Six morceaux, par les Messengers, sont absolument nouveaux, et le septième, *Carol's Interlude*, qui pourrait apparaître comme une resucée, est lui-même une prise, non-publiée jusqu'ici, d'une session peu diffusée de la même année. Jim Fisel a ramulé ciel et terre pour convaincre les patrons de C.B.S. de débiter ces grands crus. Félicitons-le.

Blakey eut l'idée de délivrer des « messages » le 22 décembre 1947. Ce fut sa nuit à lui, de révélation, d'éblouissement. Cette idée, il la remit en pratique le 11 novembre 1955, avec Horace Silver, qui avait trouvé la formule du quintette « soul » tout juste un an avant, à ses côtés. Ce bop dur, nourri de la sève du blues et du spiritual, est tant de succès sur la petite marque Blue Note que la firme Columbia, à son tour, engage Blakey et Silver (ou Kenny Drew, ou Sam Dockery), leur fit enregistrer quelques plaques et négocier de les publier toutes. Ce sont les oubliés qui paraissent maintenant.

La belle saison de la musique « funky » fleurit avec les solos de Donald Byrd, Ira Sullivan, Bill Hardman (trompettes), Hank Mobley, Ira Sullivan encore, Jackie McLean (saxophones), bien soutenus par Doug Watkins, Wilbur Ware, Sponty DeBrest (contrebasses). On joue méchamment. Et on sait lire : ainsi *Summerme* est-il pris en tempo vite pour une fois, en démarrage tsigane puis en un quatre-quatre de touriste dans le genre *Dance du sabre*, de Khar-chatourian. C'est gai, et ça renouvelle le thème sentimental de Gershwin que les Messengers ont lié à la *Rhapsody in Blue*, à *The Man I Love* et à *Somewhere to Watch over Me* (C.B.S. 85 936).

LUCIEN MALSON.

Inscrit dans
"PARIS PAS CHER"
Fabricant vend directement
ses bijoux au poids.
Cours du 27 septembre :
chaîne de cou . . . 174 F le gr
alliance . . . 209 F le gr
bracelet bébé . . . 219 F le gr
médaille . . . 288 F le gr
sautoir . . . 224 F le gr
soutour . . . 204 F le gr
chevalière . . . 229 F le gr
Choix en bagues, boucles
d'oreilles, alliances brillants.
Achat vieux bijoux.
LE BIJOU D'OR
1, rue Saulnier (9e) 1er étage
Mo Cadet. T. 246.46.96
Catalogue sur demande

FAURÉ : Pelléas et Mélisande
J. HUBEAU / A. JORDAN 1 disque
GERSHWIN : Rhapsody in blue
G. TACCHINO / L. FOSTER 1 disque / 1 cassette
HAYDN : Stabat Mater
M. CORBOZ 1 disque / 1 cassette
STAMITZ : Concertos pour flûte
J.P. RAMPAL / R. LEPPARD 1 disque / 1 cassette
TCHAIKOVSKY : Trio op. 50
P. AMOYAL - F. LODEON - P. ROGÉ 1 disque

L'EVENEMENT L'INVITATION

Après 15 ans d'absence Giulini revient à la scène pour diriger Falstaff de Verdi.



Un séjour à Florence pour assister à cet événement.

Il vous suffit de retirer une invitation chez votre disquaire pour participer au concours Deutsche Grammophon-Archiv Produktion, et vous serez peut-être, le 20 janvier 1983, dans un fauteuil d'orchestre du Teatro Comunale de Florence.





Le Monde
DIMANCHE

NOUVELLE

L'amour en larmes

par RÉGIS JAUFFRET

C'ÉTAIT dimanche, il pleuvait. L'averse glissait comme un chagrin sur les joues grises de l'après-midi. Le vacarme des trains secouait les baies vitrées du buffet de la gare. Un chat errait parmi les tables en miaulant. Propulsée par sa maîtrise une fillette vendait des fleurs. Un grand miroir renvoyait l'image ternie d'une salle peuplée d'humains poussiéreux et hagards.

A cette époque j'étais souvent la proie de crises de larmes qui survenaient à l'improviste ; quant à elle, ses yeux coulaient sans trêve, comme deux petites fontaines laborieuses. Nous pleurons chacun dans son coin, lorsque le serveur — sans doute par moquerie — nous a présentés l'un à l'autre.

« Je m'appelle Pierre-Marie. — Mon nom est Jeanne », répondit-elle tristement.

Le serveur s'éloigna en ricana. Nous n'osions débiter une conversation. Elle cachait ses larmes derrière un mouchoir rose et buvait de temps en temps une gorgée de thé. Je lutais pour garder les yeux secs et le sourire. Dehors la pluie froide s'était changée en neige.

« Regardez, dit-elle, au lieu de larmes le ciel pleure de beaux flocons blancs. »

« Oui, répondis-je, j'ai toujours pensé que la neige était un chagrin d'hiver. »

« Alors les bonshommes de neige sont des chagrins sculptés, et les batailles de boules de neige des guerres à coups de pleurs. »

Elle me regardait tendrement à travers le rideau humide de sa tristesse. J'étais ému par son désespoir, j'avais peur de l'aimer. Épisodiquement, le serveur nous lançait une effluve lubrique. Les derniers clients vidaient leur chope sans joie. J'ai caressé sa main, nous tremblions. L'amour nous effrayait comme un nouveau malheur. L'établissement fermait, nous sortîmes bras dessus bras dessous.

« Hélas nous nous aimons, dis-je. — Oui, c'est une sorte de haine inversée. »

Nous marchions le long du quai, au hasard. Parfois nous détournions la tête pour pleurer, chacun pour soi. Quand un train sifflait nous en profitions pour pousser un petit cri lugubre, inconnu. La neige fondait dans les flaque de pluie.

« Pierre-Marie, dit-elle, il ne servirait à rien de lutter contre notre destin. Puisque nous nous aimons, ne repoussons pas sotte-ment l'instant de notre union. Je n'ai qu'une modeste chambre d'ouvrière sous les toits, mais nous nous aimerons là-bas car il m'est impossible de dormir loin de mes objets personnels. — Nous nous aimerons là-bas. »

Nous avons quitté la gare. Les faisceaux des lampadaires alignés forment le charbon de la nuit tels de longs mineurs pourvus de casques à lampe. En silence les passants fuyaient vers leur logis, quelques-uns

traînaient des chiens que la neige faisait cligner des paupières. Jeanne insista pour manger une crêpe et boire une bolée de cidre. La crêperie était déserte, les employés bougons.

« J'habite le quartier de la minoterie, dit-elle. Les rues sont étroites, mais la police veille : aussi les agressions sont rares. »

L'air sentait le beurre fondu. Je mangeais sans appétit, les bouchées me semblaient austères, la crêpe interminable. Le sentiment d'aimer fécondait ma tristesse. Jeanne dévorait le contenu de son assiette. La lueur d'une bougie vacillait entre nous, nos larmes scintillaient.

« Il vaudrait mieux appeler un taxi », dit-elle.

J'en ai commandé un par téléphone, nous l'avons attendu sur le trottoir en causant. Pour elle le bonheur était le désespoir des niais et des lâches. En grimant dans l'auto elle fit allusion à la vulgarité de la joie.

« La joie, cette grimace sur le visage rayé de larmes de la condition humaine. »

Le ronronnement du moteur Diesel berça notre mélancolie. Un rêve nous emporta. Nous étions à Venise, étendus sur le velours d'une gondole à baldaquin. La lagune était pleine. Le gondolier, maigre et maussade, chantait. Un petit soleil pinçait sa lumière d'apocalypse. Peu à peu la frêle embarcation sombrait, et la lagune nous engloutissait dans un sanglot.

« Nous avons fait le même rêve, n'est-ce pas ? » lui demandai-je en m'éveillant.

« Venise est un chagrin liquide. »

Il était abrupt l'escalier qui menait à sa chambre, les hautes marches nous contraignaient à servir fort la rampe pour ne pas trébucher. On entendait la rumeur criarde des locataires ripaillant autour du repas dominical, ainsi que les hurlements d'un enfant déposé dans un bain trop chaud.

Jeanne ouvrit la porte, la pièce était plongée dans la nuit. Nos mains se sont frottées. Il me semblait percevoir le clapotis de nos cœurs.

« L'obscurité, dit-elle, est la lumière des non-voyants. C'est

une lueur aplatie, infirme, qui rampe. Elle rend l'univers indéchiffrable, les livres absurdes. Ils sont fragiles et clairs les yeux de celui qu'éblouit la nuit noire ! »

Nous nous promenions dans la pièce exigüe. Jeanne me décrivait de mémoire meubles et bibelots. Le Requiem de Mozart nous parvenait assourdi d'un appartement voisin. La pulpe de ses doigts contre mes phalanges, l'odeur sucrée de sa chevelure, le tic-tac placide d'une pendulette — tristesse bienfaisante de cet instant d'obscur amour. Je voguais en moi telle une bête qui tanguait dans son mausolée inondé par l'orage.

« C'est trop beau », dit-elle. Elle manipula un interrup-

teur et la lumière d'un néon blanchit la chambre. Je me suis assis sur le bord du lit. La table de chevet supportait les *Misérables* et un verre d'eau à moitié bu. Dans un cadre d'acier, Jeanne, en noir et blanc, serrait les dents et pointait son nez comme une arme. Tandis que je dévisageais son portrait, elle laissait choir un à un ses vêtements sur le sol.

U matin nous décidions de nous mettre en ménage. Elle était orpheline, chérissait sa chambre comme une mère, et refusa de la quitter pour s'installer dans ma garçonnière pourtant vaste et coquette.

Elle menait une vie rigou-

reuse et fade. Elle se levait tôt, l'hiver dans la nuit, l'été dans la crasse blême d'un jour nouveau. Son labeur d'ouvrière l'occupait jusqu'au soir. Elle rentrait à pied sans badauder aux vitrines des magasins de mode. Après une légère collation elle enfilaient son pyjama, posait la tête contre mon épaule, et s'endormait.

Durant la semaine, elle ne prononçait aucun mot. Elle m'observait. Son regard sautillant époussetait ma silhouette ; la nuit elle se réveillait pour évaluer mes traits dissous par le sommeil. Insidieusement elle m'injectait son mal d'être et elle pompait les rares traînées de

ses condisciples en profitant pour torturer sa poupée de chiffon et l'arroser d'encre violette. D'infâmes paysans la recevaient à la saison des foires ; malgré sa peur des bêtes on l'obligeait à traire les vaches et à soigner les porcs. En comparaison l'usine lui semblait douce.

Notre idylle était particulièrement triste et sans espoir. Nous ne gaminions pas comme font les amants, et les joies nous évitaient. Lors de l'accouplement, je redoutais ce corps qu'elle m'abandonnait vide d'elle, rendu aux automatismes de la physiologie. Bouche à bouche je tentais de rasimer sa présence, de l'extraire du puits noir où elle s'enfonçait. Mais elle me laissait seul avec notre amour mort-né.

Nous avions fait l'emptie d'un paravent. A tour de rôle nous l'utilisions pour cacher notre peine. Souvent, nous pleurons tous les deux sous son aile. Nos mélancolies s'entrelevaient, se réchauffaient un peu.

Mais au fil du temps notre couple se désynchronisa : mon chagrin devenait inextinguible ; celui de Jeanne s'ameublait, elle ne pleurait plus qu'à bon escient de maigres larmes espacées. Puis elle s'assécha tout à fait. C'est à peine si par accident quelques gouttelettes éparées mouillaient un instant ses joues. Elle me tançait lorsque mes yeux bavaient.

« Il faut vous exercer à maîtriser votre transit lacrymal. La mélancolie est une fonction organique comme une autre, et les larmes ne sont pas forcément incontinentes au niveau des yeux. »

Afin de percer leur secret, je prenais les plaisantins en filature. Devant une glace de poche je m'entraînais à former des sourires ; au bout d'une heure une minuscule virgule de dents apparaissait entre mes lèvres crispées. Je fréquentais des homéopathes qui m'ordonnaient avec désinvolture *Lacryma Officialis* et *Chagrina TM*. Plusieurs jours de grève de la soif m'ont ensifflé sans parvenir à déshydrater mon affliction.

Jeanne me rejetait, me poussait loin de sa vie comme une balayure. Mon chagrin lui donnait la nausée ; elle vaporisait du musc matin et soir comme pour chasser l'odeur de ma tristesse. A table, si je ne lui tournais pas le dos, elle se révélait incapable d'avaler le moindre morceau. Une nuit elle m'accusa de l'enrhumer en humectant le traversin de mes larmes. J'ai dû m'expatrier derrière le paravent.

Je ne sortais plus. Les passants m'auraient contourné, un gardien de la paix aurait fini par appréhender ce louche humanitaire précédé d'une gerbe de pleurs. Je regardais la ville par la fenêtre.

Jeanne décrochait. Je l'attendais en sanglotant contre la porte. A l'aube, j'écoulais la sonnerie des réveils, le bruit des poubelles sur le bitume ; le débit de ma peine s'accélérait. Elle rentrait hilare, chance-lante, des confettis jaunes dans les cheveux. Peureusement, je l'approchais, je mâchais des mots doux à son oreille. Elle riait de ma figure moite et rouge.

L'amour volait mon corps. Jeanne avait pris la place de mon chagrin anonyme, c'était d'elle à présent que je souffrais. Je vivais en reclus à l'ombre du paravent. A travers un orifice ménagé dans la toile, je la voyais. Le soleil pénétrait la pièce. Des galants montaient la garde autour du lit. Un gramophone broyait du jazz. Elle dansait nue sur une cuvette renversée. Un odieux sourire clignotait sur sa face.

J'assistais à l'enterrement de notre lamentable histoire. J'aurais voulu d'éternelles obsèques ; que le convoi suive les contours d'une infinie ruelle, vers un cimetière qui s'éloigne, se perd dans l'improbable.

Elle rompit notre amour dans un fou rire. J'ai poussé des cris. Les galants m'ont porté dans la rue.

Plus jamais je ne l'ai aperçue. Mes yeux ont coulé pendant un an. Puis mon chagrin cessa de suppurer.

Je veux fermer ma tête. Rester seul, assis en tailleur dans l'obscurité du cerveau. Eloigner la mémoire, chasser les souvenirs comme des mouches, les écraser soigneusement entre les doigts. Ne rien créer, que l'imagination ne souille pas le vide. Mais c'est à cet instant qu'elle apparaît, que son image cogne les parois du crâne comme un battant. Je ne suis plus alors que l'atroce bruit d'elle contre l'os. ■

Régis JAUFFRET est journaliste.



MICHEL DURAND

Meubles Anciens et d'occasion : Vendez les tous ensembles

Au plus grand - 2400 m² d'exposition - "DÉPÔT-VENTE DE PARIS" vous vendrez aussi bien votre commode Louis XV et votre vase de Gallé que votre armoire de toilette, ou vos livres de poche. TOUT S'Y DÉPOSE, S'ACHÈTE ET SE VEND.



Le Dépôt-Vente
de Paris

81, rue de Lagoy,
Paris 20^e
372.13.91